

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du
Lundi 25 novembre 2013

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 25 novembre 2013

Procès-verbal

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Hélène MANDROUX : L'ordre du jour aujourd'hui comporte 103 affaires, dont un vœu à Madame TAUBIRA et une affaire retirée, l'affaire 53. Je mets l'ordre du jour au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Tout d'abord, adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 7 octobre. Y a-t-il des réflexions par rapport au procès-verbal du 7 octobre ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Mme Ben Ouargha-Jaffiol, M. Pouget (avec la procuration de M. Subra), M. Domergue (avec la procuration de M. Julien) entrent en séance.

Mme Miraoui sort de séance.

1. Vœu de soutien à Mme Christiane TAUBIRA, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de la République française

Hélène MANDROUX:

L'article premier de la déclaration de principe des Etats membres de l'UNESCO réunis à Paris du 25 octobre au 16 novembre 1995 définit la tolérance et prévoit notamment : « Conformément au respect des droits de l'homme, pratiquer la tolérance ce n'est ni tolérer l'injustice sociale, ni renoncer à ses propres convictions, ni faire de concessions à cet égard. La pratique de la tolérance signifie que chacun a le libre choix de ses convictions et accepte que l'autre jouisse de la même liberté. Elle signifie l'acceptation du fait que les êtres humains, qui se caractérisent naturellement par la diversité de leur aspect physique, de leur situation, de leur mode d'expression, de leurs comportements et de leurs valeurs, ont le droit de vivre en paix et d'être tels qu'ils sont. Elle signifie également que nul ne doit imposer ses opinions à autrui.

L'article 7 de la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 stipule : « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination ».

L'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 précise « la jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation ».

L'article 4 de la déclaration de droits de l'homme et du citoyen de 1789 prévoit que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi ».

L'article 225-1 alinéa 1 du code pénal dispose : « constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

L'article 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse précise : « L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignés par les articles 30 et 31 (à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des cultes salariés par l'Etat, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition) de la présente loi sera punie... de six mois d'emprisonnement et de 22 500 euros d'amende lorsque cette injure est commise... envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ».

Sera punie des peines prévues à l'alinéa précédent l'injure commise dans les mêmes conditions envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap ».

Depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, Madame Christiane TAUBIRA, Ministre de la Justice, Garde des sceaux de la République, tant dans l'exercice de ses fonctions qu'à titre personnel, fait l'objet d'injures publiques des plus abjectes.

Ces injures ont été prononcées non seulement par des adultes, mais également par des enfants.

Au-delà de ces attaques personnelles, ce sont les dérives de notre société et les atteintes que ces propos racistes portent à la cohésion sociale et à la Nation française, si fière d'être le pays des droits de l'Homme, qu'il s'agit de dénoncer par ce vœu. Car loin des inattentions ou erreurs, nous assistons à un phénomène grave et croissant de banalisation de la parole discriminatoire qui s'accompagne d'une hausse inquiétante des délits, injures antisémites, sexistes ou homophobes, violences racistes au premier semestre 2013.

La provocation à la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie est certes condamnée pénalement et constitue une circonstance aggravante de tous crimes et délits, mais surtout, elle doit être combattue par tous en ce qu'elle heurte les fondements-même de notre République.

Il s'agit là de troubles à l'ordre public dangereux qui portent atteinte aux principes d'accueil, de tolérance et de respect des convictions et des choix d'autrui, dans notre pays.

Selon l'article 4 de la déclaration de principe de l'UNESCO : « L'éducation à la tolérance doit être considérée comme un impératif prioritaire ; c'est pourquoi il est nécessaire de promouvoir des méthodes systématiques et rationnelles d'enseignement de la tolérance centrées sur les sources culturelles, sociales, économiques, politiques et religieuses de l'intolérance, qui constituent les causes profondes de la violence et de l'exclusion. Les politiques et programmes d'éducation doivent contribuer au développement de la compréhension, de la solidarité et de la tolérance entre les individus ainsi qu'entre les groupes ethniques, sociaux, culturels, religieux et linguistiques et les nations.

L'éducation à la tolérance doit viser à contrecarrer les influences qui conduisent à la peur et à l'exclusion de l'autre et doit aider les jeunes à développer leur capacité d'exercer un jugement autonome, de mener une réflexion critique et de raisonner en termes éthiques ».

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier affirme par ce vœu :

- **Apporter** son soutien plein et inconditionnel à Madame Christiane TAUBIRA en sa qualité de Ministre d'Etat et en tant que personne privée en condamnant ces dérives discriminatoires et injurieuses à son encontre,
- **Exhorter** le gouvernement à mettre en œuvre toute politique d'éducation et de sensibilisation à la tolérance par toutes voies qu'il estimera nécessaires,
- **Exhorter** les instances judiciaires et administratives à veiller avec la plus grande fermeté à l'application de la loi à l'encontre de tous crimes ou délits à caractère discriminatoire quelles qu'en soient la forme et la nature.

Hélène MANDROUX : Je commence effectivement par un vœu à Madame TAUBIRA qui va vous être présenté par Monsieur LEVITA. Aujourd'hui, nous parlons de la Journée des violences faites aux femmes. Lorsque nous parlons de violences faites aux femmes, nous pensons aux violences physiques. Les violences ne sont pas seulement physiques, loin de là, et je considère que ce qui a été... ce déballage en direction de Madame TAUBIRA, c'est-à-dire en direction d'une femme, et d'une femme qui a la peau noire. Pas de n'importe quelle femme, une femme qui est Garde des Sceaux, c'est-à-dire une femme représentante du pouvoir judiciaire. J'ai rencontré personnellement deux fois Madame TAUBIRA. Une première fois, ici, à Montpellier au Congrès des notaires. A la fin de sa prise de parole, tous les notaires présents applaudissaient Madame le Garde des Sceaux. Je l'ai revue une deuxième fois à Paris, lors de la rencontre de tous les Barreaux de France (à ce sujet, sachez que la prochaine rencontre des Barreaux de France aura lieu à Montpellier en septembre 2014). Tous les Barreaux étaient présents. Madame le Garde des Sceaux a parlé pendant une heure, sans aucune note, connaissant réellement les dossiers. Et, je peux vous dire que tous les bâtonniers présents écoutaient réellement la parole du Garde des Sceaux. A la fin, là encore, tous les représentants des Barreaux de France ont applaudi Madame le Garde des Sceaux. Je suis d'accord avec Madame TAUBIRA, interrogée sur les manifestations du gouvernement qui sont arrivées un peu tard. Je suis entièrement d'accord avec elle. J'ai été très étonnée du temps de latence de réaction du gouvernement entre l'attaque en direction de Madame le Garde des Sceaux et les premières réactions. Je pense que, dans la seconde même, le gouvernement aurait dû réagir et défendre Madame TAUBIRA, ce qui me pose vraiment problème et qui me questionne. Vous avez à faire à une manifestation, non seulement de racisme, de sexisme, mais aussi d'obscurantisme. Nous ne pouvons pas accepter que, dans notre pays, nous puissions voir de telles pancartes avec de tels propos sans que personne ne bouge, sans que personne ne réagisse. La République, ce sont nos valeurs. Et ces valeurs, ce sont notamment le respect des personnes, le respect des hommes, des femmes, des enfants, des personnes âgées. Quelle que soit leur couleur de peau, quelles que soient leurs croyances ou leurs non-croyances, nous devons respecter les hommes et les femmes. Quand on attaque un Ministre, on attaque la République, on attaque les valeurs de la France. Personnellement, croyez-moi, cela m'inquiète beaucoup. Je me pose beaucoup de questions devant cet égoïsme, ce racisme qui monte de plus en plus, sans que personne ne bronche ni ne dise rien. C'est pourquoi je remercie les présidents de groupe qui ont proposé ce vœu. Car si les élus de la République ne se manifestent pas quand un ministre est attaqué de cette façon lamentable, scandaleuse, nous pouvons nous inquiéter sur l'avenir de notre République. C'est pour cela que je crois que, plus que jamais, nous ne pouvons pas l'accepter sans broncher, sans bouger. Car si nous, élus, nous ne bougeons pas, demain, non seulement cela nous sera reproché à raison, mais, et ce qui est encore plus dangereux, si les élus ne bougent pas, c'est que nous aurons le droit de le faire, de le dire. Alors, allons-y ! Pourquoi ne pas continuer si les élus ne disent rien ? Pour moi, le plus grand danger est de ne pas s'exprimer sur ce qui s'est passé et qui est une véritable honte pour une femme qui est un grand Garde des Sceaux. Voilà ce que je voulais dire en début, et je passe la parole à Monsieur LEVITA qui va vous présenter ce vœu de soutien à Madame TAUBIRA.

(Applaudissements)

Max LEVITA : Madame le Maire, mes chers collègues, vous avez pu lire ce vœu qui figure dans les documents que vous avez. Je vais donc à l'essentiel. Le Conseil municipal affirme, par ce vœu, apporter son soutien plein et inconditionnel à Madame TAUBIRA, en sa qualité de Ministre d'Etat et en tant que personne privée, en condamnant les dérives discriminatoires et injurieuses à son égard. Le Conseil municipal exhorte le gouvernement à mettre en œuvre toute politique d'éducation et de sensibilisation à la tolérance, par toutes les voies qu'il estimera nécessaires. Et, enfin, il exhorte les instances judiciaires et administratives à veiller avec la plus grande fermeté à l'application de la loi, à l'encontre de tous crimes ou délits à caractère discriminatoire quelles qu'en soient la forme et la nature. Je crois que chacun d'entre nous veut exprimer son épouvante. Une gangrène est en train, sous nos yeux, d'infecter le pacte républicain, ce qui nécessite notre protestation. La parole raciste est de plus en plus libre. Il faut s'en inquiéter, il faut protester, il faut agir. Il faut agir dans les grandes occasions et dans les petits détails de la vie quotidienne. Je le rappelle, Madame Christiane TAUBIRA a défendu, au nom du Président de la République, au nom du gouvernement de Jean-Marc AYRAULT, au nom du peuple Français qui les ont élus, un projet contesté par certains. La contestation est parfaitement acceptable. Mais nous devons rappeler qu'un président et un gouvernement ont été élus, légitimement élus. Pourquoi s'en prendre lâchement à un ministre qui a posé cette loi ? Parce qu'elle est femme, parce qu'elle est noire ? La réponse est évidemment positive. Je voudrais vous rappeler que cela s'est déjà produit dans notre pays. Le président GISCARD D'ESTAING et son gouvernement légitimement élus ont fait voter une loi fortement controversée et qui est passée avec l'accord des représentants de la gauche, une loi sur l'interruption volontaire

de grossesse. Je vous rappelle, mes chers collègues, que c'était, là encore, une femme qui avait présenté cette loi. C'était Simone VEIL, et je vous rappelle qu'elle était juive et a été l'objet, comme Christiane TAUBIRA, d'une haine farouche. Je vous laisse méditer cette similitude. Je vous rappelle simplement que Martin LUTHER KING, que nous ne pouvons pas ne pas citer en cette occasion, nous l'a demandé : « Ne cherchons pas à satisfaire notre soif de liberté en buvant la coupe de l'amertume et de la haine ». Nous n'avons pas de haine, mais nous ne laisserons pas se développer ce refus de l'autre qui met en danger notre République. Je vous remercie.

Francis VIGUIE : Je crois que chacun, chacune a pu constater que nous sommes dans une période politique extrêmement troublée et difficile, et où la recherche de boucs émissaires est extrêmement forte. Ce vœu, considérons que nous aurions pu l'appeler d'une certaine façon : « De la droite décomplexée à la libération de la parole raciste ». Nous considérons qu'il y a eu toute une attitude, tout un positionnement autour de cette notion de « décomplexé », et l'on voit qu'un candidat dans l'Hérault, Monsieur MENARD qui est très fort dans ce genre de chose, a libéré une parole raciste et a tout fait pour cela. Nous considérons aussi, qu'après les manifestations des opposants au mariage pour tous – et je ne vais pas revenir sur tout ce qui a pu être entendu à cette occasion – la une de *Minute*, qui est un saut qualitatif, enfin qualitatif, est extrêmement grave sur ce qui peut se passer et ce que se permet une certaine presse dans notre pays. Une conseillère UMP de Combs-la-Ville affiche ouvertement des propos racistes à l'égard de Christiane TAUBIRA. Tout cela constitue déjà une série d'éléments. Nous sommes absolument d'accord avec Christiane TAUBIRA lorsqu'elle dit que toutes ces basses attaques visent à lui dénier toute appartenance à l'espèce humaine. C'est en effet une constante des nostalgiques de l'ordre colonial, d'assimiler les noirs, les arabes, les anciens colonisés, à l'espèce animale. Nous assurons Christiane TAUBIRA de toute notre solidarité face à ces propos écœurants. L'UMP a déclaré que sa conseillère municipale serait exclue. Mais n'oublions pas les déclarations de COPPE, prenant Madame TAUBIRA pour cible, en déclarant : « Quand on vote FN, on a la gauche et... TAUBIRA ». Quant au FN, nous ne comptons plus les déclarations dites « dérapages racistes » et la banalisation faite par Madame LE PEN qui accuse le gouvernement de faire diversion en parlant du racisme actuel. Oui, le racisme est un délit qui doit être poursuivi en justice. Le racisme est un poison, qui vise à diviser les victimes de la crise du capitalisme et de la politique d'austérité. Mais, dans ce climat actuel, nous tenons aussi à dénoncer les propos militants du préfet de l'Hérault, qui dans le contexte actuel de racisme et de recherche de boucs émissaires, s'en prend à la religion musulmane, en dénonçant son communautarisme lié à la création d'écoles coraniques. Nous sommes laïcs, et pour les libertés religieuses, quelles que soient les religions. Chaque religion donne un enseignement de sa religion. Le préfet va-t-il dénoncer le communautarisme de la religion catholique parce qu'elle met en place le catéchisme ? Bien sûr que non. Pour nous, aujourd'hui, il y a urgence à reconstruire un puissant mouvement antiraciste, qui lutte au quotidien et soutienne toutes celles et ceux qui en sont victimes. Il faut assurer le succès des manifestations antiracistes annoncées, comme l'anniversaire des trente ans pour la Marche contre l'inégalité, et assumer notre combat pour l'égalité à travers des mesures positives, comme le droit de vote pour les étrangers, promis depuis 1981, et aussi l'une des promesses de François HOLLANDE. Nous voterons ce vœu d'une manière totalement évidente.

Sarah EL ATMANI : Madame le Maire, mes chers collègues, quand j'ai rédigé ce vœu et que je l'ai proposé à la conférence des présidents début novembre, vous l'avez soulevé Madame le Maire, peu de voix se faisaient entendre pour soutenir Madame TAUBIRA. Aujourd'hui, l'indignation est grande de la part des républicains et c'est un satisfecit. Il faut en parler, expliquer et sensibiliser les consciences. Les injures, quelles qu'elles soient, sont condamnables pénalement – d'où le rappel aux textes qui sont en vigueur en France – et le caractère discriminatoire de ces injures constitue une circonstance aggravante. Il fallait rappeler les engagements de la France par rapport à ses valeurs. Elles revêtent aujourd'hui un caractère universel. Ceci pour expliquer que ces actes abjects, qui touchent ici un ministre, portent atteinte aux principes, aux fondements-mêmes de notre République dans sa construction et sa propre structure actuelle. Car ces haines, qui s'expriment sans états d'âme, renvoient à l'animalité de l'homme, dans ses aspects les plus primitifs, dans ses peurs les plus incohérentes, et sont le reflet de son ignorance. La conception d'altérité, c'est-à-dire de la reconnaissance de l'autre dans sa différence, n'est pas innée. Elle nécessite une réflexion, une construction intellectuelle, une maturation. Elle s'apprend justement par l'échange de l'un avec l'autre. L'humain, qui est confronté à une crise sociale, économique, comme nous pouvons la vivre aujourd'hui, oublie son histoire et les raisons de la plupart de ses actes meurtriers – guerres de religions, génocides, pogroms, Shoah – tous sous-tendus par la peur irrationnelle, la haine de l'autre. Et l'autre, le différent, va se nourrir des sentiments profonds d'injustice, de colère, de rage intérieure qui ne demandent qu'à s'exprimer. Clan contre clan, l'horreur recommence dans

son cercle vicieux. Je ne peux m'empêcher de penser à Martin LUTHER KING qui « fait un rêve » un été de 1963. Je pense à Nelson MANDELA, meurtri dans son âme durant ses trop longues années de captivité et dont la force se nourrissait d'un poème, *Invictus*, qui signifie à la fois invincible et indomptable et finit par devenir victorieux. Je pense à Voltaire, je pense à Hugo, à Camus et à tant d'autres. Je pense à l'histoire de toutes ces personnes confrontées à l'absurde et à l'infâme, aux atteintes dans leur dignité et leur fierté, dans leur chair parfois. Et je pense à celles qui en sont mortes. Je pense à ma propre histoire et à ma volonté farouche de ne jamais transiger avec ce que ma conscience identifie comme injuste, au feu brûlant canalisé en permanence pour tenter de produire une énergie constructive, pour ne pas répondre à la haine par la haine. Car, « aussi étroit soit le chemin, nombreux les châtiments infâmes, je suis le maître de mon destin, le capitaine de mon âme ». C'est ce que se répétait sans cesse MANDELA dans son cachot. La tolérance est une question d'éducation. Il est de notre devoir de former les jeunes comme les moins jeunes d'ailleurs, à cette notion qui, malheureusement, ne va pas de soi. La tolérance, c'est pouvoir être capable d'accepter l'autre et de comprendre sa différence. C'est être en mesure d'intellectualiser l'autre comme une composante de soi. Au-delà d'un simple reflet, l'autre prend corps et nous devient, plus que supportable. Il devient familier, il n'est plus source de questionnements donc d'insécurité. Il devient notre allié pour la construction du monde qui nous entoure, brique nécessaire au développement de l'humanité. Il ne fait plus peur. Sa présence rassure bien au contraire. Il devient un maillon nécessaire à la solidité de la chaîne d'union qui nous lie les uns aux autres. Parce que la paix sociale, la république sont en danger, en votant ce vœu, nous pourrions dire : « Madame TAUBIRA, vous n'êtes pas seule, les républicains sont avec vous. »

Philippe THINES : Bien sûr, le Parti radical de gauche soutient complètement ce vœu. Christiane TAUBIRA, nous la connaissons. Et vous, Madame le Maire, vous avez fait son éloge. Nous la soutenons complètement. La France n'est pas raciste mais il y a malheureusement des racistes en France. Nous nous devons de nous élever contre ces personnes et ne pas leur laisser une marge de liberté, ne pas les laisser dire des choses, qui ensuite sont reprises dans la presse. Quand une enfant propose une banane à Madame TAUBIRA, ce n'est pas elle qui en a eu l'idée. C'est bien que quelqu'un lui a inculqué cette idée-là. Quand nous regardons des enfants qui jouent dans la cour, les enfants, qu'ils soient différents socialement, différents de couleurs, différents de communautés, jouent ensemble. Pour eux, il n'y a aucune différence, ils ne se posent pas de question. Ce matin, nous sommes allés planter des arbres avec l'école maternelle de Teresa. Il y avait des enfants qui venaient de partout, tous évidemment français, mais tous différents, de couleurs différentes, des petits blancs, des petits noirs, des petits maghrébins. Cela ne posait pas de problème. Tous plantaient leurs arbres ensemble, sans se soucier d'être comme ceci ou comme cela. Nous devons inculquer cela à nos jeunes. L'école doit reprendre un peu cette façon de faire et affirmer qu'il n'y a qu'une race humaine et non plusieurs. Quand on dit que DARWIN a lancé cette idée-là, il faut le réexpliquer aux gens. Il n'y a pas différentes races. Les gens ne sont pas différents. Il y a une race unique. Nous ne devons pas insulter les gens parce qu'ils sont différents. C'est le vivre ensemble qu'il faut développer. Nous le développons à Montpellier et nous devons le renforcer par la communication. Il ne faut pas laisser de marge de manœuvre à tous ces gens, je pense que c'est important. Nous avons écrit à Christiane TAUBIRA pour lui donner notre soutien car ce qui s'est passé est inadmissible. D'une part, parce qu'elle est ministre et en plus car elle n'est pas de la même couleur que ceux qui l'ont critiquée. C'est scandaleux ! Le gouvernement aurait dû réagir beaucoup plus vite et poursuivre en justice les personnes qui ont eu des propos complètement déplacés et que nous avons entendus de certaines personnes à une époque qui n'était pas glorieuse. Il faut vraiment combattre ces propos infâmes.

Christian DUMONT : Madame le Maire, vous avez placé ce débat, en cette Journée de la femme, sur le plan de la morale et de l'éthique, et vous avez eu raison. Je ne comprends donc pas l'intervention de Monsieur VIGUIE qui a voulu politiser le débat en parlant de la droite décomplexée et du racisme. Je crois qu'il faut essayer en certaines circonstances, Monsieur VIGUIE, d'élever le débat. Au niveau de l'UMP, nous dénonçons de la façon la plus ferme, catégorique et non équivoque, tout ce qui a été dit, ce qui a été écrit sur Christiane TAUBIRA. Au-delà, nous dénonçons toute forme de racisme et de discrimination dans notre société, qu'elle concerne des personnes publiques, comme c'est le cas aujourd'hui, ou privées. Au-delà de ce cas particulier, nous pensons que notre société, qui a connu la barbarie pendant les années sombres, doit comprendre que la vie politique ne peut être le théâtre de l'exagération et de la stigmatisation. Monsieur LEVITA, vous rappeliez à juste titre, les mêmes insultes ou quolibets dont avait souffert Madame Simone VEIL. Sans aller jusqu'au niveau national, nous, au sein de l'UMP, nous souvenons des insultes, des quolibets reçus par Madame le Maire de son prédécesseur. Madame le Maire a dû certainement souffrir du même silence des élus de votre majorité à cette occasion. Car, autant qu'il m'en souvienne, peu étaient intervenus pour dénoncer cette insulte

faite à votre qualité de femme et de magistrat de la ville de Montpellier. Cela avait été tout à fait insupportable ! Donc vous êtes bien placée, Madame le Maire, pour dénoncer ce genre de propos tout à fait inadmissibles. Nous voterons ce vœu, non pour soutenir uniquement une personne, mais pour soutenir plus largement toutes celles et tous ceux qui souffrent de racisme. Nous voterons ce vœu. En revanche, nous ne soutenons pas la politique que Madame TAUBIRA mène au sein de ce gouvernement. Nous la dénonçons même mais nous tenons à faire part de notre solidarité pour les insultes inadmissibles qu'elle-même, sa fonction, sa famille, ont reçues dans ces circonstances. Nous connaissons la souffrance, elle est profonde, bien plus que des souffrances physiques, vous l'avez souligné, et donc nous dénonçons ce genre d'arguments qui sont inadmissibles et impardonnables.

Stéphanie BLANPIED : Merci Madame le Maire. Je me permets de prendre la parole car ce sujet, si certains s'en souviennent, a déjà été évoqué dans cette assemblée, juste avant les élections présidentielles, lorsque le ministre de l'intérieur s'est exprimé sur la hiérarchie des civilisations. Un certain député apparenté socialiste, mais aussi issu d'un département d'Outre-mer, Serge LETCHIMY, avait défendu la position des socialistes sur ce sujet. Mon intervention avait simplement vocation à dire que, compte-tenu du contexte qui n'est pas neutre puisque nous entrons en période électorale, les socialistes auraient besoin de la droite républicaine pour rétablir l'ordre public dans le débat politique. Je suis donc ravie de l'intervention qui vient d'être faite, mais j'espère simplement que l'ensemble des élus locaux membres de l'UMP adopteront le même comportement de façon à ce que le débat s'élève, comme Maître DUMONT l'a demandé, et que nous évitions des débats de caniveaux dans un moment politique particulièrement difficile et particulièrement inquiétant.

Michel PASSET : Merci Madame le Maire. Je serai assez bref car je ne partage pas tous les propos qui ont été tenus, mais l'essentiel. Nous, les communistes, avons été choqués et meurtris par les attaques dont a été victime Madame TAUBIRA. Cela rappelle des époques noires de notre histoire. En même temps, je voudrais dire que la France a été grande et elle a été parfois un exemple dans le monde. Lorsqu'elle a su, pour des grandes causes, se rassembler, faire face à des difficultés, se rassembler pour faire avancer des valeurs d'humanité sur cette planète. Mais, la France, grande, cela veut dire une multitude, plus de 60 millions de citoyennes et de citoyens. Ce sont des individus, et non quelque chose d'abstrait. Je partage le fait qu'il ne faut pas de retard ni dans l'action publique, ni dans l'action juridique qui doit être sévère et immédiate. Je crois que, dans ces moments-là, il est nécessaire de s'interroger en tant que citoyens : qu'est-ce que je fais ? Qu'est-ce que j'apporte ? Quel comportement j'ai, pour que ces choses-là, de telles choses, ne puissent se produire ? J'admire beaucoup de grands hommes qui ont été cités. Mais plutôt que d'admirer ces grands hommes simplement de façon respectable – et ils le méritent –, j'admire aussi celles et ceux, citoyens en France, qui luttent au quotidien pour que de telles choses ne puissent se produire, et pas seulement pour qu'elles ne se produisent pas, mais pour faire en sorte que d'autres valeurs prennent le pas sur ce qui est actuellement, il faut bien le constater, une montée de la haine et des extrémismes inquiétants.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, mes chers collègues, effectivement nous aurons l'unanimité sur ce vœu. C'est là bien normal car ce genre de propos et, d'une manière générale, le racisme, n'ont rien à voir et n'ont rien à faire avec notre triptyque républicain : « Liberté, égalité, fraternité ». Cela a une réelle valeur que nous portions ce vœu au sein du Conseil municipal. Je ferais un deuxième vœu qui est que toutes les communes, les collectivités locales de France, portent le même vœu. Car s'il y a bien aujourd'hui des personnes qui doivent à tout prix tirer les enseignements de ce qui se passe aujourd'hui et qui est de plus en plus malsain, ce sont bien les élus, et les élus locaux. Nous avons un devoir d'exemplarité, un devoir de responsabilité. Et si les 36 000 communes et les 500 000 élus locaux portent ce même message, peut-être pourrions-nous faire infléchir les choses. Hasard du calendrier : un sondage est paru aujourd'hui concernant les intentions de vote des Français par rapport au Front National. Je ne sais pas si vous l'avez lu. Je ne vous donne pas le chiffre, vous irez le chercher. Mais il y avait une question subsidiaire qui m'a profondément choquée : si des candidats pour lesquels les Français voudraient voter tenaient des propos racistes ou antisémites, soixante-neuf modifieraient leur vote mais trente le maintiendraient. Monsieur DUMONT nous impose un devoir de ne pas faire de politique et je le rejoins, mais je pense qu'il serait facile d'aller voir les chiffres car ils sont particulièrement éloquentes quand nous creusons au niveau des sympathisants de chaque parti. Certains sont beaucoup moins vertueux que d'autres à changer leur vote. C'est très impressionnant. Cela veut dire qu'aujourd'hui, nous avons tous, nous élus locaux, notre travail à faire au niveau de nos adhérents, nos sympathisants, des citoyens, des gens que nous côtoyons au quotidien, sur le terrain. Notre mission est là. Si ce vœu pouvait rappeler aux élus le travail qu'ils ont à faire, au quotidien, sur ces questions et expliquer que la

politique, c'est l'intérêt général, c'est travailler sur la liberté, l'égalité, la fraternité et surtout pas faire l'apanage du racisme et aujourd'hui des haines telles que l'on peut le voir. Je vous remercie.

Perla DANAN : Mes chers collègues, Madame le Maire, reprendre ce vœu est un point important, je pense que, bien sûr, tout le monde va le voter et c'est heureux, mais il me semble que cela ne suffit pas. Nous devrions tous nous poser la question (et nous ne sommes pas dans un débat entre partis), nous sommes tous interpellés sur le côté humain et où nous allons mettre le curseur sur ce qui est tolérable. Ce qui est tolérable, c'est « Liberté, égalité, fraternité », vous l'avez dit, et c'est la laïcité, car cela veut aussi dire la liberté de culte. Nous avons à faire de la pédagogie vis-à-vis de nos enfants, des jeunes enfants, des jeunes Montpelliérains, en plus des adultes qui nous entourent. Au niveau de l'école, il y a certainement, quand il y a un événement comme celui-là, une petite réflexion à avoir au niveau des grands des écoles pour les faire réfléchir sur ces sujets-là et en faire des vecteurs de ces valeurs de laïcité et de ces valeurs de tolérance. Cela va de soi, nous sommes dans la crise sociale et économique. Mais il est facile de chercher des boucs émissaires, le système est connu. Cela commence par la libération de la parole et après, les actes dérapent. C'est vrai que la situation est grave, alarmante et nous devrions, tous ensemble, poser des actes forts, notamment vis-à-vis de la transmission à nos enfants, pour que les dérapages cessent.

Amina BENOARGHA-JAFFIOL : Madame le Maire, chers collègues, je remercie Sarah qui a pris l'initiative de nous soumettre ce vote, ce vœu pardon. Nous avons mis du temps pour réagir par rapport à ce qu'a subi Christiane TAUBIRA. Posons-nous la question : « Sommes-nous tous des Christiane TAUBIRA ? Comment sentirions-nous l'injure abjecte dont elle a fait l'objet ? » Certes, aujourd'hui, nous assistons malheureusement à une libération, à une banalisation de la parole raciste. Les digues ont sauté. Il n'y a plus de limite. On se libère, on parle, on attaque l'autre parce qu'il est différent, différent par sa couleur, par son physique, parce que c'est un homme ou une femme. Le racisme, à l'inverse de ce que nous pouvons penser, n'est pas simplement vis-à-vis des étrangers. Il est vis-à-vis de nous tous, vis-à-vis de l'autre parce qu'il a une sexualité différente de celle qui est « normale » et j'en passe. La liste est bien longue. Malheureusement, nous les politiques, avons aussi notre part de responsabilité, comme vient de le dire Frédéric. Il y a cette libération de parole et il y a aussi certains partis qui montent les enchères sur le dos des immigrés pour arriver à des finalités d'élections et obtenir un certain nombre de voix. Vous l'avez tous vu je pense, aujourd'hui, dans la *Gazette* de cette semaine, un sondage, sur la base d'études faites par des instituts bien connus, montre que les idées reçues tombent : tout ce que nous disons sur l'immigré qui vient prendre le travail des locaux, tout ce que nous disons sur l'islamisation de la France, tout ce que nous disons sur les bénéficiaires des allocations. Il y a juste ce chiffre : « Les immigrés coûtent-ils chers à la France ? » L'étude montre que les bénéficiaires reçoivent 48 milliards d'euros d'aide de l'Etat. Mais en 2009, sur la même année, 60 milliards sont versés par les immigrés à l'Etat à travers les impôts, les taxes locales, etc. Il s'agit d'une étude, ce n'est pas moi qui le dis. A l'inverse de ce que l'on peut aussi penser, le racisme touche tous les niveaux, et pas seulement une certaine classe sociale. Toutes les classes sociales sont touchées. Comme l'a dit Philippe tout à l'heure, la France n'est pas raciste. Mais il y a certains racistes. La France ne sort pas du monde. Là où nous allons, il y a du racisme. Ce qui nous interpelle aujourd'hui, c'est que la France, à l'inverse d'autres pays du monde, est le pays des droits de l'homme. A ce titre-là, nous devons tous nous élever quand il y a un dérapage. Nous devons tous nous sentir injuriés et insultés quand l'autre est montré car il est différent. Comme l'a dit Sarah tout à l'heure, des personnes l'ont payé de leur vie. Il est temps de dire « stop » à cette haine ! Il est temps de dire « stop » à cette montée de l'agressivité envers l'autre parce qu'il est différent de moi ! Il est temps que tout le monde s'unisse autour du même objectif : le racisme ne doit plus continuer et il ne doit plus durer. Quand les hommes politiques prennent la parole, ils doivent s'élever au-dessus de la mêlée pour parler des autres qui sont, soi-disant, différents. Voilà ce que je veux dire ce soir. J'ajouterais à ce vœu : l'éducation, c'est bien, mais que faisons-nous en attendant que les enfants qui deviennent demain adultes soient formés ? J'ai une idée, je ne sais pas ce qu'elle donnerait : des députés sont avec nous et je pense que l'arsenal des lois doit être encore plus sévère. Il vaut mieux prévenir que guérir. Et s'il y avait dans toutes les institutions publiques des panneaux avec un rappel de la loi, et que celui qui agit avec des actes verbaux racistes, discriminants soit condamnable pénalement ? Quand est affiché : « Halte à l'alcool qui tue », nous pouvons aussi dire que la discrimination tombe sous le coup de la loi. Je voterai ce vœu-là. Merci de nous avoir soumis, ce soir, ce vœu qui nous rappelle à l'essentiel. Nous sommes des hommes et des femmes égaux, et nous ne devons pas l'oublier.

Patrick VIGNAL : Madame le Maire, chers collègues, je voudrais m'exprimer en tant que député. Bien sûr je ne doutais pas de l'engagement de mes collègues et de vous, Madame le Maire. Je voudrais juste rappeler à nos amis de l'UMP, que pendant l'ovation que nous avons faite à Christiane TAUBIRA, les Verts, le PS, l'UDI, le PRG, les gens se sont tous levés. Les seuls qui ont laissé leurs culs sur leurs chaises, c'est l'ensemble de l'UMP ! Au niveau local, Monsieur DUMONT, je me suis dit qu'au début je pouvais vous faire confiance. Je me suis dit : « Peut-être qu'ils sont différents des députés UMP parisiens ? » Mais vraiment, Monsieur DUMONT, je veux dire très calmement, vous n'avez aucune grandeur d'âme quand vous osez parler de gens qui sont absents aujourd'hui, vous êtes un petit monsieur.

Jacques MARTIN : Je voudrais faire une remarque de formulation sur le vote qui nous est soumis. Il est indiqué, à un moment donné dans le vœu qui est soumis à notre approbation, « Madame TAUBIRA, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux de l'Etat Français ». J'aurais préféré que soit mis : « Garde des Sceaux de la République ».

Hélène MANDROUX : D'accord l'administration va le corriger. Je vous remercie, les uns et les autres, d'avoir participé à ce débat, majorité, opposition et je ne doute pas que ce vœu va être voté à l'unanimité car comme je le disais tout à l'heure, nous sommes des élus de la République, et nous nous devons de réagir lorsqu'un ministre est attaqué de cette façon totalement ignominieuse. Je mets ce vœu au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Ecoutez mes chers collègues, en tant que maire de cette ville et face à vous tous, je remercie les élus de la majorité et de l'opposition d'avoir voté ce vœu car je pense que les Montpelliérains comprendront qu'à la tête de cette ville, les élus sont capables de se rassembler dès lors que les valeurs de la République sont attaquées à travers une femme, Madame le Ministre et Garde des Sceaux. Affaire numéro 2.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Miraoui entre en séance.

M. Delafosse (avec la procuration de Mme Dombre-Coste) sort de séance.

2. Attribution d'une aide humanitaire d'urgence pour les victimes du Typhon Haiyan aux Philippines

Max LEVITA:

La Ville propose d'attribuer une aide humanitaire d'urgence de 50 000 euros à la Croix Rouge Française pour venir en aide aux victimes du Typhon Hayan qui s'est abattu sur les Philippines

• Attribution dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

STRUCTURE	Nature	Montant
Croix Rouge française / Aide humanitaire d'urgence aux Philippines	P	50 000€

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telles que définie ci-dessus,

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Devant la catastrophe qui atteint les Philippines, Madame le Maire propose d'attribuer une aide humanitaire d'urgence. Je propose la somme de 50 000 euros qui sera versée à la Croix Rouge Française en spécifiant bien que cette aide est destinée aux victimes du typhon qui s'est abattu sur les Philippines.

Hélène MANDROUX : Effectivement, vous savez que Monsieur le Professeur ELEDJAM a succédé à Monsieur MATTEI, en tant que président de la Croix Rouge Française. Nous avons contacté Monsieur le Professeur ELEDJAM et nous allons, comme nous l'avons fait pour les catastrophes précédentes, le Tsunami, le tremblement de terre sur Chengdu, passer par la Croix Rouge pour aider les populations civiles touchées par ce typhon. Je passe la parole à Monsieur PASSET.

Michel PASSET : Madame le Maire, mon groupe est tout à fait d'accord avec cette proposition et remercie, à travers le vote des élus, l'effort que font les Montpelliérains sur leurs impôts, leurs deniers publics pour aider ce peuple qui souffre énormément. Mais je ne peux pas m'empêcher quand même de rapprocher cette somme votée à une autre somme. J'étais profondément déçu d'être européen quand j'ai vu que la Communauté Européenne allouait de façon ultra-généreuse dix centimes d'euro par habitant de l'Europe pour aider ce peuple à ne pas souffrir. Je crois que les députés européens se sont discrédités quant à l'humanisme qu'ont les institutions européennes.

Hélène MANDROUX : Je mets au vote cette aide humanitaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Delafosse, M. Abbou (avec la procuration de Mme Fargier), Mme Dombre-Coste (récupère sa procuration) entrent en séance.

M. Jacques Martin sort définitivement de séance.

Mme Blanpied sort définitivement de séance et donne procuration à Mme Couvert.

M. Hervé Martin sort de séance.

3. Débat d'Orientation Budgétaire 2014

Hélène MANDROUX:

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avec l'adoption du Budget Primitif. La note explicative de synthèse est annexée à la présente délibération.

Mes chers collègues, après ce vœu et cette aide humanitaire, nous allons donc attaquer ce Conseil municipal qui risque d'être un peu long puisqu'il commence par le débat d'orientation budgétaire et qu'il va se terminer par le rapport de la Cour Régionale des Comptes. Cela représente 103 affaires. Je vous demande donc d'être patients, j'espère que vous avez pris quelques calories avant d'entrer car effectivement nous avons un Conseil municipal très important. C'est un conseil qui va être l'avant-avant-dernier du mandat. Je pense, surtout à travers le débat que nous allons avoir maintenant pour préparer 2014 et ce que nous verrons à la fin, c'est-à-dire le compte rendu de la Cour Régionale des Comptes, que vous verrez que nous allons être dans la transparence et la clarté. Les uns et les autres, nous devons, quelle que soit l'équipe qui viendra derrière nous, être dans la transparence et la clarté. C'est très important. J'ai voulu et j'ai tenu à ce que tout soit fait avant mars 2014, et cela n'a pas été simple d'y arriver. Vous en avez eu des échos. Ce que je voulais dire réellement, c'est que c'est une volonté de ma part et de toute l'équipe ici, que les Montpelliérains ont le droit de savoir ce qui a été fait pendant toutes les années depuis 2005, 2006, 2007... Si nous n'avions pas eu cette volonté, tout

ceci aurait été reporté. Nous aurions pu reporter après mars aussi bien le budget que le débat que nous allons avoir maintenant, ainsi que le compte rendu de la Cour Régionale des Comptes. Tout aurait pu être reporté sans problème, c'était légal. J'ai voulu absolument que tout soit débattu avant car nous sommes responsables. Ceux qui arriveront après sauront très exactement ce qu'il en est. Alors que nous aurions pu faire comme quelqu'un qui s'appelle Ponce Pilate et dire : « Ecoutez, après moi, la prochaine équipe se débrouillera ». Ce n'est pas ce que nous avons voulu faire.

Le débat d'orientation budgétaire est quelque chose qui est très important. Ce débat d'orientation budgétaire, cette année, comme les autres années – quand j'étais à la place de Max LEVITA je le disais donc je vais le répéter encore une fois en tant que maire –, plus que jamais, ce débat d'orientation budgétaire est impacté complètement par rapport au projet de loi de finances 2014. Cela fait déjà un moment que nous vous expliquons la volonté du gouvernement de réduire le déficit public. Les collectivités sont bien évidemment d'accord pour participer à cet effort de réduire le déficit public. C'est quelque chose que nous avons dit depuis un certain temps déjà. Nous sommes toujours d'accord pour faire un effort. Il faut savoir que cette année, par rapport à l'effort et par rapport à l'impact de ce projet de loi de finances, la dotation globale de financement va diminuer globalement d'un milliard et demi en 2014, et va diminuer à nouveau globalement d'un milliard et demi en 2015. Cela représente, pour les communes, un impact de pratiquement la moitié – 750 millions d'euros de moins en 2014 et 750 millions d'euros de moins en 2015. Ce qui est complexe c'est que notre ville a une croissance démographique importante. Nous n'en sommes pas à la crise de 2008 mais le contexte économique est très dur, très difficile. Nos citoyens nous demandent, et ils ont le droit de nous le demander, de plus en plus de moyens, d'être à leur écoute, de les aider dans leurs difficultés économiques. Les collectivités sont donc prises entre deux feux. Les citoyens qui demandent à raison, et l'Etat qui, en même temps, diminue ses dotations de fonctionnement. Pour Montpellier, la dotation en 2013 était de 76,5. Elle est en 2014 de 75,5, c'est-à-dire 1,5 million d'euros de moins et cela continuera en 2015. Nous sommes conscients des difficultés, et vous avez pu noter, et je remercie tout le monde car c'est un effort que nous faisons depuis 5 ans, que nous n'augmenterons pas les taux d'imposition. Nous restons à 0% pour la cinquième année consécutive. Certains disent qu'il faut diminuer les impôts. Le problème est que les demandes sont là, elles sont présentes et je fais confiance à Monsieur LEVITA pour vous rappeler la politique que nous avons des taux d'abattement. C'est quelque chose d'essentiel. Nous oublions trop souvent les taux d'abattement que la ville appuie et que vous pouvez avoir sur votre feuille d'impôts. Ce maintien des taux d'abattement représente une perte de recettes pour la ville de seize millions d'euros. Cela veut dire que ce sont seize millions d'euros qui ne sont pas pris dans la poche des Montpelliérains grâce à cette politique d'abattement. Je crois que de temps en temps, il faut le rappeler. En même temps, nous en sommes conscients, cela fait des années et des années que nous le répétons, les collectivités territoriales sont responsables de 75% de l'investissement public. Cela veut dire que demain, dans ce contexte économique, si les collectivités territoriales n'investissent plus, c'est autant de chômage. Ainsi, la mairie est attaquée pour le coût de 135 millions (c'est 132 millions) de ce bâtiment. Mais il faut savoir, en dehors des 900 personnes qui y vivent et en dehors du fait que ce bâtiment est là pour les 100 ans à venir, que c'est autant d'hommes et de femmes qui ont travaillé. Nous oublions qu'un investissement, c'est aussi de l'emploi et pas seulement une dépense. Il faut arrêter, dès l'instant que nous investissons, de dire que cela coûte cher. Derrière l'investissement, vous avez des emplois. Je crois que nous avons trop souvent tendance à oublier que ce sont des emplois, pendant le temps de la construction mais aussi après, des emplois qui correspondent au fonctionnement. Il faut arrêter de raisonner purement en chiffre d'investissement. L'emploi est maintenu derrière. Si demain les collectivités ne maintiennent plus un investissement, croyez-moi, cela ira encore plus mal. Toujours par rapport à cette orientation budgétaire, nous gardons nos priorités. Nous les avons affichées depuis le début, dès 2008. La première des priorités, c'est l'éducation et la jeunesse. Sur cent euros, vingt euros sont consacrés à ce secteur. Personnellement, je crois qu'investir sur l'éducation et la jeunesse, c'est donner confiance en l'avenir et je crois que plus que jamais, nous en avons besoin. Les autres priorités sont toujours les mêmes : le renouvellement urbain, la solidarité, l'environnement, la biodiversité, autant de secteurs qui sont absolument essentiels. Pour le développement urbain, c'est le logement : tous les ans, 2000 permis de construire sont signés. C'est essentiel de permettre à des hommes et à des femmes d'avoir un logement décent. A travers l'investissement, nous nous battons pour essayer de donner de l'emploi, et quand nous investissons, nous nous battons pour que les hommes et les femmes aient des logements décents. Le droit au logement, le droit à l'emploi, et j'ajouterais pour ce qui me concerne, le droit à la santé. Plus que jamais, dans les difficultés économiques dans lesquelles nous sommes, ce sont ces droits-là que nous nous devons de défendre, en dehors du droit dont nous avons parlé tout à l'heure, celui du droit du respect à la personne.

Vous avez compris les difficultés que nous avons concernant ce débat d'orientation budgétaire. Nous prioriserons nos choix d'investissement et ce budget laisse toute transparence pour les prochaines équipes. Il va nous permettre de fonctionner pour ce premier trimestre 2014, et derrière, bien évidemment, il y aura des choix qui seront faits par les prochains élus qui arriveront dans cette enceinte. Il n'est pas question de pénaliser les équipes qui arriveront après nous. Après nous, nous laisserons une gestion totalement saine, avec des capacités d'investissement. Nous avons décidé de diminuer notre investissement, qui sera cette année, d'un peu plus de 80 millions d'euros. Je crois que c'est ce qui nous permet d'avancer sereinement pour les années futures et de répondre à nos dépenses obligatoires. Nous avons une démographie importante et nous nous devons de répondre, face à cette croissance démographique, à notre priorité – éducation, restauration scolaire, enfance, régulation du trafic – tout ce qui effectivement est essentiel et qui fait le quotidien des habitants. En tant que maire, je voudrais dire une chose : parfois, nous avons trop tendance à dire que les maires n'ont plus rien. Si, les maires gèrent le quotidien. Mais une chose sur laquelle je suis d'accord : les maires doivent continuer absolument, quelle que soit la taille de leur commune, à gérer leur urbanisme. Le maire est élu au suffrage direct, et la population a le droit de savoir qui fait quoi, qui est l' élu responsable au quotidien de ce qui fait sa vie de tous les jours. Voilà ce que je voulais vous dire en début : les difficultés, nos priorités, et surtout maintenir des finances saines. Je remercie pour cela Monsieur LEVITA, Monsieur NYSSSEN et tous les services car aujourd'hui, lorsque l'on parle de Montpellier, nos finances sont au beau fixe. Nous avons la chance de n'avoir aucun emprunt toxique et nous sommes en capacité d'investir plus de 80 millions d'euros. Pour moi, c'est l'essentiel. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Merci Madame le Maire. Comme vous venez de l'indiquer, ce débat d'orientation budgétaire est le dernier de notre mandature. Une nouvelle équipe sera élue le 23 ou le 30 mars 2014. Une question se posait, pour ce dernier débat, de savoir quel dernier budget, quel contenu, quel message. Je voudrais souligner, ici et maintenant, la qualité et l'élégance de la demande de Madame le Maire. Elle nous a demandé de présenter un budget fidèle aux engagements de l'équipe municipale actuelle, qu'il n'y ait aucune action nouvelle (il y aura quelques exceptions que je vous présenterai) et de laisser une situation saine. Madame le Maire, ce qui est présenté ce soir est conforme à votre demande. La nouvelle équipe aura la possibilité de prendre connaissance, dès le 1^{er} avril, de la situation de la ville, d'auditer, et de décider après la présentation du compte administratif 2013 qui aura lieu fin juin 2014. Elle aura la possibilité de faire voter un budget supplémentaire en juillet 2014, fidèle à ses engagements. Ce budget a l'avantage de permettre à l'administration de travailler normalement jusqu'au 30 mars 2014 avec l'équipe actuelle. C'est un budget qui reconduit les crédits forfaitaires à l'identique, des crédits de paiement qui sont inscrits sur opérations pluriannuelles que vous avez acceptées en juillet et qui permet le strict nécessaire pour assurer l'exécution 2014. Ce budget est fidèle à nos engagements, qui sont, Madame le Maire vient de l'indiquer, nos actions prioritaires que sont l'éducation, l'enfance, la sécurité, la qualité de l'espace public, le logement, la solidarité, la cohésion nationale et la politique de proximité. Ce budget 2014 s'appuie sur une maîtrise rigoureuse de nos finances et une situation financière saine. Nous en débattons ultérieurement quand nous discuterons sur le rapport de la Chambre Régionale des Comptes. Mais d'ores et déjà, la Chambre Régionale de Comptes a reconnu la santé de notre situation et nous laissons une situation dont nous pouvons être particulièrement fiers.

Il faut dire deux mots des grandes orientations du projet de loi de finances 2014. Je vais vous présenter très rapidement la politique du gouvernement qui s'impose à tout. Je me situe dans le cadre de la politique qui est proposée par le gouvernement. J'ai lu, comme vous mes chers collègues, des économistes atterrés, le rapport de Monsieur Olivier BLANCHARD et du Fond Monétaire International. Si vous ne l'avez pas lu, vous devez lire le rapport de *L'Humanité*, qui a attiré notre attention sur un rapport de la Commission Européenne. Je vous propose de nous concentrer sur notre problème à nous, le débat d'orientation budgétaire. Ce qui est capital pour nous en 2014, c'est la mutation de la situation des collectivités locales. Le rapport de la Cour Nationale des Comptes est révélateur à cet égard. Il souligne la nécessité de la participation des collectivités locales à l'effort de remise en ordre des finances publiques. D'où la décision prise par le gouvernement d'une réduction des concours financiers de l'Etat en 2014 : 1,5 milliard en 2014, 1,5 milliard en 2015. Pour la première fois depuis 1945, les dotations de l'Etat vont baisser. J'espère, mes chers collègues, que le gouvernement en restera à cette annonce de 1,5 milliard en 2014 et 2015. Je n'en suis pas persuadé. Je voudrais vous donner deux citations de Monsieur MIGAUD, président de la Cour des Comptes. Il déclare : « Les collectivités locales constituent une composante de la dépense publique, sur l'évolution de laquelle le gouvernement et le parlement s'engagent. Or leurs dépenses sont dynamiques et le gouvernement ne dispose pas des outils

permettant de modérer cette évolution. » Vous notez avec moi le regret du président de la Cour : le gouvernement ne dispose pas des outils permettant de modérer cette évolution. A une deuxième question qui lui est posée : « Faut-il instaurer un système de bonus-malus pour les dotations, bonus pour les collectivités qui gèrent bien, malus pour les autres ? » La réponse de Monsieur MIGAUD est la suivante : « Il est souhaitable d'apporter des solutions différenciées selon les collectivités. Cela passe par le renforcement de la péréquation car les situations sont très hétérogènes. Quant aux dotations de l'Etat, elles doivent être calculées en tenant compte des efforts faits par les collectivités. » Nous ne sommes qu'au début de changements profonds dans la relation Etat/collectivités locales. Je dois vous dire, mes chers collègues, que nous avons d'ores et déjà intégré la nécessité des efforts et que nous sommes passés à l'acte. Dans la proposition de l'Etat, l'évolution du déficit public était la suivante : 5,3 en 2011, 4,8 en 2012, 4,1 en 2013 et 3,6 en 2014. En 2015, nous devrions être aux 3% qui sont demandés par la Commission Européenne. En conclusion : réduction des concours, réduction du déficit, efforts partagés car nous avons signé un pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités locales.

Venons-en aux orientations budgétaires de la ville de Montpellier. La fiscalité, Madame le Maire vient de l'indiquer, restera stable : les taux ne sont pas modifiés. C'est la cinquième année qu'ils ne sont pas modifiés. Nous pouvons espérer 181 millions de fiscalité directe et 23 millions de fiscalité indirecte. Je vous indique, mes chers collègues, que comme précédemment, nous maintenons les abattements qui sont fixés : la taxe d'habitation est abaissée de 15%, nous en parlerons tout à l'heure dans le rapport de la Cour des Comptes, qui estime ne pas pouvoir en tenir compte. Je ne vois pas très bien pour quelle raison car le taux 22,49, si on tient compte de 15%, est ramené à 18,5 ce qui nous met dans la catégorie de la moyenne des collectivités locales de notre strate. Sur le foncier bâti, le taux reste à 31,18%, qui est un taux très élevé, je n'en disconviens pas. Nous maintenons notre politique d'abattement. Seize millions ne sont pas prélevés, 12,7 qui sont essentiellement sur le 15%, l'abattement général dont nous profitons tous individuellement, 2,6 millions qui concernent les foyers les plus modestes, et le dernier abattement de 600 000 qui prévoit l'abattement pour le troisième ou le quatrième enfant à charge. Le produit fiscal s'élève donc à 181 millions. Nous avons procédé à son évaluation suivant deux réévaluations forfaitaires : nous avons supposé que la base de la taxe d'habitation 2013 allait augmenter de 0,77%, et la base du foncier bâti de 0,52%. Quant à la base de la réévaluation forfaitaire, nous l'avons évaluée à 1%, en fait – j'ai fait ces tableaux avant de vous parler chers collègues – le parlement a voté 0,9% et nous en tiendrons compte dans la présentation du budget primitif que nous vous proposerons le mois prochain. A cette fiscalité directe, s'ajoute la fiscalité indirecte, à savoir la taxe de séjour, les taxes de consommation et les droits de mutations.

Concernant les dotations : ce tableau est un peu compliqué mais nous avons été salué par notre volonté de transparence financière, je vous donne un exemple de ma volonté. Monsieur VIGNAL, regardez mon tableau s'il vous plaît car c'est un tableau intéressant, je vous prie. En principe, nous comparons les dotations de BP à BP. Donc la dotation de l'année dernière était à 73,4 millions. Cette année, d'après nos prévisions en discutant avec la DGCL, nous espérons avoir une dotation de 75,5 millions. Cela fait apparaître, comme vous le voyez sur le tableau, une augmentation de 2,9% qui est un peu incompatible avec les propositions du gouvernement. Donc, au lieu de prendre le chiffre du BP de 2013, nous avons pris le chiffre qui nous a été notifié en 2013, soit 76,5 millions d'euros. Sur ce chiffre, nous avons fait jouer l'abattement de 1,3% dont nous pensons qu'il va s'appliquer d'une manière générale à tous les budgets, ce qui fait apparaître une baisse d'1 million d'euros à 75,5 millions. Les produits des services s'élèveront à 19,7 millions euros. J'ai promis d'aller rapidement, mes amis trouvent que je suis trop long, ce qui est vrai. Nous allons maîtriser l'évolution de nos dépenses de fonctionnement qui va s'élever à 3,5%. Si nous comparons le ratio réel de fonctionnement, nous sommes à 1 122 à Montpellier contre une moyenne nationale à 1162, étant entendu que le 1 122 est en 2013 et que, pour la moyenne nationale, nous n'avons pas encore les chiffres de 2012. Deuxième point : les charges de personnel vont augmenter de 4,9%, un pourcentage légèrement inférieur à 5%. Quant aux charges financières, du fait de la situation économique nationale, de l'excellence de la signature française, de l'excellence de la signature Montpelliéraine, de l'excellence de la qualité de gestionnaire de la ville de Montpellier, dont je ne suis pas, les charges financières vont diminuer de 5%. Les dépenses de personnel vont s'élever à 165 millions d'euros, 56,5% des dépenses de fonctionnement. A souligner que la masse salariale augmente de 4,9% pour des raisons dont nous ne sommes pas maîtres :

- l'augmentation des cotisations de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales), qui ont été décidées sur le plan national ;
- le glissement vieillesse-technicité qui relève du statut de la fonction publique.

L'année dernière, nous avons ouvert des établissements et des écoles, cette année cela joue à plein. Nous avons embauché cinquante emplois d'avenir qui vont jouer en année pleine au cours de l'année 2014. Donc 165 millions qui sont à comparer à 180 millions de notre fiscalité.

Je veux aussi attirer votre attention sur les charges de gestion qui vont augmenter de 2,4% essentiellement pour la prise en charge de dépenses obligatoires. Ses dépenses relèvent de l'éducation pour un montant de 300 000 euros. Il s'agit de dépenses dues à la nécessité de la qualité de l'air dans nos établissements car l'augmentation du nombre des enfants dans les restaurants scolaires fait qu'il va falloir augmenter les prestations délivrées. Dans le domaine de l'enfance, jusqu'à maintenant nous n'étions pas obligés de fournir les couches pour les enfants, et aujourd'hui nous sommes obligés : c'est une dépense de 500 000 euros. La régulation trafic augmente de 500 000 euros (la ville s'agrandit), l'éclairage public augmente de 600 000 et enfin le taux de la TVA va jouer ainsi que l'actualisation qui va avoir un effet sur le contrat de nettoyage. L'attribution de la compensation est toujours à 6,5 millions. C'est ce que nous versons à l'agglomération pour la prise en charge des compétences que nous lui avons transférées. Les charges financières baissent de 5% et je remercie le service des finances qui gère cela avec attention et efficacité. Pour les recettes d'investissement, nous escomptons à 3 millions du fond de compensation de la TVA, un emprunt plafonné à 35 millions et des produits de cession de 3,3 millions euros.

Un point sur la dette : la dette au 1^{er} novembre 2013 était à 238 843 000. Cette dette est tout à fait normale, contrairement à ce qu'un certain nombre de nos opposants déclare, et elle se situe, comme la Chambre Régionale des Comptes nous le dit, dans la moyenne. En 2004, effectivement nous avions une dette égale à zéro mais il n'est pas sûr que ce soit de la très bonne gestion d'avoir une dette égale à zéro. La dette, mécaniquement, va continuer à augmenter au moins jusqu'en 2018. En 2018, les remboursements seront importants et alors elle baissera. Notre capacité de désendettement est inférieure à huit ans. Mes chers collègues, nous pouvons pavoiser ! Cette capacité de désendettement fait de nous la meilleure signature du Languedoc-Roussillon. Je ne nous compare pas aux autres villes car chaque ville à sa personnalité, son histoire. Les situations sont différentes, les délégations de service public ne sont pas les mêmes donc il est compliqué de comparer. Mais nous sommes à moins de huit ans. Notre dette est jeune et sécurisée, aucun emprunt toxique. Je n'en tire pas vanité car je le dois à mes prédécesseurs. Je m'étonne que la Chambre Régionale ne nous félicite pas sur ce point. D'autres collectivités en ont signé. Nous, non. Bravo et merci pour ceux qui l'ont fait. J'attire votre attention sur la façon dont cette dette est gérée : un peu plus de 51% est gérée à taux fixe et un peu plus de 48% est gérée en taux variables. Les taux variables, en ce moment, sont très bien indiqués. Nous signons à moins d'1%. Pourvu que ça dure, comme disait quelqu'un de célèbre précédemment !

Sur les dépenses d'équipements, mes chers collègues, je vous ai présenté, en juillet quand nous avons fait le choix de passer à la gestion en AP/CP, la liste des AP en cours (et vous l'avez en totalité) : il y en a pour 201 millions d'euros. Sur ces AP, je vous propose de les prendre en charge à hauteur de 55 millions. Ajoutons les AP globalisés pour 29 millions, donc je vous proposerai un investissement de 84 millions dans le budget primitif. J'attire votre attention sur l'extinction possible de ces 201 millions. Il y a des dépenses déjà engagées mais d'autres qui peuvent être supprimées par la majorité suivante. Vraisemblablement, en 2015, 64 millions seront encore imputables à ces AP, 47 millions en 2016 et enfin les AP en cours se termineraient en 2017 avec 33 millions. A partir de 2018-2019, la nouvelle équipe a la possibilité de changer totalement. Etant entendu qu'elle peut revenir en arrière sur les AP admises à l'heure actuelle dans notre programme pluriannuel d'investissement. Je vous ai dit, mes chers collègues, qu'il y avait pas d'AP nouvelles sauf pour six opérations nouvelles que je vous propose d'inscrire dans notre plan pluriannuel d'investissement. Premièrement, l'école Malraux : nous estimons absolument nécessaire de lancer cette école le plus rapidement possible pour une entrée en fonction en septembre 2015 donc très rapidement. Je vous propose d'inscrire 10,6 millions en AP et 6,6 millions en CP. L'école Figuiet-Victor Hugo-Paul Bert, nécessite d'être rénovée sans attendre et je vous propose d'inscrire 2,5 millions en AP et 1 million en CP 2014. Nous avons beaucoup parlé cet été d'une aire car la ville de Montpellier n'est pas équipée d'une aire de grand passage. Nous avons jugé indispensable de l'inscrire, à raison de 1,5 million en AP et d'en réaliser la moitié dès cet été 2014. Cette aire doit permettre d'accueillir environ 140 caravanes. Je vous propose également d'inscrire la création d'un village d'insertion de Roms en AP et de la réaliser dans le budget primitif. De la même manière, il est nécessaire d'étendre le Consuls de Mer, de manière à ce que le pont de la République puisse déboucher sur une voie. Enfin, un logiciel

est nécessaire pour les relations humaines et je vous propose de l'inscrire. Voilà les six opérations qui dérogent au principe de base indiqué.

Je vous propose de balayer rapidement nos priorités pour 2014, car Madame le Maire les a présentées : l'éducation, l'enfance, la sécurité, la qualité, l'espace public, le logement, la solidarité et la proximité. Nous passons rapidement avec la répartition sur ce billet de 100 euros que vous connaissez et que je vous rappelle. Pour la petite enfance, il s'agit de l'opération sur la crèche des Arceaux qui va déménager. Cette nouvelle crèche va nous permettre d'augmenter la capacité de la crèche de 50% donc je vous propose d'inscrire 1,470 million. Dans les opérations concernant l'éducation, je viens de parler de l'école Malraux. Pour l'école Beethoven-les Grisettes, ce sont les 480 000 inscrits prévus dès l'opération présentée en juillet, ainsi que la rénovation de la cuisine centrale, toutes opérations présentées dans le PPI adopté en juillet. Pour les centres de loisirs, nous avons indiqué que la Cité de la Jeunesse serait mise en place et les premiers crédits de 2,5 millions d'euros sont libérés. Sur les ZAC sur lesquelles notre collègue Michaël DELAFOSSE interviendra tout à l'heure dans les CRAC, la ville continue à se développer et à se renouveler. Les opérations indiquées ont été présentées et concernent l'EAI, le boulevard Nina Simone, la ZAC du Nouveau Saint-Roch, l'avenue Raymond DUGRAND, la gare Saint-Roch, les Consuls de Mer ainsi que le nouveau parking de Saint-Roch présenté en dépenses et en recettes car cette opération est destinée à être vendue. Pour l'action foncière, 10 millions sont inscrits : nous en proposerons 2 millions au CP 2014. Vous connaissez toutes les opérations du renouvellement urbain – il n'y a pas de création nouvelle – et leur inscription par des crédits dans le budget 2014. Sur la cohésion sociale, je vous ai parlé de l'aire de grand passage et du village d'insertion des familles Roms. Pour l'environnement et la biodiversité, nous continuons sur le parc Darwin, le fluvial de Paul Rimbaud et le schéma fluvial du Verdanson. Sur l'innovation et l'emploi, la Cité du Corps Humain est inscrite dans nos AP et nous inscrirons 465 000 euros dans les CP. Pour la promotion internationale et touristique, nous proposerons de reconduire à hauteur de 1,9 million la subvention à l'office du tourisme. La proximité est au cœur de notre action : cela se caractérise par la gestion de proximité dans Montpellier au quotidien, dans les conseils citoyens de secteur, dans les Maisons pour tous, dans la voirie et les pistes cyclables. Je vous rappelle les opérations telles qu'elles sont inscrites à l'heure actuelle dans notre PPI ainsi que les réalisations. Sont également inscrits, la tranquillité publique, le nettoyage, l'activité commerciale, les sports (cette opération sur les vestiaires de Grammont sera enfin terminée Monsieur le Député). Enfin, pour la culture et l'acquisition des archives, cela concerne la rénovation de la salle Feuillade ainsi que la gestion électronique des archives. Pour la ville et la solidarité, il y a notre subvention au Centre Communal d'Action Sociale et le soutien au tissu associatif. Nous maintenons notre effort en direction de ce secteur dont le travail doit être salué. Il y va du lien social dans notre ville. Ce lien social est peut-être distendu mais il fonctionne relativement bien. L'aide au handicap figure pour une opération inscrite. Enfin, concernant les clauses d'insertion dans les marchés : j'ai demandé une étude au service qui les gère. En 2011, six marchés ont relevé de cette clause, ce qui a donné 10 200 heures d'insertion réalisées, en 2012, douze marchés ont relevé de cette clause pour 9 400 heures d'insertion réalisées, et en 2013, dix-huit marchés sont en cours ou réalisés avec plus de 10 000 heures. Mes chers collègues, avant de conclure, je voudrais remercier tous mes collègues qui ont participé à la réalisation de ce projet de budget, l'administration et tous les directeurs à qui nous avons demandé des efforts, et parmi ces directeurs, bien sûr le Directeur Général des services. Permettez-moi également de remercier mes collaborateurs, Monsieur PONS DE VINCENT, Monsieur DOMEIZEL et Monsieur REDAL, qui m'ont aidé à réaliser l'écriture du rapport que je viens de vous faire. Je conclus en disant que je propose de réaliser ensemble un budget 2014 qui sera un socle de gestion rigoureux pour l'exercice à venir. Il traduit nos choix politiques, il dégage une capacité d'épargne qui garantit le financement en faveur des Montpelliérains de façon durable, dans une volonté de justice et de solidarité. Ce budget prépare l'avenir des Montpelliérains et laisse à la majorité issue des élections, toute latitude dans le contexte actuel pour mener sa propre politique. J'espère que je ne vous ai pas trop lassés et vous remercie de m'avoir écouté.

Mustapha MAJDOUL : Madame le Maire, sur ce débat qui a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et les choix généraux pour 2014 avec l'adoption du budget primitif, j'espère que l'équipe qui sera en place après les municipales appuiera ces arbitrages. En ce qui nous concerne, nous partageons avec vous les priorités affichées tout en ajoutant la priorité de la maîtrise des finances locales comme nous le recommande la Chambre Régionale des Comptes. Surtout qu'il ne faut plus espérer des dotations supplémentaires de l'Etat pour mener à bien nos politiques, bien au contraire. Vous annoncez, Madame le Maire, une fiscalité constante depuis cinq ans mais il faut souligner que les impôts locaux n'ont cessé d'augmenter en raison de la dynamique de l'assiette fiscale. Vous soulignez aussi que la situation

financière de la ville est saine. C'est vrai qu'elle n'est pas catastrophique mais la tendance amorcée et poursuivie jusqu'à maintenant, fait en sorte que la situation saine ne le sera plus si nous continuons dans cette tendance : les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 3,5%, l'encours de la dette qui était de en 2005 de 1,1 année, correspond en 2012 à 7,9 années. Pour revenir aux priorités affichées, nous partageons totalement la priorité de la réussite éducative et nous l'appuyons. Nous appuyons la réforme PEILLON et nous regrettons que vous l'ayez repoussée à l'année prochaine. La politique des crèches doit aussi être appuyée afin de répondre à une demande sans cesse croissante. La priorité au logement doit s'accompagner d'une politique qui régule l'offre et l'adapte à la demande des Montpelliérains. Cette situation ubuesque où d'un côté, nous avons énormément de demandes de logements et de l'autre côté, énormément d'offres qui ne trouvent pas preneurs, ne doit pas perdurer. La politique de logement ne doit pas afficher comme seul objectif la construction de nouveaux logements, mais doit s'engager sur une politique de rénovation de l'ancien, notamment sur le plan énergétique qui est un vrai enjeu économique, social et environnemental. Pour la qualité de l'espace urbain que vous affichez, il doit y avoir plusieurs priorités que nous ne cessons de rappeler à chaque fois, à savoir : l'état des trottoirs dans plusieurs quartiers qui méritent une rénovation urgente, et la norme d'accessibilité aux handicapés qui doit se généraliser à toute la ville. Sur le plan des aménagements cyclables, le compte est loin d'y être. Au dernier mandat, j'avais élaboré avec vos services, le schéma directeur et nous l'avions budgété à 20 millions d'euros. Nous aurions pu, au cours de ce mandat, réaliser le maillage de la ville et corriger tous les points noirs et assurer la connexion de ces pistes cyclables. Nous partageons avec vous, Madame le Maire, la priorité à la sécurité mais nous ne la réduisons à la simple généralisation de la vidéosurveillance. Nous rappelons la nécessité d'une présence de police de proximité et la nécessité d'un soutien appuyé aux associations qui jouent un rôle important pour prévenir la délinquance. En parlant d'ailleurs de soutien aux associations, il faut revoir l'attribution de nos subventions aux clubs sportifs privés pour mieux soutenir les clubs amateurs, c'est-à-dire le sport à caractère social si cher à notre député Patrick. Je ne reviens pas sur les remarques de la Chambre en ce qui concerne les subventions un peu dévoyées de leurs rôles. Il faut apprécier la nécessité des projets en cours en fonction du contexte actuel très défavorable et très difficile. Il serait illogique que la ville porte seule des projets de grande ampleur, qui peuvent plomber, et plombent d'ailleurs, nos finances. Les projets qui peuvent avoir une chance de réussir et d'aboutir sont portés dans le cadre de partenariats multipartites avec l'Europe, l'Etat, la Région, le Département. Sinon, leur impact sur les Montpelliérains sera insupportable. Dans le chapitre, « Emploi, innovation », les 37 millions budgétés pour la Cité du Corps Humain concentrent l'ensemble des crédits de ce chapitre et, en ce qui nous concerne, nous le regrettons. Nous demandons aussi une diminution des dépenses de protocole et de communication, comme à chaque fois, ces dernières restant d'ailleurs globalisées alors qu'il nous faut un tableau sur les dépenses de communication pour que nous puissions avoir plus de clarté et de transparence. Merci Madame le Maire.

Jacques DOMERGUE : Madame le Maire, mes chers collègues, tout d'abord, je salue votre solidarité avec le gouvernement sur la réduction des déficits publics. Mais si vous êtes solidaires du gouvernement, vous l'êtes aussi sur le matraquage fiscal. Je veux bien que Monsieur LEVITA nous dise que la santé de Montpellier est bonne, mais ce qui n'est pas bon, c'est la santé des Montpelliérains, et la santé des finances des Montpelliérains, qui sont aujourd'hui plus que jamais, en grande difficulté. Nous allons essayer de le démontrer. J'enregistre également dans ce DOB, le dernier de votre mandat, que vous n'envisagez pas de vous représenter ou de briguer un mandat supplémentaire puisque ce Conseil municipal ressemble à une véritable cérémonie d'adieux. Ce DOB intervient à l'aube d'une élection municipale qui va engager une nouvelle majorité. Les décisions ou orientations prises aujourd'hui ne vont donc concerner que le début de l'année, puisqu'à partir du mois de mars, l'équipe va changer et il faudra évidemment des réorientations, des collectifs budgétaires pour essayer de redresser le tir par rapport aux orientations que vous avez prises. Je suis surpris, Monsieur LEVITA, que n'ayez pas dit un seul mot sur la réforme des collectivités qui va intervenir et modifier beaucoup de choses dans l'attribution des responsabilités puisque Montpellier va, par exemple, passer en métropole. Pas un mot dans le débat d'orientation budgétaire alors que c'est là qu'il faut réfléchir à l'avenir de notre ville. Aujourd'hui, je crois que les difficultés que rencontrent nos concitoyens sont à la fois liées aux difficultés de vivre à Montpellier mais également aux difficultés de vivre en France. Tout ceci se répercute sur nos concitoyens, et sur les collectivités qui sont obligées de le répercuter sur nos concitoyens. Ce que nous enregistrons aujourd'hui à travers ce que vous nous dites, puisqu'il n'y a pas finalement de baisse du budget de fonctionnement, c'est que vous ne répercutiez pas sur l'économie qu'il devrait y avoir, les baisses de dotation qui viennent de l'Etat. Quand je dis, baisses de dotations, je devrais ajouter toutes les taxes supplémentaires, nous allons le voir. Nous sommes aujourd'hui dans une situation gravissime :

- hausse de la TVA, et vous me direz le gouvernement précédent l'avait prévu ! Sauf que ce qu'il avait prévu était une baisse des charges sociales. *Niet !*
- la baisse des pensions de retraite : à Montpellier il y a beaucoup de retraités ;
- l'augmentation de l'impôt sur le revenu qui touche à Montpellier 3000 foyers qui ne payaient pas l'impôt sur le revenu et l'ont payé cette année. Imaginez les petites retraites avec 600-700 euros (je l'ai vécu pour mon père) qui cette année, paient des impôts. Il y en a un million en France dont 3000 à Montpellier ;
- la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires ;
- la baisse du plafond du quotient familial ;
- la diminution du plafond des successions.

Autant d'impôts supplémentaires qui vont peser en plus de ce qui se passe dans notre propre ville. Nous sommes dans une ville la plus fiscalisée de France. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la Cour des Comptes qui a dit que Montpellier était la plus fiscalisée de France, que cette fiscalité était excessive et que, pour remplir les objectifs, vous seriez obligés d'augmenter les impôts. C'est écrit en toutes lettres dans le rapport et je vous le montrerai Monsieur LEVITA puisque vous hochez la tête en sens inverse. Ce que dit ce rapport également, c'est qu'il y a beaucoup d'amateurisme, ou tout au moins de flou, dans certains aspects de la gestion de la ville, qui ne connaît même pas le périmètre de ses actifs, ou qui établit un flou dans la gestion des marchés publics comme nous le verrons tout à l'heure. Je ne vais pas relever toutes les dépenses excessives qui sont notées car ce rapport de la Cour des Comptes aurait dû être, pour la municipalité en place aujourd'hui, une base de réflexion pour déterminer ce qui va se passer l'an prochain. Nous n'avons pas l'impression que les recommandations qui sont faites sont respectées et vont donner lieu à des modifications, des inflexions pour essayer de répondre aux priorités des Montpelliérains. La question est là : quelles sont les priorités des Montpelliérains ? A quoi doit répondre ce débat d'orientation budgétaire à un moment où visiblement, peut-être plus que d'autres, les Montpelliérains sont en difficulté ? A vous entendre, nous avons l'impression que tout va bien. Tout va bien pour la dette de Montpellier, dont vous avez dit qu'elle est jeune et solidifiée. Non, elle est jeune et vigoureuse car ce qui compte dans la dette, c'est le montant par habitant mais c'est aussi la pente d'augmentation de la dette qui aujourd'hui est verticalisée parce que cette dette est jeune (elle a 9 ans, Madame le Maire ayant récupérée en 2004 une ville pratiquement pas endettée). Elle atteint aujourd'hui 230 millions d'euros. Certes, ce n'est rien à côté de l'agglomération de Montpellier qui a une dette de plus d'un milliard d'euros, ou de certaines communes comme la commune de Cournonsec qui tient le panneau de l'endettement local. Il suffit de se mettre sur le site Internet de Bercy et vous verrez les communes qui sont très endettées. Mais, aujourd'hui, la réalité est là. Il y a un véritable mensonge que vous essayez de masquer sous couvert de politique sociale. Toutes les villes le font. Toutes les villes ont des systèmes d'abattement qui font que, sur les taux qui sont calculés, la réalité est toute autre. Ce que je vois aujourd'hui, c'est que l'Etat se désengage. Nous avons, par le passé, entendu Monsieur LEVITA plus loquace sur le désengagement de l'Etat. Que n'avons-nous pas entendu à l'époque du gouvernement précédent ? Là, il y a une espèce de compassion à l'égard de la souffrance du gouvernement qui peine à réduire les déficits publics, qui taxe les villes en diminuant les dotations – vous dites 1,3% c'est vrai mais il faut associer ce pourcentage au coût de l'inflation donc mécaniquement, toutes les dépenses augmentent. Comme les attributions baissent, le différentiel est extrêmement important. Un point sur lequel vous ne vous êtes pas du tout aventurés : la réforme des rythmes scolaires. On ne sait pas donc on verra. Certaines villes ont appliqué cette réforme des rythmes scolaires, et nous avons vu les remous chez les enseignements, les parents, les élèves, qui sont loin de faire l'unanimité. Mais des chiffres circulent sur la réforme des rythmes scolaires, au-delà des 50 euros donnés par l'Etat. Ces chiffres sont ceux, par exemple, de la ville de Paris : 60 millions d'euros. Paris, ce n'est même pas dix fois Montpellier. Je ne sais pas si vous l'avez chiffré, vos services ont dû faire des simulations mais vous n'en parlez pas du tout. Cela fait partie des orientations budgétaires à intégrer. Comment allez-vous l'intégrer ? La nouvelle majorité devra-t-elle se poser la question ? En clair, faut-il mettre en place ou pas cette réforme, mais à une condition, que l'on soit en mesure d'augmenter les impôts sinon elle est inapplicable. Ces 4 à 6 millions d'euros, il faudra bien les trouver quelque part ! Et où, si ce n'est dans la poche des Montpelliérains. Nous voyons aussi que ce sont les Montpelliérains qui vont payer le désengagement de l'Etat. Nous le voyons dans les tarifs qui continuent d'augmenter, de 2% certes, mais avec une inflation qui est aujourd'hui de moitié. Il faut bien voir que cela ne pourra pas continuer indéfiniment. Nous aurions pu imaginer que, vu les aménagements que vous souhaitez faire, il y aurait au moins une réduction du train de vie, du budget de fonctionnement, ou du budget concernant le personnel qui augmente quand même de près de 5%. Il est dit que cela est dû à la déprécarisation, comme souligné dans le rapport. Mais c'est faux. La déprécarisation a certes coûté pour ces précaires-là mais il y a aujourd'hui encore 453 précaires signalés sur le personnel de la ville de Montpellier. Vous avez déprécarisé les ATSEM, les éducateurs et certains personnels.

Mais à côté de ceux-là, vous avez continué d'embaucher des précaires. C'est vrai qu'en période pré-électorale, il est de coutume de faire plaisir aux uns ou aux autres ! Nous ne voyons pas de stratégie claire pour dire que face au désengagement de l'Etat, nous réduisons un peu la voilure. Vous l'avez réduit un peu sur l'investissement, c'est vrai, mais cela ne suffit pas. Aujourd'hui, la vraie question est que vous ne répondez en rien aux attentes des Montpelliérains. Sur la sécurité : nous voyons aujourd'hui un problème d'insécurité croissant, le dernier conseil local de sécurité montre que les crimes et délits ont augmenté de 8,94% à Montpellier. Et, à moins que je n'ai pas bien lu, je ne vois que 420 000 euros investis l'année prochaine non pas pour sécuriser les Montpelliérains mais pour les taxer. Nous sommes tous concernés car peut-être que certains d'entre nous l'an prochain, ne seront plus en situation de privilèges. Ils vont être taxés car un système électronique pour aller relever les Montpelliérains qui sont dans l'irrégularité va être mis en place. Les Montpelliérains ne veulent pas de cela. Certes, cela peut être utile pour diminuer les doubles files sur le Cour Gambetta, mais c'est à la marge. Ce dont a besoin la ville de Montpellier, c'est d'avoir du personnel, des gens qui s'occupent des personnes âgées de Montpellier qui aujourd'hui ne peuvent plus sortir sur la Comédie sans se faire agresser. Vous n'êtes pas conscients... sur la Place de la Comédie, de vieilles dames qui vont au distribanque, se font, par un jeu de passe-passe, abuser par des Roms, malheureusement il faut les citer, qui leur prennent leur argent. J'ai tous les jours des remarques de ce style. Voit-on, dans la sécurité que vous proposez, des caméras supplémentaires, des policiers municipaux, un vivre en ville tranquille qui se dessine ? Non. Sur la sécurité, vous êtes à côté de la plaque ! Je l'ai dit sur l'école et sur le reste. Par contre, quelque chose me choque : vous voulez nous faire voter 2 millions d'euros pour un village d'insertion pour les Roms dont, comme l'a dit Serge FLEURENCE dans *l'Indépendant* il y a quelques mois, nous ne savons pas où nous allons le mettre sinon ce serait une levée de bouclier pour la ville. Allez-vous nous le dire aujourd'hui ? Non, toujours pas. Je demande à la presse d'entendre cela. Vous voulez nous faire voter 2 millions pour un village de Roms sans nous dire où il va être implanté. Je vais même dire plus que cela : 2 millions d'euros pour 20 familles alors que nous savons que, sur Montpellier, il y en a entre 200 et 300. Cela fait, pour chaque famille que vous allez essayer de réinsérer (alors que Manuel VALLS a été clair en disant que la réinsertion est très difficile), 100 000 euros par famille. Je veux prendre à témoin tous les Montpelliérains qui sont en difficulté aujourd'hui. La ville de Montpellier, même si elle a une obligation de régler ce problème qui ne dépend pas que d'elle, est-elle dans une situation financière telle qu'elle peut demander encore un effort aux Montpelliérains pour prendre dans leurs poches ces 2 millions d'euros, pour insérer des gens qui sont, comme l'a dit le ministre de l'Intérieur, pratiquement impossible à insérer ? Voilà la réalité. Vous vous trompez ici comme sur d'autres points cruciaux qu'attendent les Montpelliérains. Vous ne dites pas un mot sur l'emploi. L'emploi, vous me direz que ce n'est pas de notre responsabilité. Si, ainsi les contrats d'avenir qu'il a fallu vous arracher. Le nettoyage de la ville va être victime de l'augmentation de la TVA. A enveloppe constante, la prestation fournie sera inférieure et il va falloir encore ajouter de l'argent puisque la TVA augmente. Cela veut dire qu'aujourd'hui, la ville de Montpellier et donc les Montpelliérains, sont victimes de cette réaction en chaîne, en cascade, entre un gouvernement qui se désengage parce qu'il ne sait pas définir lui-même ses propres priorités – je ne parle même pas de la honte que nous fait le gouvernement – et la ville de Montpellier qui répercute sur des Montpelliérains en grande difficulté (27% de personnes vivent en-dessous du seuil de la pauvreté et à Montpellier, c'est pareil, nous ne sommes pas une ville riche) qui vont être encore davantage victimes de ces difficultés. Nous constatons aujourd'hui que ce DOB ne montre pas la voie. Un débat d'orientation budgétaire est là pour dire qu'il faut aller dans telle direction. A la veille d'élections, il va falloir répondre aux attentes des Montpelliérains. Sur ces attentes, dont je vous ai précisé quelques points, que nous entendons dans la rue au quotidien, nous qui sommes en campagne, rien ne va être satisfait. Rien ne va être réglé. Vous nous dites que la ville a des finances saines, c'est bien mais ce n'est pas du tout. Il est possible de mourir guéri ! Cela ne suffit pas. Les Montpelliérains doivent survivre et cette survie, aujourd'hui, est de plus en plus difficile dans notre belle ville. Il faudra revoir ce débat d'orientation budgétaire qui n'est pas à la hauteur de nos espérances.

Francis VIGUIE : Pour la facilité du débat, je vais répondre d'abord à Monsieur DOMERGUE. Je dois dire, Monsieur DOMERGUE, que je n'ai pas bien compris quelles étaient vos propositions. J'ai bien entendu qu'il fallait chasser les Roms. Je vous renvoie au premier débat que nous avons eu. Il y a quand même quelque chose de fantastique ! Dans ce pays de 65 millions d'habitants, il y a 20 000 Roms, et cela devient le problème majeur. Je regrette d'ailleurs que Manuel VALLS ait eu des paroles inadmissibles et condamnables, de mon point de vue, sur ce sujet. Nous voulons nous faire croire aujourd'hui que le problème majeur de la France est 20 000 Roms dans un pays de cette échelle. Si franchement, ce pays n'est pas en capacité d'accueillir, d'intégrer, 20 000 personnes, effectivement il y a un problème majeur. Je passe, Monsieur DOMERGUE, puisque vous souhaitez que la presse note des choses, sur le fait qu'on ne puisse pas aller à la Comédie sans se

faire agresser. Les uns et les autres dans cette salle, y passons, c'est le centre de Montpellier. Une critique qui n'est pas très claire, mais c'est votre droit de critiquer – vous êtes à l'UMP – sur la politique gouvernementale. J'ai compris, dans ce que vous dites, qu'il y a trop de pression fiscale mais vous ne dites pas ce que vous allez enlever, quelles seront les conséquences pour les Montpelliérains. Là où le débat est intéressant, ce n'est pas de faire de l'agitation mais de dire concrètement, j'enlève là et cela suppose telle chose. Quand vous serez candidat aux municipales, je suppose que ces choses se préciseront.

Maintenant, je vais revenir plus précisément à notre intervention. Evidemment, tel que cela a été présenté, ce débat d'orientation budgétaire à un côté de fin de mandat et de bilan. Nous passons le bébé à une prochaine équipe et, en attendant, nous gérons un peu de manière comptable ce qui doit être fait et maintenu. Les autres feront les priorités politiques. Cela peut se comprendre mais une partie de bilan est à faire puisque nous sommes au bout de ce mandat. Contrairement à Max LEVITA, nous ne sommes absolument pas en soutien à la politique gouvernementale, qui est une politique d'austérité, qui détruit de l'emploi, qui provoque de la misère. Pour nous, elle a des conséquences en chaîne sur la ville de Montpellier. Première chose, la baisse de la dotation : nous étions ensemble pour la dénoncer auparavant, nous le sommes aujourd'hui. Ce sont des choix politiques dans une période historique de crise économique où le Parti Socialiste a tous les pouvoirs dans ce pays, je dis bien le parti socialiste – ce serait un parti démocrate, ce serait autre chose – donc parti de gauche, au Sénat, au Parlement, la Présidence de la République et autre. Il a été élu pour faire une autre politique que celle de Nicolas SARKOZY. C'est une question de volonté politique : à qui nous adressons-nous, à qui nous en prenons-nous ? Il est intéressant de voir à qui l'on s'en prend et même à l'échelle de Montpellier. J'étais intervenu sur ce sujet puisque la presse l'a publiée, la situation à Montpellier devient à l'identique de celle à l'échelon national. Les plus pauvres sont plus pauvres et les riches, plus riches. Plus 6% d'un côté, moins 8% de l'autre. C'est un élément. Il y a deux choses sur la baisse de la dotation qui est inadmissible – il faudra en voir les conséquences concrètes et pratiques car c'est un cumulé après des années de gel de la dotation. Le gel était déjà une baisse du fait de l'inflation qui fait perdre de l'argent. Maintenant, nous passons à moins. Il faudra voir et pour nous, cela est inadmissible. Autre chose : la question de la TVA, l'impôt le plus injuste. Evidemment, l'UMP voulait faire la TVA sociale. Tous ensemble, à gauche, nous considérons que la TVA est l'impôt le plus injuste puisqu'il est payé par l'ensemble des citoyens à égalité. Cela va supposer une perte de pouvoir d'achat en cours d'année et des conséquences concrètes, pratiques, à l'échelle de la municipalité, dans toutes ses activités, ses priorités, ses choix puisqu'elle va retrouver cette TVA quand elle va acheter, que ce soit pour les cantines, et ainsi de suite à toutes les échelles. Je vous invite à manifester le 1^{er} décembre contre l'injustice fiscale. Cela me semble être un moment important et j'espère que nous gagnerons puisque cela commence à être un peu fatigant de voir qu'il y a des reculs sur certains sujets, et que sur d'autres, qui concernent l'ensemble de la population, et en tout cas l'ensemble des salariés et des gens les plus pauvres, il y a une politique dure.

Sur la question des nouveaux rythmes scolaires qui est un tour de passe-passe, nous en parlerons plus précisément la prochaine fois avec Monsieur GELY. Mais il y a quand même une question importante posée pour les habitants ici et dans la France entière. Moi, je suis pour, à l'heure actuelle, suspendre cette loi au vu de ce qu'elle est. Il est possible de discuter des quatre jours et demi. Mais cela suppose des moyens. Ce que l'on voit, c'est que les parents sont mécontents, qu'il y a des difficultés pour faire des activités de qualité, et même dans la municipalité de Monsieur MOURE, les parents payent. Il s'agit donc d'un problème majeur dans cette période. Il y a un transfert donc il faudra bien que vous répondiez à l'échelle de ce budget sur une chose simple : êtes-vous d'accord, puisqu'une majorité de conseillers du Conseil municipal sont avec Monsieur MOURE, pour faire payer les parents ? C'est quelque chose qu'il faut poser clairement. Nous ne parlons pas pour dans dix ou vingt mais pour une échéance concrète et précise. Dans le cadre de ce budget, le changement de rythme scolaire constitue des coûts majeurs. Comment se passeront les activités pour les enfants ? Est-ce que les parents paieront ou pas ? C'est une question légitime et il faudra dire ce qu'il en est, sans tour de passe-passe. Je vois que vous hochez la tête, cela me semble très bien.

Une autre chose importante pour nous dans cette situation politique : l'emploi se dégrade fortement à l'échelle de Montpellier. Nous en avons parlé à plusieurs reprises. Sur la question de SANOFI, des solutions politiques sont possibles. Il suffit d'une volonté politique et d'un vote sur cet enjeu majeur. Je considère qu'y compris là, il y a une attente forte. L'ensemble des organisations syndicales et salariales de SANOFI nous a écrit et nous demande de nous positionner. Qu'allons-nous faire ? En restons-nous à des vœux pieux ? Est-ce que nous passons à une autre échelle ? Aujourd'hui, il est impossible et inadmissible de continuer à ne rien faire

collectivement par rapport à ces emplois supprimés. Il y a aussi l'hôpital avec 300 suppressions d'emplois, qui est l'effet direct des politiques gouvernementales. Nous sommes donc pour dire que, sur les questions d'emploi, dans une ville comme Montpellier, la première chose est de commencer à se battre pour maintenir l'emploi existant, maintenir la garantie de sites importants comme celui de SANOFI pour avancer. Dans l'approche générale de la ville, avec Monsieur MOURE, nous sommes dans la caricature puisqu'avec lui, c'est *unlimited*. *Unlimited*, cela coûte assez cher. Nous partons d'un autre principe : Montpellier, malheureusement, est la ville la plus pauvre parmi les dix premières villes de France. Montpellier a des problèmes de taux de pauvreté extrêmement importants puisque c'est 27% des gens sont en-dessous des seuils de pauvreté. Nous avons aujourd'hui des taux de chômage extrêmement importants, à 40% dans les quartiers populaires. 70% de la population peut prétendre à un logement social. C'est la situation de laquelle nous partons, une situation difficile, dure, où nous le voyons bien et je l'indiquais tout à l'heure, les plus pauvres sont plus pauvres et il y a des difficultés, en termes d'emploi ou autre, pour fixer des priorités. Pour nous, la priorité des priorités, c'est plus de service public pour avoir un bouclier par rapport à toutes les questions. Dans la partie bilan, prenons quelques exemples. Je ne veux pas être trop long ni en concurrence avec Monsieur LEVITA qui présente le rapport. Sur la question du logement social, le problème n'est pas réglé. Les demandes augmentent, en raison de la crise, en raison de l'environnement autour de Montpellier où il manque du logement social bien plus qu'à Montpellier et où, là, il y a plus de 20 000 demandes. C'est un problème majeur et la priorité devrait être de doubler le nombre de logements sociaux. Sur la question des transports, qui est une question majeure à l'échelle de Montpellier puisque tout le monde a besoin de se déplacer, nous constatons depuis 2000, contrairement à ce qu'ont fait le Conseil Général ou la région sur les bus ou sur le TER, que les prix ont sacrément augmenté. Le ticket à l'unité est passé d'1 euro à 1,40 euro, le carnet de 10 voyages de 9,50 euros à 12 euros, l'abonnement annuel de 330 euros en 2011 à 420 euros. Sur l'ensemble de ces questions, la logique a été d'augmenter et nous ne voyons pas de signe... Je ne sais pas si Monsieur SUBRA est là, mais en général il répond très fermement. Il dirait qu'on est là et qu'il n'y a aucune logique à baisser. Pour les places de crèches, y compris le service public de la petite enfance, il y a un problème assez large, reconnu par la Cour des Comptes, qui est une logique à la privatisation sur le service de la petite enfance. Nous voyons qu'il manque des places en crèche et qu'en gros, il y a un vide. Pour nous, ce sont des questions extrêmement importantes, sur lesquelles nous reviendrons car aujourd'hui, c'est quand même à peu près majeur. Sur les questions de priorité, nous l'avons dit et redit, dans une période comme celle-là, les 37 millions d'euros pour la Cité du Corps Humain, ne sont pas bienvenus et nous préférons fixer d'autres priorités par rapport à cela. Il y a ensuite les questions que nous appelons « Etalement urbain ». Des choix politiques sont faits, et vous avez pris des architectes italiens qui font d'autres propositions. Nous poserons la question à Monsieur DELAFOSSE tout à l'heure. Qu'est-il fait de ces rapports ? Cela nous semble important. Sur la question de la démocratie, un mot à dire : sur deux questions majeures, celle de l'eau ou celle du parc Montcalm, quelle est la situation actuelle ? Nous sommes clairement pour la régie publique pour l'eau, nous sommes pour le maintien total du parc Montcalm, mais nous sommes dans une situation où il n'y a plus de débat, sinon devant les tribunaux. Les collectifs qui défendaient la régie publique... Je ne suis pas en dehors du débat d'orientation budgétaire, je choisis ce dont je veux parler dans le DOB. Pour les Montpelliérains, payer 30 à 40% moins cher leur eau, ce n'est pas un problème secondaire. Le retour en régie permet une baisse de l'eau. Sur la question de la métropole, il y a un double problème. Nous sommes opposés à la question de la métropole pour deux raisons : un côté d'éloignement des décisions qui concernent les habitants et les citoyens – c'est évident sur la question de l'urbanisme qui n'est pas tranchée pour le moment – et deuxièmement, nous en désaccord sur la conception-même de ce qu'il y a derrière, la conception de concurrence entre les territoires. Au lieu d'avoir un aménagement des territoires, nous allons vers une concurrence des territoires.

Hélène MANDROUX : Monsieur VIGUIE, vous être en train de nous faire votre programme et je le comprends. Vous avez des idées différentes, je les conçois. Mais, nous sommes dans le débat d'orientation budgétaire donc restez-y. Tout n'est pas bloqué. La nouvelle équipe aura la possibilité de reprioriser ce que nous avons inscrit. Vous pourrez mettre cela dans votre campagne et les prochains pourront en discuter.

Francis VIGUIE : Dans le débat d'orientation budgétaire, ces questions sont majeures. C'est un tour de passe-passe si nous ne disons pas quelles sont les priorités et ce que nous pourrions financer. Plutôt que la Cité du Corps Humain, nous nous préfererions que soient desservis des quartiers populaires comme Val de Croze et la cité Paul Valéry.

Michel PASSET : Je vais essayer d'être assez bref et de rester sur le débat d'orientation budgétaire. Nous ne sommes pas d'accord de dire qu'il n'y a pas d'orientation, il y a en une. La majorité confirme les choix prioritaires qu'elle a faits durant ses cinq années de mandat et réaffirme qu'elle considère que ses grandes priorités sont justes, et que, malgré des difficultés nombreuses et j'y reviendrai, la majorité a tenu les engagements qu'elle avait pris devant les Montpelliérains. La deuxième chose est que je trouve profondément démocratique de laisser les portes ouvertes pour la future majorité municipale. Nous aurions pu faire dans la démagogie et inscrire un certain nombre de sommes sachant que nous allions handicaper fortement la prochaine majorité. Je me rappelle trop de débats où, lorsqu'une nouvelle majorité arrive, elle ne peut rien faire pendant des années car la précédente avait tout « bouffé ». Quand un ami à moi, quelqu'un de gauche, a repris la ville de Nîmes, 900 francs étaient à mettre sur l'investissement. Une somme colossale ! Je ne cite pas de nom car je considère que la politique n'est pas que nominative...

Monsieur le Maire, vous devriez vous taire car à un moment donné, j'ai bien cru que sur les Roms, vous alliez déraiper. Vous avez fait attention car nous sommes en Conseil municipal mais vous n'allez pas aller loin sans déraiper. Faites ce que vous voulez, mais vous avez pris une belle position en début de séance, ce serait dommage que, subitement, vous alliez rejoindre des chemins qui, j'espère, ne sont pas les vôtres.

Par contre, il y a deux ou trois choses sur lesquelles je ne suis pas d'accord. En quoi, limiter le pouvoir d'action des collectivités territoriales, a une implication sur les déficits de l'Etat ? Oui, il y a les dotations. Reconnaissez quand même que par rapport au gouffre du déficit, la dotation n'est pas grand-chose. C'est exactement le contraire. Quand les collectivités territoriales ont des moyens financiers, avec la politique menée par la droite et qui continue d'ailleurs actuellement, l'Etat se décharge sur les collectivités territoriales pour assumer ses charges. Et quand elles ont les moyens financiers et qu'elles remplacent les charges de l'Etat, cela contribue à diminuer les déficits nationaux. Mais si l'on fait le contraire et que l'on diminue les moyens des collectivités territoriales et notamment vis-à-vis des plus pauvres et des plus défavorisés, les collectivités territoriales interviendront moins. Qui le fera ? Vers qui se retournera-t-on ? Vers l'Etat. Je prends un seul exemple, très concret qui démontre une chose : dans une partie du département appelée un désert médical, qui assure les urgences ? C'est le SDIS et non plus l'Etat. Qui paie le SDIS ? Le contribuable au niveau du département et le contribuable au niveau des communautés de communes puisqu'il s'agit là d'une communauté de communes. Nous pourrions multiplier les exemples. Je considère qu'il y a autre chose derrière les diminutions de dotations de l'Etat et que l'aspect économique, c'est du leurre. Il y a une volonté d'affaiblir les communes et d'affaiblir les communautés de communes dans leur pouvoir de décision. Cela n'est pas acceptable. Je voudrais dire une deuxième chose pour être positif. Le Premier Ministre vient de dire qu'il allait faire une grande réforme fiscale : tout va être mis sur la table et nous allons voir. J'avoue que la tête de chapitre était belle mais les sous-titres ne sont pas très engageants si c'est simplement pour simplifier (encore que ce serait déjà pas mal car c'est compliqué). Je pensais qu'enfin nous allions prendre plus aux riches et donner aux pauvres. Je pensais qu'une certaine justice fiscale serait rétablie, notamment dans l'imposition locale et le calcul de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. Je pensais que nous allions enfin considérer que les gens qui habitent dans les immeubles de la Paillade ne peuvent pas être considérés comme des privilégiés au niveau de l'imposition locale. Voilà des réformes qui seraient intéressantes à mener. Aider les collectivités territoriales dans les actions sociales, dans un souci de justice, pour aider celles qui ont le plus de difficultés, dans les actions économiques, pour essayer, par leurs compétences et leurs moyens, d'aider à la dynamique économique et à la création d'emplois. Moi je propose que le Conseil municipal propose d'aider le Premier Ministre et lui propose une véritable réforme de la fiscalité. Il ne s'agit pas simplement de dénoncer mais aussi de faire des propositions très concrètes et j'aurais aimé le retrouver dans le débat d'orientation budgétaire. Je ne crois pas que le dernier congrès des maires se soit déroulé avec un enthousiasme délirant. Nous aurions pu, à ce niveau-là, commencer à remettre à plat la fiscalité locale des collectivités. Cela aurait été une grande nécessité. Je considère, pour ma part, qu'il y a une volonté nationale d'étouffer les communes et lorsque nous étouffons les communes, nous étouffons la démocratie, ce qui n'est pas acceptable. Ceci étant dit, dans ce contexte, les orientations proposées par la majorité municipale ne sont pas un programme électoral et restent dans une certaine neutralité si j'ose dire, une neutralité vis-à-vis de la prochaine équipe, une prise de position affirmant les choix. C'est une bonne chose. Mais sur le reste, je souhaiterais quand même qu'au lieu de se renvoyer la balle et de jouer au ping-pong, nous soyons force de proposition afin d'arriver à avoir une politique fiscale juste et dire la vérité sur ce que nous voulons de la démocratie au niveau des collectivités territoriales.

Hélène MANDROUX : Avant de passer la parole à Monsieur THINES, je voudrais dire que je suis d'accord avec Monsieur PASSET concernant cette fameuse réforme des bases que nous demandons depuis des années. Cela rendrait un impôt local beaucoup plus juste. Michel ROCARD avait travaillé sur cette réforme qui n'est jamais sortie car nous nous étions aperçus que la moitié des français allait payer plus et l'autre moitié moins. Pourtant, c'est une réforme juste. C'est un travail énorme mais il faudrait arriver à modifier les bases qui datent de 1970 et n'ont pas été touchées depuis. Les habitants de la Paillade ont de grandes artères, de grandes fenêtres, de grandes salles de bain, et paient effectivement alors que des appartements du grand centre-ville ...

Philippe THINES : Nous avons bien compris que ces orientations budgétaires laissaient toute latitude à la prochaine équipe, ce qui est une bonne chose. De là à dire que nous sommes d'accord avec les six priorités proposées... Nous sommes satisfaits d'avoir un taux d'endettement avec des villes comparables (faisons ressortir les points positifs), d'avoir un taux d'autofinancement net qui reste favorable, d'avoir un investissement supérieur (435 euros/habitant en moyenne au lieu de 304 pour les autres villes comparables), d'avoir un encours de la dette largement inférieur à la moyenne et qu'il reste des marges de manœuvre sans augmenter les impôts. Nous pouvons nous satisfaire qu'il y ait eu intégration des personnels précaires et des personnels des Maisons pour tous. Cela fait une augmentation du personnel municipal mais nous sommes aussi là pour participer à la lutte contre le chômage. Il faut mener le débat honnêtement. Quand j'entends d'un côté Monsieur DOMERGUE dire qu'il y a trop de personnels et d'un autre côté, qu'il veut embaucher pour faire plus de sécurité, il faut savoir ce que l'on dit. Nous ne pouvons pas avoir l'un et l'autre. Il faut plus d'éducateurs, plus de policiers donc cela fera du personnel en plus et des dépenses en plus. Si nous ne voulons pas plus d'impôts, il faut savoir là où des économies sont à faire. Ce sont des choix politiques. Je ne peux que regretter le maintien des subventions si importantes pour les clubs sportifs professionnels. Plutôt que de financer de manière pérenne des clubs professionnels à une période de restriction, nous devrions les financer ponctuellement, en fonction de leurs activités. Leurs subventions sont importantes. Je préférerais que cet argent soit mis pour plus de médiateurs et d'éducateurs sportif dans les quartiers. Sur le village d'insertion Roms, j'aurais aimé une vraie discussion dans la majorité. Il y a peut être un problème Roms, mais il y a aussi un problème d'habitat à Montpellier. Des gens sont mal logés, n'ont pas de logements, se retrouvent dans des situations catastrophiques. J'aimerais que nous voyons ce problème plus globalement et que nous ne fassions qu'appliquer la loi. Les Roms sont des citoyens européens, ils en ont les droits et les devoirs, et à mon avis, nous n'avons pas à faire moins ou plus. Si deux millions sont accordés pour un village d'insertion, pourquoi ne pas le faire pour d'autres personnes qui se trouvent dans les mêmes déboires. Des Montpelliérains sont aujourd'hui dans des situations catastrophiques, de jeunes étudiants dorment dans leurs voitures, de jeunes travailleurs ne mangent pas tous les jours car leur loyer dépasse largement la moitié de leur salaire. J'aurais donc préféré une vraie discussion globale sur le sujet plutôt que l'octroi de deux millions pour un village d'insertion Roms. Je le redis, il n'est pas question de refuser les Roms, mais de les intégrer complètement dans la réflexion. Ce sont des citoyens européens qu'il faut gérer au même titre que les autres citoyens européens, sans favoritisme. Les enfants ne devraient pas faire la manche mais être à l'école et nous devrions faire en sorte qu'ils aillent à l'école plutôt qu'ils ne mendient sur les carrefours des routes. Je trouve que c'est un très bon rapport d'orientation budgétaire, j'en suis fier et je soutiens complètement car j'y ai participé. Cependant, ces deux points, à notre niveau, nous devons y réfléchir.

Marie MASSART : Je vais faire une intervention sur un des points du DOB qui concerne la voirie et les pistes cyclables. Le rapport indique, en page 28 : « La gestion des voiries communales et la poursuite du maillage de notre territoire en pistes cyclables est une de nos missions primordiales que nous nous devons de porter avec la plus grande ambition. » Selon la dernière enquête réalisée par le club des villes cyclables auquel Montpellier appartient, le budget moyen consacré par les villes françaises aux aménagements cyclables est de l'ordre de cinq euros par an et par habitant. Il s'agit d'une moyenne. Certaines villes, comme Strasbourg avec 15 euros, sont bonnes élèves, et d'autres moins, comme Toulon avec 2 euros. Montpellier consacre moins de 2,50 euros par an et par habitant et, comme Toulon et Marseille, fait partie des villes françaises qui investissent le moins en faveur du vélo. Ce sont des éléments factuels et publics. J'ajoute que, selon la Fédération Nationale des Usagers de la Bicyclette, le budget consacré à la politique cyclable devrait être de 25 euros par an et par habitant. Dans le budget annoncé, nous sommes loin du compte. Le budget annoncé pourrait être ambitieux pour une ville de 26 000 habitants. J'espère que la nouvelle équipe va reprioriser en faveur d'une politique cyclable véritablement ambitieuse. Ce n'est pas vraiment le cas ici.

Hélène QVISTGAARD : Merci Madame le Maire de me donner la parole. Je ne vais pas faire une intervention globale sur le DOB car ce n'est pas mon rôle, mais je ne peux pas m'empêcher de réagir aux propos de Monsieur DOMERGUE sur le village des Roms. Je souhaite rappeler ici l'historique de l'entrée dans l'Europe de la Roumanie et de la Bulgarie. Ce sont les deux états les plus pauvres d'Europe et, que je sache, même si leur entrée dans l'Europe a été repoussée jusqu'en 2007 pour diverses raisons, nous n'étions pas au gouvernement à ce moment-là. La République Française était d'accord et ce n'était pas un gouvernement de gauche qui gouvernait ce pays à l'époque. Je tiens à le rappeler. Je partage entièrement l'avis de Monsieur VIGUIE lorsqu'il dit que nous sommes un pays de 66 millions d'habitants et que nous parlons ici de moins de 20 000 personnes. A Montpellier, nous sommes une ville solidaire. Une ville solidaire envers les Montpelliérains installés (je vous rappelle le budget que nous votons chaque année pour le CCAS de douze millions d'euros, ce n'est jamais assez, nous le savons) mais nous sommes aussi solidaires envers les nouveaux arrivants qui vont devenir Montpelliérains, d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient. Nous sommes fidèles à nos valeurs de gauche. En 2008, Madame le Maire, à la tête de cette équipe, vous vous êtes engagée à ne laisser personne au bord du chemin. C'est ce que nous faisons. Avec le village d'insertion, nous nous mettons en conformité avec la directive d'août 2012, édictée par le Ministre de l'intérieur, M. VALLS, et signée par sept autres membres du gouvernement. Il n'était pas seul, il y a aussi une solidarité gouvernementale à ce sujet. Nous faisons dans cette enceinte, ne vous en déplaise Monsieur DOMERGUE qui n'écoutez pas la réponse, une politique de gauche. Rassurez-vous, nous faisons de la politique et non de l'angélisme, comme certains, l'extrême droite pour ne pas la nommer, ne se plaisent à le faire circuler. Nous sommes très, très conscients qu'intégration pour certains ne veut pas dire impunité pour d'autres. Vous savez bien qu'il existe toujours des profiteurs de la misère des autres et ceux-là, mais ceux-là seulement, sont condamnables à nos yeux. Monsieur DOMERGUE, vous n'avancerez pas en politique car vous n'écoutez pas, vous n'écoutez pas les Montpelliérains dont je fais partie. Je souhaite vous signaler que vous n'arriverez pas à diviser les socialistes, ni plus largement les partenaires de gauche sur ce sujet. Je tiens également à vous signaler, et ce purement à titre gratuit... (si vous aviez écouté vous le sauriez mais malheureusement vous n'étiez pas à l'écoute tant pis pour vous...), que vous faites politiquement un très mauvais calcul en voulant draguer des voix qui ne vous appartiennent pas encore, de cette manière. Nous vous avons vu, Monsieur, et nous ne vous laisserons pas avancer impunément avec ce genre de méthode à Montpellier. Merci.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, mes chers collègues, le DOB c'est bien car cela a un ton politique et dans un contexte politique, il faut faire de la politique. Cela « ne mange pas de pain » mais c'est toujours bien de le rappeler. Je vais en profiter pour en faire un peu et, au nom des élus du groupe MODEM, rappeler que les seuls élus MODEM ou les seules personnes du MODEM qui pourraient se prévaloir ou pas de continuer dans une majorité telle que l'on l'a connue depuis six ans, sont les élus qui l'ont connue. Il est insupportable de voir des gens MODEM depuis six mois ou un an, nous expliquer que, ce qui s'est fait à Montpellier ne va pas et qu'il faut le faire autrement. Moi je vous le dis, Madame le Maire, cela fait six ans que les élus MODEM participent à l'exécutif, que nous votons les budgets et que nous sommes fiers de le faire. Je vais vous expliquer pourquoi. Je relisais avant de venir, bien que je la connaisse par cœur, la charte des valeurs du MODEM. Cette charte des valeurs, écrite en 2007, présentait plusieurs choses. Elle pointait, en particulier, du doigt le fait que les élus doivent être responsables : la responsabilité de l' élu et l'exemplarité de l' élu. Madame le Maire, au nom du groupe, nous vous rendons hommage, à vous, à Jules NYSSSEN au niveau des services, à Max LEVITA qui porte le DOB, à tous les présidents de groupes et à cette majorité, de dire que nous n'allons pas, une fois n'est pas coutume, essayer de « bourrer » tout ce que l'on veut en fin de mandat, de mettre tout ce qui n'a pas été réalisé en se disant qu'on verra bien ce qui se passera après et d'avoir ce principe de responsabilité, de transparence et de clarté qui dit : « Nous faisons notre travail » (c'est bien que Monsieur DOMERGUE s'en aille car c'est intéressant de ne pas toujours écouter cela prouve sa capacité à la démocratie). Quand il dit qu'il n'y a rien dans ce DOB, ce n'est pas vrai, il n'y a pas rien. Il y a 84 millions d'investissement, il y a énormément de choses, mais il n'y a pas tout car cela laisse la marge de manœuvre à l'équipe suivante. Là aussi, cela me permet de dire qu'un DOB, un budget, ce n'est pas si simple que cela. Lorsque j'entends Monsieur MAJDOUL, Madame MASSART ou Monsieur VIGUIE, disant qu'il faut faire attention sur le budget, que les finances publiques doivent rester saines, et finalement faire un énoncé à la Prévert de tout ce qu'il faudrait dans le budget, moi je dis : « Bienheureux d'être dans l'opposition car il n'y a pas de Chambre Régionale des Comptes qui peut juger de votre projet, de votre budget fantaisiste ». L'avantage dans l'opposition, c'est que l'on peut énoncer tout et son contraire et faire croire que l'on détient la vérité. Ce DOB est transparent, clair, et c'est une des valeurs du MODEM. Pour cela, Madame le Maire, nous vous en rendons hommage.

Une autre des valeurs du MODEM est la priorité à l'éducation. François BAYROU a été un grand défenseur de l'éducation, de l'enseignement, de la transmission du savoir. Voir année après année, en point numéro 1 dans le budget que, l'éducation et l'enseignement arrivent en tête, cela nous fait chaud au cœur car ce sont des valeurs que nous partageons. D'autres valeurs que nous partageons, c'est pour vous dire à quel point décidément nous devons être dans cette majorité, concernent la capacité d'investissement, la capacité à se dire que nous avons une responsabilité (nous pourrions fermer les vannes), que nous devons contribuer à ce que Montpellier continue à se développer. Derrière le développement, il y a de l'emploi, des gens qui vivent directement et indirectement par leur emploi dans toutes les entreprises de la ville, et qui contribuent à avoir des salaires et à vivre sur Montpellier. Une autre valeur, et la CRC l'a dit, est la garantie des finances maîtrisée, une fiscalité maîtrisée depuis cinq ans. Malgré tout aussi aller vers les plus démunis. Seize millions vont vers les plus démunis. Dans la charte des valeurs, le politique doit être le porte-parole des plus démunis, des générations futures et des jeunes. Je crois que ce DOB, plus que tout Madame le Maire, récupère ces trois notions. Les plus démunis, nous nous en occupons, et effectivement nous avons eu le débat et les plus démunis ce sont aussi les Roms, les jeunes – cité de jeunesse, éducation, crèches – nous faisons ce qu'il faut et la CRC nous a félicités sur la politique de la petite enfance. Et les générations futures, c'est ne pas obérer les finances d'une collectivité locale pour ce qui pourra être fait comme projet dans les dix, vingt, trente ans à venir. La capacité d'endettement reste maîtrisée à 7,9 années. Tous ces facteurs nous montrent à quel point ce que fait la majorité est conforme aux valeurs du MODEM. C'est pourquoi nous, élus MODEM, ce soir, nous réaffirmons cette ambition de montrer que c'est avec cette majorité qu'il faut travailler et pas en croyant les sirènes venues d'ailleurs. Je vous remercie.

Hervé MARTIN : Merci Madame le Maire. Tout d'abord, je ne pensais pas intervenir là-dessus et je vais dire un demi-mot : Philippe THINES a abordé la question du financement du sport. Même si je ne suis pas d'accord avec ce qu'il a dit, cela a au moins l'intérêt de placer cette question dans le débat. J'ai remarqué que depuis ces six dernières années, la durée du mandat, à chaque étude de notre budget, la question du sport n'était jamais posée. Cela veut sans doute dire que la politique du sport, menée par Sophie BONIFACE-PASCAL d'abord et par Pascal VIGNAL ensuite, finalement convenait et faisait l'unanimité donc cela veut dire que nous avons fait de bons choix et tant mieux. Je pense quand même que, lorsque nous avons au centre de notre politique, à la fois les questions d'éducation, de jeunesse, de cohésion sociale, de solidarité, n'intervienne pas plus la question politique du sport que nous voulons mener dans notre ville est étonnant même si cela prouve, encore une fois, que les uns et les autres avons bien travaillé. Je pense par contre que, même si ce n'est pas le lieu car je ne confonds pas cette discussion avec un programme électoral, il y aura de nouvelles ambitions à se fixer car les temps changent. Qui dit nouvelles ambitions, dit nouveaux objectifs, car, dans le document qui nous a été soumis, il est question de sport comme vecteur de valeurs, c'est par exemple quelque chose à laquelle je ne crois pas. Ce sont les pratiquants, les acteurs d'un sport qui portent des valeurs et non le sport lui-même. Donc en fonction de qui fait les choix politiques, de qui finance le sport, de qui pratique le sport et qui encadre le sport, les valeurs peuvent être d'un côté ou d'un autre et il faut y veiller. Je referme cette parenthèse.

Au départ, si j'ai demandé la parole, c'est pour répondre à des questions qui se posent visiblement sur le logement. J'ai encore entendu tout à l'heure qu'il fallait multiplier par deux le nombre de logements sociaux. C'est une chose que j'entends régulièrement et à laquelle je veux répondre ici. Nous allons voter dans deux jours, pour la dernière fois car les procédures pour voter un PLH sont compliquées, en Conseil d'agglomération, le Programme Local de l'Habitat 2013-2018. Dans ce Programme Local de l'Habitat, nous prévoyons 40% de logement social au regard de la loi SRU. Faire croire que l'on pourrait en faire le double est extrêmement grave car, c'est mentir aux Montpelliérains et, au-delà, aux habitants de l'ensemble de l'agglomération, qui connaissent de graves difficultés de logement, des situations tendues, dramatiques sur le logement. C'est leur faire croire des choses qui ne peuvent pas se passer. Nous ne pouvons pas, sur un sujet aussi sensible, faire rêver les gens et leur faire croire quelque chose qu'ils ne pourront pas obtenir dans les six ans qui viennent. Je me permets de le dire car le PHL n'a pas été construit n'importe comment. Il a d'abord été construit à partir du foncier disponible dans les six prochaines années sur l'ensemble des trente et une communes de l'agglomération. Si quelqu'un me trouve le foncier qui permettra de faire deux fois plus de logements sociaux sur les six années à venir, je lui dis : « OK ». Nous avons sorti les cartes, nous les avons mises sur les tables, avec les maires de chaque commune, et nous avons pointé partout tous les fonciers disponibles. Jamais les maires, y compris les maires qui ont le plus de motivation pour faire le plus de logement social, quand nous avons eu fini de faire le tour de leur commune, ne m'ont demandé d'en faire le

double. Pourtant je connais un ou deux maires motivés pour faire du logement social mais ils ne m'ont pas demandé d'en faire le double ! Dans cette méthode de travail qui consiste à utiliser tout le foncier disponible, nous utilisons déjà tout, donc nous ne pouvons pas en faire le double. C'est le premier point. Nous pouvons nous y prendre autrement et nous dire qu'au lieu de faire 40%, nous allons faire 80%. C'est un choix politique. Je m'y refuse totalement car sinon, dans vingt ans, nous allons venir nous dire que nous avons fait les mêmes conneries qu'il y a trente, quarante ou cinquante ans. Si nous voulons créer du ghetto social, faisons 80% de logements sociaux dans tous les nouveaux quartiers et les nouvelles ZAC que nous mettrons dans notre territoire. Allons-y ! Il ne faut pas raconter n'importe quoi aux Montpelliérains sur un sujet aussi sensible. Ensuite, il faut être cohérent. Vous pourriez me dire que les communes non soumises à la loi SRU pourraient en faire un petit peu : je précise que cela a été fait. Sur les trente et une communes, dix-neuf sont soumises à la loi SRU et douze ne le sont pas. Les 40% de logements sociaux s'appliqueront aussi aux douze communes qui ne sont pas soumises à la loi SRU. Même ces communes, qui n'y sont pas obligées par la loi, ont accepté cet effort de solidarité sur le territoire de l'agglomération, en particulier avec la ville de Montpellier qui elle, est à 22% de logements sociaux et donc atteindra sans difficulté les 25% de logements sociaux à l'échéance 2025 telle que le veut la loi DUFLOT. Nous ne pouvons donc plus chercher de ce côté-là non plus, puisque les communes non obligées, le feront également. Ensuite pour terminer, j'entends qu'il ne faut pas d'étalement urbain. Pourquoi pas, je veux bien que nous en discutons. Ce sont des choix politiques à faire. J'entends parler de tout le quartier OZ où il ne faudrait pas construire. Nous pouvons en discuter. J'entends dire qu'il ne faut pas construire dans le Parc Montcalm sauf que, et certains en parleront mieux que moi, si nous l'avons eu à ce prix, c'est aussi parce qu'il y avait des objectifs de logements. Michaël, ou ceux aux commandes à cette époque-là, en parleront mieux que moi. Si nous ne pouvons pas utiliser le foncier disponible en centre-ville, nous pouvons le décider. C'est là aussi un choix politique disponible. J'ai entendu dire aussi, en parlant de la ZAC Saint-Roch en centre-ville, qu'il fallait faire attention de ne pas construire au-dessus d'une certaine hauteur. Là aussi c'est un choix politique à notre disposition. Entre ces trois solutions, il va falloir choisir. Car si nous ne pouvons pas nous étaler, si nous ne pouvons pas utiliser le foncier disponible en ville et si nous ne pouvons pas construire en hauteur, j'aimerais que l'on me dise comment nous allons doubler le nombre de logements sociaux. Je tenais à répondre à cette problématique que j'ai entendue plusieurs fois car dans les circonstances actuelles, dans le positionnement choisi pour construire le PLH et dans l'état actuel de la législation nationale, je me suis battu au moment des présidentielles pour que nationalement, d'autres choix puissent nous être offerts. Nous avons perdu sur ce point. En tant qu' élu local, je n'ai pu construire un PLH qu'en tenant compte du cadre réglementaire national. C'est mentir aux Montpelliérains, c'est dire à un gamin avant Noël : « Tu as vu ce jouet, tu ne l'auras pas ! » C'est scandaleux de pratiquer comme cela.

Hélène MANDROUX : Puisque Monsieur MARTIN vient d'évoquer le problème du sport, je vous annonce chers amis, que l'année prochaine en septembre 2014, les villes de Montpellier et de la Grande-Motte accueilleront les championnats du monde de sauvetage et de secourisme. Ces championnats du monde ont lieu tous les deux ans et c'est la première fois qu'ils auront lieu en France. La partie eau douce se tiendra à Montpellier et la partie eau salée à La Grande-Motte. Au congrès des maires, avec Monsieur Stéphan Rossignol, maire de La Grande-Motte et Aqualove, les présidents de la Fédération de Sauvetage et de Secourisme, nous avons annoncé ces championnats du monde. Puisque nous parlions de sport, je vous informe de ce qui se passera. Nous terminons par Monsieur GELY.

Jean-Louis GELY : Mes chers collègues j'en ai un peu ras la casquette (*brouhaha*) d'entendre et d'assister comme vous tous au *bashing* (pour employer un mot à la mode) fait autour de la réforme des rythmes scolaires. Encore que je distingue entre ceux qui, pour des raisons politiciennes, ont décidé de faire un sort à cette réforme et demandé le maintien de la semaine de quatre jours au mépris de toutes les études effectuées par les instances compétentes à cet effet, et ceux qui, d'une façon légitime je pense, s'inquiète de la manière dont les modalités pratiques de mise en œuvre de cette réforme pourront se faire. Mais c'est une inquiétude que je partage. Je l'ai tellement partagée que j'ai été un partisan du démarrage de cette réforme en 2014, sans en affaiblir les termes, mais parce qu'il me semblait nécessaire dans certaines communes, chacun voit midi à sa porte, de mettre en place les outils de la concertation et de la discussion pour s'assurer d'une mise en œuvre, réaliste, pragmatique et efficace de cette réforme des rythmes scolaires. Ceci dit, s'agissant de l'UMP, je suis un peu surpris parce qu'à l'époque où le ministre CHATEL avait mis en place une commission de réflexion sur lesdits rythmes scolaires – il faut dire qu'il ne l'avait pas fait très spontanément, il avait fallu les coups de boutoir d'un certain nombre de structures, d'associations et singulièrement de l'Académie de médecine – il me semblait que les perspectives étaient, si le score de 2012 avait été différent, de mettre en place un dispositif qui

modifie les rythmes scolaires tels qu'ils ont été issus, je le rappelle, d'une réforme subie en 2008, non concertée, subie et subite, de la déscolarisation des samedis matins et de la mise en place de la semaine des quatre jours. Je crois que cette réforme, ce décret qui porte la modification des rythmes scolaires, a un effet très bénéfique car elle s'accompagne de la mise en place d'un outil appelé « le Programme d'éducation des territoires, projet d'éducation territoire » et qui met les communes dans le rôle de l'ensemblier, comme dirait mon camarade VIGNAL. Il qui met autour de la table, de façon formelle, avec un engagement à la clé, tous les acteurs du monde éducatif : institutions de l'Etat, Education Nationale au premier chef, mais aussi les administrations de l'Etat déléguées à la cohésion sociale, à la jeunesse et au sport, la Caisse d'Allocations Familiales – partenaire très important des rythmes scolaires – les collectivités bien sûr et pas seulement les villes, les intercommunalités et aussi les départements. Et puis les partenaires sociaux, les syndicats enseignants, les syndicats communaux, les fédérations de parents d'élèves et le milieu associatif, partenaire incontournable de cette réforme. Si nous avons décidé ici même que la ville de Montpellier démarrera ce nouveau dispositif en septembre 2014, ce n'est pas tout à fait demain matin à 8h, même si cela se rapproche, c'est pour que le travail de concertation prenne tout son sens, que ce travail puisse se faire jusqu'au bout. A ce jour, il n'est pas achevé. Nous avons eu depuis le mois de mars dernier, de nombreuses sessions de concertation, thématiques ou avec les partenaires institutionnels et sociaux. Je fais encore des réunions d'échanges et de concertation les deux samedis qui viennent, avec tous les membres des conseils d'école, des 124 écoles de la ville de Montpellier. Nous sommes appelés par l'Education Nationale à donner un avis sur le début et la fin des horaires scolaires, qui restent, je le précise, de la compétence de l'Etat, de l'Education Nationale, par un accord du Premier Ministre d'ici à la mi-janvier. Dans ce laps de temps, nous allons parfaire ce dispositif, c'est-à-dire d'ici la mi-janvier, mettre en place, en relation avec l'Etat, des propositions d'horaires pour les temps périscolaires, notamment les nouveaux temps d'activités périscolaires qui seront ouverts par la déscolarisation de trois quarts d'heure les lundis, mardis, jeudis et vendredis, sachant que les mercredis matins seront scolarisés. Nous allons y mettre du sens et des moyens. Ces moyens sont de plusieurs natures : pour une grande partie, les moyens de la collectivité par le biais de ses animateurs. Il faudra renforcer le corps des animateurs de la ville de Montpellier. Mais aussi des moyens par un recours (beaucoup plus intenses que cela n'a été le cas jusqu'ici, et c'est cela qu'ouvrent les projets éducatifs de territoire), une ouverture beaucoup plus forte aux milieux associatifs, non seulement les associations et fédérations de jeunesse et d'éducation populaire, mais aussi les associations qui ne sont pas nécessairement dans les grands mouvements d'éducation populaire mais qui œuvrent à la chose éducative par le biais de nos accueils de loisirs. Les mercredis matins, la moitié de nos centres de loisirs sont assurés par des associations, qui, ne pouvant plus être positionnées le mercredi matin seront, par notre proposition, repositionnées notamment sur les nouveaux temps de l'activité périscolaires, dans la deuxième partie de l'après-midi. C'est une mécanique qui n'est pas inconcevable heureusement, sinon nous nous taperions la tête contre les murs. Mais c'est une mécanique qui demande du doigté et de la discussion. Je souhaite vraiment qu'aujourd'hui, les arrières pensées politiques abandonnent ce terrain de l'éducation partagée entre l'Education Nationale, les parents, les collectivités, les associations. Nous avons une ouverture pour progresser qualitativement d'une façon forte. Je conclurai sur deux points mais que je ne vais pas trancher de mon propre chef d'une part et, ensuite, de façon définitive aujourd'hui puisque nous continuons à discuter avec nos partenaires. D'abord sur les coûts, je ne sais pas diable où Monsieur DOMERGUE est allé chercher ces chiffres de quatre à six millions d'euros. C'est invraisemblable ! Ce sont des chiffres fantaisistes, ou alors vous ne connaissez pas le dossier ! Tout le monde sait, par le biais des associations d'élus, l'association des maires des grandes villes de France, l'association des maires des villes de France dont le président n'est pas un socialiste ou un élu de gauche, que le surcoût moyen pour les collectivités, des nouveaux temps d'activités périscolaires sont chiffrés entre 120 et 150 euros par enfant. (Si vous êtes plus fort que les gens qui sont dans les associations d'élus, prenez le pouvoir dans les associations d'élus ! Ensuite, il y a des gens derrière qui ne sont pas élus qui parlent et j'aimerais qu'ils se taisent pour la représentation du suffrage !) Ce sont les chiffres donnés par les associations d'élus, c'est la réalité. Les projections que nous avons faites, sur un format non encore définitivement arrêté, sont des projections qui sont légèrement en deçà de ces chiffres donnés par les associations d'élus. Ensuite, et là-dessus je rejoins Monsieur VIGUIE, je suis pour une gratuité de ces temps d'activités périscolaires pour les familles car c'est un temps éducatif qui sera d'ailleurs déterminé de façon beaucoup plus partenariale en termes d'articulation avec le temps scolaire. Les discussions vont très loin avec les représentants des enseignements et des organisations pour penser à des moments de réflexion commune, peut-être même à des formations communes, entre les personnels de l'éducation nationale et les personnels éducatifs de la collectivité, chacun étant dans son métier, dans sa compétence. Je le dis souvent car il y a un abus de langage : la collectivité ne s'occupe pas de l'enseignement mais des animations éducatives. Ce sont des compétences distinctes,

différentes, qui font la valeur professionnelle des deux corps de fonctionnaires qui s'y livrent. Nous en sommes à ce point de la discussion. Je pense qu'aujourd'hui nous assistons, non pas à un transfert de compétences, puisque l'Etat ne demande pas aux communes de faire de l'enseignement, de la pédagogie, mais à un transfert de charges. Vous avez observé et je m'en réjouis, que le gouvernement a reconduit le fonds de compensation prévu pour l'année 2013-2014, sur l'année 2014-2015 à hauteur de 250 millions d'euros, ce qui correspond à 50 euros par enfant scolarisé dans les communes. Je pense que ce fond doit être pérennisé. Il faut que l'Etat mette en place une stabilité de sa participation à cette œuvre collective qui sera beaucoup plus partenariale qu'elle ne l'a été jusqu'ici entre le temps qui relève de l'Etat et le temps qui relève des collectivités. Il y a aussi les financements proposés par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales. Je ne vais pas entrer dans le détail, nous y reviendrons certainement lors du Conseil municipal de décembre ou plus vraisemblablement celui de février puisqu'il faudra discuter du projet éducatif de territoire. Il y a aussi des dispositifs tiers permettant d'assurer une partie conséquente de cette dépense, qui, de toute façon je le signale au passage pour 2013-2014, ne vaudra que pour un tiers de l'année scolaire car nous démarrerons en septembre 2014. Voilà où nous en sommes. Je pense qu'il faut partir des contenus, des choix politiques, de la manière dont la commune veut s'investir auprès de ses populations pour ce qui touche à la proximité, à la durée – parce que l'éducation est un acte qui s'inscrit dans la durée et qui même si le terme est impropre de manière comptable, est un véritable investissement préventif pour l'avenir et pour l'ensemble de nos quartiers.

Hélène MANDROUX : Monsieur le Rapporteur, voulez-vous ajouter quelque chose ?

Max LEVITA : J'ai été relativement bref donc je ne voudrais pas en profiter pour vous assassiner maintenant. A l'intention de Monsieur DOMERGUE et de Monsieur VIGUIE et aussi de mon excellent ami Michel PASSET, je ne critiquerai pas ce gouvernement. Le seul reproche que je pourrai faire c'est que Monsieur HOLLANDE aurait pu décrire, lorsqu'il a pris le pouvoir, avec plus de précisions la situation calamiteuse dans laquelle nous avait laissé le précédent gouvernement. Donc je ne critiquerai pas ce gouvernement et ce n'est d'ailleurs pas le lieu de discuter de problèmes nationaux. Que l'on donne un certain nombre de précisions – car là Monsieur DOMERGUE a atteint les sommets de l'hypocrisie, ce qui n'est pas le cas de mon collègue THINES – mais vous vous intéressez au village des Roms. Premièrement, mes chers collègues, le dossier vous sera présenté en long, en large et en détail : là où il sera, comment il fonctionnera, les engagements que nous avons pris à l'égard de l'Europe et du gouvernement. En même temps, mes chers collègues, comme ici nous parlons d'argent, j'ai juste fait une erreur, qui n'en est pas une, sur la somme de 2 millions, il y aura des subventions. Mais comme nous ne les connaissons pas, je ne peux pas vous les annoncer. En attendant, elles sont en discussion avec les représentants Européens et nationaux. Quelques précisions à l'attention de Monsieur DOMERGUE : la métropole entre en fonction le 1^{er} janvier 2015 donc ce n'est pas le lieu d'en discuter maintenant. Vous le pourrez lors de la campagne électorale, là vous aurez tous les droits. Je suis d'accord avec vous sur un seul point Monsieur DOMERGUE, c'est que la dotation est effectivement inférieure à la moyenne et, je vous en reparlerai tout à l'heure, je suis étonné que la Chambre Régionale des Comptes ne s'intéresse pas à cette anomalie. Je vais demander à mon camarade et ami Patrick VIGNAL, député par ailleurs, d'interroger le gouvernement sur cette anomalie qui dure depuis un certain temps et nous coûte fort cher. Pour cette année, c'est de l'ordre de 5 millions mais, si nous reprenons les calculs de la Chambre Régionale des Comptes en 2005, c'est de l'ordre de 12 millions, donc au total plus de 100 millions dont nous n'avons pas été dotés. La facture commence à être un peu élevée. Il est temps de protester, Monsieur DOMERGUE a raison pour une fois. Sur les impôts, vous racontez n'importe quoi car la Chambre Régionale des Comptes ne dit rien ; elle s'intéresse à l'avenir mais nous y viendrons. Sur les abattements, je suis désolé Monsieur l'ex-député, toutes les villes n'ont pas les abattements. Nous sommes à l'heure actuelle, trois ou quatre villes de plus de 200 000 habitants à pratiquer les abattements de l'ordre de 15%. Que voulez-vous que je vous dise d'autre. Je rêve de diminuer notre taxe d'habitation de 15%, de diminuer le taux et de supprimer l'abattement, ce qui serait une opération à peu près blanche pour la plupart d'entre vous. Sauf que si vous regardez bien votre taxe d'habitation, il est tenu compte de la moyenne de la ville, ce qui vient perturber le calcul. Des gens à l'heure actuelle ne paient pas la taxe et alors la paieraient ce qui paraît absurde. Sur les rythmes scolaires, Jean-Louis vient d'en parler longuement. Nous en avons discuté bien sûr. Nous ne pouvons pas inscrire dans un DOB que nous allons dépenser de l'argent alors que nous ne savons pas encore comment cela va fonctionner. Dans vos programmes électoraux, Monsieur DOMERGUE, vous avez le droit de raconter n'importe quelle ânerie. Sauf que nous serons là. Le débat d'orientation budgétaire est destiné à vous donner les cadres à l'intérieur desquels vous allez devoir vous situer. Pour conclure, vous avez dit aussi quelque chose de bien Monsieur DOMERGUE, je vous en remercie, ce budget ne répond pas aux vraies questions. Vous avez

raison mais je l'ai dit d'entrée, c'est à la demande de Madame le Maire, dont aucun d'entre vous n'a souligné l'élégance je le fais remarquer – Monsieur SARKOZY, quand nous avons pris le pouvoir n'a pas fait cela, mais laissons-le où il est il y est très bien. Nous sommes dans une situation, je vous ai donné les citations de Monsieur MIGAUD, qui appelle des décisions héroïques. Le fonctionnement des collectivités locales va devenir de plus en plus difficile et compliqué. Nos charges sont appelées à augmenter, nos recettes ne sont pas appelées à augmenter. C'est clair, à moins d'augmenter la fiscalité ce qui me paraît totalement impossible dans la situation actuelle. Dès lors, mes chers collègues, nous allons, vous allez, être face à une situation compliquée. Cette situation compliquée exige des décisions politiques héroïques, je me répète. Nous avons jugé, Madame le Maire en particulier, qu'à l'heure actuelle, il était absurde de faire prendre des décisions à une équipe finissante. Ce n'est pas une cérémonie funèbre, Monsieur DOMERGUE, c'est une transmission. Nous transmettons le flambeau. Mon langage n'est pas négatif, il est positif. Jusqu'à maintenant, nous avons pu fonctionner dans un cadre assez sympathique, qui augmentait. Nous sommes dans un nouveau cadre, dans lequel, mes chers collègues, nous allons avoir à faire davantage preuve d'imagination, de création, d'innovation car effectivement c'est un monde nouveau, c'est une civilisation nouvelle. Nous verrons bien qui les Montpelliérains choisiront pour conduire ce départ. Merci.

Hélène MANDROUX : Ecoutez, mes chers collègues, je crois que nous avons débattu de ce DOB pendant plus de deux heures. En tout cas, je vous remercie, les uns et les autres, chacun avec vos spécificités, vos remarques. Je crois avoir défendu vos orientations, et surtout défendu les Montpelliérains. Car, dans le fond, dans un DOB, le principal est de répondre aux demandes des Montpelliérains dans un contexte économique très difficile et dans les contraintes fiscales auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés, nous, les collectivités territoriales. Répondre aux demandes des Montpelliérains et en même temps être confrontés à des difficultés financières que nous supportons depuis un moment. Du temps où j'étais à la place de Monsieur LEVITA, je dénonçais que la DGF était tablée sur le recensement de 1999. Pendant des années et des années, la dotation que la ville touchait ne tenait absolument pas compte de la population réelle. C'est ainsi que 30 000 Montpelliérains pendant dix ans n'étaient pas considérés par le gouvernement. Ils n'existaient pas. La dotation tenait compte de la population de 1999. Cela fait des années, ce n'est pas la première fois, que les collectivités territoriales et notamment une collectivité comme la nôtre qui a une croissance démographique forte, y est confrontée. Aujourd'hui, la DGF est diminuée et nous sommes toujours contraints. Je remercie à nouveau Monsieur LEVITA, Monsieur NISSEN et les services, et tous, les uns et les autres. Souvent, il vous a été imposé des diminutions, des réflexions contraintes par rapport à votre fonctionnement. Nous vous avons demandé de faire des choix par rapport à votre investissement. Je crois que sincèrement, chacun dans vos responsabilités, vous avez fait face aux contraintes qui étaient les nôtres et personnellement, je crois que ce débat montre que la majorité d'aujourd'hui mais aussi l'opposition, nous avons su amener ce que l'on appelle la pierre à l'édifice. Ce qui est le plus important, c'est que tout ceci n'est pas fait pour nous, les élus. Laissez vos égos de côté, ce n'est pas l'important. Le plus important, c'est d'agir pour Montpellier, les Montpelliérains et les Montpelliéraines. Donc, je vous remercie de tous les efforts que vous avez pu faire. Ce débat est parti. Nous nous reverrons le 16 décembre pour le budget. Je passe la parole à Monsieur TSITSONIS pour le rapport de développement durable.

Le Conseil municipal prend acte.

M. Hervé Martin rentre en séance.

Mme Miraoui, MM. Aragon, Saureil, Abbou (avec la procuration de Mme Fargier) sortent de séance.

Mme Claverie sort définitivement de séance et donne procuration à M. Moralès.

4. Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2013

Frédéric TSITSONIS:

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants ; celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable sont :

1- Les modes de production et de consommation responsables

- La politique d'achats responsable de la ville
- Le plan de déplacement d'entreprise (PDE)
- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM)
- L'entrée dans la démarche Cit'ergie : La ville est entrée dans cette dynamique en 2013, afin de poursuivre ses actions d'amélioration continue et de disposer d'un outil intégrateur des différentes démarches de développement durable de la collectivité.

2- La lutte contre le changement climatique

- 28 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 50,9 millions d'euros ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La Convention des Maires a été signée le 10 février 2009 avec l'union européenne. Rappelons que les villes signataires s'engagent à réduire sur leur territoire leurs émissions de CO2 et leur consommation d'énergie de plus de 20% et d'accroître la production des énergies renouvelables au-delà de 20% d'ici à 2020.
- Le Plan Climat Energie Territorial qui a terme est un outil-support de planification concernant la stratégie de développement durable de la ville, en partenariat avec Montpellier Agglomération et les villes de Baillargues, Lattes et Pérols. Le diagnostic de territoire et le bilan carbone sont finalisés. Des assises ont été organisées en 2012 et 2013; un plan d'action sera proposé durant l'année 2014.

La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la ville dans la perspective à long terme d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal/mixité fonctionnelle », s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Dans le cadre du palmarès national Eco Quartier 2011, la Ville de Montpellier avait déjà reçu deux prix Eco Quartier récompensant deux projets d'urbanisme.

S'en suivent deux Labellisations nationales pour ces deux mêmes Eco Quartier en 2013 :

- la ZAC Parc-Marianne, lauréate dans la catégorie « *Approche écologique globale* ».
- la ZAC des Grisettes, lauréate dans la catégorie « *Nature en ville* ».

Par ailleurs, en 2013, dans ces ZAC, il y a eu l'ouverture de 2 écoles BEPOS sur la Ville : l'école Chengdu (Parc-Marianne) et l'école Ludwigvan Beethoven (Grisettes).

L'élaboration du projet Montpellier 2040 est une démarche de prospective. Son objectif : dessiner une vision de la ville pour les prochaines décennies. Ensemble, il nous appartient de penser les enjeux du développement de notre ville et de son territoire pour inspirer les réponses que nous devons apporter aux défis de demain.

Le Projet Urbain - imaginons ensemble la ville de demain a donc proposé aux Montpelliérains de participer à cette démarche, au travers d'ateliers et d'Assises en 2013.

3- La préservation de la biodiversité

- La ville a rejoint en 2009-10, le réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la CDB, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU
- Elle est également l'une des premières villes françaises à se doter d'un plan d'action pluriannuel pour la période 2010-2014
- Elle introduit une thématique « Forêt urbaine » et de « développement méditerranéen de la biodiversité » dans ses délégations et sous délégations.
- Elle participe à la création du réseau MEDIVERCITES (dont le bureau sera localisé à Montpellier), afin d'accompagner les collectivités Méditerranéennes dans leur volonté d'améliorer leurs stratégies en faveur de la biodiversité.
- Elle met en place sa Trame Verte et Bleue.

4- La cohésion sociale

- Les Maisons pour tous œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale.
Cette année, une nouvelle impulsion est donnée par la municipalité en replaçant la culture au cœur de son action.
- La Ville a créé récemment des services dédiés à la cohésion sociale et à la démocratie participative
- Le projet Territoire Numérique contribue à la libération de données publiques
- La Ville fait partie du réseau OMS Ville-Santé
- Le Centre communal d'action sociale (CCAS) propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique.
 - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains

- Les diverses actions des Maisons pour tous déjà citées
- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine
- La politique de réussite éducative volontaire
- La politique d'urbanisme et d'aménagement déjà évoquée précédemment est complétée par les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport de développement durable 2013
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, mes chers collègues, depuis quelques minutes j'ai autour de moi des élus, collègues et amis, qui me disent de résumer mon propos en vingt secondes, vingt mots, de faire court. Vous avez raison, nous allons résumer. Néanmoins, ce n'est pas pour rien que ce rapport de développement durable est imposé par la loi juste autour du DOB. Il est consubstantiel à tout ce que nous faisons au niveau des projections budgétaires et donc, ce rapport de développement durable est quelque chose qu'il faut regarder. Certes, effectivement nous n'allons pas passer deux heures là-dessus. Regardez cette belle image : la ville ressource renouvelable, « imagine 2040 ». Ce rapport fait 288 pages. Dans un premier temps, je voudrais remercier tous les services, ceux qui ont travaillé à la collecte de toutes ces données – Sonia LOUE dans les services et la DEMA –, et remercier tous les services qui ont joué le jeu. Faire un rapport de développement durable qui, par essence, se retrouve dans tous les services et toutes les politiques publiques d'une collectivité locale est un travail qui n'est pas facile et il faut pouvoir le collecter. Ce rapport de développement durable est intéressant : la ville, un peu dans la même logique de transparence et de clarté que pour le DOB, dit ce qu'elle fait. Il y a beaucoup de choses, 288 pages. Elle dit aussi les pistes d'amélioration, c'est-à-dire dans une logique

d'amélioration continue de sa réflexion sur ces questions, la ville se projette dans le futur. Il faut une dose de responsabilité, d'autocritique et de volontarisme pour afficher que nous faisons des choses et que nous pouvons aussi améliorer d'autres choses. Je conseille aux élus, aux candidats respectifs sur les prochaines municipales de lire ce rapport. Cela vous permettra de ne pas mettre ce que vous croyez que la ville ne fait pas et qu'elle fait déjà. Cela vous fera gagner du temps. Madame le Maire, quelques éléments sur l'année 2013, pour ne pas faire long. Cette année, deux écoles ont été inaugurées, la trame verte et bleue se poursuit, l'écoconduite des agents est améliorée, 31 agents sont passés en écoconduite et de l'avis de tous, cela constitue des gains en énergie de l'ordre de 20% et améliore la qualité de conduite. Cit'ergie et le plan climat faits avec l'agglomération de concert apportent un meilleur savoir faire sur ces questions au niveau des services. Dans le cadre de Montpellier 2040, Madame le Maire, vous êtes engagée à faire pousser un arbre pour chaque nouveau Montpellierain, donc 3000 arbres sont à planter. C'est la biodiversité, et le développement durable. Il y a beaucoup de choses dans ce rapport. Je voudrais signaler un élément : dans le cadre d'Ecocité, vendredi nous posons la première pierre de la chaufferie tri-génération bois, dans le quartier Port Marianne. C'est une première en France : avec du bois, il est fait de la chaleur de l'électricité et du froid. Ce n'est pas inné dès le départ et c'est intéressant à plusieurs titres. En termes de précarité énergétique, ce genre de système, à la fois avec de l'énergie renouvelable et de la maîtrise des coûts, permet de garantir des prix aux citoyens sur leur facture de chauffage. Deuxièmement, nous étions tout à l'heure sur le DOB en train de parler des financements de l'Etat. Certes, l'Etat donne moins naturellement, mais il donne plus dans le cadre des innovations. Dans le cadre d'Ecocité, Madame le Maire, ce ne sont pas des chiffres à prendre à la légère. Entre l'école Chengdu, la chaufferie bois et la Mantilla, qui est une source d'expérimentation aussi sur les énergies, ce sont des millions d'euros que l'Etat verse via la Caisse des Dépôts ou l'ADEME. Les financements doivent être cherchés avec de l'innovation. Ce sont des choses que doit faire une collectivité locale qui se doit de penser le futur. Penser le futur amène toujours des financements supplémentaires car nous sommes exemplaires. Le jour de cette inauguration, la personne de la Caisse des Dépôts qui s'occupe des Ecocités nous a félicités au niveau de la ville. Les deux Ecocités les plus remarquables aujourd'hui en France sont celle de Nantes et celle de Montpellier, qui se concurrencent sur leurs expérimentations technologiques. Cela permet le rayonnement de la ville et derrière, cela permet de maintenir et développer de l'emploi. Une chaufferie bois, c'est du bois local, des gens qui ont coupé le bois dans des forêts faites exprès autour de Montpellier, et c'est de la maintenance locale, des agents qui vont travailler localement. Chaque fois que nous sommes dans ce genre d'expérimentation et d'action, nous servons l'emploi. Tout à l'heure nous disions qu'il n'y pas d'emploi dans ce budget. Or il y en a partout, dans tous les coins. Le rapport de développement durable vous montrera que l'environnement, l'emploi, l'économie et le social sont intimement liés à Montpellier.

Mustapha MAJDOUL : Madame le Maire, en ce qui concerne nous nous abstenons de voter cette délibération et vous demandons, surtout à Frédéric TSITSONIS, de passer du discours aux actions. Nous vous avons demandé depuis longtemps une vraie politique de rénovation et d'isolation qui s'inscrit pleinement dans le développement durable et permettra à de nombreux Montpellierains de réduire leur facture énergétique. Nous ne sommes toujours pas entendus. Nous ne pouvons pas parler de développement durable tout en poursuivant une politique d'étalement urbain et en affichant une urbanisation programmée sur des parcs publics, je parle du Parc Montcalm, et surtout en ne ceinturant pas la ceinture verte de Montpellier.

Anne-Rose LE VAN : Nous trouvons aussi que ce rapport est insuffisant. Un aspect énergie a été développé et n'est pas négligeable. Par contre, sur l'aspect foncier, je pense que ce n'est pas utopique que nous pouvons garder un petit stade aux Beaux-arts et sept cents arbres à l'EAI car il y a du foncier au niveau de l'agglomération : il y a Euromédecine, la Restanque un projet très intéressant de requalification. Je conseillerais à certains d'aller faire un tour dans d'autres collectivités, Tremblay-en-France ou Aubagne, qui ont d'autres types de politiques environnementales et sociales qui ne sont pas des utopies. Au niveau énergétique, nous avons un souci par rapport au doublement de l'A9 qui va entraîner plus de circulation, de pollution alors que rien n'est fait sur le ferroutage. Chaque jour, une voie de l'A9 est consacrée aux camions qui traversent l'Europe. Il y a un manque de politique globale. Le doublement de l'A9 ne serait pas forcément à l'ordre du jour si ces camions étaient en moins. Ensuite, sur la création de la nouvelle gare TGV de l'autre côté de l'A9 avec le quartier OZ, une gare qui n'est pas reliée au TER : en terme énergétique et de cohérence au niveau transport, nous n'y sommes pas. Nous voterons contre ce rapport qui n'est pas à la hauteur des enjeux de développement durable, social et écologique de Montpellier.

Philippe THINES : Nous voterons pour ce rapport parce que, c'est vrai nous pouvons toujours faire mieux, mais la ville de Montpellier fait beaucoup et notamment au niveau des espaces verts. La ville a obtenu de nombreux prix européens, internationaux, nationaux. Ces prix sont certes importants mais le plus important est le vrai ancrage des agents au quotidien. C'est grâce à l'investissement des agents des espaces verts qui ont su s'adapter et se former aux nouvelles techniques, par la mise en place de jardins secs que nous en voyons de plus en plus dans la ville. Ils sont imaginés, dessinés et créés par les agents des espaces verts. C'est aussi la non-utilisation de pesticides ou d'engrais chimiques. La gestion des espaces verts est faite en respectant l'ensemble des parcs, en respectant l'équilibre de l'espace naturel et le lieu de vie, car à l'intérieur des parcs, il y a un lieu de vie. Cela est nouveau et n'a pas été appris lors de la formation dans les écoles. Ils se sont adaptés et je veux les féliciter car si nous avons ces prix, c'est grâce aux agents. Il y a un manque de communication énorme pour faire connaître les efforts de la ville de Montpellier sur les espaces verts. Il faut savoir qu'il y a 1 000 hectares d'espaces verts sur la ville de Montpellier. La ville se développe au plan de l'urbanisme, avec les plus grands architectes qui viennent à Montpellier. Mais nous avons aussi les plus grands qui viennent aménager nos parcs. Tout à l'heure, j'ai planté 150 arbres offerts par l'Europe avec l'école Teresa. Oui, à Montpellier, nous plantons des arbres. Si nous pouvons en planter un par nouvel habitant, tant mieux. Aujourd'hui si nous arrivons à développer dans les écoles la plantation d'arbres sur Montpellier, cela fait des espaces verts. Je voudrais encore féliciter les agents des espaces verts, à tous les niveaux, du directeur jusqu'au dernier jardinier. Il y a un vrai investissement pour embellir la ville. La cohésion sociale est dans le bilan et fait partie du rapport : au niveau des Maisons pour tous, qui occupent un point important de cohésion sociale et heureusement que l'équipe les a mis en place, ce que je regrette c'est qu'à partir de 18h00, les équipes des Maisons pour tous ne sont plus présentes, sauf ponctuellement sur des activités. Les Maisons pour tous sont fermées le dimanche et la plupart du temps pendant les vacances. Nous pourrions toucher les jeunes adolescents de 14-15 ans à 25 ans, population qui pose le plus de problèmes dans les quartiers, avec des horaires élargis. C'est dommage et je voudrais que nous ayons une vraie réflexion sur l'utilisation des Maisons pour tous. Pour qu'elles ouvrent, non pas 24h sur 24, mais au moins jusqu'à 20h30, tout le week-end et toutes les vacances scolaires. C'est quelque chose d'important pour la ville de Montpellier.

Michael DELAFOSSE : J'observe que l'année dernière, quand Frédéric a présenté ce rapport, il n'y a pas eu de débat. C'est bon signe que nous discutons. C'est sans doute signe des temps, les élections approchent. Plus sérieusement, nous revenons de loin. La ville ne s'est pas construite sur les bases d'une volonté écologique très forte partout en France et en Europe. A Montpellier, nous avons été précurseurs de nombreux efforts qui nous permettaient de prendre conscience des enjeux environnementaux. Faut-il rappeler l'audace d'Antigone, sur le plan des mobilités au moment où le président Pompidou mettait les voitures sur les berges à Paris, Antigone était un grand mail piéton de deux kilomètres environ. Un réseau de chaleur a été très novateur avec un savoir-faire qui existe à Montpellier avec la filière énergie du sud de la CERN, société d'économie mixte qui développe des savoir-faire en matière d'énergie et s'occupe de la chaufferie bois de l'université et de l'hôpital approvisionnés en bois avec le bois d'élague des agents des espaces verts auxquels Philippe THINES rendait hommage. Tout cela n'est pas très connu, mais c'est une réalité. Frédéric faisait référence à la chaufferie tri-génération dont la première pierre a été posée, pardon dont les premiers copeaux de bois ont été installés. Nous allons chauffer 5 200 logements avec du bois de la région et notamment la filière bois de Lozère, avec les enjeux d'emplois. Nous allons chauffer et nous allons refroidir car l'un des enjeux pour Montpellier, c'est le confort d'été, c'est comment rafraîchir. Il y aura une production d'un réseau de froid. De l'énergie électrique va être produite. Nous ne serons plus dépendants de l'énergie nucléaire nécessaire en France aujourd'hui pour garantir notre approvisionnement. L'inauguration, c'est l'année prochaine. Avec Antigone, la première chaufferie, la chaufferie bois des hôpitaux, la centrale tri-génération, il y a un mouvement autour de l'énergie. Permettez-moi de me féliciter de constater qu'aujourd'hui, des acteurs de l'immobilier commencent à proposer des logements à énergie positive. Cela ne va pas assez vite peut-être mais c'est au quartier des Grisettes. Nous saluons la polyclinique Saint-Roch qui sera raccordée au réseau de chaleur, premier établissement hospitalier souvent énergivore qui va bénéficier d'une production locale d'énergie. Faut-il évoquer aussi la politique des transports ? Pour beaucoup de Montpelliérains, même si tous n'y ont pas accès, il y a une vraie alternative avec le tramway qui réduit les émissions de CO₂ si néfastes et qui nous alarment dans les rapports internationaux. Faut-il évoquer, enfin, les efforts engagés sur la réhabilitation thermique du parc social, efforts de l'office public de l'habitat sur les plus fragiles ou encore l'adoption du plan climat de manière unanime à l'agglomération qui permet d'engager la réhabilitation thermique des grandes copropriétés des années 70 qui sont des propriétés privées. Ou le travail remarquable fait au Petit Bard : sur cette copropriété, il y a une réhabilitation thermique comme nous l'engageons sur les Cévennes. Le conseil a voté à l'unanimité

250 000 euros de réhabilitation. Citons aussi le travail de pédagogie, mené par l'agence locale de l'énergie pour aider, sensibiliser les plus jeunes aux problématiques de l'environnement. Nous ne partons de zéro et ce rapport n'est pas que du discours. Derrière, il y a des actes et je voulais m'en faire l'écho. Bien sûr, nous pouvons et nous aimerions faire plus. D'ailleurs nous allons faire plus. N'est-ce pas une belle ambition, à travers le projet EAI, de proposer que tous les logements, si nécessaire, dans notre ville soit tous à l'échelle du quartier à énergie positive ? Le premier quartier réhabilité à énergie positive, c'est dans cinq ans. Il y aura un grand parc, non pas 15 hectares mais 16,5 hectares, et plus de 2 000 arbres seront plantés pour créer de l'ombre. Continuons : la ZAC du Nouveau Saint-Roch va préparer un parc de 4 hectares et René DUMONT, qui est aujourd'hui une dalle de béton que nous allons désartificialiser. Les négociations de l'Etat ont capoté à cause de Bercy mais cela bouge et nous prévoyons sur la caserne Celleneuve, un nouveau parc. S'il faut le grand parc Montcalm, il faut des parcs pour tous les Montpelliérains. J'en viens à une perspective de plus long terme, 2040, qui est le projet urbain qui vise à maîtriser notre croissance démographique et à continuer à relever les défis liés à l'environnement : réhabilitation thermique, aller vers une ville-parc où la trame verte est une réalité, où des espaces verts sont plus importants, où le coefficient d'occupation des sols entre ce qui est artificialisé et végétalisé passerait de 30 à 50%, ce qui est peut-être abstrait à cet instant de la soirée mais qui est très concret pour rafraîchir la ville, pour la végétaliser davantage. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Nous ne pouvons pas dire que Montpellier, sur les sujets d'environnement, d'écologie, est une ville qui n'a que des discours. Il y a beaucoup de réalités, qui font l'objet de nombreuses distinctions. Ainsi, les prix que nous avons reçus d'instances indépendantes, comme les Grisettes, comme Port Marianne. C'est la volonté de grands paysagistes comme Gilles Clément de venir ici. C'est la volonté animée par la société civile, je pense à Christophe qui en son temps a été très actif, à Yves LARBIU, et d'autres, une société civile qui dit de faire plus pour l'écologie. Nous essayons de répondre et à Montpellier, en matière d'urbanisme, d'aménagement urbain, nous sommes en train de devenir une référence. C'est vrai, les chiffres sont inquiétants : le réchauffement est plus important que ce que nous pouvions imaginer, la dépendance énergétique de la France demeure importante. Mais à Montpellier, sous une action politique volontariste menée par la municipalité, par l'intercommunalité, nous avançons. Dans notre ville, il y a des savoir-faire d'architectes, de bureaux d'étude, de paysagistes qui sont en train d'émerger. Les réponses techniques des professionnels en matière d'environnement apparaissent. Ce rapport, dense, consistant, je vous invite à le lire. Il est surtout un hommage à ceux et celles qui se mobilisent pour faire que Montpellier puisse conquérir ces prix. Si nous nous comparons à d'autres villes, et Madame LE VAN vous cite Aubagne et ces autres villes, je suis sûr que dans de très nombreux Conseils municipaux, Montpellier est citée en exemple pour l'ensemble de son action en matière de développement durable. Allez vous faire élire ou consulter vos camarades de partis qui siègent dans ces assemblées, ils vont dire qu'on parle en bien de Montpellier, une ville soucieuse de l'environnement et qui aimerait l'être encore plus, d'où le projet urbain Montpellier 2040.

Sarah EL ATMANI : Pour le groupe Société Civile, bien évidemment nous pouvons faire mieux, faire plus, etc. Mais je pense que, comme vient de le développer Michael DELAFOSSE, Montpellier n'a pas à rougir de son bilan en matière de développement durable bien au contraire. Les prix obtenus dans le cadre de cette majorité municipale le montrent, il y a une volonté évidente de mettre en avant la problématique du développement durable et c'est pour cette raison que le groupe Société Civile votera ce rapport.

Michel PASSET : Monsieur MAJDOUL, en tant que délégué par la ville, je représente le Maire en tant que délégué pour l'énergie, je vous dis : « Venez » et nous vous montrerons ce qui se fait concrètement, ce serait intéressant. Faire diminuer dans les copropriétés et dans une partie des logements sociaux, la consommation d'eau de 10 à 40%, ce n'est pas rien. Réaliser avec des propriétaires, y compris individuels, des centaines de rénovations de maisons, ce n'est pas rien. Etre reconnue au niveau européen comme une agence pilote pour travailler avec d'autres villes sur des projets de construction, d'économie, ce n'est pas rien. Une chose que je ne peux pas laisser non plus. Je parle sous l'autorité du président qui est là : la SERM maintient un des budgets les plus importants concernant la rénovation des logements. Encore cette année, je ne sais pas s'il sera voté mais nous en avons débattu en orientation budgétaire, n'est-ce pas Monsieur POUGET, et si vous avez Madame DUFLLOT au téléphone, comme elle fait partie de votre sensibilité politique, dites-lui qu'elle pourrait nous aider un peu plus, plutôt que de nous pénaliser, ce serait pas mal. Une idée de fond que je maintiens sur la question de ville renouvelable est qu'il ne faut pas oublier une vraie bataille politique. La ville renouvelable est opposée à la ville de l'humain, aux décisions de l'humain. Soit c'est cela, soit c'est la décision des marchés de la finance. Il y a une bataille politique à mener dans toutes les villes en France. Je connais un peu Aubagne, mais beaucoup Tremblay et je vous signale que les élus nous téléphonent en permanence pour nous demander

des conseils sur comment faire pour avoir les mêmes initiatives en matière d'économie d'énergie, et notamment au niveau de ce que fait la SERM en matière de chauffage. Ils nous appellent pour avoir, non pas des conseils, mais pour échanger des expériences et essayer de ne pas se tromper dans les choix et de faire aussi utile que ce que nous faisons à Montpellier.

Sophie BONIFACE-PASCAL : Merci Madame le Maire. Juste deux mots concernant les Maisons pour tous. Je pense qu'avec mon collègue, nous ne fréquentons pas les mêmes Maisons pour tous. Tous les soirs, pratiquement, il y a des animations, des spectacles dans les Maisons pour tous. Il fallait que je le dise. Vendredi, nous recevions à Paul Emile Victor l'ambassadeur de Corée du Sud, à Rosa Parks, mon collègue Michel PASSET faisait une intervention sur la jeunesse... Il n'y a pas bien entendu d'équipes d'animation tous les jours car ce n'est pas possible, il faudrait doubler le personnel des Maisons pour tous. Mais les associations de quartier qui travaillent main dans la main avec les équipes des Maisons pour tous peuvent, tous les soirs de la semaine et le week-end y compris, utiliser la Maison pour tous et ne se privent pas de le faire. Je voulais remettre les pendules à l'heure. Je représente le Conseil municipal et Madame le Maire quand je me déplace dans les Maisons pour tous. Je ne le fais pas tous les soirs mais je le fais toutes les fins de semaine. Je ne peux pas être dans les vingt-deux maisons pour tous en même temps, je ne peux pas me démultiplier mais je peux dire qu'il s'y passe des choses pour les Montpelliérains des quartiers en accord avec des associations et que cela fonctionne, je le crois, pas trop mal.

Christophe MORALES : Je serai aussi rapide. Je ne vais pas rappeler tout ce qui a été dit. Puisqu'il a été fait mention de la tradition Montpelliéraine pour la protection de l'environnement notamment en matière d'énergie, je ne peux qu'y souscrire notamment par rapport à la première co-génération et tri-génération que nous avons mise en place il y a une quinzaine d'années sur Antigone. Je voulais repartir sur deux points et ne pas laisser penser que nous faisons une gare TGV pour nous faire plaisir, comme cela se fait dans certaines régions où des gares ont été faites dans les betteraves qui ne servaient à rien. Je rappelle et, pour porter contradiction à certains qui disent qu'il faut faire du ferroutage, que pour le faire, il faut débarrasser des créneaux, laisser des fuseaux libres pour pouvoir les porter par le ferroutage. C'est la même chose pour les TER : pouvoir faire des cadencements de TER, c'est par nécessité libérer des fuseaux et des créneaux sur nos voies ferrées. Faire le contournement Nîmes-Montpellier permet de libérer ces fuseaux et de faire cette gare TGV, pour les TGV et aussi pour certains TER. Laisser un certain nombre de TGV en centre-ville, c'est permettre de faire du ferroutage, du cadencement TER. Ce projet est donc complètement lié à l'incitation au ferroutage, l'incitation au transport cadencé de proximité. Nous ne pouvons pas dire tout et son contraire. Cette gare TGV est dans le quartier OZ où nous allons, à partir de friches, pouvoir mettre à disposition 250 hectares d'espaces verts et aussi, par la prolongation de la ligne 1 de tramway, relier directement les deux gares. Nous ne sommes pas dans des gares complètement isolées. Vous reprenez un schéma qui n'est pas le schéma réel. Deuxième point sur les rénovations thermiques, ACM et les opérateurs sociaux font énormément. Je vous invite à venir dans mon quartier à la Cité Lemasson voir le compteur qui inscrit les économies d'énergie et vous verrez que, effectivement, les rénovations thermiques sont menées là où il y a une possibilité d'agir. Comme Monsieur PASSET, je demanderais à Monsieur MAJDOUL d'aller plaider à Madame DUFLOT un véritable fond pour l'aide à la rénovation thermique. Là encore, il nous est demandé de nous substituer à l'Etat. Nous voulons bien travailler, et nous avons prévu une expérimentation sur une vingtaine de copropriétés privées. Le problème n'est pas d'investir, même si cela va être couteux, environ 40 à 50 millions d'euros pour 10 copropriétés mais de mettre en place une ingénierie. Comment va-t-on faire pour faire en sorte que l'on puisse, au sein de la copropriété déclencher des travaux d'économie d'énergie qui, pour certains seront extérieurs (chaufferie centralisée) et pour certains, intérieurs. D'où l'idée de lancer, avec l'agglomération de Montpellier et les communes de l'agglomération, des expériences sur des copropriétés ciblées où il va falloir travailler avec des sociologues, des économistes et mettre en place une batterie de mesures que Madame DUFLOT n'a pas eu le courage de mettre en œuvre au niveau national.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, de manière très courte parce qu'effectivement progressivement tout le monde a repris les propos que je voulais donner. Une chose *in fine* : ce rapport, je le redis, est un travail de tous les agents de la ville. En ne votant pas ce rapport, ou en trouvant qu'il ne va pas assez loin, vous qui êtes les chantres de la pédagogie, de la mise en avant du développement durable, de la sensibilisation, vous niez l'implication de milliers d'agents qui aujourd'hui, progressivement, dans les collectivités, sont conscients de cet enjeu, des réalisations et de ce que cela implique au quotidien. Le fait même de faire un tel rapport, et de faire s'interroger tous les agents de la ville, c'est majeur. Les actions sont amendables. Nous pouvons toujours

aller plus loin. Reconnaître que ce qui est là n'est pas important par rapport à tous les agents qui y ont mis leur cœur, je pense que cela leur fera plaisir !

Le Conseil municipal prend acte.

M. Saurel rentre en séance.

Mme le Maire (avec la procuration de M. Dufour) sort de séance et donne la présidence à M. Michel Passet.

Mmes El Atmani, Ben Ouargha-Jaffiol, Bénézech, Couvert (avec la procuration de Mme Blanpied), M. Tsitsonis sortent de séance.

5. Gestion Multimodale des Déplacements dans l'Agglomération de Montpellier

Participation financière de la Ville de Montpellier

Max LEVITA:

Le territoire de l'agglomération de Montpellier connaît, depuis plusieurs années, une croissance démographique, urbaine et économique parmi les plus fortes de France générant des flux de déplacements de plus en plus importants.

Malgré une politique très volontariste de développement des modes alternatifs à la voiture et plus particulièrement des transports collectifs avec la réalisation de cinq lignes de tramway, dont une en cours, en une dizaine d'années, force est de constater que les saturations des différents réseaux de déplacement sont de plus en plus nombreuses et récurrentes et menacent de fragiliser, à terme, le développement économique et de menacer l'équilibre écologique du territoire.

Au-delà des créations d'infrastructures nouvelles, l'optimisation de l'usage des différents réseaux passe par une plus grande coordination entre les différents acteurs, notamment en définissant des stratégies d'exploitation partagées et en apportant un niveau d'information satisfaisant aux usagers et professionnels se déplaçant sur le territoire.

Face à ces constats, Montpellier Agglomération, dans le cadre de ses compétences en matière d'organisation des déplacements, propose d'engager, en lien avec l'Etat, le Conseil Régional Languedoc Roussillon, le Conseil Général de l'Hérault et la Ville de Montpellier un projet global baptisé GEMDAM (Gestion Multimodale des Déplacements dans l'Agglomération de Montpellier) permettant le développement du concept de gestion multimodal des déplacements.

Cette démarche vise plusieurs objectifs :

- optimiser le fonctionnement de l'ensemble des réseaux de déplacements (voiries, transports en commun...) afin de limiter la congestion et de prévenir les perturbations,
- améliorer la sécurité et la qualité de services offerte aux usagers (confort de déplacement),
- informer les usagers sur les conditions de déplacements dans l'agglomération (en amont et pendant le déplacement),
- avoir une meilleure connaissance de la mobilité des habitants et de leurs conditions de déplacements pour mieux appréhender leurs besoins et orienter les choix politiques,
- être innovant dans le domaine des transports et de la gestion des déplacements en déployant sur le territoire de l'agglomération un système global s'appuyant sur des outils dynamiques.

Elle est en cohérence avec la politique globale de déplacements portée par l'ensemble des partenaires sur l'agglomération, et s'inscrit également dans la logique du protocole d'intermodalité régional signé par toutes les autorités organisatrices de Languedoc-Roussillon. Ainsi, en optimisant la capacité des réseaux existants et les niveaux de service offerts, on contribue à limiter les nuisances sur les réseaux les plus vulnérables, à favoriser l'intermodalité et à promouvoir l'usage des modes alternatifs à la voiture.

Pour atteindre ces objectifs, la démarche est concrétisée sous la forme d'un projet possédant plusieurs composantes :

- la réalisation d'outils facilitant la coopération entre gestionnaires, sur trois volets complémentaires :
 - la connaissance des mobilités (observatoire, Système d'Information Géographique, modélisation...)
 - l'information des usagers
 - la gestion des trafics en temps réel (régulation temps réel, exploitation coordonnée, plans de gestion des déplacements, simulation dynamique...)
- la mise en place d'une équipe d'optimisation des déplacements, dont le but est d'améliorer au quotidien le fonctionnement de secteurs ou d'axes d'agglomération en coordonnant si nécessaire les actions des gestionnaires

Ces développements profiteront à chacun des partenaires du projet en facilitant la coordination des services, tant au niveau des études que de l'exploitation.

L'organisation de ce projet s'appuie autour des trois instances suivantes :

- un Comité de Pilotage : regroupant les différents maîtres d'ouvrage et composé d'élus, son rôle est de prendre les décisions concernant la direction, les orientations stratégiques, la mise en place et les moyens de fonctionnement (financiers et humains) du projet ;
- un Comité de Suivi du projet : regroupant les techniciens (niveau Directeur / Directeur Général des Services Techniques) des différentes structures, il se réunit 4 fois par an. Son rôle est de préparer et de mettre en œuvre les actions décidées par le comité de pilotage.
- un Groupe de Travail Technique : regroupant les exploitants de réseaux de transport ainsi que les gestionnaires d'infrastructures du territoire de l'agglomération. Selon les sujets, il peut être élargi (police, Service Départemental d'Incendie et de Secours, association...). Son rôle est de s'emparer de 'sujets de fond' et d'alimenter les phases de production des différentes composantes du projet.

L'Agglomération pour mener à bien ce projet, est appuyée, pour la période 2012/2014, par une assistance à maîtrise d'ouvrage. Une consultation a été lancée, et le bureau d'études SETEC ITS a été retenu. Le montant du marché s'élève à 266 605€ HT. La Ville de Montpellier propose de participer à hauteur de 50 000€ TTC.

Les missions du prestataire SETEC ITS sont les suivantes :

- mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la 1ère phase du projet
- coordination générale et animation technique du projet
- animation du Groupe de Travail Technique
- gestion des marchés relatifs au développement des outils informatiques de mutualisation des informations (temps différé et temps réel) : rédaction des Cahier des Clauses Techniques et Particulières, suivi des consultations, suivi des bureaux d'études jusqu'à mise en service, réception)
- définition opérationnelle d'une équipe « optimisation des déplacements »
- mise en place d'un portail d'information multimodale sur les déplacements sur la base d'un prototype développé dans le cadre d'un projet européen en 2006/2007, cette mission regroupe le développement et la mise en service d'un portail d'information multimodale sur Internet donnant accès à l'ensemble des informations déplacements disponibles pour l'Agglomération, pour l'ensemble des modes et réseaux.
- assistance et alimentation du portail (selon un volume d'heures fixé), l'internet donnant accès à l'ensemble des informations déplacements disponibles pour l'ensemble des modes et réseaux
- rédaction du CCTP relatif à une seconde version intégrant une fonction de calculateur d'itinéraire multimodal

La prestation s'achèvera en juin 2014.

La participation financière de la Ville sera inscrite sur la ligne budgétaire : nature 204 1582, fonction : 908 241

Par conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement, à l'Agglomération de Montpellier, d'une subvention de 50 000€ pour le financement
- d'une partie de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ;
d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

MAX LEVITA : En deux mots, il s'agit d'une étude qui va être conduite par l'agglomération, qui s'élève à 266 605 euros, et pour laquelle je vous propose de participer à hauteur de 50 000 euros.

Philippe THINES : Je trouve cette étude très intéressante, mais je pense qu'il manque quelque chose ou alors je n'ai pas bien saisi le contenu du rapport. Nous avons d'énormes difficultés de livraisons en centre-ville. A l'intérieur de ce que j'ai lu et qui est une synthèse, il me semble qu'il manque la mise en place de plateformes de distribution de marchandises, en dehors de la ville, une à l'ouest, une à l'est, de façon à ce que les commerces puissent être irrigués par des véhicules en mode doux, électrique, au gaz,. Ainsi il n'y aurait plus de gros camions entrant en ville qui sont une catastrophe au niveau de la voirie et de l'espace piéton. Les riverains, les commerçants, la CCI et les livreurs s'en plaignent parce qu'ils ne peuvent pas aller partout. L'espace public est dégradé. Ce serait bien de suggérer à l'agglomération qui va avoir cette réflexion, de le prendre en compte.

Marie MASSART : Juste un petit commentaire : nous émettons des doutes sur la pertinence de cette subvention. Cela semble servir davantage à fluidifier le trafic des véhicules motorisés plutôt qu'à le réduire. De plus, les usagers ne sont pas associés à ce projet. Nous voudrions *a minima* proposer que des usagers ou des associations d'usagers puissent être membres du comité de pilotage.

Christophe MORALES : Conformément aux actions du Plan de Déplacement Urbain qui décline des actions, nous y travaillons sur un plan logistique. La logistique urbaine fait l'objet d'une étude actuellement. Nous sommes dans des phases de diagnostic. L'Agglomération avance. Nous participons, Agglomération de Montpellier, à une très grande enquête du Conseil Général car la problématique des déplacements n'est pas uniquement Montpelliéraine ou de l'aire urbaine de Montpellier, elle est sur un bassin de vie. Je fais une parenthèse, le plan de protection de l'atmosphère que le préfet nous demande d'adopter est basé sur un territoire de 110 communes, au-delà même des frontières de notre département. Une enquête ménage partira sur des enquêtes très liées au mouvement pendulaire, de déplacement des populations avec des enquêtes directes et pas simplement de trottoir mais des enquêtes particulières, face à face avec la population. Voilà, pour répondre à ces deux demandes.

Pour : 36

Contre :

Abstentions : 5

Adopté à l'unanimité.

**6. Requalification du boulevard du Jeu du Paume entre la place Edouard
Adam et la rue Marceau
Approbation de l'avenant n°1 au marché n°2M2292301
Autorisation de signer**

Max LEVITA:

La Ville de Montpellier a souhaité procéder à la requalification du boulevard du Jeu de Paume entre la place Edouard Adam et la rue Marceau.

Les travaux, dévolus sur procédure adaptée ouverte, ont été attribués en commission du 24 avril 2012 au groupement Eiffage (mandataire) / Solatrag pour un montant de 2.700.280,14 € H.T..

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux, de sujétions techniques et d'organisation du chantier ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent la conclusion d'un avenant sur le marché de travaux n° 2M2292301 pour les raisons suivantes:

- mise en place d'un complément d'alternat de circulation sur une durée de 22 semaines à la demande expresse du maître d'ouvrage, représentant une plus-value de 54.661,86 € H.T.;
- remise en état des pierres du Gabarit Limite d'Ouvrage du tramway, pierres affaissées entre rails existants du tramway, ces désordres s'étant aggravés durant le chantier du fait du maintien d'une circulation par alternat, représentant une plus-value de 2.699,00 € H.T.;
- reprises ponctuelles sur la rue André Michel des pierres affaissées et leur remplacement par des enrobés, représentant une plus-value de 2.251,00 € H.T.;
- traitement anti tag et nettoyage avec renouvellement de couche de peinture 3 fois par semaines pour panneaux de communication de la ville, représentant une plus-value de 4.400,00 € H.T.;
- terrassement manuel complémentaire du fait de l'encombrement des réseaux pour le prolongement de la pose de pierres de façades rue Four des Flammes sur demande du maître d'ouvrage, représentant une plus-value de 876,00 € H.T.;
- réalisation supplémentaire de revêtement résine gravillonné pépite sur la partie basse du boulevard Jeu de Paume non prévue au marché initial, y compris le rabotage manuel en rive du Gabarit Limite d'Ouvrage du tramway, représentant une plus-value de 16.634,60 € H.T.;
- fourniture et mise en œuvre d'un sable stabilisé couleur beige en pied de palmiers dans l'attente de la plantation définitive des palmiers et pose de l'entourage d'arbre, représentant une plus-value de 3.749,00 € H.T. ;
- plus-value pour fabrication des pierres spécifiques de Gabarit Limite d'Ouvrage du tramway avec rainurage et congé de 1cm à la demande du maître d'ouvrage comme suite à la concertation avec le Comité de Liaison et de Coordination des Associations de Personnes Handicapées et Malades Chroniques, représentant une plus-value de 23.916,30 € H.T.;
- plus-value pour le rainurage non prévu au marché initial des planches d'entourage d'arbres et traitement antitache spécifique par vernis, représentant une plus-value de 2.753,33 € H.T.;
- fourniture et pose de clous inox, représentant une plus-value de 1.932,00 € H.T.;
- fourniture et mise en œuvre de drains dans le platelage d'entourage d'arbre à la demande du maître d'ouvrage, représentant une plus-value de 5.510,80 € H.T.;
- plus-value pour l'emploi de moyens renforcés de manière à garantir le respect du délai global du chantier, au vu des conditions particulières d'exécution des travaux durant l'intervention d'un marché tiers qui aurait dû être achevé au démarrage des travaux du Jeu de Paume, représentant une plus-value de 43.579,68 € H.T., cette plus-value ayant été actée sur la base de constats contradictoires menée entre le maître d'œuvre chargé de l'exécution des travaux et le titulaire de ce marché de travaux.

- par ailleurs, afin de respecter le coût d'objectif de l'opération, le maître d'œuvre a recherché les ajustements et optimisations à proposer en moins-value au maître d'ouvrage, le marché de travaux étant conclu à prix unitaires et rémunéré sur les quantités réellement exécutées, cette optimisation représentant une moins-value de 116.064,27 € H.T..

Il résulte du détail qui précède un montant en plus-value par rapport au montant du marché de initial de 46.899,30 € H.T.; ce qui représente une augmentation de 1,74%; ce qui porte le nouveau montant du marché à 2.747.179,44 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2M2292301 à conclure avec le groupement Eiffage (mandataire) / Solatrag ;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Philippe THINES : Tout est dans le rapport que tout le monde a lu. Y a-t-il des questions ? Pas de questions ?

Pour : 41

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

7. Marché n° 0G832111 relatif à "l'Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art".

Autorisation de signer l'avenant

Max LEVITA:

Une consultation n° 3D0173 a été lancée le 31 mai 2013 selon la procédure d'appel d'offres européen ouvert dans le but de relancer le marché « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et ouvrages d'art ».

Cette consultation a été déclarée sans suite au motif que les candidats n'ont pas respecté les prescriptions imposées au règlement de consultation. L'analyse des offres a démontré une incompréhension des candidats sur une partie de l'analyse des critères (cohérence entre prix et mémoire technique) rendant celle-ci difficile à effectuer dans des conditions satisfaisant les principes de la commande publique.

Afin de ne pas interrompre la continuité du service public et en attendant l'attribution du futur appel d'offres, il y a lieu de prolonger la durée du marché actuel de 3 mois par un avenant.

Il est à noter que le montant maximum, des prestations à bons de commande n'est pas atteint ; quant aux prestations à prix forfaitaires, le nouveau montant s'élève pour les 3 mois du marché, à 218 747, 43 € HT (prix marché de base), soit 231 930, 03 € HT (avec révisions de prix), soit une augmentation de 8, 84 %.

Lors de la réunion du 5 novembre 2013, la Commission d'appel d'offres a donné un avis favorable à la passation de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

-D'autoriser Mme le Maire, ou M. l'Adjoint Délégué, à signer l'avenant au marché n° 0G832111 en cours « enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et ouvrages d'art ».

- D'autoriser Mme le Maire ou M. l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Nous avons lancé un appel d'offre le 31 mai 2013 selon la procédure d'un appel d'offre européen. Nous n'avons pas de réponse satisfaisante donc nous relançons le marché. En attendant, sans marché, il faut quand même enlever les tags. Donc, nous faisons un avenant au marché qui nous lie pour tenir le temps que l'appel d'offres aboutisse. Cela vous paraît-il clair, mes chers collègues ?

Pour : 41

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

8. Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville

Michel PASSET:

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **5 500 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Dorothee Lasne, salariée

« A la rencontre des paysannes du Sud-Est asiatique »

Destination monde

Partir à la rencontre des paysannes d'Asie du Sud Est pour appréhender et mieux comprendre le rôle des femmes dans les systèmes agraires traditionnels. De ce périple de 6 mois, un récit graphique verra le jour ainsi qu'une conférence débat sur la place de la femme dans l'agriculture.

Montant proposé : 1 000 €

Margot Dyen, étudiante

« Jouons nous avec la terre ? »

Production culturelle

Réaliser un film sur les acquisitions de terres en Indonésie où les mines de charbon envahissent l'espace agricole afin de sensibiliser le grand public lors de soirées-débat.

Montant proposé : 800 €

Viviane Inckot Morteau, étudiante

« *JABUTICABA* »

Production culturelle

Réaliser un solo de danse contemporaine explorant plusieurs points de vue sur le fait d'être étranger dans un autre pays.

Montant proposé : 400 €

Elise Grenon, en recherche d'emploi

« *Sur les ailes des abeilles* »

Destination monde

Partir à la rencontre des apiculteurs entre l'Europe et l'Amérique Latine afin de recueillir des témoignages et de sensibiliser les jeunes à l'environnement.

Montant proposé : 1 000 €

Simon Ronceray, étudiant en agronomie

« *Agrovélocités: l'agriculture urbaine européenne, à vélo !* »

Destination monde

Partir à vélo à travers l'Europe pour aller à la rencontre des personnes qui font de l'agriculture urbaine et partager ce mode d'agriculture avec les montpelliérains.

Conférences débat.

Montant proposé: 600 €

Romain Bollon, en recherche d'emploi

« *Ecovolontariat au Galapagos* »

Destination monde

Participer à la protection de la biodiversité des îles Galapagos et travaux de recherches sur la faune et la flore.

Nettoyage des côtes du littoral et sensibilisation sur les problèmes environnementaux.

Immersion dans la culture des îles et leurs habitants. Retour sur carnet de voyage, photographies.

Montant proposé : 1 200 €

Manon Constanty, étudiante en 2^{ème} année ingénieur en agronomie

« *Transatlantique en solidaire* »

Destination monde

Construction d'un éco-village en Guadeloupe avec mise en place d'un mode de vie alternatif aux côtés d'associations locales.

Développer un mode de vie et de voyage respectueux de l'environnement.

Montant proposé : 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **5 500 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2013,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 41

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

9. COMEDIE DES BOUQUINISTES

Changement de fréquence du Marché

Passage d'un cycle mensuel en cycle hebdomadaire -

Michel ASLANIAN:

En juin 1997, la « Comédie des Bouquinistes » a été créée sur l'espace piétonnier de la rue des Etuves. Ce marché aux livres anciens et d'occasion a été depuis quelques années transféré sur l'Esplanade Charles de Gaulle et s'y déroule chaque dernier samedi du mois.

Devant le succès de ce marché et en accord avec l'association « La mémoire du Livre » qui fédère les exposants, la Ville souhaite passer d'un marché mensuel à un marché hebdomadaire.

Les membres de la Commission Municipale des Marchés réunie le 7 octobre 2013 ont émis un avis favorable à cette demande.

Il est proposé l'organisation suivante du marché afin de répondre aux attentes des commerçants et de renforcer l'attractivité de ce rendez-vous et lui donner un nouvel essor commercial :

3 (ou 4) samedis dans le mois : 10 exposants

Dernier samedi du mois : 20 exposants

L'arrêté réglementant ce marché reprendra et précisera les prescriptions concernant les horaires, l'esthétique de l'étal et des parasols : une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble du marché.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le passage du marché « Comédie des Bouquinistes » en cycle hebdomadaire, les samedis.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Pour : 41

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

10. MARCHE DE PLEIN AIR PORT MARIANNE

Déplacement de la Place de Phocée vers la Place Thermidor

Extension des horaires d'ouverture du marché au samedi -

Michel ASLANIAN:

Le marché Port Marianne a été créé sur la place de Phocée lors du conseil municipal du 29 mars 2010. Entre 15 et 20 commerçants pouvaient être accueillis sur le site sur des emplacements de 6m². Le marché devait se tenir les jeudis après-midi.

Il se trouve que le positionnement du marché, les horaires et le manque de commerçants n'ont pas permis à ce marché de prendre son essor.

La Ville soucieuse de soutenir un développement commercial, fort, dans le quartier Port Marianne souhaite :

-dynamiser l'offre du marché en changeant le positionnement de ce marché pour offrir une visibilité commerciale plus importante

-adapter les horaires du marché aux attentes de la population du quartier en proposant une nouvelle journée, les samedis matins en plus du jeudi comme précédemment.

Lors de la Commission Municipale des Marchés en date du 7 octobre 2013, les membres de la Commission des marchés ont émis un avis favorable à ces changements de lieu et d'horaires. Entre 15 et 20 commerçants

pourront être accueillis sur un site qui bénéficiera d'une grande exposition (marché situé à proximité de l'arrêt de tramway Port Marianne).

L'ouverture du marché Port Marianne – Place Thermidor pourra avoir lieu fin décembre. L'arrêté réglementant ce marché précisera les prescriptions concernant les horaires, les conditions de stationnement, l'esthétique de l'étal, des parasols et les conditions d'élimination des déchets : une attention toute particulière sera portée sur l'esthétique et la qualité des matériels utilisés par les commerçants ainsi que leur homogénéité sur l'ensemble du marché.

En conséquence il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le déplacement du marché de plein air de PORT MARIANNE de la place de Phocée vers la place Thermidor.
- D'approuver la demande d'extension du marché au samedi matin en plus du jeudi.
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Pour : 41

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Bénézech, Mme Couvert (avec la procuration de Mme Blanpied), M. Abbou (avec la procuration de Mme Fargier) rentrent en séance.

Mme Le Van sort de séance.

11. HALLES LAISSAC

Mesures d'exonération

Décision

Autorisation

Michel ASLANIAN :

Mercredi 14 Aout 2013, le parking des Halles LAISSAC a été fermé suite à des dégâts occasionnés par une plaque de béton qui s'est effritée dans la rampe d'accès et qui est tombée dans le local de stockage des Halles.

Aussitôt une décision de sécurisation du site a été prise en commun par la Ville de Montpellier, propriétaire des Halles LAISSAC et la TaM, gestionnaire du parc de stationnement entrainant la fermeture du parking dès le 14 août et pour une période de deux mois.

En effet, suite aux expertises réalisées, des travaux de mise en sécurité ont été entrepris dans les meilleurs délais. Les travaux ont duré trois semaines dont une fermeture totale des Halles pendant une semaine.

Compte tenu de l'impact de la fermeture du parking et des nuisances liées aux travaux , il est proposé que la Ville puisse accompagner les commerçants par une mesure d'exonération du loyer et des charges pour le 4^{ème} trimestre 2013.

La perte de recettes pour la Ville est estimée à 21165 Euros (loyers 17592,96 € ; charges 3572,80 €).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider d'exonérer du loyer et des charges l'ensemble des 23 commerçants locataires visés à l'annexe 1 d'un étal aux Halles LAISSAC pour le 4^{ème} trimestre 2013,

- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile à cette affaire.

Philippe THINES : Il s'agit de féliciter les services dans la gestion du problème arrivé en période de vacances. Il y a eu une réactivité extraordinaire de nos services. En quelques mois, nous avons pu rouvrir le parking ce qui a permis aux commerçants d'avoir un minimum de pertes. Je voulais le dire. Nous avons souvent tendance à critiquer lorsque cela va mal mais nous oublions souvent de féliciter la réactivité. En période de vacances, cela aurait pu être grave. Il y a eu une maîtrise extraordinaire dans la gestion du problème. Merci à tous les services confrontés, affaires commerciales ou ceux qui gèrent les parkings.

Michel PASSET : Merci aux services et aussi à la TaM, gestionnaire du parking, qui a été très réactive sur ces questions et aux abonnés qui ont travaillé.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Tsitsonis sort de séance.

Mme Labrousse, M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) sortent de séance.

12. Convention de partenariat du dispositif "Chèque parking" Autorisation de signer l'avenant n°2

Michel ASLANIAN :

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération Chèque parking, en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial.

Le dispositif Chèque parkings connaît un réel succès depuis et à ce jour plus de 500 commerçants du centre-ville sont partenaires de l'opération.

En 2012, plus de 26 500 chèques parkings ont été utilisés dans les différents parcs de stationnement du centre-ville.

Il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant à la convention de partenariat du dispositif Chèque parking initialement adoptée lors du conseil municipal du 14 décembre 2009 et qui stipule dans son article 12 les modalités de modification.

Par le présent avenant, le dispositif Chèque parking est étendu aux parcs de stationnement de Port-Marianne. La Ville, attentive aux équilibres économiques de son territoire, souhaite soutenir l'activité commerciale de ce quartier.

A ce titre, les chèques parkings seront désormais utilisables dans le parking de l'Hôtel de Ville desservant notamment les commerces de la place Georges Frêche et dans le parc provisoire du bassin Jacques Cœur avant son transfert au parking de la Mantilla actuellement en construction sur l'avenue Raymond Dugrand.

La répartition du financement de l'opération est inchangée, pour un chèque parking d'une valeur de 1 € : 0,30 € Ville / 0,30€ CCI / 0,30€ commerçant/ 0,10€ exploitant du parking.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat du dispositif Chèque parking
- D'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Francis VIGUIE : Je me souviens très bien quand nous avons discuté de la mise en place du Chèque parking, nous avons déjà considéré qu'il y avait un problème. L'historique de ce Chèque parking, ce sont les relations difficiles entre Odysseum, le Polygone et le centre-ville. La solution trouvée pour donner satisfaction aux commerçants du centre-ville, c'était la création du Chèque parking pendant une période limitée, si je me souviens bien. Cela pose plusieurs problèmes. Un problème d'une subvention accordée de fait aux commerçants du centre-ville, maintenant étendue à un autre quartier (alors pourquoi pas aux autres quartiers dans ce cas) donc en tout cas, une inégalité de situations entre les différents commerçants pour répondre à une situation. Deuxième problème : nous semblons avoir une logique qui est d'avoir moins de voitures en centre-ville. Alors pourquoi ne pas proposer, soit des opérations permettant de baisser les tarifs du tramway, soit des Chèques tram qui donnent directement, à l'ensemble des citoyens de Montpellier, une situation égale et permet aux uns et aux autres, de se déplacer, sans remettre des voitures au centre-ville. Cela permet d'avoir une situation sur un choix des transports publics avec une telle initiative. Ici, nous avons l'inconvénient d'une situation d'inégalité entre les commerçants, une situation où il faut aller consommer en centre-ville pour avoir des parkings à tarifs réduits alors que la ville ne maîtrise pas les tarifs des parkings. Pour nous, c'est une situation qui ne va pas du point de vue de l'égalité. De plus, nous sommes pour prioriser les transports publics collectifs dans une démarche qui est de baisser les tarifs ou d'accorder sur ces transports publics un chèque permettant de voyager.

Michel PASSET : Il ne s'agit pas débattre sur l'utilité ou non des Chèques parking mais de proposer de l'étendre au parking du centre-ville.

Mustapha MAJDOUL : Mon cher collègue, en ce qui concerne, nous votons cette délibération, bien sûr, mais en vous suggérant, comme l'a annoncé Francis, d'étendre ce dispositif aux personnes utilisant les transports en commun avec un chèque transport en commun et en partenariat avec la CCI, les commerçants et la TaM. Vous iriez dans le sens de la délibération n°5.

Frédéric TSITSONIS : Je reviens sur l'extension, l'avenant 2 des chèques parking concerne le parking de l'hôtel de ville et le parking à côté du bassin Jacques Cœur. Trois lignes de tramway desservent la zone. L'enjeu était plutôt de valoriser et d'amener les gens en voiture à cet endroit et c'est aussi une demande des commerçants. A un moment, quand il y a trois lignes de tramway qui desservent un quartier et qu'il y a aussi des problèmes de stationnement, nous pouvons tenter ce biais là et voir comment cela répond.

Pour : 52

Contre : 1

Abstentions :

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) rentre en séance.

13. Adhésion à l'association MediverCities

Jacques TOUCHON:

MediverCities est un réseau de gouvernements nationaux, sous-nationaux, d'autorités locales, d'institutions scientifiques et d'organisations internationales qui vise à améliorer la protection et la gestion de la biodiversité dans le bassin méditerranéen. MediverCities a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique au niveau local dans la zone méditerranéenne.

Les objectifs de MediverCities sont les suivants :

- Protéger la biodiversité au niveau local grâce à la mise en œuvre des Stratégies Nationales et Plans d'Action Biodiversité de la CBD et autres conventions internationales ou régionales, ayant pour objet la conservation, l'usage durable de la biodiversité ainsi que le partage juste et équitable des bénéfices de son utilisation.
- Intégrer la biodiversité au cœur des politiques locales.
- Participer à la réduction de l'empreinte écologique des zones urbaines méditerranéennes
- Faciliter et catalyser le partage d'expérience entre les partenaires du réseau
- Promouvoir et défendre les intérêts des autorités et gouvernements locaux méditerranéens.

L'idée de ce réseau a vu le jour durant le premier atelier régional des Gouvernements Méditerranéens sur les Stratégies Nationales et Plans d'Actions qui s'est tenu à Montpellier du 17 au 19 janvier 2012. Suite à cette conférence, un comité directeur de création du réseau a été constitué. La Ville de Montpellier en partenariat avec le Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et l'ICLEI-Gouvernements locaux se charge d'assurer le secrétariat du réseau dans la phase initiale de sa mise en œuvre.

L'implication de la Ville de Montpellier dans ce réseau fait suite aux engagements internationaux de la Ville en faveur de la Biodiversité (cf. Délibérations du conseil municipal n°2012/448 n°2012/88), dans le contexte du Plan Biodiversité de la Ville et notamment l'action n°16 du Plan « Diffusion des bonnes pratiques de gestion de la biodiversité ».

La conférence officielle de lancement de Medivercities s'est tenue à Sarajevo du 15 au 17 mai 2013. Organisée par le Canton de Sarajevo, la Ville de Montpellier et le secrétariat de la CBD, elle a rassemblé de nombreux participants issus des différentes rives de la Méditerranée.

Cette conférence a été l'occasion de renforcer la coopération régionale et de partager les expériences et outils pour la protection de la biodiversité et des services écosystémiques dans le bassin Méditerranéen.

Les participants ont signé ensemble la Déclaration de Sarajevo, s'engageant à lancer le réseau MediverCities. A ces fins l'association MediverCities a été créée, le bureau provisoire de l'association a été désigné à Sarajevo lors de l'assemblée générale constitutive et il a été proposé la constitution suivante:

Président: Maire de la Ville de Montpellier,

Vice-président: Président de la commune urbaine de Chefchaouen,

Vice-président: Président du Conseil Régional Languedoc-Roussillon.

Trésorier: Député Maire de la Ville de Fès,

Secrétaire: Ministre de l'aménagement du Territoire et de la protection de l'environnement du Canton de Sarajevo.

L'adhésion à l'association a été fixée à 50 euros par an et sera financé sur la section fonctionnement 928 au budget primitif 2013.

L'association MediverCities a été déclarée à la préfecture de l'Hérault, Identification R.N.A. : W343015816, Numéro de parution : 20130029.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association MediverCities.
- d'autoriser le Maire de Montpellier ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à représenter la Ville Montpellier au sein de l'association MediverCities.
- d'autoriser l'association MediverCities à avoir son siège social et son siège administratif au 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2- France.
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

14. Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national

Financement de la convention

Philippe THINES :

Par délibération en date du 17 juin 2013, le conseil municipal a approuvé la convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art du réseau routier de la Ville de Montpellier situés en surplomb du réseau ferré national.

Pour rappel, la Ville de Montpellier a conclu cette convention avec RFF et la SNCF dans le but d'assurer la gestion de son patrimoine en matière de surveillance, de maintenance, d'entretien courant ou spécialisé des ouvrages d'art communaux. La ville, ne disposant des moyens techniques d'accès et d'interception ferroviaire pour réaliser l'inspection détaillée des intrados de ces ouvrages, cette convention permet à la ville de confier cette mission à RFF et à la SNCF.

Par ailleurs, la ville n'avait pas les moyens, ni en terme de dépenses d'investissement, ni en terme d'outil de commande publique pour réaliser les travaux d'entretien courant de ses ouvrages d'art. De fait, les dépenses d'inspections étaient jusqu'à présent imputées sur la section de fonctionnement, puisque ces études n'étaient pas suivies de travaux.

La Ville de Montpellier, s'étant dotée désormais d'un véritable outil de recensement de son patrimoine d'ouvrages d'art et d'un plan de surveillance périodique de ce patrimoine, entend conduire un véritable programme de maintenance sur ses ouvrages d'art.

Dès lors, les études et diagnostics qui seront menés dans le cadre de l'exécution de la convention conclue avec RFF et la SNCF entrent bien dans le cadre de la politique d'investissement que conduit la ville pour assurer la maintenance de son patrimoine et son renouvellement.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- de dire que les crédits nécessaires pour l'exécution de cette convention sont inscrit au budget de la ville, non plus sur la section fonctionnement au chapitre 908;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

15. Travaux de réfection des tranchées

Convention constitutive du groupement de commandes

Modification de la constitution du groupement

Philippe THINES :

Dans sa séance du 4 février 2013, la ville de Montpellier a approuvé la constitution d'un groupement de commandes ayant pour objet la passation d'un marché public de travaux de réfection des tranchées sur le domaine public routier communal.

Il était envisagé jusqu'alors de regrouper les interventions des membres suivants:

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Veolia-Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution de France,
- GrDF,
- France Télécom,
- et FREE Infrastructure.

France Télécom ne manifestant plus sa volonté de poursuivre dans cette démarche de constitution de groupement de commandes, il convient d'acter de l'éviction de ce membre par une nouvelle délibération du conseil municipal.

Il est à préciser que la Communauté d'Agglomération de Montpellier délibèrera dans le même sens et pour les mêmes raisons que la ville.

Ce n'est qu'une fois cette régularisation de la composition du groupement faite que la consultation d'entreprises pour la conclusion du marché de travaux de réfection des tranchées pour être engagée.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- prendre acte du changement de la constitution du groupement de commandes;
- autoriser Madame de Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme le Maire (avec la procuration de M. Dufour) rentre en séance et récupère la présidence.

16. Maintenance et réparation des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement

Attribution du marché de travaux

Autorisation de signer

Philippe THINES :

La Ville de Montpellier possède un patrimoine de 67 ouvrages d'art et de 47 ouvrages de soutènement. Ces ouvrages font l'objet d'un plan de surveillance périodique depuis désormais 3 ans. Cette surveillance a permis de mettre en évidence un certain nombre de pathologies et de constatations mettant en jeu la sécurité des usagers ou la pérennité de certains ouvrages. Dès lors, il convenait que la Ville de Montpellier se dote d'un outil de commande publique efficace pour assurer l'entretien et la réparation de ces ouvrages.

Le présent marché a pour objet de réaliser les travaux nécessaires à la maintenance et aux réparations des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement. Il s'agit d'un marché à bons de commande conforme aux dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics, dévolu suivant la procédure adaptée ouverte conformément aux dispositions de l'article 28-I du Code des Marchés Publics.

La durée du marché à conclure est de un an. Ce marché n'est pas reconductible.

Le montant total des commandes pour la durée du marché est compris entre un minimum de 200.000 € H.T. et un maximum de 800.000 € H.T..

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants:

- pour l'analyse des candidatures:
 - o garanties et capacités techniques et financières;
 - o capacités professionnelles;
- pour l'analyse des offres:
 - o valeur technique (60%)
 - o prix des prestations (40%)

La Commission d'Appels d'Offres en date du 1^{er} octobre 2013 a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par le groupement d'entreprises GAUTHIER/EUROVIA MEDITERRANEE.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget 2013 en investissement, sur les enveloppes globalisées (ligne de crédit n°14662, nature 2315, fonction 908 221).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver l'attribution du marché n°3D0337 au groupement d'entreprises GAUTHIER/EUROVIA MEDITERRANEE;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

17. Maintenance des ascenseurs du Corum et du passage Hermès Maintenance des escaliers mécaniques du Triangle et du passage Hermès Attribution du marché n° 3D02762300 et autorisation de signer

Philippe THINES:

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations suivantes:

- Les ascenseurs du Corum assurant la liaison entre l'esplanade Lucie Aubrac, le Corum et la station du tramway;
- l'ascenseur du passage Hermès assurant la liaison entre la place Paul Bec et la servitude de passage du Polygone;
- les escaliers mécaniques du Triangle;
- l'escalier mécanique du passage Hermès.

La procédure de passation est un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéas 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Le marché comprend 2 lots à attribution séparée :

- Lot n°1 Maintenance des ascenseurs;
- Lot n°2 Maintenance des escaliers mécaniques.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de l'ordre de service. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre un minimum et un maximum, définis comme suit :

- pour le lot n°1 – Maintenance des ascenseurs:
 - montant minimum : 7.000,00 € H.T.
 - montant maximum : 28.000,00 € H.T.
- pour le lot n°2 – Maintenance des escaliers mécaniques:
 - montant minimum : 30.000,00 € H.T.
 - montant maximum : 120.000,00 € H.T.

La Commission d'appel d'offres en date du 29 Octobre 2013 a retenu, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse présentée par l'entreprise SCHINDLER.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché seront inscrits au BP 2014, nature 6156, en fonctionnement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution des lots 1 et 2 du marché n° 3D02762300 à l'entreprise Schindler ;
- de dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville, sur l'imputation budgétaire citée plus haut ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Miraoui, MM. Passet (avec la procuration de Mme Prunier), Aslanian sortent de séance.

18. PRU Cévennes
Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud
Entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis
Appel d'offres
Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES:

Dans sa séance du 6 mai 2013, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention constitutive de groupement de commande avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain du quartier Cévennes – Petit Bard.

En effet, la Ville doit renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard et de son côté la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit procéder d'une part au changement de sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et d'autre part à la reprise de son réseau d'eau potable.

Compte tenu de l'encombrement du sous-sol et de l'imbrication de ces projets, il était souhaitable, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, de passer un marché unique pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux. Dans la convention de groupement de commande, la Ville est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle a la charge de conduire la procédure d'appel à la concurrence, signer et exécuter les marchés.

Outre les réseaux humides, le projet prévoit le réaménagement de la rue Paul Rimbaud avec :

- la réduction de la largeur de la chaussée circulée à 6,00 m ;
- la création d'une piste cyclable à double sens côté nord de l'avenue ;
- la création de seuils d'entrées type « zone 30 » aux carrefours avec la rue d'Alco et la rue de la Gardiole ;
- la création de places de stationnement longitudinales ;
- la plantation d'arbres entre les places de stationnement ;
- l'enfouissement de tous les réseaux aériens jusqu'aux bâtiments ;
- Au droit du groupe scolaire du Petit Bard la création d'un parvis planté avec la création d'un plateau surélevé.

Afin de réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un appel d'offres ouvert soumis aux articles 33 3^{al}. et 57 à 59 du Code des Marchés Publics a été lancée selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières ;
 - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
 - o Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 novembre 2013, a retenu l'offre du groupement d'entreprises **EIFFAGE TP / SOLATRAG / SOTEM** pour un montant de travaux de 1 279 171,86 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2013I15.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec le groupement d'entreprises retenu par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

19. Prestations topographiques et missions de géomètres

Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES :

Cette délibération annule et remplace la précédente 2013/318, en vue de rectifier une erreur matérielle concernant la durée du marché.

La Ville de Montpellier a décidé de se doter de nouveaux marchés à bons de commande concernant les prestations topographiques et de missions de géomètres.

Un appel d'offres ouvert a été lancé selon les dispositions des articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, avec 2 lots géographiques :

- Lot 1 : Quartier Centre ;
- Lot 2 : Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne.

Ces marchés sont d'une durée **d'un an renouvelables trois fois** avec les critères de sélection suivants :

- Les critères relatifs à la candidature sont :

- Garanties techniques et financières ;
- Références professionnelles.

- Les critères intervenant pour le jugement des offres sont :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60 %) ;
- Niveau de prix (40%).

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris par lot entre un minimum de 5 000 € HT et un maximum de 200 000 € HT.

La Commission d'appel d'offres, lors de la séance du 9 Juillet 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour réaliser les missions du lot n°1 « Quartier Centre »,
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour réaliser les missions du lot n°2 « Quartiers Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne ».

Le financement nécessaire à la réalisation des prestations incluses dans ces marchés à bons de commande est inscrit au budget de la Ville.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver l'attribution des marchés n°3D0142239 avec :
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP pour le lot n°1 ;
- Le groupement d'entreprises BILICKI-DHOMBRES-OSMO/SIRAGUSA/PAGES TIP le lot n°2.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

20. Réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES:

Le présent dossier a pour objet l'appel d'offres pour la réalisation de serrureries dans divers espaces verts de la Ville. Il est établi pour l'année 2013 renouvelable deux fois maximum par expresse reconduction.

1/ PRESENTATION DU MARCHE

Il s'agit d'un marché à bons de commande :

		Montant maximum
Lot n°1	Hôpitaux Facultés Mosson Cévennes	300 000 € HT
Lot n°2	Croix d'Argent Près d'Arènes Port Marianne	300 000 € HT
Lot n°3	Montpellier Centre	250 000 € HT

2/ FINANCEMENT AU BUDGET PRIMITIF

Sur l'imputation budgétaire suivante :

Fonction	Nature	Numéro de ligne
908231	2312	14714
908231	61521	16212
908232	2312	14684

3/ RAPPEL DE LA PROCEDURE

La date limite des offres a été fixée au 02 septembre 2013.

L'ouverture des plis a eu lieu le 03 septembre 2013.

Après analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 17 septembre 2013 a retenu les candidats suivants :

Lot n°1	Hôpitaux Facultés, Mosson, Cévennes	entreprise ACS PROTECT
Lot n°2	Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne	entreprise ACS PROTECT
Lot n°3	Montpellier Centre	entreprise ACS PROTECT

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec l'entreprise adjudicataire de chaque lot.

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

21. Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Ecole et Cinéma

Philippe SAUREL:

Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 18 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines.

Depuis 16 ans l'association « Les Chiens Andalous » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Images et Son –CRIS, coordinateur Education Nationale, implanté à l'Ecole Simenon, quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les écoles et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux des villes. Il concerne près de 10 000 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 4000 sur la ville de Montpellier.

Le Cinéma Nestor Burma est la salle associée au dispositif depuis sa réouverture en février 2011. 57 élèves de l'ouest participaient au dispositif en 2009-2010, 220 élèves (5 écoles) en 2010-2011, 780 élèves en 2011-2012 l'année de la réouverture de la salle et **pour l'année 2013-2014, 50 classes sont inscrites pour un total de 1200 élèves.** C'est pourquoi le cinéma Nestor Burma souhaite renouveler la convention avec le coordinateur départemental.

Ces classes pourront ainsi participer au parcours cinématographique de 3 films où le chargé Jeune public accueillera les élèves et présentera chaque séance. Un cahier de note sur le film sera remis à chaque enseignant pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

22. Convention entre la Ville et l'association les Chiens Andalous Dispositif Collège au Cinéma

Philippe SAUREL :

Le dispositif Collège au Cinéma, implanté depuis 2000-2001 dans le département de l'Hérault, propose aux élèves, de la classe de sixième à celle de troisième, de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels, les bases d'une culture cinématographique.

La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme minimum d'une projection par trimestre.

L'enjeu est de former le goût et de susciter la curiosité de l'élève spectateur par la découverte d'œuvres cinématographiques en salle, dans leur format d'origine, notamment en version originale, d'offrir, dans le cadre du partenariat entre les ministères concernés et les collectivités territoriales, des prolongements pédagogiques et des formations, de veiller à l'accès sur l'ensemble du territoire du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique, de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les salles de cinéma et d'offrir aux enseignants une activité complémentaire leur permettant de développer ou d'approfondir des objectifs de référence inscrits dans les programmes.

Le CNC est chargé de la coordination nationale du dispositif. Les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale (Conseillers cinéma en DRAC et Inspections d'académie), les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires constituent le réseau Collège au cinéma. Les Conseils généraux accompagnent la mise en œuvre de l'opération sur le terrain. Ils financent les 2 interventions de professionnels en classe ainsi que le transport des collégiens vers les salles de cinéma, dans un souci d'aménagement du territoire. L'inspection d'académie est chargée des relations avec les établissements scolaires (inscription des élèves, statistiques) et finance également les stages de formation.

L'association « Les Chiens Andaloux » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le **Centre de Ressources Education Culture Numérique**, coordinateur Education Nationale, implanté à l'école Georges Simenon, dans le quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de **faire travailler ensemble les salles de cinéma, les collèges et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que le Conseil Général** qui a inscrit le dispositif dans le programme d'éducation artistique et culturelle du Conseil Général de l'Hérault, « Les chemins de la culture », une des trois grandes priorités d'interventions de la politique culturelle départementale en partenariat avec l'Etat (Education Nationale et DRAC LR). Il concerne près de 1900 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 550 élèves sur la ville de Montpellier.

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif en 2011-2012 et a ainsi accueilli 144 élèves (5 classes au total), et en 2012-2013, 194 élèves (7 classes) ont assisté aux 3 films du dispositif.

Le cinéma souhaite renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2013-2014 souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibre de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette troisième édition 4 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 152 élèves (6 classes au total).

Dès sa mise en place en 2000, les partenaires ont souhaité, en plus des séances de cinéma, proposer un programme d'accompagnement des films et de découverte des métiers du cinéma. Les enseignants et leurs élèves bénéficient, en plus des 3 séances de cinéma, de 2 heures d'atelier d'analyse filmique sur un des films au programme ainsi que de 2 heures de rencontre avec un professionnel du cinéma.

La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par élève pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 45

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

23. Cinéma Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma

Philippe SAUREL:

Le dispositif **Lycéens au cinéma** est implanté dans la région depuis 2005-2006.

Le dispositif a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image animée, et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales. Dans le département de l'Hérault le coordinateur est l'association Languedoc Roussillon Cinéma.

Ce dispositif à vocation nationale est mis en œuvre dans le cadre des conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC, DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils Régionaux.

Ce dispositif a la particularité de **faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires et les enseignants.**

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 et a ainsi accueilli 265 élèves (9 classes au total) et a renouvelé cet accueil pour l'année scolaire 2012-2013 avec 260 élèves inscrits, souscrivant aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibre de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Pour cette troisième édition 2013-2014, 2 établissements sont déjà pré-inscrits, ce qui représente environ 83 élèves (5 classes au total). Ces classes pourront donc assister, au Cinéma municipal Nestor Burma, à 3 films, présentés par la chargée du jeune public.

La convention prévoit un tarif de 2.50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'image.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cahier des charges joint en annexe
- D'entériner le tarif de 2.50€ par élève pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 45
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

24. Cinéma Nestor Burma

Convention avec le CROUS de Montpellier

Dispositif Pass' Culture

Philippe SAUREL:

Par délibération du 22 juillet 2013, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier ainsi que l'octroi d'une subvention de 20 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans au maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert en février 2011, le cinéma municipal Nestor Burma, dans le quartier Celleneuve, s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass'Culture, auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011. Sur présentation de la carte Pass'Culture et d'une contremarque cinéma Pass'Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au prix préférentiel de 3.70 €, le CROUS prenant à sa charge un montant de 0.80 € par place.

A la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, la Ville adressera au CROUS un titre de recettes correspondant au nombre de places vendues au tarif Pass'Culture, soit 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS de Montpellier, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture, pour l'année universitaire 2013-2014 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2014 ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

M. Passet (avec la procuration de Mme Prunier) rentre en séance.

25. La Panacée Centre de Culture Contemporaine

Adhésion au projet ETAC

Participation à l'appel à projets de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée

Philippe SAUREL:

Le projet ETAC (Espace Transfrontalier d'Art Contemporain) a vu le jour en 2012 dans le but de renforcer l'action culturelle euro-régionale.

ETAC rassemblerait avec l'adhésion de La Panacée, cinq institutions partenaires de part et d'autre des Pyrénées :

Le Bólit, Centre d'Art Contemporain de Gérone, chef de file du projet
Le Museu de l'Emporda à Figueras
Le Centre d'Art Le Lait d'Albi
Addaya, Centre d'Art Contemporain d'Alaró (Majorque)
La Panacée, Centre de Culture Contemporaine de Montpellier

Le projet ETAC a pour objectif premier de créer un réseau de coopération entre différents centres d'arts visuels contemporains à l'échelle transfrontalière.

Il s'agit également de soutenir les artistes au niveau de l'Euro-région, en participant à l'amélioration de leur niveau de professionnalisation et en soutenant leur intégration dans un réseau international.

Cet objectif s'accompagne d'une volonté d'attirer de nouveaux publics autour de la culture contemporaine et des arts visuels.

Pour la première étape, les résidences de 2014, une bourse de séjour pour la recherche sera attribuée à cinq artistes qui réaliseront une résidence de trois mois dans deux des centres participant au projet, afin qu'ils passent un mois et demi dans chaque lieu et que chaque lieu ait deux artistes en commun. Le coût total du projet s'élève à 70 000 €, le Bólit Girona, chef de file de l'opération participe à hauteur de 23 200 € et les quatre autres partenaires, dont la Panacée, à hauteur de 11 700 € chacun.

Le projet ETAC pour 2014 est éligible à l'appel à projets de l'Euro-région Pyrénées Méditerranée – Culture Euro-Région 2013 - pour l'obtention d'une dotation financière globale de 42 000 euros à répartir entre les partenaires. La Panacée se verrait ainsi attribuer une dotation de 6 100 €, portant à 5 600 € sa part de financement au projet

Compte tenu de l'intérêt du projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Panacée Centre de culture contemporaine au projet ETAC
- d'autoriser la participation de La Panacée à l'appel à projets de l'Euro-région Pyrénées Méditerranée, pour l'obtention d'une subvention globale de 42 000 € à répartir entre les partenaires;
- d'autoriser le cofinancement du projet par La Panacée à hauteur de 5 600 euros pour l'année 2014 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

26. Ecole de la Panacée Partenariat avec l'Université Montpellier III

Hélène MANDROUX:

La Panacée, centre de culture contemporaine de Montpellier, est conçue comme une plateforme de création et d'expérimentation. Elle propose à tous les publics d'expérimenter une relation renouvelée à l'art.

Les pratiques culturelles contemporaines suscitant de nouveaux rapports entre la culture et la transmission des savoirs, la Panacée se propose de mettre en place « l'Ecole de La Panacée ». Les objectifs de cette école seront de susciter de nouveaux modes de transmission des savoirs, dans une démarche transdisciplinaire, autour du numérique et en relation avec les expositions.

Un partenariat est ainsi proposé avec l'Université Montpellier III, au travers de deux de ses entités, l'institut des technosciences de l'information et de la communication d'une part et la licence 3 professionnelle « concepteur-réalisateur audiovisuel » d'autre part. Ce partenariat consiste en la mise en place d'ateliers et d'activités d'enseignement et de recherche, au cours desquels les étudiants travailleront avec un artiste dans les locaux de la Panacée. A l'issue de ces différentes actions, les étudiants réaliseront une œuvre collective qui fera l'objet d'une présentation publique courant mai 2014.

Dans un second temps, des conférences ouvertes à un plus large public pourront être organisées.

Dans le cadre de ce partenariat, l'Université Montpellier III versera une subvention de 10 000 € à la Ville de Montpellier au titre de l'année universitaire 2013-2014. La Panacée s'engage à prendre en charge les frais liés à l'organisation des ateliers, y compris la rémunération de l'artiste, soit un budget estimé à 27 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention cadre de collaboration avec l'Université Montpellier III jointe en annexe ;
- De dire que les frais liés à l'organisation de ces ateliers seront pris en charge par la Panacée, pour un montant de 27 000 € pour l'année universitaire 2013-2014, sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- De dire que la recette correspondant à la subvention de l'Université Montpellier III sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions :

Ne prend pas part au vote : 1

Adopté à l'unanimité.

27. Théâtre Jean Vilar

Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Philippe SAUREL:

Le théâtre Jean Vilar est depuis le 1^{er} janvier 2011 un service municipal.

Les activités en milieu scolaire organisées par le théâtre Jean Vilar sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention au titre de la programmation 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre Jean Vilar relatif aux activités en milieu scolaire ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

28. Convention Plan Objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises

Partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Philippe SAUREL:

Depuis une dizaine d'années (2003), la Ville de Montpellier en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) Languedoc-Roussillon, a entrepris de mettre en valeur son patrimoine mobilier religieux en faisant restaurer plus de 20 tableaux des églises Saint-Denis, Saint-Mathieu, Saint-Roch et des chapelles de l'œuvre de la Miséricorde et Saint-Charles (Maison des Chœurs), sur la centaine d'objets classés Monuments historiques que recèlent ces édifices.

Parallèlement, la DRAC Languedoc-Roussillon a initié en 2001 un « plan Objet » qui repose sur un partenariat avec les collectivités territoriales et autres institutions pour permettre la connaissance, la conservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises. Formalisant le partenariat existant, cette convention permettra d'étendre le périmètre de protection et de mise en valeur à l'ensemble de ce patrimoine constitué de peintures, mais aussi de textiles, de pièces d'orfèvrerie, de sculptures, datant du XII^{ème} au XIX^{ème} siècles. La réalisation d'inventaires, une programmation concertée des restaurations de ce patrimoine favoriseront sa mise en valeur et son accessibilité aux visiteurs de ces lieux de culte et de culture.

Compte tenu de l'intérêt présenté par ce partenariat, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention Plan Objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, jointe en annexe, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} décembre 2013;
- de prévoir une ligne de crédit de 25 000 € annuels, fonction 903, pour la restauration des œuvres, chaque tranche de travaux étant éligible à une subvention de la D.R.A.C. à hauteur de 40 % de leur montant hors taxes ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

29. Théâtre Jean Vilar, programmation 2013-2014

Demandes de subventions

Philippe SAUREL:

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le théâtre Jean Vilar est un service municipal, rattaché à la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Les spectacles, projets et activités proposées par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public mais également des scolaires et des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou des associations (type réseau en scène).

Il convient donc d'autoriser le dépôt des demandes de subventions au titre de la programmation 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subvention le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

30. Théâtre Jean Vilar, saison 2013-2014

Partenariat avec le Conseil Général de l'Hérault dans le cadre du projet de territoire Une Saison pour Vous

Philippe SAUREL:

Le projet de territoire «Une saison pour vous » consiste en un parcours de découverte du Théâtre Jean Vilar autour de 4 spectacles choisis pour leur accessibilité dans la programmation du Théâtre par l'Agence culturelle Aire Métropolitaine Est Héraultais. Il est proposé à des personnes dites « éloignées de la culture » (en situation d'insertion, relevant des minima sociaux...) et à leurs accompagnateurs (25 personnes en tout) de découvrir l'activité du Théâtre et les différentes formes artistiques programmées (danse, théâtre, cirque contemporain, musique...), de se voir sensibilisées à la pratique artistique pour acquérir des outils d'appropriation des spectacles, et de construire leur autonomie pour fréquenter les lieux de spectacle vivant.

Le groupe sera coordonné et encadré par l'Agence culturelle et les services du Pôle Solidarité-Agence de la Solidarité La Paillade, ainsi que par un référent de chaque association sociale partenaire : les associations sociales conventionnées dans le cadre du RSA, les associations socio-culturelles, les CCAS, le Réseau Pailladin, "I.peicc", le Passe Muraille, "Unissons", "Kaina", "APS34", "Defi 34", "Tinhinan".

Le parcours se composera :

- de la visite guidée du Théâtre Jean Vilar.
- d'une rencontre avec l'équipe culturelle et de la découverte de la programmation annuelle.
- d'ateliers de sensibilisation aux spectacles choisis.
- des représentations des 4 spectacles choisis.
- de l'accès aux spectacles de la saison lors de séances tout public.
- d'un bilan avec l'Agence culturelle en partenariat avec le Théâtre Jean Vilar.
- d'un bilan final avec les participants. Ce moment convivial sera l'occasion de favoriser les échanges sur les ateliers pratiqués et les spectacles vus (lundi 24 février 2014 à 14h30).

Le coût de ce parcours est de 1750 €, intégralement pris en charge par le Conseil Général.

La Ville, via le théâtre Jean Vilar, s'engage à mettre à disposition un chargé des relations publiques pour accompagner le projet, à accueillir ces différents temps du parcours et à mettre en place les modalités pratiques d'accueil du groupe.

Compte tenu de l'intérêt du projet, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le protocole d'accord entre la Ville et le Conseil Général de l'Hérault, joint en annexe, dans le cadre du projet de territoire « Une saison pour vous » ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31. SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES

Exercice 2013

Retrait attribution à l'association Kawenga

Attribution de subventions aux associations

Académie des Sciences et des Lettres et

Réseau en Scène Languedoc-Roussillon

Philippe SAUREL:

1 / L'association Kawenga territoires numériques, a obtenu l'attribution d'une subvention de 25 000 euros pour son fonctionnement annuel lors du Conseil municipal du 17 juin 2013.

Après 14 ans d'activités cette association a été placée en liquidation judiciaire immédiate suivant le jugement du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 9 juillet 2013. Son activité effective s'étant exercée seulement durant le 1^{er} semestre 2013 (voir pièce annexe).

Dans ces conditions, il est proposé d'une part, de procéder au versement de la première moitié de la subvention attribuée conformément à la convention signée, soit 12 500 euros et, d'autre part, de procéder au retrait du versement de la deuxième moitié en raison de la cessation d'activité à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le versement s'effectuera sur le compte de maître Vincent Aussel chargé de la liquidation domicilié à la Caisse des dépôts et consignations auprès de la Trésorerie Générale de Montpellier. Le RIB figure en pièce annexe.

La somme correspondant au deuxième versement, soit 12 500 euros, sera réintégrée dans l'enveloppe de la Direction de la Culture et du Patrimoine sur les crédits de la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

2 / L'association Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, créée en 1706 sous le nom de Société Royale des Sciences, a pour but la diffusion de la connaissance et de la culture. Elle s'intéresse au progrès tant dans ses aspects fondamentaux qu'appliqués. Elle a fait l'objet d'une reconnaissance d'Utilité Publique par Décret du 22 avril 1884.

L'Académie organise et diffuse des conférences lors de séances privées hebdomadaires et plus particulièrement lors de séances publiques tous les lundis ainsi que lors de son colloque grand public sur un sujet déterminé (littoral, nanotechnologie, patrimoine bâti et territoire en Languedoc-Roussillon). Pour l'année 2013, celui-ci doit porter sur « Les paysages dans les arts et la littérature. Regard sur le Languedoc-Roussillon ».

L'ensemble des interventions est disponible dans le bulletin annuel de l'Académie ainsi que sur son site internet. Le bulletin est également diffusé auprès de plus de 150 sociétés savantes françaises ou étrangères.

Considérant que les activités de l'association Académie des Sciences et des Lettres contribuent au développement de sa politique de diffusion des savoirs, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros à ladite association.

3 / L'association Réseau en Scène Languedoc-Roussillon initie ou s'inscrit, depuis plusieurs années, dans des dynamiques de coopération européenne afin de faciliter le rayonnement international du milieu culturel professionnel et des œuvres créées en Languedoc-Roussillon. Ainsi, Réseau en scène Languedoc-Roussillon développe des synergies et pose des bases de collaboration solides aux côtés de différents partenaires européens. Dans cette optique Réseau en scène Languedoc-Roussillon a pris l'initiative de co-organiser une rencontre plénière IETM, Réseau international pour les arts du spectacle qui se tiendra à Montpellier du mardi 15 au samedi 19 avril 2014. Cette rencontre européenne et au-delà doit réunir plus de 600 organisations membres venant de 50 pays différents représentant les institutions et organisations culturelles majeures des pays européens mais aussi hors d'Europe.

L'IETM, Réseau international pour les arts du spectacle fondé en 1981, est depuis 1989 une organisation internationale à but non lucratif dont le siège est à Bruxelles. L'IETM est une organisation dont les membres cherchent à stimuler la qualité, l'échange et le développement des arts du spectacle contemporain dans un environnement global favorable. Elle concrétise ses objectifs en initiant et en facilitant le travail en réseau professionnel, ainsi que la communication, l'échange dynamique d'information, la transmission du savoir-faire et la représentation de pratiques exemplaires.

Ainsi, l'IETM réunit les professionnels des arts du spectacle plusieurs fois par an dans le cadre de diverses réunions dont deux dans des villes européennes majeures comme Dublin, Copenhague, Berlin, Athènes, Glasgow... C'est dans ce processus qui représente un enjeu politique exceptionnel que Réseau en scène a décidé de s'investir fortement et d'inscrire la région Languedoc-Roussillon en proposant de co-organiser la rencontre plénière du réseau IETM à Montpellier au printemps 2014.

La Ville de Montpellier sollicitée par Réseau en scène Languedoc-Roussillon propose de s'inscrire à part entière comme partenaire dans ce processus d'accueil d'un grand congrès européen des professionnels du spectacle vivant. Il constituera un temps de visibilité majeur et exceptionnel pour l'image culturelle de la Ville et un levier de transformation des pratiques et de visibilité des professionnels de la culture au plan régional et national. Ce sont en effet plus de 800 professionnels qui seront accueillis en provenance de toute l'Europe et au-delà (Corée, Australie, États-Unis notamment...). Cette rencontre sera en outre un élément fort en terme de retombées économiques pour l'activité locale (hôtellerie, restauration, commerces, tourisme, etc.).

De plus, les dates de cet événement recoupent celles de la ZAT du mois d'avril dans le quartier de Malbosc, offrant l'opportunité de faire connaître aux 800 professionnels présents la dynamique que la Ville a mis en œuvre pour l'art dans l'espace public.

Les grandes lignes du programme en cours d'élaboration, ateliers, tables rondes, conférences, mobiliseront de nombreux acteurs et lieux de la Ville. Ces débats se complèteront par une programmation artistique comptant une quinzaine de spectacles en cours d'élaboration.

La cérémonie d'ouverture, le mercredi 16 avril, comme la réunion plénière, le jeudi 17 avril se dérouleront au Corum. Les ateliers et conférences se dérouleront du 16 au 18 avril, principalement en centre-ville, à la Panacée, au Corum, au Salon du Belvédère, à l'Espace Pitot, au Centre Chorégraphique National, à la DRAC, à l'Auditorium du Musée Fabre et encore dans bien d'autres lieux qui restent à définir. Les participants seront logés au centre-ville pour faciliter l'accès aux différentes rencontres de ces 4 jours.

En décidant ainsi d'être un partenaire à part entière de cette grande manifestation européenne la Ville de Montpellier propose de participer au budget de cet événement pour un montant de 50 000 euros au même titre que la Région Languedoc-Roussillon, que le Département de l'Hérault et d'autres partenaires publics institutionnels.

L'association Réseau en scène Languedoc-Roussillon sollicite une subvention de la Ville pour le projet IETM à hauteur de 50 000 euros. Considérant que la tenue de cette manifestation contribue pleinement à la politique culturelle de la Ville et afin de concrétiser notre engagement auprès de Réseau en scène Languedoc-Roussillon lors de la conférence de presse qui doit se tenir courant novembre au Conseil Régional et de contribuer aux premières dépenses d'organisation de cette importante manifestation il est proposé d'attribuer une subvention de 50 000 euros en fonctionnement sur le budget 2013. Le budget de l'opération IETM par Réseau en scène L.R. est joint en pièce annexe.

Budget prévisionnel : action spécifique Plénière IETM

CHARGES DIRECTES		PRODUITS DIRECTS	
Achats	1 500	Ventes	13 000
Services extérieurs	10 765	Subventions d'exploitations	187 846
Autres services extérieurs	165 085	Région LR 50 000	-
Impôts	2 246	Ville 50 000	-
Charges de personnel	44 530	Mre Culture 50 000	-
-	-	Institut français 30 000	-
-	-	ASP-CUI CAE 7 846	-
-	-	Autofinancement	23 280
TOTAL CHARGES DIRECTES	224 126	TOTAL PRODUITS DIRECTS	224 126
Emplois contributions en nature	158 092	Contribution en nature	158 092
Personnel bénévole	0	Total bénévolat	0
TOTAL	382 218	TOTAL	382 218

Tableau d'attribution :

Code	Association	F/M	Montant
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	F	5 000 €
5878	Réseau en scène	P	50 000 €
	Total		55 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De confirmer le versement pour moitié de l'attribution votée le 17 juin à l'association Kawenga territoire numériques soit un montant de 12 500 euros sur le RIB annexé ;
- De réintégrer la deuxième moitié dans l'enveloppe subvention de la Direction de la Culture et du Patrimoine soit 12 500 euros sur les crédits inscrits au budget 2013 avec la nature 6574 ;
- De décider de l'affectation des subventions aux associations Académie des Sciences et des Lettres et Réseau en scène Languedoc-Roussillon telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions types et de la convention de partenariat;
- De prélever les sommes respectives de 5 000 euros et 50 000 euros sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- D'approuver les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme El Atmani rentre en séance.

32. Projet de rénovation urbaine du quartier Centre
Cité Gély
Autorisation de démolir la tour
6 place François Maynard

Patrick VIGNAL:

Le code de la construction et de l'habitation précise dans son article L443-15-1 qu'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré ne peut être démoli sans l'accord préalable du représentant de l'Etat dans le département, de la commune d'implantation et des garants de prêts.

Conformément à cet article, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et communes garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, ACM OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier demande à la Ville de Montpellier de l'autoriser à démolir la tour sise 6 place François Maynard comprenant 36 logements. L'ensemble des prêts sont remboursés.

Conformément à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Centre, signée le 08 janvier 2007, un programme de démolition-reconstruction a été engagé en vue d'améliorer le fonctionnement des espaces publics de la cité. Il est prévu de poursuivre ce processus par la prochaine démolition de l'immeuble "arche" surplombant la rue Leconte de Lisle (22 logements).

Un programme de reconstruction de 55 logements a été livré cette année à l'ouest de la cité (cité Django Reinhardt).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'Office public de l'habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) à démolir la tour de la cité Gély ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

33. MONTPELLIER GRAND COEUR
Concession d'aménagement 2003-2017

Agrément de candidature de
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
Terrain rue Lafeuillade - Opération Quai Liberté

Patrick VIGNAL:

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER en vue de la cession d'un terrain afin de permettre la réalisation d'une opération de logements collectifs en PLUS, PLUS CD, PLAI et PSLA et ce afin de répondre aux besoins de relogement.

- Dénomination du candidat : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
407, avenue du Professeur Etienne Antonelli
34000 MONTPELLIER
- Localisation : Rue Lafeuillade
34 000 MONTPELLIER
- Parcelles cadastrées : Le terrain est composé de différentes parcelles cadastrées ainsi :
Parcelle HX0556b d'une contenance de 10 ares et 71 ca
Parcelle HX0558c d'une contenance de 7 ares et 38 ca
Parcelle HX DPa d'une contenance de 1 ca
Parcelle HX DPb d'une contenance de 16 ca
Parcelle HX DPc d'une contenance de 4 ca
d'une surface totale de de 1.830 m²
- Nature des projets : Ensemble immobilier composé de 71 logements collectifs aux typologies suivantes :
17T2 – 43T3 – 9T4 – 2T5, 41 logements produits en 27 Prêts Locatifs à Usage Social, 5 Prêts Locatif à Usage Social Construction Démolition et 9 Prêts Locatif d'Aide à l'Intégration et 30 logements produits en Prêts Sociaux Location Acquisition
- Surface des projets : 4.701 m² SDP répartie de la manière suivante :
 - 1.940 m² pour les 30 logements en PSLA
 - 2.761 m² pour les 41 logements en PLUS, PLUSCD et PLAI

La SERM précise que la candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la Concession d'aménagement approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver la candidature de l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER pour la réalisation d'une opération de logements collectifs en PLUS, PLUS CD, PLAI et PSLA sur le terrain situé rue Lafeuillade, appelée Quai Liberté ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

34. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Patrick VIGNAL:

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

M. Eric DRAPIER, 14 rue Ancien Courrier (propriétaire occupant)	500,00 €
M. Fabrice CRUBEZI, 19 bd. Renouvier (propriétaire occupant)	891,00 €
- Synd copropriété Figuerolles Xavier Belhomme, 7 rue du Faubourg Figuerolles (parties communes)	3.600,00 €
- SDC 11 rue Lallemand, Bilan Patrimoine (parties communes)	4.000,00 €
Total :	8.991,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 8.991,00 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

35. QUARTIER HOPITAUX FACULTES

Rue de Ferran

Vente de logements sociaux par ACM à des locataires

Patrick VIGNAL:

Le Code de la Construction et de l'Habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant

que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, ACM-OPH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires les 35 logements individuels de la résidence « Frédéric Bazille », sise rue de Ferran (parcelle cadastrée BH 479).

La résidence « Frédéric Bazille », propriété d'ACM suite à la Transmission Universelle de Patrimoine de la Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction (SHEMC), est composée d'une part de 32 studios et d'autre part, de 35 villas aménagées en 152 chambres pour étudiants. La typologie de ces villas est de 1T2, 2T4, 1T5, 6T6.

La partie villa en colocation estudiantine ne répondant plus à la demande, ACM subit des pertes financières croissantes liées à la vacance. Une première approche de mise en gestion avec le CROUS s'est avérée infructueuse. Par conséquent, ACM envisage la cession de la partie comprenant les 35 villas dans le cadre du dispositif de cession visé par le Code de la Construction et de l'Habitat.

Au préalable, les villas seront reconfigurées pour être destinées à une occupation familiale. ACM souhaite conserver un caractère social à cette cession et a défini la politique de vente suivante :

Critères d'attribution :

- en priorité, à l'ensemble des locataires de logements de l'organisme (ACM) dans le département, pendant un délai de deux mois à compter de l'exécution des mesures de publicité ;
- à défaut d'acquéreur prioritaire et passé le délai de deux mois, à toute autre personne physique ou à une collectivité locale ;
- l'acquéreur doit être une personne physique ;
- les candidats devront respecter les plafonds de ressources du PTZ (zone B1) et selon la composition familiale ;
- les candidats déjà propriétaires sont exclus ;
- le futur candidat s'engage à faire du logement sa résidence principale et à le conserver durant les dix années suivant l'acquisition (sauf cas de force majeure).

Critères de prix :

En accord avec la législation en vigueur, le prix est fixé par l'organisme HLM et s'agissant en l'espèce uniquement d'acquéreur personne physique, celui-ci ne peut être inférieur ou supérieur de 35% à l'évaluation France Domaine, faite sur la base d'un logement comparable, libre d'occupation.

Pour le Service des Domaines, la valeur vénale des maisons est déterminée sur la base d'un prix unitaire de 2800€/m². La valeur vénale des emplacements de stationnement est estimée à 12 000 € pour les box en sous sol fermés, à 10 000€ pour les box en sous sol non fermés et à 8 000 € pour les parkings extérieurs.

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements à des locataires du parc social favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété mais également redynamise cette résidence aujourd'hui en difficulté.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la vente par ACM à ses locataires, de 35 villas de la résidence Frédéric Bazille, sise rue de Ferran ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Louis POUGET : La résidence est occupée donc l'affaire est délicate.

Pour : 48
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

36. QUARTIER DES CEVENNES
Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
Copropriété Cévennes 1
Attribution d'une subvention en parties privatives

Patrick VIGNAL:

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leur ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Madame SAHL	Madame PARASOTE
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Chauffe-eau	Changement de la chaudière
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment N	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J

Dépense subventionnable	611,00€	1361,00€
Subvention Ville	61,00€	136,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 61,00 € à Madame SAHL, et une subvention de 136,00€ à Madame PARASOTE,
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes subvention, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

37. PETIT BARD - Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Avenant n°6

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012)

Avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie

Patrick VIGNAL:

Afin de poursuivre la restructuration, dans un objectif de développement durable, des quartiers classés en zone urbaine sensible ou en grand projet de ville (GPV), la Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat - ANRU, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignation, un projet de rénovation urbaine. Celui-ci se décline sur trois quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : la Mosson, le Centre et les Cévennes (Petit Bard - Pergola).

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier des Cévennes a été signée le 25 novembre 2005.

Le projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) doit permettre d'améliorer les conditions de vie des habitants, d'assurer une mixité sociale, d'ouvrir le quartier sur la ville et d'offrir aux habitants du quartier un parcours résidentiel.

Ce projet traduit un programme ambitieux qui doit notamment conduire à :

- réaliser la mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de la mixité sociale ;
- améliorer les conditions de vie des habitants du quartier ;
- restructurer le quartier (création de nouvelles voiries et de nouveaux équipements, réaménagement des voiries existantes, création d'un pôle commercial, ...) ;
- rénover complètement l'habitat dans le secteur du Petit Bard (démolition de 456 logements privés, reconstruction sur site de 247 logements sociaux et d'environ 270 logements privés, réhabilitation de 390 logements, scission de l'ensemble en plusieurs copropriétés pour en faciliter la gestion).

Par délibération en date du 25 juillet 2005, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement, notifiée le 8 septembre 2005, confiant au Groupement d'Intérêt Economique Sud Habitat (GIE) la réalisation du projet de rénovation urbaine quartier du Petit Bard – Pergola.

Par arrêté préfectoral n°2006-01-2633 du 5 octobre 2006 de Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, ont été ouvertes les enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine des Cévennes (Petit Bard – Pergola) – 1° phase.

Les enquêtes publiques conjointes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire se sont tenues du 14 novembre 2006 au 14 décembre 2006.

Par délibération en date du 26 mars 2007, et faisant suite à la décision de l'assemblée générale du GIE Sud Habitat de dissoudre le groupement, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la résiliation amiable de la concession d'aménagement relative à la rénovation urbaine du Petit Bard – Quartier Cévennes, notifiée le 8 septembre 2005 au GIE.

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette concession a pour objet de confier à un concessionnaire, sous sa responsabilité, la réalisation d'une opération d'aménagement s'inscrivant dans le cadre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola).

Par arrêté préfectoral n°2007-01-939 du 14 mai 2007, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique la rénovation du quartier du Petit Bard – 1° phase, et déclarait cessibles et en urgence au profit de la ville de Montpellier et de son concessionnaire, la SERM, les immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à ladite opération.

Par arrêté préfectoral n°2011-I-1538 du 11 juillet 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait d'utilité publique le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 2° phase. Par arrêté préfectoral n°2011-I-1988 du 13 septembre 2011, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, déclarait cessibles en urgence au profit de la ville de Montpellier ou de son concessionnaire, la SERM, les biens et droits immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de ce projet.

Par arrêté préfectoral n°2012-I-524 du 5 mars 2012, Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, prorogeait pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 12 mai 2017, la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard - Pergola) – 1° phase du 14 mai 2007.

En 2008, l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et la ville de Montpellier actait d'une réfaction de la participation de la Ville de Montpellier de 872 775 € au bilan de l'opération.

L'avenant n°2 en 2009 prévoyait une prorogation de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2014 et par conséquent une augmentation de la participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 2 376 000 €.

L'avenant n°3 en 2010 intégrait une participation complémentaire de la Ville de 273 000 € pour compenser le déficit de gestion locative.

L'avenant n°4 en 2011 intégrait l'évaluation objective du coût des travaux d'aménagement des espaces publics et la réalisation d'un dispositif de rétention des eaux pluviales dimensionné en fonction de débordements constatés plus en aval dans le bassin versant, conduisant à une participation supplémentaire de la Ville de 5,498 millions d'euros TTC.

L'avenant n°5 en 2012 intégrait l'acquisition de commerces en pied d'immeubles (résidence Guillaume Apollinaire et îlot M) en vue de la restructuration et de la revalorisation du tissu commercial de proximité et leur revente en fin d'opération. Il prévoyait par ailleurs un allongement de deux ans de la durée de la concession jusqu'au 31 mai 2016.

Le bilan qui est présenté intègre des ajustements des prix d'acquisition et des prix de cession des commerces et des logements réhabilités et l'évolution des contreparties cédées à la Foncière Logement.

Le bilan a été augmenté en dépenses et recettes de 458 000 € : il s'établit à 58 409 000 € en dépenses et 58 409 000 € en recettes, dont 32 535 000 € réalisés en dépenses et 27 540 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2012. La participation de la ville reste inchangée.

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la convention d'avance de trésorerie prévue à l'article 16.5 du traité de concession d'aménagement. Dans ce cadre, la ville verse une avance de trésorerie destinée à couvrir les besoins de l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.1523-2,4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération en date du 27 juillet 2009, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement des avances financières jusqu'au 31 décembre 2012.

Par délibération en date du 25 juillet 2011, l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avait permis d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2013.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, l'avenant n°3 permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 mai 2016.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2012 qui est présenté en annexe de cette délibération, ainsi qu'un document identifiant les acquisitions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions et cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012 ;
- d'approuver l'avenant n°6 à la concession d'aménagement,
- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention d'avance de trésorerie,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2012 joint à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

38. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

**Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2012)**

Avenant n°12 au traité de concession d'aménagement

Avenant n°5 à la convention de trésorerie

Patrick VIGNAL:

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du

Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...) et sur des équipements publics.

De 2003 à 2011, le programme a évolué nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

L'avenant n° 10 (DCM du 26 mars 2012) a prolongé la concession jusqu'au 30 juin 2017 et l'avenant n°11 (DCM du 7 octobre 2013) a précisé et localisé les actions et interventions nécessaires à la finalisation du programme.

Depuis le début de la concession, le total du bilan est passé progressivement de 65 928 600 € HT à 119 782 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 23 835 292 € HT, soit 24 707 437 € TTC (sur 14 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En 2012, le programme prévisionnel n'a fait l'objet que de modifications mineures. et la mission de conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) a été actualisée pour tenir compte de la période 2013-2015 pour l'OPAH Gambetta Figuerolles-Nord Ecusson et de la période 2012-2017 pour l'OPAH St Guilhem-Laissac-Sud Comédie. Cette actualisation est actée par un avenant (n°12) au traité de concession d'aménagement.

Le total du bilan est ajusté à 122 412 000 € HT, mais la participation d'équilibre de la Ville est inchangée.

Cependant, pour diminuer le montant des frais financiers, une avance supplémentaire de 6 M€ est prévue en 2013, remboursable en 2014. Le remboursement de l'avance initiale prévu en 2016 est inchangé. De même, le système d'avances infra-annuelles est maintenu. Ceci fait l'objet d'un avenant n°5 à la convention de trésorerie.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2010 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Montpellier Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2012, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°12 au traité de concession d'aménagement,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°5 à la convention d'avance de trésorerie,
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2012,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2012,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

39. Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Avenant n°2

Michel PASSET:

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public et ouvert une procédure de désignation du futur délégataire en application des articles L 1411-1 à L 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales. A l'issue de cette procédure, en date du 26 mars 2012, le Conseil Municipal a retenu la proposition de la Mutualité Française de l'Hérault qui s'est révélée être en tous points la plus intéressante pour la Ville.

La délégation de service public concernant la gestion de la crèche Joséphine Baker est conclue pour une durée de 3 ans du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2015. La convention a été notifiée le 05 juin 2012.

Le 30 juin 2012, la Mutualité Française de l'Hérault s'est dotée d'une union distincte spécialisée dans l'activité de gestion de la petite enfance. Le transfert de la délégation de service public de la Mutualité Française de l'Hérault à la Mutualité Française Hérault - petite enfance a été acté par l'avenant n°1 en date du 31 janvier 2013 puis notifié le 11 février 2013.

Cette union a été créée du fait de l'incertitude sur la situation fiscale des différentes activités exercées par la mutualité et du régime devant être retenu pour l'union dans son ensemble. Cette organisation a vite révélé sa complexité sur les plans juridique, fiscal et social (charges administratives lourdes, coûts importants) alors que les deux unions ont le même siège, des dirigeants communs et qu'elle nécessite de mettre à disposition du personnel de la Mutualité Française de l'Hérault à la disposition de l'union petite enfance. Devant ce constat, et la situation juridique s'étant clarifiée, les deux organismes ont alors décidé de ré-internaliser les activités de la Mutualité Française Hérault-petite enfance au sein de la Mutualité Française de l'Hérault.

Le présent avenant n°2 a pour objet la cession du contrat de la Mutualité Française Hérault-petite enfance à la Mutualité Française de l'Hérault, nouveau titulaire du contrat avec la Ville, qui s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

Parallèlement, en accord avec le délégataire, il convient de modifier l'article 4.5 de la convention initiale sur deux points dans l'objectif de faciliter les modalités de versement de la participation de la Ville :

- 1) La rédaction de la formule de calcul de la participation municipale doit être modifiée conformément aux termes utilisés dans le cahier des charges et la délibération du 26 mars 2012 : **($P = x \text{ €} / \text{heures facturées de présence d'enfants}$)**. Elle annule et remplace la formule précédente : $P = x \text{ €/heure réelle de présence d'enfants}$. Cette modification des termes de la formule de calcul ne bouleverse en aucun cas l'économie générale du contrat.
- 2) La rédaction de l'échéancier des modalités de versement prête à confusion. Il s'avère nécessaire de modifier ce paragraphe afin que le versement s'effectue sur la base du nombre d'heures de présence d'enfants telles que facturées chaque mois.

L'échéancier annuel de versement de la participation municipale est établi comme suit :

- Un premier versement, après réception des heures de présence d'enfants facturées pour les mois de septembre, octobre, novembre, décembre, et janvier.

- Un deuxième versement, après réception des heures de présence d'enfants facturées pour les mois de février, mars, avril et mai.
 - Le versement du solde, après réception des heures de présence d'enfants facturées pour les mois de juin, juillet, août et sous réserve de production du rapport annuel du délégataire.
- Le versement de cette participation se fera sur présentation d'une facture par le délégataire.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- De prendre acte du changement du contractant suite au transfert de l'activité et des deux points de modifications de l'article 4.5 explicités ci-dessus de la convention de délégation susvisée;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à céder le marché à la Mutualité Française de l'Hérault et à modifier les deux points de l'article 4.5 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre : 1

Abstentions :

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Mme Miraoui, M. Aslanian rentrent en séance.

40. Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS:

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à des associations leur permettant ainsi d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé aux associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association.

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 15 Octobre 2013 a décidé de renouveler, à compter du 1^{er} Janvier 2014, et ce pour une durée de 1 an, des locaux aux associations suivantes :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel	Aide annuelle en nature
Alcool et les proches	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	51 € 00 (12 h/mois)	35 €	16 €
Myosotis	Ex MpT Emma Calvé	22 € (5 h/mois)	35 €	-

Radio Campus	Ex MpT Emma Calvé	885 € (120 h/mois)	35 €	850 €
Comité de quartier Nord	Ex MpT Emma Calvé	118 € (24 h/mois)	35 €	83 €
Taijikuan Assas	Ex MpT Emma Calvé	19 € (4 h/mois)	35 €	-
Amitié Franco Vietnamienne	Ex MpT Emma Calvé	379 € (34 h/mois)	35 €	344 €
AFTOC	Ex MpT Emma Calvé	16€ (3h 30/mois)	35 €	-
Narcotiques Anonymes	7, rue Cauzit 34000 - Montpellier	148 € (12h/mois)	35€	113€
Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité	7, rue Cauzit 34000 - Montpellier	18 € (2 h/mois)	35 €	-
Association Philatélique Montpelliéraine	9, rue de la Poésie	406 € (20 h/mois)	35 €	371 €
Infonet Service	9, rue de la Poésie	325 € (16 h/mois)	35 €	290 €
Montpel Libre	9, rue de la Poésie	162 € (8 h/mois)	35 €	127 €
Toranomaki	9, rue de la Poésie	268 € (14 h/mois)	35 €	233 €
Confédération syndicale des Familles	La Ruche 11, rue des Abeilles	315 € (20 h/mois)	35 €	280 €
Le Baobab	La Ruche 11, rue des Abeilles	189 € (12 h/mois)	35 €	154 €
Amicale des Radesthésistes	La Ruche 11, rue des Abeilles	145 € (10 h/mois)	35 €	110 €
CIDF	La Ruche 11, rue des Abeilles	47 € (3 h/mois)	35 €	12 €
Bout'Entrain	La Ruche 11, rue des Abeilles	283 € (18 h/mois)	35 €	248 €
Passe Pierres	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux 30 m2	170 € (30 h/mois)	35 €	135 €
ANR 34	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux 10 m2	35 € (36 h/mois)	35 €	-
Arceaux Montpellier (foot)	Jacques Prévert 14, rue des Sureaux	432 € (80 h/mois)	35 €	397 €

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui des associations concernées ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passée avec ces associations ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

41. Mise à disposition de locaux associatifs

Approbation des loyers minorés

Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS:

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie en date du 15 octobre 2013, la Ville de Montpellier propose de reconduire jusqu'au 31 décembre 2014, la mise à disposition de locaux du domaine public et privé de la Ville pour 106 associations dont les conventions sont arrivées à terme au 31 décembre 2013.

Dans le même temps, une mise à disposition de nouveaux locaux est proposée à 4 associations pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2014, permettant ainsi de développer leurs activités au sein du quartier Figuerolles et Bagatelle.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Associations	Adresse du local	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Softystudio	121 route de Boirargues	8 800,00 €	35,00 €	8 765,00 €
Francophonissimo	121 route de Boirargues	9 350,00 €	35,00 €	9 315,00 €
Jeune Chambre économique	121 route de Boirargues	550,00 €	35,00 €	515,00 €
Epilepsie France	257 route de boirargues	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €
Union des Seniors Sourds Montpellier Hérault	257 route de boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €
Citoyennes Maintenant	257 route de boirargues	990,00 €	35,00 €	955,00 €
Le Peyrou les seniors en action	257 route de boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Don Quijote	257 route de boirargues	825,00 €	35,00 €	790,00 €
Surdi 34	257 route de boirargues	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
Pupilles de la Nation et des Orphelins de Guerre ou du Devoir	7 ue Cauzit	975,00 €	35,00 €	940,00 €

Comité Louis Marès des Amis de la Résistance Montpellier Agglomération	7 rue Cauzit	975,00 €	35,00 €	940,00 €
Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc	7 rue Cauzit	5 850,00 €	35,00 €	5 815,00 €
Intervalle Jalmalv	7 rue Cauzit	1 560,00 €	35,00 €	1 525,00 €
Union Féminine Civique et Sociale	7 rue Cauzit	7 670,00 €	35,00 €	7 635,00 €
APIEU	Mas de Costebelle 842 rue de la Vieille Poste	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
LABELBLEU	Mas de Costebelle 842 rue de la Vieille Poste	2 090,00 €	35,00 €	2 055,00 €
APPEL	Mas de Costebelle 842 rue de la Vieille Poste	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
Comité Prospectives et Concertation du Millénaire et Quartiers Est	Mas de Costebelle 842 rue de la Vieille Poste	1 540,00 €	35,00 €	1 505,00 €
Alger Club	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Oranie 83	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale Héraultaise des Bonois Constantinois et leurs amis	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	946,00 €	35,00 €	911,00 €
Amicale des Français d'Outre mer et amis	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale Bel Abbésienne d'Aide et de Solidarité	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Association Nationale des Français d'Afrique du Nord d'Outre mer et amis	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Comité de Quartier Tastavin, Lemasson, Mas Drevon, La Marqueroze	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €

Amicale des anciens du Maroc et leurs amis en Languedoc	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Amicale des anciens de Tunisie et Cercle Culturel des amis de Malte du Languedoc-Roussillon	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €
Cercle Algérieniste de Montpellier	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	1 210,00 €	35,00 €	1 175,00 €
Association Généalogique Méditerranéenne	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	579,00 €	35,00 €	544,00 €
Association Jumelage Fès Montpellier	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	579,00 €	35,00 €	544,00 €
Club des boulistes de Celleneuve	Maison Pour Tous Marie Curie 14 allée de Chauliac	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Ligue contre la violence routière	6 Favre de Saint Castor	1 980,00 €	35,00 €	1 945,00 €
Association culturelle des Berbères de Kabylie	6 Favre de Saint Castor	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
Comité de Quartier de Celleneuve	6 Favre de Saint Castor	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
ESSOR	14 avenue du Petit Bard	5 490,00 €	35,00 €	5 455,00 €
Nouvelle Gallia Judaïca	1 rue de la Barralerie	6 630,00 €	35,00 €	6 595,00 €
Institut Universitaire Euro-Méditerranéen Maïmonide	1 rue de la Barralerie	30 160,00 €	35,00 €	30 125,00 €
Comité d'Entente des Grands Invalides de Guerre de l'Hérault	56 rue du Père Blanc	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Croix d'Argent Plus	57 rue Georges Brassens	8 580,00 €	35,00 €	8 545,00 €
SOS Amitiés	57 rue Georges Brassens	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
Fraternité Corse	57 rue Georges Brassens	2 200,00 €	35,00 €	2 165,00 €
Comité de Quartier des Hauts de Massane	385 rue Pierre Cardenal	11 700,00 €	35,00 €	11 665,00 €
France Bénévolat Hérault	30 rue Cardinal de Cabrières	8 300,00 €	35,00 €	8 265,00 €
Restaurants du Cœur	rue des Aconits	16 500,00 €	35,00 €	16 465,00 €

Resto-Bébés/Restaurants du Cœur	rue de Centrayrargues	11 550,00 €	35,00 €	11 515,00 €
Restaurants du Cœur	94 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Restaurants du Cœur	116 rue Danton	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Restaurants du Cœur	137 rue Marie Durand	9 900,00 €	35,00 €	9 865,00 €
Comité de Quartier Bagatelle	47 place de Chine	2 062,00 €	35,00 €	2 027,00 €
Grain d'Image	9 rue Joachim Colbert	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Les Rencontres du Court	9 rue Joachim Colbert	4 400,00 €	35,00 €	4 365,00 €
Comité de Quartier de la Chamberte	45 rue Camille Desmoulins	2 420,00 €	35,00 €	2 385,00 €
Amicale des Retraités de Paul Valéry	211 rue Hébert	6 600,00 €	35,00 €	6 565,00 €
Fédération des radios associatives non commerciales en Languedoc-Roussillon	291 rue Hébert	1 890,00 €	35,00 €	1 855,00 €
Association PEEP	291 rue Hébert	5 300,00 €	35,00 €	5 265,00 €
Action d'Urgence Internationale	1401 rue de Fontcouverte	9 900,00 €	35,00 €	9 865,00 €
Majorettes de la Paillade	343 rue de Gènes	3 025,00 €	35,00 €	2 990,00 €
Retraités des Hauts de Massane	343 rue de Gènes	3 025,00 €	35,00 €	2 990,00 €
Montpellier Contre la Violence	343 rue de Gènes	3 025,00 €	35,00 €	2 990,00 €
Le Refuge	1 rue Germain	594,00 €	345,95 €	248,00 €
La Terre en soi	rue Jules Isaac	1 705,00 €	35,00 €	1 670,00 €
Confédération du logement et du cadre de vie	23 rue de Nîmes	9 760,00 €	35,00 €	9 725,00 €
Terre Nourricière	59 rue de Las Sorbes	6 160,00 €	35,00 €	6 125,00 €
Groupeement d'Entraide Mutuelle Lesseps	356 avenue Ferdinand de Lesseps	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Cap Horizon	49 bis Cours Gambetta	4 550,00 €	35,00 €	4 515,00 €
Anim'Frimousse	88 rue André Malraux	7 810,00 €	35,00 €	7 775,00 €

Association de défense des locataires de la Pompignane	49 rue Paul Marès	4 950,00 €	35,00 €	4 915,00 €
Association de Quartier Beaux Arts Pierre Rouge	12 esplanade de la musique	7 800,00 €	35,00 €	7 765,00 €
Loisirs Vacances pour Inadaptés (ALVI)	191 square Neptune	6 320,00 €	35,00 €	6 285,00 €
Association RIRE	13 faubourg de Nîmes	2 750,00 €	35,00 €	2 715,00 €
Association pour le Développement des Soins Palliatifs de Montpellier	39 rue Jean-François d'Orbay	3 300,00 €	35,00 €	3 265,00 €
Association ATTAC	39 rue Jean-François d'Orbay	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €
Artisans de nouveaux développements	39 rue Jean-François d'Orbay	1 650,00 €	35,00 €	1 615,00 €
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	39 rue Jean-François d'Orbay	1 760,00 €	35,00 €	1 725,00 €
Alcooliques Anonymes	39 rue Jean-François d'Orbay	1 980,00 €	35,00 €	1 945,00 €
AL-ANON	39 rue Jean-François d'Orbay	1 100,00 €	35,00 €	1 065,00 €
Union Nationale des Combattants - Groupe de l'Hérault	10 bis rue Pagézy	16 120,00 €	35,00 €	16 085,00 €
Gymnastique volontaire d'Alco	239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
Association AVEC	239 rue des Papyrus	3 630,00 €	35,00 €	3 595,00 €
Lou Parage de Mount-Pelié	2 place Pétrarque	25 350,00 €	35,00 €	25 315,00 €
Université du Tiers Temps	2 place Pétrarque	12 350,00 €	35,00 €	12 315,00 €
Association Montpelliéraine Universitaire culturelle et sportive	2 place Pétrarque	1 950,00 €	35,00 €	1 915,00 €
Pain de l'espoir	220 rue du Mas de Portaly	10 000,00 €	35,00 €	9 965,00 €
Pharmacie Humanitaire Internationale	220 rue du Mas de Portaly	10 000,00 €	35,00 €	9 965,00 €

ACLE (Association des Cevennes pour le développement des loisirs éducatifs)	921 avenue Louis Ravas	3 795,00 €	35,00 €	3 760,00 €
ARCE (Association des Résidents des Cevennes)	921 avenue Louis Ravas	1 155,00 €	35,00 €	1 120,00 €
AVEC (Association Vivre Ensemble Quartier Cevennes)	921 avenue Louis Ravas	1 430,00 €	35,00 €	1 395,00 €
Association Sportive des Cevennes	921 avenue Louis Ravas	1 320,00 €	35,00 €	1 285,00 €
APAJ Centre Gitan	2 rue des Tourterelles	6 380,00 €	35,00 €	6 345,00 €
Aiguelongue et Justice en Choeur	2 rue des Tourterelles	7 975,00 €	35,00 €	7 940,00 €
Accueil Villes Françaises	7 rue Verrerie Basse	22 490,00 €	35,00 €	22 455,00 €
Commune Libre de Figuerolles	100 faubourg Figuerolles	7 048,00 €	35,00 €	7 013,00 €
I.PEICC (I.Projets, Echanges Internationaux, Culture Citoyenneté)	139 rue de Bari	6 531,72 €	3 265,87 €	3 265,87 €
Association sportive et culturelle Croix d'Argent	635 rue Jacques Bounin	11 000,00 €	35,00 €	10 965,00 €
ADIAV (Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes)	56 rue de l'Université	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
AVISO	56 rue de l'Université	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Relais Enfants Parents Languedoc	56 rue de l'Université	2 080,00 €	35,00 €	2 045,00 €
Club de la Presse	rue de Thèbes	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Gipsy Catalans	170 rue Joachim Du Bellay	630,00 €	35,00 €	595,00 €
Agence Locale de l'Energie	2 place Paul Bec	27 040,00 €	35,00 €	27 005,00 €
La Garriga	Tour des Pins Boulevard Henri IV	16 697,00 €	35,00 €	16 662,00 €
La Barronie de Caravètes	Tour des Pins Boulevard Henri IV	5 148,00 €	35,00 €	5 113,00 €
Association des Chœurs de Montpellier	Place Albert 1er	11 700,00 €	0,00 €	11 700,00 €

Music Events	La Chapelle 170 rue Joachim Du Bellay	44 550,00 €	0,00 €	44 550,00 €
Maison de la Poésie	Moulin de l'Evêque rue du Pirée	13 000,00 €	35,00 €	12 965,00 €
Tin Hinan	Salle Louis Feuillade 40 rue de Barcelone	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Associations nouvellement logées				
APIEU	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Lache Les Mots	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Gipsy Catalans	4 rue Samain	1 800,00 €	35,00 €	1 765,00 €
Nouvelle Vague Citoyenne	47 place de Chine	4 125,00 €	35,00 €	4 090,00 €
TOTAL		613 919,72 €	7 181,82 €	606 737,87 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver 110 conventions de location du domaine public et privé de la Ville, jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 606 737, 87 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

42. Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/Union Syndicale Sud-Solidaires 34

Frédéric TSITSONIS:

L'Union Syndicale Sud-Solidaires 34 occupe des locaux d'une superficie de 181 m², situés 23 rue Lakanal.

La Ville de Montpellier souhaite harmoniser les conditions de location de ces locaux dont elle est propriétaire, avec celles dont bénéficient les autres syndicats logés à la Maison des Syndicats, allée Henri II de Montmorency.

Pour se faire, la Ville de Montpellier propose de conclure avec l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34, à compter du 1^{er} décembre 2013, une convention de mise à disposition, à titre gracieux, pour une durée de 10 ans renouvelable ensuite annuellement ;

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition avec l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34, jointe en annexe ;

- d'approuver la gratuité de cette mise à disposition et de porter au compte administratif de la Ville le montant annuel de l'aide en nature qui s'élève à 23 530,00 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

43. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 5 - lot 5E

BACOTEC

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de **BACOTEC pour le lot 5E.**

Maître d'ouvrage : BACOTEC

Résidence Amarra
40, rue des Frères Lumière
34000 Montpellier

Localisation du projet : Section PB n°238 Partie

Surface du lot : 4.412 m²

Nature du projet : 67 logement collectifs

SDP envisagée : 4.600 m² SDP

dont 920 m² en accession aidée

dont 920 m² en accession intermédiaire

4.830 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'agréer la candidature de BACOTEC,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

44. ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 5 - lot 9A
NEXITY

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, la Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de **NEXITY pour le lot 9A.**

Maître d'ouvrage : NEXITY

185Bis, allée du Nouveau Monde
CS89501
34967 Montpellier Cedex 2

Localisation du projet : Section PB n°227 Partie

Surface du lot : 3.499 m²

Nature du projet : 82 logement collectifs

SDP envisagée : 5400 m² SDP

dont 1.080 m² en accession aidée
dont 1.080 m² en accession intermédiaire
5.670 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de NEXITY,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

45. ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 5 - lot 10C
COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON

Michaël DELAFOSSE :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de **COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON pour le lot 10C.**

Maître d'ouvrage : COGEDIM LR

Tour Europa – Bât. C
101 allée de Délos
34000 Montpellier

Localisation du projet : Section PB n°121p et 227p

Surface du lot : 2.659 m²

Nature du projet : 76 logement collectifs

SDP envisagée : 4.249 m² SDP

dont 649 m² en accession aidée

dont 649 m² en accession intermédiaire

4.460 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Thinès sort de séance.

46. ZAC Port Marianne R Jardins de la Lironde Agrément de candidature DOMINIUM Les nouveaux constructeurs (Ilot M2)

Michaël DELAFOSSE :

La Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée comme concessionnaire de l'opération ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 1998 afin d'en réaliser les études et les aménagements.

Ces études ont été confiées à Christian de Portzampac, architecte. Les dossiers de création et de réalisation de ZAC ont été approuvés par délibérations du conseil municipal, respectivement du 20 décembre 1999 et du 29 septembre 2000. Une procédure d'extension de la ZAC sur l'îlot Z, correspondant aux anciens terrains de l'ASPTT, a été engagée, et le dossier de réalisation y afférant a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005.

L'objet de cette opération est de réaliser, dans le cadre du projet urbain Port Marianne, un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, sans toutefois exclure les activités, notamment le long des voies primaires (avenue Pierre Mendès France et avenue du Mondial 98). Cette ZAC est entrée en phase opérationnelle en 2003 avec, toutefois, une première réalisation de bureaux dès l'année 2000.

Depuis, l'avancement de la ZAC est bien engagé et son achèvement est prévu pour fin 2017. Différentes opérations restent à réaliser, notamment en convention de participation (Île N et Domaine de la Feuillade, Hestia-Méridis) ou par cession de lots à bâtir (Iles M2, Y).

Le lot dit « M2 » est engagé en réalisation, et il a été décidé de l'inscrire dans la démarche « *folies architecturales du XXI^{ème} siècle* ».

Récemment, en effet, la Ville de Montpellier vient d'impulser la conception et la réalisation de 12 « *Folies architecturales du XXI^{ème} siècle* », reflétant la volonté de mettre en avant la vitalité et l'innovation architecturale du patrimoine urbain de Montpellier.

Une de ces « *Folies* » trouve sa place dans l'opération Jardins de la Lironde, à l'emplacement du lot M2. C'est à l'issue d'une consultation lancée en 2012 que le groupement Dominium comme promoteur et Farshid Moussavi – Coloco comme architectes/paysagistes a été retenu.

Le projet envisagé comprend 36 logements en accession libre, un commerce de type restaurant en rez de chaussée sur 11 niveaux (R+10).

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de Dominium - Les nouveaux constructeurs en vue de la cession du lot M2 de la ZAC

Port Marianne – Jardins de la Lironde permettant la réalisation d'un programme mixte détaillé ci-après et s'inscrivant dans la démarche des « *Folies architecturales du XXI^{ème} siècle* ».

- Dénomination du candidat : DOMINIUM Les nouveaux constructeurs
1227, Avenue du Mondial 98
Le Mondial
34 000 Montpellier,
- Localisation : Ilot M2
ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde à Montpellier,
- Parcelles cadastrées : Section SD n°184, 186, 189,
- Surface du lot : environ 2 855 m²,
- Nature du projet : 36 logements collectifs en accession libre. Commerces pour 260 m² de surface de plancher (SDP),
- SDP envisagée : 2 690 m²SDP dont :
 - 2 430 m² en accession libre,
 - 260 m² en commerce,
- SDP maximale autorisée : 2 825 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de DOMINIUM Les nouveaux constructeurs, prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville, avec les spécificités d'une Folie Architecturale du XXI^{ème} siècle.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de DOMINIUM Les nouveaux constructeurs, en vue de la réalisation d'environ 36 logements collectifs et un local commercial sur le lot M2 de la ZAC Port Marianne - Jardins de La Lironde.
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

47. Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch

Terrain 11 rue Jules Ferry

Résolution de la vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Michaël DELAFOSSE :

En date du 27 février 2012, la Ville de Montpellier a vendu à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) une parcelle de terrain nu située 11 rue Jules Ferry, cadastrée EW 562, d'une superficie de 1 718 m² représentant l'assiette de l'îlot 1 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch et destiné à recevoir un projet immobilier privé.

Cette vente a été réalisée au prix de 295 000 €.

Ce terrain supportait jusqu'en 2004 un immeuble à usage de parking public. Ce dernier a été démoli en vue du réaménagement du quartier et de la réalisation des voies de la ligne 2 du tramway.

Cette désaffectation de fait n'a pas fait l'objet d'une déclaration formelle de déclassement du domaine public, préalablement à la vente à la SERM.

Dans ces conditions, la parcelle concernée faisant toujours partie du domaine public communal, imprescriptible et inaliénable, conformément à l'article L.3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'acte de vente à la SERM du 27 février 2012 doit être considéré comme nul.

Afin de régulariser cette situation, il convient que la SERM et la Ville procèdent à la résolution de cette vente par acte authentique.

Cette résolution entraîne la restitution par la SERM à la Ville du terrain concerné et la restitution par la Ville à la SERM du prix de vente perçu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater la nullité de l'acte de vente à la SERM du terrain situé 11 rue Jules Ferry et cadastré EW 562, en date du 27 février 2012 ;
- d'accepter de signer un acte authentique de résolution de la vente, comportant la restitution du bien par la SERM à la Ville et la restitution du prix de vente par la Ville à la SERM ;
- de confier la rédaction de cet acte à l'Office notarial de BAILLARGUES ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 44

Contre :

Abstentions :

Les Administrateurs de la SERM ne prennent pas part au vote : 6

Adopté à l'unanimité.

48. Foncier
Acquisition emprise piétonne
Avenue Jean Mermoz
Propriété « NEXITY RSCI Montpellier Mermoz »

Michaël DELAFOSSE :

La société « NEXITY – SCI Montpellier Mermoz » a réalisé une opération immobilière sur la parcelle CN 278, d'une contenance de 2 607 m².

Afin de valoriser son opération, la société Nexity a procédé à l'aménagement d'un large trottoir avec une piste cyclable devant la résidence, permettant une circulation piétonne et cycle sécurisée.

Le cabinet de géomètres BILICKI-DHOMBRES-OSMO a été missionné pour cadastrer l'emprise concernée d'une superficie de 343 m² à extraire de la parcelle CN 278.

La société « NEXITY – SCI Montpellier Mermoz » a donné son accord au prix de 15€/m², soit 5 145 € pour 343 m².

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 22869 « terrains nus » nature 2111, chapitre 908.

Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, a en charge les intérêts de la société « NEXITY – SCI Montpellier Mermoz ».

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 343 m² à extraire de la parcelle CN 278 au prix de 15 €/m², soit un total de 5 145 € afin de régulariser la propriété foncière de la continuité piétonne et cycle sur l'avenue Jean Mermoz ;
- de saisir Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

49. Foncier
Acquisition onéreuse pour élargissement
Rue de la Figairasse
Propriété « Indivision BONNICEL »

Michaël DELAFOSSE:

Messieurs BONNICEL Robert et Sylvain, père et fils en indivision, ont acquis la parcelle cadastrée IW 162, rue de la Figairasse. Cette rue fait l'objet d'un plan d'alignement annexé au plan local d'urbanisme (PLU) en vue de son élargissement à 12 m d'emprise.

Monsieur Sylvain BONNICEL a souhaité modifier la maison d'habitation présente sur cette parcelle ainsi que ses accès.

Dans le cadre de ces travaux, des négociations ont été engagées entre la Ville et M. BONNICEL pour acquérir l'emprise nécessaire à l'élargissement d'une partie de la rue de la Figairasse au droit de sa propriété.

Il s'agit donc aujourd'hui d'acquérir une emprise de terrain d'une superficie de 65 m², constatée par le Cabinet SIRAGUSA, géomètres-experts, à extraire de la parcelle IW 162.

Les propriétaires indivis ont accepté le prix de 50 €/m², soit un total de 3 250 € (trois mille deux cent cinquante euros) pour 65 m². Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 22869 « terrains nus » nature 2111, chapitre 908.

Les travaux de prise de possession de l'emprise libérée obligent la Ville à amener les accès aux différents réseaux aux nouvelles limites domaine public / domaine privé. Les raccordements eau potable, eaux usées, télécommunication et électricité représentent un montant de 13 216,74 € TTC à la charge de la Ville. Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 14676 « travaux suite à PC » nature 2315, chapitre 908.

Certains travaux de reconstitution d'équipement habituellement à la charge de la commune, tels que le déplacement du mur de clôture au nouvel alignement et la mise à niveau de l'emprise, seront réalisés par Monsieur BONNICEL. Pour cela, il percevra un montant égal aux dépenses que la Ville aurait engagées, soit 9 149,40 € TTC (selon les devis fournis) qui sera remis entre les mains du notaire au moment de la signature de l'acte. Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne 14676 « travaux suite à PC » nature 2315, chapitre 908.

Maître Henri DEBRUS, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de l'indivision BONNICEL.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir une emprise de 65 m² à extraire de la parcelle IW 162 au prix de 50 €/m², soit un total de 3 250 €, afin de poursuivre l'élargissement de la rue de la Figairasse à 12 m d'emprise, conformément au plan d'alignement annexé au plan local d'urbanisme ;
- de procéder aux travaux de déplacement de réseaux et à la prise de possession du nouveau domaine public, pour un montant de 13 216,74 € TTC ;
- d'indemniser Monsieur Sylvain BONNICEL pour les travaux qu'il va réaliser pour un montant de 9 149,40 € TTC remis entre les mains du notaire à la signature de l'acte ;
- de saisir Maître Henri DEBRUS, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

50. Foncier
Impasse Lebourg
Vente d'un terrain (parcelles cadastrées BY38, BY39 et BY40)

Michaël DELAFOSSE:

Par délibération du Conseil municipal du 25 mars 2013, la Ville a décidé de mettre en vente le terrain cadastré BY 38, BY 39 et BY 40 situé impasse Lebourg, après mise en concurrence, au prix plancher de 112 500 € pour une superficie cadastrale totale de 91 m².

Après publication dans la presse de la mise en vente, dix dossiers ont été retirés.

Une seule proposition d'acquisition a été déposée par Madame Hélène REDER.

La commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 21 octobre 2013 a émis un avis favorable à sa proposition d'acquisition qui est conforme aux dispositions du cahier des charges :

- prix d'acquisition de 112 500 € HT (cent douze mille cinq cents euros hors taxe),
- construction d'une habitation en R+2 à vocation de résidence principale individuelle, représentant une superficie de 120 m² de plancher.

Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12 % du prix de la vente sera signé dans un premier temps.

Ce compromis de vente comportera une condition suspensive relative à l'obtention du permis de construire purgé de tout recours, la demande de permis de construire devant avoir été déposée en Mairie par l'acquéreur dans les 6 mois suivant la signature dudit compromis.

L'acte de vente sera régularisé après levée de cette condition suspensive.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à Madame Hélène REDER du terrain cadastré BY 38, BY 39 et BY40 situé impasse Lebourg au prix de 112 500 € HT (cent douze mille cinq cents euros hors taxe) ;
- de dire que les actes, compromis de vente et acte authentique, seront établis par Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

51. FONCIER

Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon

Révision du décret de création

Consultation des collectivités

Michaël DELAFOSSE :

Par ordonnance du 8 septembre 2011, les articles du code de l'urbanisme (L.321-1 à L.321-28 et R.321-1 à R.3321-22) régissant les établissements publics d'aménagement (EPA) et les établissements publics fonciers (EPF) ont été modifiés afin de mieux distinguer le régime juridique qui leur est applicable, en précisant leurs compétences, leurs missions et en rénovant leur mode de gouvernance.

Ces dispositions visent principalement à harmoniser les statuts de l'ensemble des établissements et, en particulier pour les plus anciens :

- à clarifier et sécuriser le droit applicable aux EPF,
- à préciser le rôle de l'Etat dans leur gouvernance, avec notamment la prise en compte de ses orientations stratégiques dans le programme pluriannuel d'intervention (PPI) de chaque établissement et la présence de représentants au sein de leur conseil d'administration,
- à recentrer leur action sur un objectif prioritaire - la production de logements - tout en luttant contre l'étalement urbain.

L'ordonnance du 8 septembre 2011 prévoit que les décrets de création des établissements publics fonciers de l'Etat doivent être révisés pour être conformes aux nouvelles dispositions du code de l'urbanisme.

Le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) doit donc être modifié en conséquence.

L'aboutissement du nouveau décret nécessite, en préalable, la consultation pour avis du conseil régional, des conseils généraux, des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre compétents en matière de plan local d'urbanisme, ainsi que des communes de plus de 20 000 habitants non membres de tels établissements.

Dans le cadre de cette procédure, par courrier du 9 septembre 2013, Monsieur le préfet de région a soumis pour avis le projet de décret modifié à la Ville.

Cet avis doit prendre la forme d'une délibération du conseil municipal et doit être formulé dans les trois mois suivant la saisine de la Ville, soit au plus tard le 9 décembre 2013.

Le projet de révision du décret portant création de l'EPF-LR transmis par Monsieur le préfet de région ne bouleverse pas la version d'origine du document, assez récente, signée le 2 juillet 2008.

Les adaptations principales concernent la composition du conseil d'administration de l'EPF, où une place plus importante sera donnée aux représentants des intercommunalités, ainsi que le renforcement du rôle de l'Etat dans l'élaboration du programme pluriannuel d'intervention de l'établissement, cadre dans lequel s'exercent ses activités.

Dans le cadre de conventions opérationnelles, la Ville de Montpellier a confié trois missions d'acquisitions foncières à l'EPF-LR afin de s'assurer la maîtrise foncière de trois secteurs en vue de leur urbanisation future :

- convention opérationnelle "La Baume" signée le 24 février 2011,
- convention opérationnelle "Les Grèzes" signée le 22 septembre 2011,
- convention opérationnelle "ZAC du Coteau" signée le 3 mai 2011.

La révision du décret de création de l'EPF-LR proposée n'est pas de nature à affecter les missions et engagements pris respectivement par cet établissement et la Ville au travers de ces conventions.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable au projet de révision du décret portant création de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Le Van sort de séance.

52. Z.A.C. du Coteau

Acquisition à l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon de terrains pour l'aménagement de la rue de Malbosc

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement à l'ouest de Montpellier dans le quartier Malbosc, la Ville a approuvé le dossier de création de la zone d'aménagement concerté du Coteau d'une superficie de 26 hectares par délibération du 26 mars 2012.

Afin de réaliser les acquisitions foncières de ce secteur, la Ville a signé une convention le 3 mai 2012 pour une durée de 5 ans avec l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPFLR). La Ville doit racheter les biens acquis par l'EPFLR avant le terme de la convention, en 2017.

Compte-tenu du nombre important de piétons et de cycles circulant sur la rue de Malbosc et des difficultés en terme de sécurité à l'abord des établissements scolaires, la Ville a souhaité engager des travaux d'aménagement de cette voie située à l'Est du collège d'Alco et également créer des emplacements de stationnements au niveau de la rue Henri Lagattu en face de groupe scolaire François Mitterrand.

Pour cela, il s'avère nécessaire de racheter par anticipation à l'EPFLR une emprise de terrain d'une superficie de 3641 m² issus des parcelles énumérées ci-dessous :

parcelles	Superficie de l'emprise (m²)
TR 12p	1944
TR 13p	458
TR 14p	103
TR 15p	257
TR 16p	384
TS 1p	495
total	3641

Par courrier du 17 mai 2013 et au vu de l'urgence, l'EPFLR a autorisé la Ville à réaliser ces travaux avant le transfert de propriété, qu'il s'agit désormais de régulariser.

Par avis du 8 octobre 2013, les services fiscaux ont évalué à 55 €/m² la valeur vénale de ces terrains. Ce prix correspond au prix d'achat des terrains par l'EPFLR. Ce prix sera majoré d'une indexation mineure en application de l'article 5.6 de la convention précitée.

En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à acquérir à l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon les parcelles cadastrées TR 12p, TR 13p, TR 14p, TR 15p, TR 16p et TS 1p représentant une superficie de 3641 m² au prix de 55 €/m², soit 200.255 €, hors les frais annexes et indexation,
- de demander à Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- de dire que les dépenses afférentes à cet acte seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Michael DELAFOSSE : C'est la suite de votre décision pour sécuriser le chemin des écoliers entre le collège François Rabelais et le lycée Jean Monnet pour aller jusqu'au quartier de Malbosc. Nous avons cédé ce foncier qui est porté par l'EPF et nous le récupérons pour pouvoir ensuite faire les travaux d'aménagement qui vont permettre de sécuriser ce parcours qui était, Hélène QVISTGAARD l'a suivi, assez anxiogène. Près de 300 000 euros ont été mis pour réaliser ces aménagements qui serviront aux écoliers et au futur quartier qui apparaîtra à cet endroit.

Hélène MANDROUX : C'est vrai que les parents avaient raison de se manifester par rapport à la sécurité des enfants qui allaient de Malbosc au groupe scolaire François Mitterrand.

Hélène QVISTGAARD : Madame le Maire, je tiens particulièrement, sur ce dossier, à remercier les services car ils ont été très rapides pour l'étude et la réalisation. Merci également de la participation de Monsieur THINES et la volonté de faire de tout le monde pour la sécurité des enfants de ce quartier.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

53. AFFAIRE RETIREE

54. MONTPELLIER GRAND COEUR

Périmètre d'étude secteur Moquin Tandon

Michaël DELAFOSSE:

Afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures (secteur au fort potentiel de mutation), d'éviter toute dénaturation du site et donc du quartier, il s'avère dès aujourd'hui nécessaire d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. La description du périmètre délimitant l'aire concernée est jointe en annexe de la présente délibération.

Des études du site relatives à l'analyse de la trame urbaine et au rapport du bâti avec l'environnement notamment sur la rue Moquin Tandon ont été engagées.

L'instauration de ce périmètre d'étude permettra à la collectivité et aux instances compétentes, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui ne seraient pas en adéquation avec les dispositions futures issues des études engagées.

Le périmètre d'étude du secteur Moquin Tandon est défini par les voies suivantes : place Marcel Godechot, la rue de la Garenne, la rue du faubourg Boutonnet, la rue Chamayou et l'avenue Bouisson Bertrand.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

55. MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

Gérance Immeuble Assas, 6 avenue d'Assas (50 % de la subvention)	17.299,03 €
M. ou Mme Bernard CULOTTE, 11 ter rue Anterrieu (50 % de la subvention)	937,02 €
Mlle BERGAMO Marie-Josée, 12 rue Dessalle Possel (50 % de la subvention)	1.210,25 €
M. ou Mme Dominique LARPIN, 11 rue Chancel (50 % de la subvention)	3.470,03 €
Mme Patricia MALFILLE, 15 rue Peysson / 10 rue Alquié (solde de la subvention)	3.645,82 €
Total	26.562,15 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 26.562,15 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Thinès rentre en séance.

Mme Boyer (donne procuration à M. Aragon), Mme Deloncle (donne procuration à Mme Bigas) sortent définitivement de séance.

M. Passet (avec la procuration de Mme Prunier), M. Sudres, Mme Delagrange sortent de séance.

56. Elaboration du projet Urbain Montpellier 2040 Approbation d'un avenant à la Mission de groupement Studio-Associato Secchi / Vigano Mensia Conseil

Michaël DELAFOSSE:

Par délibération du 8 février 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'engagement d'une démarche de prospective destinée à renouveler la stratégie urbaine de Montpellier à l'horizon 2040.

Pour ce faire, la Ville de Montpellier a lancé un concours en vue du choix d'une équipe pluridisciplinaire chargée de l'accompagner dans :

- la formalisation du projet urbain « Montpellier 2040 »
- et la conduite d'une phase de concertation active avec les habitants et la société civile.

A l'issue du jury de concours réuni le 9 septembre 2011, trois équipes ont été déclarées lauréates :

1. l'équipe conduite par M. Djamel Klouche
2. l'équipe conduite par M. Philippe Madec
3. l'équipe conduite par M. Bernardo Secchi et Mme Paola Viganò

Par délibération du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a ainsi attribué à chacune des équipes un marché d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage composé :

- d'une tranche ferme, d'une durée de 6 mois et d'un montant de 60 000 € HT, portant sur la définition d'une stratégie urbaine ;
- d'une tranche conditionnelle, d'une durée de 12 mois et d'un montant de 200 000 € HT, portant sur l'élaboration du projet urbain lui-même et l'assistance de la maîtrise d'ouvrage dans la conduite de la concertation.

Au terme de la tranche ferme et sur proposition du comité de pilotage réuni le 14 septembre 2012, il a été décidé de n'attribuer la tranche conditionnelle prévue au marché initial qu'à une seule des trois équipes ; celle conduite par M. Bernardo Secchi et Mme Paola Viganò.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil Municipal a rappelé, en préparation de la phase de concertation, les motivations de cette décision.

La proposition méthodologique établie par le groupement Studio Associato Secchi-Viganò / Mensia Conseil prévoyait initialement des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans la conduite de la concertation dont le coût était évalué à 25 200 € H.T. Cette estimation relevait d'une hypothèse qui, au stade de la tranche ferme, ne pouvait apprécier de manière approfondie l'adéquation entre les besoins de la maîtrise d'ouvrage et les capacités techniques mobilisables par le groupement.

A l'occasion de l'engagement de la tranche conditionnelle, une phase de mise au point méthodologique a permis de préciser une stratégie de concertation reposant notamment sur le principe d'ateliers citoyens. La préparation et l'animation de cinq semaines d'ateliers réparties sur le premier semestre 2013 implique un fort investissement du groupement. La présence permanente à Montpellier de l'équipe d'architectes-urbanistes se révèle notamment indispensable. Cela s'est traduit par une mobilisation du groupement supérieure à l'évaluation initiale.

Par ailleurs, l'ambition donnée à cette démarche de concertation, le souhait de la municipalité de répondre favorablement aux différentes demandes de rencontres et d'échanges avec les acteurs de la société civile ont conduit à décaler de quatre mois le terme de cette phase de concertation et, par-là, le terme de la mission confiée au groupement.

Le présent avenant a pour objet de prendre acte de ce décalage de quatre mois et d'intégrer les coûts induits par cette adaptation des prestations engagées par le groupement aux besoins de la maîtrise d'ouvrage dans la conduite de la phase de concertation.

D'un montant de 50 000 € HT, cet avenant correspond à une augmentation de 19,2 % du montant initial du marché qui s'établissait à 260 000 € HT. Il revient à porter le montant définitif du marché à 310 000 € HT. La commission d'appel d'offres réunie le 5 novembre 2013 a émis un avis favorable à ce projet d'avenant.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant au marché conclu avec le groupement Studio Associato Secchi-Viganò / Mensia Conseil pour un montant de 50 000 € HT ;
- autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Francis VIGUIE : De notre point de vue, c'est un sujet important. Des études ont été faites, un projet a été présenté, des maquettes existent. Je ne reviens pas sur tout mais sur un point important dans ce qui est proposé. Il y a quand même des propositions qui sont totalement contradictoires avec ce que j'ai pu entendre comme propositions aujourd'hui. En particulier sur la question du doublement de l'A9, de la gare TGV et du quartier OZ. Je le rappelle pour Monsieur MORALES qui ne paraît pas très au courant. J'ai une question à poser à Monsieur DELAFOSSE. Il y a des propositions différentes avec un autre projet qui est le grand parc de la Lagune qui tourne le dos à ces questions. Ce que j'aimerais savoir, c'est par rapport à ces propositions qui sont contradictoires avec ce qui a pu être proposé jusqu'à aujourd'hui, comment vont être traités cette étude, ce projet ? Qui va décider ? Est-ce que c'est pris en compte ou non ? De l'argent a été dépensé, des études ont été faites. J'aimerais savoir où nous en sommes et quelles sont les propositions. Les choses sont-elles retenues ou non ? Comment voyez-vous la suite de ce projet ?

Michael DELAFOSSE : Monsieur VIGUIE, que votre questionnement me fait plaisir ! Je me souviens de votre prise de parole lorsque nous avons décidé de lancer cette démarche de projet urbain et que nous avons fixé cet horizon Montpellier 2040. Nous avons eu de votre part une intervention légitime mais maintenant les Montpelliérains, les problématiques... Vous aviez été l'un des plus fervents opposants à cette démarche prospective sur l'avenir de la ville. Je vous avez répondu que l'urbanisme, c'est la gestion du temps long. Cela

nécessite, au regard des enjeux écologiques dont nous avons parlé, au regard de la pression démographique qui est prévue sur le sud de la France et notre ville en particulier, et de tant d'autres choses, de bien voir ce travail d'ordre participatif et d'ordre prospectif. Il a permis d'aboutir aux Assises, qui ont été un succès. Beaucoup de Montpelliérains sont venus. Le rapport fixé avec l'équipe Bernardo SECCHI et Paola VIGANO est le suivant : ils sont libres. Nous avons un dialogue avec eux, ils sont dans un temps prospectif, mais il y a des élus qui font des choix. Dans ce qui sera rendu, il y a des options que cette municipalité continuera à défendre. Je suis, pour ma part, un défenseur de la future gare TGV, elle me semble nécessaire, c'est un projet de longue date. Lors des Assises, nous avons échangé avec Bernardo SECCHI publiquement sur ce thème. Quelle est la conclusion ? Il va y avoir un débat en Conseil municipal où les orientations du projet urbain seront remises à l'ensemble des conseillers municipaux et nous serons fidèles à notre parole. Elles doivent éclairer les décisions. Je peux vous donner adhésion de notre part sur certaines choses : aller vers une ville-parc, avoir un coefficient d'imperméabilisation des sols moins important que ce qu'il n'est actuellement, etc. Et d'autres seront soumis à discussion. Lors du conseil du 16 décembre, il y aura une délibération d'ensemble qui présentera des orientations sur lesquelles nous débattrons. Il n'y aura pas de vote. Ensuite, un ouvrage sera rédigé par Bernardo SECCHI et Paola VIGANO qui fera l'objet d'une contribution de la ville, et sera remis largement et accessible au plus grand nombre. Ce travail prospectif, comme je vous l'avais dit Monsieur VIGUIE, devra servir à éclairer les décisions. Par exemple, le parc de la Lagune est tout à fait possible à côté du projet OZ puisqu'il s'inscrit dans un projet de compensation et de mitigation, comme le dit Paola VIGANO. Il y a un impact environnemental quand nous faisons de grandes infrastructures, nul ne peut le nier mais peut-être un effort peut-il être fait le long du Lez pour faire ce parc de la Lagune. C'est ce qui sera dans le débat. Ensuite, chacun, la prochaine majorité, les prochaines équipes, les prochains opposants, pourront utiliser ce document comme bon leur semblera. Ce document est écrit par Bernardo SECCHI et Paola VIGANO mais appartient déjà beaucoup aux Montpelliérains qui se sont inscrits très nombreux dans la démarche participative que nous avons lancée. Les conclusions sont libres de droit. Elles ont vocation à nous éclairer collectivement sur les choix importants de long terme qui engagent la ville. C'est le sens d'un exercice prospectif. Je tiens à dire qu'un représentant de la ville de Reims, un directeur de cabinet du maire de Reims est venu. Reims a eu le même type d'exercice et l'assemblée municipale discute des choix et des options à partir de la démarche de projet urbain. N'y voyez pas là un document prescriptif. Par contre, il va aider, je l'espère, la future municipalité à avoir une révision générale du Plan Local d'Urbanisme selon des orientations nouvelles sur lesquelles nous serons, les uns et les autres amenés à nous positionner.

Christophe MORALES : J'ai été interpellé par Monsieur VIGUIE. J'étais à cette conférence. Ce n'était pas un point de programme, il n'y a pas de programme. Il s'agit d'aménagement du territoire. Nous sommes sur de la prospective, sur laquelle des personnes étrangères à la ville de Montpellier peuvent émettre des avis. Madame VIGANO m'a bien dit qu'au niveau de l'Etat, il aurait été dit que cette gare ne serait pas financée, ce que le ministre a contredit par la suite. C'est là-dessus qu'il émettait cette idée possible. Une question forte se pose : quand il s'agissait de faire de l'extension urbaine, des nouvelles ZAC, le modèle économique qui peut porter financièrement ces nouveaux espaces est connu – régime de la participation, régimes financiers, la TLE, le PUP, tous les mécanismes financiers que l'on a connus. Mais lorsqu'il va falloir faire du réinvestissement, urbain, comment allons-nous le financer ? La ville verte avec des boulevards complètement rénovés, qui finance si ce n'est la densité qui est derrière ? Il faudra nous dire comment. Ces questions mériteront d'être posées et nous n'y échapperons pas. La gare TGV est l'un des moteurs, le campus créatif aussi, qui permet de financer ce développement urbain. J'aimerais avoir des réponses de la part de Monsieur VIGUIE sur comment un grand développement urbain est financé quand nous voulons faire la belle part aux aménagements paysagers de qualité mais aussi comment se fait l'entretien, sur quelles modalités, sur quel discours allons-nous partir avec les riverains de cette densification urbaine. Ce sont des questions qui méritent d'être posées et seront mises à plat je l'espère d'ici le 16 décembre.

Philippe SAUREL : Le travail qu'ont proposé Paola VIGANO et Bernardo SECCHI expose une philosophie de la ville, avec des études précises sur l'espace public, sur la place de l'environnement, sur les nouvelles centralités, sur toute une série de problématiques qui deviennent fondamentales pour la vie quotidienne des habitants de Montpellier. Mais, et je fais cette remarque en écho à ce que vient de dire Christophe MORALES, je ne comprendrais pas que le projet urbain d'une grande ville ne soit pas intégré dans une réflexion beaucoup plus large qui touche son grand territoire. Je considère que si Paola VIGANO et Bernardo SECCHI ont posé un certain nombre de préconisations pour la ville, qui sont excellentes, subtiles, et qui sont tout à fait jouables, y compris en termes d'économie d'espace et d'économies tout court, cette ville ne réagit pas uniquement sur ses

frontières administratives. Elle est dans un grand territoire, avec des liaisons, avec de nouveaux espaces de travail, de collaboration à trouver. C'est ainsi que, le terme de métropole, ne peut pas être gommé du discours sur le projet urbain. C'est ainsi que les relations avec la mer, avec le Pic Saint Loup, Sète, Lunel, ne peuvent pas ne pas être évoquées sur un projet urbain de capitale régionale. Je dois dire que lorsque j'étais au Corum, cela m'a manqué dans l'exposé bien que je sois persuadé que la commande faite à Paola VIGANO et Bernardo SECCHI ne traite finalement que du projet urbain. Mais aujourd'hui, les conditions de vie et puis les conditions techniques, technologiques font que si on veut créer de l'emploi, de l'installation d'entreprises, il est important de reconsidérer l'ensemble des liaisons de la ville avec son propre territoire naturel. Ce que j'aimerais, et je m'adresse là aussi à Monsieur DELAFOSSE, c'est que, lorsque l'exposé sera fait en Conseil municipal sur le projet, la prospective du projet urbain, toutes ces problématiques de liaison avec le territoire soient évoquées même si la commande n'est pas celle-ci, mais qu'elles soient évoquées pour pouvoir anticiper les flux, les zones dans lesquelles doivent s'installer les densités ou les parcs d'entreprises.

Patrick VIGNAL : Madame le Maire, je partage l'avis de mon camarade Philippe. Je pense que ce projet est intéressant à long terme sur Montpellier 2040. Avoir une réflexion de prospective de la ville est intéressant et il faut le mettre au territoire de l'agglomération et au domaine de la métropole. Je fais partie des députés qui poseront un amendement auprès de l'Assemblée pour que la métropole travaille intelligemment avec les maires des communes pour une double signature sur les permis de construire. La bonne question qui se pose aujourd'hui est d'urbaniser entre Lunel et Sète. Il y a douze minutes entre Lunel et Montpellier et entre Sète et Montpellier par le train huit minutes. Dans le projet urbain, il faut penser la mobilité. Nous ne pouvons pas construire et bétonner qu'à Montpellier. Nous voulons une qualité de vie et une qualité de ville, je sais que vous y tenez Madame le Maire. Nous voulons aussi densifier la partie centre-ville car nous en avons les moyens. Je pense à l'opération mission Grand Cœur. Il faudra se poser la question sur un territoire plus global entre Lunel et Sète. Nous ne pouvons plus être repliés sur la cité de Montpellier. J'espère que nous ouvrirons le débat avec ces architectes de grands talents et que nous n'allons pas le réserver seulement à la ville. J'espère que la réforme territoriale permettra de savoir qui fait quoi et avec quel objectif. C'est une réforme intéressante et alléchante qui est en train de se vider de son sens. Nous l'avons déjà dit à Marylise LEBRANCHU. Il est temps de savoir qui fait quoi. Quelle est la mission de la ville de Montpellier pour les dix ans à venir ? Quelle est la mission de son agglomération et quelles seront les missions de la métropole. Je suis convaincu que nous avons les moyens d'avoir de vraies missions : à la ville, la proximité ; à la métropole et l'agglomération, l'urbanisation avec une partie tout ce qui est emploi et insertion ; au département, la partie sociale. Je crois que les citoyens ne comprennent plus nos réflexions sur nos collectivités. Il sera important de les redéfinir. Je reste convaincu que dans l'avenir nous arriverons à redéfinir la place de chacun.

Michel PASSET : Pendant longtemps j'ai considéré que les citoyens, particulièrement sur les questions d'aménagement du territoire et d'urbanisme, subissaient. Ils avaient finalement la connaissance des projets à court terme. Souvent, cela suscitait d'ailleurs, que l'on soit d'accord ou pas, beaucoup d'incompréhension car l'on ne voyait pas du tout pourquoi tel projet était là et dans quoi il s'insérait. Arriver maintenant à amener les gens à réfléchir sur ce que sera leur ville dans quinze, vingt ou trente ans est une bonne chose. Arriver à savoir quels seront les liens avec les autres territoires... il faut aller jusqu'au bout. La décision revient toujours aux citoyens. Et maintenant, et en cours de route, ce serait à eux d'adopter, de refuser ou de modifier les projets mis à leur réflexion. Sinon, leur réflexion n'aurait servi à rien, quel que soit le projet. Concernant la métropole, savoir si nous sommes métropole ou pas est un cadre fixé par l'Etat mais j'espère que l'on consultera les citoyens, un référendum serait le bienvenu.

Hélène MANDROUX : Normalement, il ne s'agissait que d'un simple avenant et non de parler du projet urbain 2040. Comme je vous l'ai expliqué, nous en débattons la prochaine fois. Là où je suis entièrement d'accord, c'est qu'il s'agit d'un projet de territoire, et du reste Paola VIGANO et Bernardo SECCHI en ont tenu compte, ne serait-ce que lorsqu'ils parlent de perméabilité. Par rapport aux changements climatiques, à l'environnement du futur en 2040, 50, 60, il faudra réfléchir à ce que nous allons faire. Nous sommes dans un régime méditerranéen : nous pouvons avoir à la fois la mer qui monte d'un côté et les oueds, nos petits ruisseaux qui aujourd'hui ressemblent pas à grand-chose, se transformer en fleuves un peu rugueux. Cela mérite réflexion. La perméabilité par rapport à la ligne à grande vitesse, à l'autoroute, car il faudra que cela passe en dessous, et pas que cela soit un barrage si nous ne voulons pas nous retrouver avec le problème de Nîmes. Il faudra de la perméabilité et de la fluidité. La réflexion de Monsieur SECCHI et Madame VIGANO par rapport au parc de la Lagune est très intéressante, mais il faudra partager avec le maire de Lattes et les

maires qui seront concernés, par cette proposition. Nous en parlerons la prochaine fois. Je mets au vote l'affaire 56 ? Monsieur MORALES, vous voulez redire un mot.

Christophe MORALES : Nous ne partons pas de la *tabula rasa*. Des études sont menées, un ScOT a permis de délivrer 2 900 hectares sur lesquels nous faisons 25% de consommation uniquement donc nous sommes très vertueux sur la densité. Sur les transparences hydrauliques, elles sont inscrites, nous menons une étude sur la continuité de l'A9 avec les communes de Baillargues, Saint-Jean-de-Védas, Montpellier. Nous menons aussi une étude en prévision de raser tout le Fenouillet, car c'était une lagune. Cela m'insupporte de voir des personnes qui arrivent et réinventent le monde. Les maillages du campus, les porosités du campus, les étudiants de l'école d'architecture y pensent et travaillent. A un moment donné, il faut savoir aussi tenir compte des études faites, et les prendre en compte et travailler avec ceux qui les ont menées. Moi, je n'ai pas été interrogé par les équipes sur la grande métropole, et je le regrette. Pour répondre à Monsieur VIGNAL, demain, je suis à Lunel pour travailler entre les deux métropoles.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

57. HABITAT PARTICIPATIF

Adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Collectivités pour l'Habitat Participatif (ANCHP) Approbation

Michaël DELAFOSSE:

La Ville de Montpellier soutient et encourage la démarche d'habitat participatif sur son territoire avec un premier projet en cours sur 2 lots d'environ 24 logements dans la ZAC des Grisettes. On peut caractériser l'habitat participatif par l'implication des habitants dans la conception, la production et la gestion de leur logement, avec une forte volonté de mutualiser des espaces communs et de s'ouvrir sur la vie de quartier.

Compte tenu de son engagement dans cette démarche, la Ville de Montpellier a adhéré au réseau national des collectivités pour l'habitat participatif et a approuvé la charte du réseau national par délibération du conseil municipal du 26 mars 2012.

Aujourd'hui le réseau national constate la nécessité de se structurer juridiquement en association à but non lucratif. Le fonctionnement de l'association se réfère à la charte d'orientation du réseau établie en 2011 qui se veut à la fois engageante et souple. Fixant les grandes orientations de coopération, elle préserve une liberté d'expérimentation et de soutien local propre à chaque collectivité. Elle garantit donc le développement d'une diversité de modèles.

L'association a pour objet le développement de l'habitat participatif dans toute sa diversité au sein des politiques publiques. Elle promeut les valeurs inscrites dans la charte d'orientation et concourt à une approche renouvelée de la conception, de la production et de la gestion du logement.

L'association a pour objectif :

- de capitaliser et mutualiser les ressources et l'expertise développées par ses membres,
- de représenter l'association auprès des pouvoirs publics et des partenaires nationaux,
- de sensibiliser et accueillir les acteurs désireux de s'engager dans une telle démarche.

Le montant de la cotisation annuelle de cette adhésion s'élève pour l'année 2014 à 2000€ TTC.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Collectivités pour l'Habitat Participatif (ANCHP) avec statut de l'association en pièce jointe),
- de dire que la dépense de 2 000 € sera imputée sur le budget de la ville (chapitre 928 241)
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Madame le Maire, je vais faire plaisir à Christophe MORALES qui a fait son mémoire d'étude sur l'habitat participatif. La ville de Montpellier, qui a lancé dans le quartier des Grisettes deux lots d'habitats participatif, adhère au réseau national des collectivités pour l'habitat participatif et a obtenu une reconnaissance législative à travers la loi ALUR. Nous avons deux groupes d'habitants. L'idée est d'en avoir un par ZAC. A travers ce réseau, ce qui est mis en avant c'est l'échange de bonnes pratiques, retour d'expérience sur ce sujet nous avançons pas à pas. Les citoyens s'organisent sur ces mécanismes d'autopromotion.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Passet (avec la procuration de Mme Prunier), M. Sudres rentrent en séance.

58. Cotisation pour l'année 2014 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)

Michaël DELAFOSSE:

L'Association nationale VPAH et VSSP développe une action globale, politique et technique, urbanistique et économique, sociale et culturelle au sein de commissions thématiques, d'ateliers, de rencontres et de missions d'étude à l'échelon national, européen et international dans les domaines de la protection et de la valorisation du patrimoine.

Fort de son secteur sauvegardé, approuvé le 1^{er} septembre 1977 par décret pris en Conseil d'Etat, et de ses 3 zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP), approuvées par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006, Montpellier remplit largement la condition de fond pour adhérer à cette association.

Au titre de membre de l'Association, Montpellier bénéficiera :

- de documents édités par l'ANVPAH & VSSP (lettres d'information, actes et dossiers de séminaires),
- de formations et séminaires,
- d'accompagnement de projets.

Elle participera :

- aux échanges d'expériences des collectivités françaises et internationales,
- aux groupes de travail techniques avec des experts,
- aux rencontres de partenaires,
- à un réseau structuré pour porter ses interrogations et attentes auprès des ministères et des assemblées parlementaires.

Considérant la délibération du Conseil municipal du 30 juin 2008 approuvant l'adhésion annuelle de la Ville à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire et des villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH), et la délibération du Conseil municipal du 6 mai 2013 acceptant le versement de la cotisation à l'ANVPAH pour l'année 2013, il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'ANVPAH pour l'année 2014.

Le montant de la cotisation est fixé à 4500€ pour les villes de plus de 200000 habitants.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le versement de cotisation 2014 à l'ANVPAH,

- de prélever le montant de la dépense sur le crédit inscrit au budget 2014 de la Ville aux chapitres 903 – 908 - 928 du CRB 28500,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Mes camarades ont de l'appétit intellectuel, surtout pour citer le ministre MALRAUX qui a créé les secteurs sauvegardés dont nous achevons la révision. Il s'agit des règles d'urbanisme dans le centre historique. Nous adhérons à l'association qui nous permet de travailler sur la réhabilitation du patrimoine, soumis aux pressions de l'époque contemporaine, la vie des commerçants, des habitants Cette association a fêté ses 50 ans à Montpellier sous la présidence du sénateur Yves DAUGE et a salué le travail qui a été fait sur le secteur sauvegardé, même si beaucoup reste à faire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Viguié sort de séance.

59. Zone d'Aménagement Concerté des Grisettes **Concession d'aménagement Ville/SERM** **Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)**

Michaël DELAFOSSE:

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a lancé la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Grisettes, située au sud ouest de Montpellier, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur parc public du Mas Nougier.

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a approuvé la création de la ZAC des Grisettes par délibération du 20 décembre 2005.

D'une superficie de 20 ha environ, cette opération prévoit, dans un objectif de mixité urbaine, la construction d'environ 1500 logements sous forme d'immeubles d'habitat collectif diversifiés, accompagnés de commerces et de bureaux. Cette opération contribue également au développement des équipements dans le quartier, avec la reconstruction d'un groupe scolaire Beethoven, à proximité et la création d'un parc public, l'agriparc du mas Nougier. Le programme global des constructions est de 140 000 m² de SHON dont 15 000 m² de bureaux et de commerces. Le quartier s'organisera autour de deux axes structurants : la grande Rambla et la petite Rambla, espaces publics majeurs du quartier.

Par délibération du 6 novembre 2006, le Conseil municipal a, par ailleurs, approuvé le contrat de concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de la ZAC des Grisettes.

Par délibération du 24 avril 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC, et le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 4 juin 2008.

Par la suite, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de cette opération et a adopté la déclaration de projet relative à cette ZAC par délibération du 9 février 2009.

Le projet a fait l'objet d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral du 10 Septembre 2009.

Le document faisant le bilan des acquisitions foncières a été communiqué à la Ville. A ce jour, le foncier de la ZAC est totalement maîtrisé.

Les logements de la première tranche de la ZAC sont quasiment tous livrés ainsi que la deuxième avec la livraison du pôle médical, l'EHPAD et la crèche à l'automne 2013. La troisième tranche devrait être finalisée fin 2013 / début 2014 et les 2 lots réservés à l'habitat participatif (24 logements environ) évoluent très favorablement avec un dépôt de permis de construire à l'automne et le début des constructions pour début 2014.

Courant de l'année 2011, la ZAC a été lauréate de l'appel à projet éco-quartier lancé par le ministère Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et du Transport (MEDAT) dans la catégorie "nature en ville". Cette démarche se poursuit pour le quartier des Grisettes engagé dans la labellisation « écoquartier 2013 ».

Au 31 décembre 2012, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 23 426 000 € et les recettes perçues à 23 088 000 €. A la même date le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 43 010 000 €.

Ce montant en hausse du fait notamment d'une bonne commercialisation de l'opération permet de porter le fonds de concours de la ZAC au bénéfice de la Ville à 6 940 000 € soit une augmentation de 1 600 000 €. Il contribuera notamment à l'amélioration de la circulation et à la sécurisation des piétons aux abords de l'école Beethoven.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC des Grisettes, qui a été établi au 31 décembre 2012 par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012,
- de prendre acte des documents identifiant les cessions foncières effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

60. Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Avenant n°1

Michaël DELAFOSSE:

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, qui vise à créer à terme le quartier de la Restanque, quartier qui s'inscrit dans la continuité du tissu urbain existant à proximité (quartiers de Saint Martin, de Tournezy...).

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre ville, proche de la 2^{ème} et desservi par la 4^{ème} ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha regroupant de l'habitat diversifié (collectifs, maisons de ville ...) des bureaux, des commerces, des activités, des équipements publics. Ce programme nécessitera un ensemble de travaux de voiries, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Collectivité à désigner la SPLA SAAM en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession.

Au 31 décembre 2012, le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 266 200 000 € H.T. en dépenses et recettes.

Le bilan de l'année 2012 fait apparaître une dépense de 102 000 € correspondant notamment à la rémunération forfaitaire de la SAAM.

Dans un premier temps, et préalablement à tout engagement opérationnel à la vue des enjeux et de la complexité de cette opération, il convient de répondre prioritairement aux deux objectifs suivants :

- mettre en place une méthode et une stratégie qui permettront, sur la base d'un plan guide, d'accompagner les mutations et de réaliser le programme de constructions en veillant au respect des équilibres financiers,
- réaliser les études nécessaires à l'obtention des autorisations administratives, et notamment du dossier de réalisation de ZAC comprenant le programme des équipements publics.

Le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC) prévoit ainsi un développement mesuré de l'opération, qui se concentre sur ces deux objectifs pour les premières années, reportant ainsi les participations de la Collectivité à 2018.

A ce titre, un avenant n°1 à la concession d'aménagement propose une nouvelle répartition de l'échéancier de la rémunération forfaitaire de la SAAM et une modification du phasage des participations de la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la ZAC de la Restanque, qui a été établi au 31 décembre 2012 par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement actant la nouvelle répartition de l'échéancier de la rémunération forfaitaire de la SAAM et une modification du phasage des participations de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) sort de séance.

61. Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch
Concession d'aménagement Ville/SERM
Avenant n°3
Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Michaël DELAFOSSE:

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de près de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare, dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus extrêmement accessible. D'une part il comprend le projet d'extension et de modernisation de la gare Saint-Roch, dont la première tranche a été livrée en juin 2013. D'autre part, les quatre lignes de tramways le desservent, et un parking public est en cours de réalisation.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation alors réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Dans le courant de l'année 2012, la ZAC Nouveau Saint-Roch a fait l'objet de diverses études afin de continuer à constituer les dossiers réglementaires et d'affiner les études pré-opérationnelles (hydraulique, ...), et a vu la livraison des premiers bâtiments. En effet, ceux-ci sont situés sur les parcelles bordant la rue Colin, au sud de la gare et à l'est des voies ferrées. Elles intègrent des bureaux pour la SNCF, des logements et un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

Les recettes de cessions correspondantes à ces opérations ont été perçues en 2011 et 2012.

Par ailleurs, le parking prévu dans l'opération est en cours de réalisation par l'aménageur au titre des équipements publics de la ZAC. Sa capacité prévisionnelle d'environ 800 à 900 places répond aux besoins spécifiques du centre-ville, tant au regard des utilisateurs de la gare Saint-Roch, que des commerces, des services et des résidents du quartier. Ce parking en bordure des voies ferrées, à proximité du pont de Sète et de la gare est en cours de réalisation. Il sera à la fois très accessible depuis la gare Saint-Roch, et réalisé dans un calendrier adapté à la livraison de la deuxième phase de rénovation de la gare.

Une diminution des surfaces constructibles et des coûts de travaux, générée par une évolution du plan masse de la ZAC, se traduisent par une baisse du montant du bilan, qui s'équilibre désormais en recettes et dépenses à 64 831 000 €.

Compte tenu du plan de trésorerie prévisionnel figurant au bilan d'aménagement, il est proposé une avance de trésorerie de 2 000 000 € qui sera versée par la Ville au mois de décembre 2013.

Au 31 décembre 2012, les dépenses engagées par la ZAC s'élevaient à 8 466 000 € pour un montant total de recettes perçues de 6 770 000 €.

La participation de la Ville à la ZAC, d'un montant de 24 984 000 HT dans le précédent bilan, a été adaptée suite à une réévaluation du coût du parking public, constituant l'objet de l'avenant n°3. Elle s'élève dans ce nouveau bilan à 24 484 450 € HT. La Ville mène une procédure de délégation de service public afin de désigner un concessionnaire pour l'exploitation de ce parking.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch, établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions et les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Nouveau Saint Roch du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes de la convention d'avance de trésorerie ci-jointe ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°3 à la concession d'aménagement adaptant notamment le montant de la participation de la Ville pour le parking public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**62. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne,
secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Rapports spéciaux sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2012)
Avenant n°7**

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales

et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m² de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m² de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m² de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m² de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m² SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m² SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui dénommé « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3^e ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyen et long termes, la Ville a confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En 2011, la ZAC Port Marianne – Parc Marianne s’est distinguée en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Ecoquartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier.

Par délibération du 1^{er} octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d’intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la ZAC (10%).

Au 31 décembre 2012, le montant total des charges engagées au titre de la concession d’aménagement s’élève à 55 518 000 € pour un montant de recettes constaté de 45 486 000 €.

Le bilan prévisionnel total de l’opération s’équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 110 908 000 €, en diminution de 14 894 000 € par rapport au bilan précédent, due principalement au projet de relocalisation de locaux d’activités économiques hors du périmètre de la concession, modifiant le montage initialement envisagé. L’augmentation du poste des travaux de viabilité est due pour une grande part à de nouveaux aménagements de protection hydraulique. Il est admis une revalorisation des charges foncières (330 €/ m² sdg logement, 220 € pour le logement social). La réalisation de trois nouveaux lots (4B, 7B et 15) au nord-est et au sud-est de la ZAC permet à l’opération d’intégrer la prise en charge du foncier d’un équipement public majeur (centre culturel ou musée inscrit au PEP) entre le parc Georges Charpak et la rue Joan Miró.

La participation de la Ville pour la réalisation des équipements publics primaires (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone, rue Joan Miró) reste globalement inchangée à 34 170 000 € HT.

L’évolution du bilan de la ZAC permet de dégager un fonds de concours de 1 M€ en 2025.

Considérant à présent le calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération, un avenant n° 7 à la concession d’aménagement vous est proposé en vue du recalage dans le temps de l’échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l’opération.

En application des dispositions de l’article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi des rapports spéciaux sur l’exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l’année 2012 qui vous sont présentés en annexe de cette délibération.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 concernant la zone d’aménagement concerté Port Marianne-Parc Marianne, secteur de la Baume et avenue Raymond Dugrand, établi par la Société d’équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d’aménagement ;
- d’approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu’établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions et acquisitions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte des rapports spéciaux joints, établis par la SERM sur l’exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l’année 2012, et qui vous ont été présentés ;
- d’approuver les termes de l’avenant n°7 à la concession d’aménagement en vue de recalibrer dans le temps l’échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l’opération ;
- d’autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l’Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l’unanimité.

63. Zone d'aménagement concerté Port Marianne

Rive gauche

Concession d'aménagement Ville-SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Avenant n°4

Michaël DELAFOSSE:

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbanisme-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (BET environnemental).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces,
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3^{ème} ligne sur l'avenue Raymond Dugrand,
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale,
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonné,
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné sous l'appellation « Pont de la République » assurera la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles,...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et le futur

hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque,...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement vous est aujourd'hui proposé pour approbation. Cet avenant permet également de modifier la date de remise des comptes rendus annuels à la collectivité.

Au 31 décembre 2012, les dépenses engagées s'élevaient à 8 817 000 € pour un montant total de recettes perçues de 6 605 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 38 752 000 €, en augmentation de 2 059 000 € par rapport au bilan de l'exercice 2011. Le bilan de l'opération maintien le versement d'un fonds de concours dont le montant reste inchangé à 4 800 000 €.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpellieraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°4 à la concession d'aménagement actant la modification de la participation financière de la Ville à l'opération et son échéancier de versement, et modifiant la date de remise des comptes-rendus annuels à la collectivité ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

64. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Avenant n°10

Michaël DELAFOSSE:

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.

Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I^{er} d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I^{er} d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme de l'îlot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Aujourd'hui, compte-tenu des quelques aménagements et opérations restant à réaliser (construction de l'immeuble de bureaux de l'îlot M notamment), il est proposé, par un avenant n°10, de proroger de deux ans la concession d'aménagement pour permettre à la SERM d'assurer ses missions jusqu'au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2012, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 47 170 000 € en dépenses et en recettes dont 44 451 000 € engagés en dépenses et 46 330 000 € perçus en recettes.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2012,
- d'approuver les termes d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement afin de proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2016,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

65. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°9

Michaël DELAFOSSE:

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet

équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

Depuis, la très bonne commercialisation de la ZAC a généré un niveau de recettes suffisamment important qui permet de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La bonne santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un nouveau fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Au 31 décembre 2012, les dépenses engagées s'élevaient à 39 933 000 € pour un montant de recettes perçues de 42 205 000 €, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibrant à 44 762 000 € en dépenses et en recettes, soit une augmentation de 544 000 € liée à principalement au poste de travaux VRD.

Compte tenu de la commercialisation à venir de l'île Y, il est proposé un avenant n°9 à la concession d'aménagement en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

En conséquence il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les acquisitions et les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°9 à la concession d'aménagement en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**66. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur
Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)**

Michaël DELAFOSSE:

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM.

Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibérations du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, totalisera environ 1 500 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m², ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (avenue Raymond Dugrand et avenue Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 800 places, sera situé sous l'îlot H de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permettra de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de l'îlot H et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (participation reportée en 2012 et 2013 au lieu de 2010 et 2011 pour un montant global inchangé de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de l'îlot H par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Au 31 décembre 2012, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 55 050 000 € et les recettes perçues à 53 663 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à 73 268 000 €, en diminution d'environ 1 039 000 € par rapport à l'exercice 2011.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

67. Zone d'aménagement concerté Blaise Pascal

Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Michaël DELAFOSSE:

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est bordée par la rue de la Vieille Poste au nord, par l'avenue Pierre Mendès France au sud, par la rue Henri Becquerel à l'est et par les premières maisons du quartier de la Pompignane à l'ouest.

Il s'agit d'une opération publique d'initiative communale, concédée à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) par convention en date du 27 mars 1988 approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 février 1988.

Le quartier a été conçu par l'architecte Claude VASCONI. La ZAC s'étend sur environ 31 ha et a permis la réalisation d'environ 1 400 logements, dont plusieurs ensembles de logements sociaux, de bureaux, de commerces ainsi que d'un important programme d'équipements publics, comprenant notamment le gymnase Mireille Bessière et le groupe scolaire Blaise Pascal/Sarah Bernhardt.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal du 26 juin 1987 et son dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Une procédure d'extension-modification de cette ZAC a fait suite à cette décision, initiée par délibération du Conseil municipal en date du 30 janvier 1990. Cette délibération approuvait en outre les termes de l'avenant n°1 au traité de concession Ville-SERM permettant de renforcer le potentiel constructible de la ZAC et de mieux prendre en compte l'aménagement de ses abords, notamment le long de l'avenue Pierre Mendès France. Par délibération du 23 novembre 1990, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de cette extension-modification.

Un avenant n°2 au traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1992 supprimant, notamment, en cohérence avec les résultats d'une étude prospective sur l'immobilier d'entreprise, une partie des recettes de cession et des dépenses d'aménagement correspondantes.

Par ailleurs, un avenant n°3 visant notamment à proroger la durée du traité de concession a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995.

Un avenant n°4 a été ensuite approuvé par délibération du Conseil municipal du 31 juillet 1998 prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°5 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la convention publique d'aménagement prorogeant ladite convention jusqu'au 31 décembre 2006 afin de permettre à la SERM d'achever sa mission.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'achèvement de la ZAC nécessitant encore la réalisation de travaux d'aménagement sur la rue Hippolyte Fizeau et sur l'avenue Albert Einstein, un avenant n°7 à la concession d'aménagement prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2009 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant retirée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement visant à proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011 pour permettre

l'achèvement des derniers aménagements de voirie et de réseaux aux abords de l'avenue Albert Einstein et de la rue Robert Baden-Powell.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession prorogeant la mission de la SERM jusqu'en 2015 pour permettre l'aménagement d'une parcelle située en bordure de la place Tycho Brahé, en vue de la réalisation de la dernière opération de logements de l'opération (environ 2500 m² de SDP). L'acquisition du terrain d'assiette de cette opération n'ayant toutefois pu se concrétiser que durant l'année 2012, plus tardivement qu'envisagé initialement, une nouvelle prorogation de la mission de la SERM a dû être actée jusqu'en 2017 par un avenant n°11, approuvé par délibération du Conseil municipal le 23 juillet 2012.

Au 31 décembre 2012, le bilan de l'exercice de l'opération s'établit à 19 674 000 € en dépenses et en recettes dont 19 159 000 € réalisés en dépenses et 18 763 000 € en recettes.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la zone d'aménagement concerté Blaise Pascal, qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement,
- d'approuver le bilan prévisionnel tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2012,
- de prendre acte du document joint identifiant les acquisitions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Blaise Pascal du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

68. Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer
Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives
de puissance publique (année 2012)
Avenant n°12

Michaël DELAFOSSE:

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer se développe en rive droite du Lez, entre l'urbanisation existante et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

De nombreux promoteurs et architectes ont mis en œuvre depuis plusieurs années les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1^{ère} extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération doit permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1^{ère} extension de ZAC prévoit également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m³, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier.

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une nouvelle procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2^{ème} extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la

continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la future 3^{ème} ligne de tramway réalisée par la Communauté d'agglomération.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener dès maintenant les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest du parvis du futur hôtel de Ville (opération « *Parvis 2* ») pour l'accueil d'environ 6 000 m² de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville.

Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM de l'opération « *Parvis 2* » prévue par l'avenant n° 5 à la concession d'aménagement, constatant la possibilité de réalisation de cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC (phase 3), déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Enfin, désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public du projet d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance sont de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par délibération du 20 juin 2011, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) valant enquête pour la protection de l'environnement, ainsi que le dossier d'enquête parcellaire relatifs à l'extension de ZAC.

Les enquêtes conjointes correspondantes se sont déroulées du 28 février au 30 mars 2012. Le commissaire enquêteur désigné pour les conduire, a conclu, dans son rapport en date du 26 avril 2012, à un avis favorable sans réserve sur la réalisation de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (phase 3), sur la demande de déclaration d'utilité publique de l'opération et sur la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Au vu de ces conclusions, par délibération du 25 juin 2012, le Conseil municipal a prononcé l'intérêt général de l'opération et a adopté la déclaration de projet préalable à sa réalisation, permettant ainsi à la Ville de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault d'en déclarer l'utilité publique.

Nonobstant cette procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) qui devra être menée à son terme, le Conseil municipal a engagé par délibération du 6 février 2012 une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche qui répond à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2^{ème} extension de la ZAC, sera aussi l'occasion d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. Ce nouvel ajustement de périmètre ne se traduit pas par une extension correspondante de l'emprise et du programme de la concession d'aménagement.

Un avenant n°12 venant modifier l'échéancier de versement de la participation de la Ville vous est aujourd'hui proposé afin d'adapter cet échéancier au calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC.

Au 31 décembre 2012, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 96 441 000 € et à 99 174 000 €. A la même date, le bilan prévisionnel total s'équilibre en dépenses et en recettes à 114 704 000 € et reste stable par rapport à celui de l'exercice 2011.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement actant la modification de l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2012, et qui vous a été présenté ;
- de prendre acte des documents joints identifiant les cessions et acquisitions effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

69. Réaménagement du quartier de la Pompignane Mandat Ville/SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Avenant n°1

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé par délibération en date du 25 juin 2012 de lancer le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell, Areva,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Les études réalisées depuis 2009 ont permis de constater un certain nombre de déséquilibres urbains (en matière d'habitat, de commerce/centralité, de mono-fonctionnalité, de qualité des espaces publics, de lien avec le reste de la ville, de déplacements en modes doux). Ces études ont également permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une cité-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Les principaux enjeux et objectifs de ce projet sont :

- L'affirmation de la centralité et de l'urbanité de ce quartier (équipements publics, espaces publics, commerces, formes urbaines, image, qualité), associé à un équilibre social présentant une plus grande mixité ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier et une plus grande mixité fonctionnelle du plateau industriel de la Pompignane ;
- Le développement des modes de circulation doux (piétons, vélos), des transports en commun et de la transversalité inter-quartiers ;
- La conception de formes urbaines adaptées au contexte (densité, diversité, tenue de l'espace public, coutures urbaines, etc.) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique et de la valorisation paysagère.

Devant le constat d'une complexité de projet, des études complémentaires et la mise en œuvre d'un processus de définition du projet de réaménagement permettant la désignation d'un architecte en chef (dialogue compétitif) sont apparus nécessaires.

Aussi, par décision du 20 décembre 2012, Madame le Maire a décidé de confier un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012 pour la réalisation desdites études, sur une durée de 24 mois.

L'année 2012 a vu la réalisation d'études complémentaires et le lancement d'une procédure de dialogue compétitif. Le choix du projet lauréat et la désignation de l'architecte en chef du projet de réaménagement sont prévus pour le 1^{er} trimestre 2014.

Jusqu'à désignation d'un concessionnaire pour le réaménagement du quartier, la Ville de Montpellier doit engager, avec l'architecte en chef qui sera désigné, l'approfondissement des études pour la bonne définition et la mise en œuvre ultérieure du projet d'urbanisme.

Afin d'anticiper la maîtrise foncière nécessaire à la bonne marche du projet, la Ville de Montpellier souhaite en outre confier une mission de recherche et de négociations foncières sur l'ensemble du secteur Pinville. L'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon sera sollicité pour intervenir dans le cadre des acquisitions et du portage foncier nécessaires.

La Ville de Montpellier souhaite ainsi confier à la SAAM – compte tenu de son statut de Société publique locale d'aménagement (SPLA) ces missions complémentaires (études et négociations foncières) dans le cadre d'un avenant n°1 au mandat d'études dont le projet est annexé à la présente délibération. Cet avenant vise aussi à

proroger la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2016, afin de permettre la bonne réalisation des missions confiées à la SAAM.

Compte tenu de ces nouvelles missions incluses dans l'avenant n°1, un premier bilan ajusté de l'opération est proposé à la date du 31 décembre 2012, se traduisant par un montant des dépenses fixé à 683 000 € TTC et un montant de remboursement du mandat par la Ville équivalent.

Au 31 décembre 2012, le montant des dépenses constatées s'élevait à 0 € TTC, l'opération n'ayant pas connu d'activité en 2012.

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de l'opération de mandat d'études pour le « Réaménagement du quartier de la Pompignane » qui a été établi par la Société d'aménagement de l'agglomération montpelliéraine (SAAM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de mandat actant l'extension des missions de la SAAM sur le secteur de la Pompignane et la prorogation de la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2016 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SAAM à la date du 31 décembre 2012, intégrant les charges et produits liés à l'extension de ses missions telles que prévues dans le projet d'avenant n°1 à la convention de mandat ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 47

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Saurel sort de séance.

70. ECOLE D'APPLICATION DE L'INFANTERIE
Concession d'aménagement Ville/SAAM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)
Avenant n°1

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement, de son rayonnement et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares au potentiel remarquable situé à proximité du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent un fort attachement. Par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2010 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouvel élan.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 265 000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc d'au moins 15 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone. La SAAM acquerra auprès de la Ville l'ensemble immobilier acquis par celle-ci auprès de l'Etat en reprenant à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat. Par ailleurs, il appartient à la SAAM de mener, avec l'implication forte de la Ville, des processus novateurs d'association du public pendant la phase de conception et de réalisation du projet urbain, poursuivant ainsi la démarche de concertation ambitieuse et originale engagée par la municipalité dès 2009 avec l'Appel à idées, puis une concertation citoyenne et les ateliers urbains.

Le bilan financier prévisionnel initial de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établissait à 98.482.000 €HT en charges et produits, les charges intégrant l'acquisition auprès de la Ville du foncier de l'ancienne EAI et les recettes provenant des cessions de terrains viabilisés, des subventions et des participations de la Ville de Montpellier.

Le bilan présenté intègre des ajustements liés à l'activation immédiate du site par l'implantation d'entreprises culturelles et de l'économie créative dans des bâtiments existants adaptés pour cet objet. Il a été augmenté 2.809.000 €HT en dépenses et 2.809.000 €HT en recettes et s'établit à 101.292.000 €HT en dépenses et recettes. Au 31 décembre 2012, 6.871.000 €HT ont été réalisés en dépenses tandis qu'aucune recette n'a été réalisée à ce stade de l'opération.

La participation de la Ville de Montpellier nécessaire à l'équilibre de l'opération reste inchangée mais les montants annuels des versements sont reventilés en fonction des besoins de trésorerie ce qui nécessite l'approbation d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement. Cet avenant n°1 permet également d'intégrer une mission de gestion immobilière relative à l'activation immédiate du site.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- e prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 établi par la Société d'aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SAAM au 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions effectuées par la SAAM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Mustapha MAJDOUL : Compte tenu de notre position concernant ce site qui est la sanctuarisation de l'ensemble des espaces non urbanisés et la protection des vingt-trois hectares de l'appétit des promoteurs immobiliers, nous ne pouvons que voter cette délibération. En 2000, quand la ville a acheté le commissariat Clémenceau à l'Etat pour 20 millions de francs, la majorité de l'époque présentait comme une hérésie le fait de ne pas pouvoir amortir l'achat par son imputation et la construction de logements. Nous avons défendu, avec plusieurs associations, le jardin sur l'intégralité du terrain et feu FRECHE nous a donné raison. Personne ne peut nous reprocher cette sage décision. Nous essayons de faire de même Madame le Maire, les Montpelliérains vous seront très reconnaissants.

Michaël DELAFOSSE : Cet exercice, qui d'habitude a lieu fin juillet, montre la densité de l'action de la majorité municipale, des principes d'aménagement je voudrais faire quelques remarques. Le quartier rive gauche est un éco quartier ; le quartier EAI sera à énergie positive ; le parc qui, quand même était auparavant un terrain d'entraînement pour l'infanterie, deviendra un parc et c'est un élément d'acquisition de la municipalité ; la question de la Restanque est une concession jusqu'en 2042, ce qui montre qu'il y a une maîtrise du temps long. Les différentes Zones d'Aménagement Concertées se phasent en fonction du développement de la ville. Je voudrais signaler que celle de Malbosc va se clôturer par la réalisation de l'installation d'un service public postal prochainement, un bureau de poste. L'ensemble de ces CRAC montre le dynamisme de la ville et surtout l'excellente gestion de l'aménageur pour lequel nous donnons concession, puisque ces ZAC sont à l'équilibre du point de vue financier, que les aménagements réalisés en leur sein sont financés par des conventions de participation, que les promoteurs paient pour pouvoir réaliser les équipements publics sous la houlette de la SERM. Nous avons aussi, outre le débat budgétaire posé, un autre levé financier d'action publique qui est important. Le futur quartier de l'EAI qui verra disparaître l'ensemble des maisons bordant l'avenue de Toulouse et donc l'ouverture du parc vers l'avenue de Toulouse requalifiée sera financée par ces modalités. La transformation de l'avenue de Toulouse indispensable pour les Montpelliérains n'est possible que parce que nous maintenons l'opération d'aménagement de l'EAI sous la houlette de la SAAM et à partir de ce *master plan*. Cela illustre que la relation entre la ville, la SERM et la SAAM est une relation de confiance qui nous permet de servir aux mieux les Montpelliérains dans l'intérêt de leurs deniers.

Hélène MANDROUX : Vous avez bien fait d'insister sur le fait que l'EAI va permettre d'ouvrir sur l'avenue de Toulouse. Cette l'avenue de Toulouse mérite d'être requalifiée. Dans la réflexion de Bernardo SECCHI et Paola VIGANO sur la perméabilité et de la fluidité, en ouvrant ce parc sur l'avenue de Toulouse, nous allons redonner de la perméabilité et de la fluidité. Quand nous arriverons dans Montpellier par cette avenue de Toulouse, nous aurons une autre image. Le parc va être ouvert sur tout le côté de Pedro de Luna. Tout le côté de Pedro de Luna va être concerné par tout ce qui va se passer de l'autre côté de cette avenue de Toulouse qui constituait une rupture. Nous allons avoir une ouverture et c'est aussi l'intelligence de ce projet.

Pour : 43

Contre : 3

Abstentions : 1

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

71. ZAC OVALIE

Concession d'aménagement Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie

Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2012)

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Par délibération du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé d'une part le dossier de réalisation, d'autre part le programme des équipements publics.

Par arrêté préfectoral, en date du 13 avril 2005, les travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie ont été déclarés d'utilité publique.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Cette opération, d'une superficie de 32 hectares, est bordée par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le ruisseau du Rieucoulon à l'ouest. Elle a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier en offrant, dans un cadre paysagé de qualité, environ 2800 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics majeurs bordés de commerces et d'équipements publics permettant d'assurer une animation des lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier a implanté le stade de rugby « Yves du Manoir » en bordure du quartier Ovalie, participant ainsi à la valorisation de ce secteur de ville. Le prolongement de la rue de Bugarel jusqu'à la rue du Pas du Loup permet en outre d'assurer une liaison forte avec le quartier de Bagatelle.

Par délibérations du 26 octobre 2005 et du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a respectivement approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement fixant les conditions économiques et administratives propres aux acquisitions foncières et conduisant à adapter les rémunérations de la SERM, et un avenant n° 2 autorisant la SERM à confier la mission "Sécurité et Protection de la Santé" à un prestataire extérieur après mise en concurrence.

Le bilan qui est présenté s'établit à 76 868 000 € en dépenses et 76 868 000 € en recettes, dont 55 225 000 € réalisés en dépenses et 43 262 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2012.

Le bilan a été augmenté de 786 000 € en dépenses en raison notamment d'une hausse des frais financiers générés par un nouvel emprunt de 5 millions d'euros nécessaire au bon avancement de l'opération. Cette hausse des dépenses est compensée par une augmentation des recettes due à la réduction du programme de bureaux au profit du logement. La participation d'équilibre de la Ville reste inchangée : elle s'établit toujours à 3,6 millions d'euros.

Afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie permet d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2016.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2012, qui est présenté en annexe de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 établi par la SERM, titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2012 ;
- de prendre acte des documents identifiant les acquisitions et les cessions effectuées par la SERM entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie,
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46
Contre :
Abstentions : 1
Adopté à l'unanimité.

72. ZAC La Fontaine
concession d'aménagement Ville/SERM
compte-rendu annuel à la collectivité
exercice 2012
avenant n°10

Michaël DELAFOSSE:

La zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Fontaine est située à l'ouest de la commune de Montpellier, en bordure immédiate du tissu bâti de Celleneuve. Elle a pour objectif de prolonger le quartier de Celleneuve vers l'ouest en intégrant la construction de logements et l'implantation d'activités notamment commerciales. La ZAC a permis sur 10 hectares environ la création d'un nouveau quartier assurant diversité et mixité sociale (logements locatifs, en accession, sociaux, activités, commerces,...).

Par ailleurs, le quartier de la Fontaine comprend des équipements publics, parmi lesquels on peut citer :

- l'école maternelle Pape Carpentier,
- le CIO (centre d'information et d'orientation),
- la place Mansart (piétonne),
- la création « d'un canal » et d'un mail planté en partie centrale,
- une antenne de l'ANPE,
- le parc Edouard André,...

Un soin tout particulier a été apporté au traitement paysager de ce quartier tant en bordure du carrefour Willy Brandt qu'au coeur de la ZAC. Ce souci d'un environnement de qualité est également visible dans le traitement particulier des espaces publics : square Louis Carles situé devant l'école, plantations sur la place François Mansart, aménagement minéral et création de fontaine sur le quai Louis le Vau,...

Tous ces aménagements publics contribuent à l'amélioration du cadre de vie quotidien.

L'aménagement de cette zone a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine par traité de concession du 18 juillet 1986.

Le dossier de création-réalisation de la ZAC de la Fontaine a été approuvé par délibération du 12 juillet 1985 et par arrêté préfectoral du 19 décembre 1986.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 19 décembre 1985. Une modification du plan et du règlement d'aménagement de zone a été approuvée par la délibération du Conseil municipal du 26 février 1999.

Elle fixait les objectifs suivants :

- renforcer le traitement paysager de la ZAC notamment dans sa partie sud,
- créer un parc public orienté vers des activités de détente et de loisirs,
- accentuer le caractère résidentiel du quartier avec de nouvelles opérations composées en majorité de maisons de ville.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°6 la durée de la concession d'aménagement et la mission SERM jusqu'au 31 décembre 2008, permettant ainsi de terminer les derniers aménagements d'espaces publics.

Il faut noter que dans le cadre de cette concession, la SERM n'a pas exercé de prérogatives de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation, ...).

Le 27 juillet 2009, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°7 la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 pour permettre des travaux de finition et d'amélioration.

Le 25 juillet 2011, le Conseil municipal dans un avenant n°8 a prorogé la durée de la concession d'aménagement pour permettre à la SERM d'achever sa mission.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a prorogé par voie d'avenant n°9 la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013 pour percevoir une convention de participation prévue dans le bilan de la ZAC et clore l'opération.

Cette convention de participation n'ayant pas été perçue en raison d'un abandon de l'opération par le promoteur retenu, il est aujourd'hui proposé un avenant n°10 à la concession d'aménagement pour proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2014 permettant ainsi la clôture de l'opération et verser une participation d'équilibre de 77 000 € correspondant au résultat d'exploitation de la ZAC avant sa clôture.

Le bilan de la ZAC s'établit à 8 726 000€ en dépenses et 8 726 000€ en recettes, dont 8 630 000 € réalisés en dépenses et 8 649 000€ réalisés en recettes au 31 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2012 de la ZAC La Fontaine qui a été établi par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, (SERM), aménageur,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la Société d'Équipement de la Région Montpellier à la date du 31 décembre 2012,
- d'approuver les termes de l'avenant n°10 à la concession d'aménagement,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions : 1

Adopté à l'unanimité.

**73. ZAC Malbosc
concession d'aménagement Ville/SERM
compte-rendu annuel à la collectivité
exercice 2012**

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs desservis par la ligne de tramway n°1, le Conseil municipal a confié un mandat d'étude à la société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par délibération du 2 juin 1998, concernant le secteur de Malbosc situé à l'ouest de la route de Grabels.

Par délibération du 26 février 1999, le Conseil municipal a lancé la zone d'aménagement concerté (ZAC) Malbosc. Cette opération, d'une superficie de 38 hectares, a pour principaux objectifs :

- de répondre aux besoins en logements dans le secteur nord-ouest de la ville. A ce titre, le programme de la ZAC de Malbosc prévoit environ 2100 logements répartis en différents types : collectifs, intermédiaires et de façon plus marginale, individuels ;
- de constituer un quartier équilibré et animé : outre les logements, ce quartier comprend des commerces, des activités et services, deux groupes scolaires. Il est desservi par une station de tramway, autour de laquelle est organisé un vaste espace public sur lequel a ouvert en 2009 la maison pour tous Rosa Parks;
- de poursuivre l'intégration du quartier Mosson à la ville : la ZAC de Malbosc est très bien reliée aux nombreux équipements publics du quartier Mosson (maisons pour tous Léo Lagrange et Georges Brassens, centre nautique, théâtre J.Vilar, médiathèque J.J.Rousseau, stade et piscine de la Mosson...). De

- plus, ce nouveau quartier s'ouvre sur le parc de Malbosc qui, à terme, couvrira 30 hectares et offrira de multiples activités de plein air ;
- de mettre en valeur un site exceptionnel : la proximité du parc public, du château d'Ô, des boisements de l'aqueduc Saint Clément ou des mas proches de la rue Henri Lagatu, la topographie remarquable offrant des vues panoramiques proches et lointaines, sont autant d'éléments mis en valeur dans l'aménagement du nouveau quartier.

Le plan de composition de ce nouveau quartier prévoit un pourcentage important d'espaces verts publics et privés (56% de la surface de l'opération), avec notamment une coulée verte au centre, permettant de relier le parc public de Malbosc à la place centrale s'ouvrant sur la station du tramway.

Par délibération du 30 septembre 1999, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC de Malbosc et le traité de concession Ville-SERM concernant les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC de Malbosc valant déclaration d'utilité publique et notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, le plan d'aménagement de zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, un avenant n°1 a été signé le 6 septembre 2001. Il avait pour objet de transformer le traité et le cahier des charges de convention en convention publique d'aménagement et de définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement qui intégrait une participation de la Ville au bilan de l'opération en vue de réaliser une part des ouvrages de rétention hydraulique nécessités par l'imperméabilisation des terrains du nouveau quartier.

Suite à la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement qui permettait d'ajuster la rémunération de la SERM, afin de tenir compte des évolutions des coûts du foncier.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession Ville-SERM, le Conseil municipal a approuvé le 26 juillet 2007 l'avenant n°4 autorisant la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence et prolongeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics, permettant d'intégrer la réalisation de trois nouveaux équipements : la Maison pour tous « Rosa Lee Parks », la crèche « La Petite Sirène » et le groupe scolaire modulaire provisoire « François Rabelais ».

Par délibération du 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°5 à la concession d'aménagement qui permettait d'inscrire une augmentation de la participation pour un montant de 180 000 € HT correspondant à des travaux de reprises complémentaires à réaliser sur les voiries et réseaux de la ZAC.

Aujourd'hui l'ensemble des lots de la ZAC sont livrés. Les travaux d'aménagement de la place St Fiacre avec l'implantation d'un bureau de poste débiteront dès l'automne 2013 pour s'achever au premier trimestre 2015.

Le bilan qui est présenté s'établit à 53 729 000 € en dépenses et 53 729 000 € en recettes, dont 51 458 000 € réalisés en dépenses et 52 649 000 € réalisés en recettes au 31 décembre 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité, de la zone d'aménagement concerté Malbosc qui a été établi au 31 décembre 2012 par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville,
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2012,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre :

Abstentions : 1

Adopté à l'unanimité.

74. FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012)

Michaël DELAFOSSE:

L'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers possédant chacun son caractère propre autour d'un port et d'un grand parc public. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil Municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention Ville/Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement : 11 avenants à cette convention ont été approuvés par délibérations du Conseil Municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007, du 24 juillet 2008, du 25 juillet 2011 et du 23 juillet 2012.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2012.

Le solde des terrains acquis et non-intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil Municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non-opérationnels en 1993. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2012 représentait 17 019 000 €. Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur.

Au 31 décembre 2012, le montant total du mandat s'élevait à 23 698 000 € TTC pour un montant de dépenses réalisé de 21 957 000 € TTC.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2012, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation ...).

En conséquence, il vous est proposé :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2012, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Pour : 48

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

75. Construction de l'école primaire Ludwig Van Beethoven Autorisation de signer l'avenant n°1 aux marchés de travaux

Jean-Louis GELY:

Par délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2009, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser la construction de l'Ecole Elémentaire Ludwig Van Beethoven, dans le quartier Croix d'Argent. Elle a également approuvé le programme général de l'opération et validé son ambition énergétique (Bâtiment à Energie Positive) afin de lancer le concours de maîtrise d'œuvre correspondant à cette opération.

A l'achèvement de la procédure, le choix de la Ville de Montpellier s'est porté sur le projet du cabinet d'architecture PORTAL THOMAS TEISSIER et il a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 8 novembre 2010, d'attribuer le contrat de maîtrise d'œuvre à l'équipe PORTAL THOMAS TEISSIER Architecture / P3G / Etamine / ECMO.

Ainsi, faisant suite aux études de projet finalisées par le Maître d'œuvre en date du 5 septembre 2011, la Ville de Montpellier a autorisé la consultation d'entreprises et un appel d'offres ouvert à tranches conditionnelles, en lots séparés, a été lancé.

Par délibération en date du 6 février 2012, la Ville a attribué les marchés de travaux aux entreprises et notamment :

Lot n° 1 : Terrassement/VRD : EUROVIA CITEOS,
pour un montant de (tranche ferme) 532 476,89 € H.T. ;

Lot n° 3 : Couverture bois et métal : CELESTIN CHARPENTES,
pour un montant de (tranche ferme) 358 280,47 € H.T. ;

Lot n° 7 : Menuiseries intérieures/Mobilier : ALVAREZ,
pour un montant de (tranche ferme) 258 618 € H.T. ;

Lot n° 9 : Revêtements de sols souples : PAPERON,
pour un montant de (tranche ferme) 118 775,20 € H.T. ;

Lot n° 12 : Chauffage, ventilation, plomberie : AXIMA,
pour un montant de (tranche ferme) 327 500 € H.T. ;

Par délibération en date du 28 mars 2012, la Ville a attribué les marchés de travaux aux entreprises et notamment pour les lots suivants :

Lot n° 2 : Gros-œuvre : BERNARD BRIGNON

pour un montant de (tranche ferme) 1 810 000 € H.T. ;

Lot n° 5 : Menuiserie extérieure : GARGINI,
pour un montant de (tranche ferme) 739 570 € H.T. ;

Lot n° 6 : Cloisons/Doublage/Faux-plafonds : CUARTERO,
pour un montant de (tranche ferme) 240 818 € H.T.;

Lot n° 8 : Revêtement de sols durs : SOMEREV,
pour un montant de (tranche ferme) 199 101,77 € H.T. ;

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications et la conclusion des avenants aux marchés de travaux. En effet, les présents avenants ont pour objet la prise en compte technique et financière de la réalisation de différents travaux supplémentaires.

Ainsi, il faut modifier la teneur de certains travaux comme suit :

Lot	Titulaire du marché	Montant initial du marché HT Tranche ferme	Justification de l'avenant	Moins-value	Plus-value	Nouveau montant du marché HT	% variation
1	EURO VIA	532 476,89	<p>Adaptation de chantier afin d'assurer un revêtement plus pérenne et moins salissant pendant les périodes pluviales, en remplaçant le stabilisé du patio par du béton désactivé et en remplaçant le stabilisé par de l'enrobé au niveau du parvis de l'entrée de l'école.</p> <p>L'adaptation au réseau du bâtiment nécessite l'ajout de caniveaux grilles aux portes patio, la modification du caniveau façade Nord, l'ajout d'un regard à la grille du patio.</p> <p>A la demande du Bureau de Contrôle, il est nécessaire de procéder à la fourniture et pose de candélabres au niveau de l'accès piéton principal.</p>		7 793,25	540 270,14	1,46
2	BERN		<p>A la demande du Bureau de Contrôle :</p> <p>Création de 10 sorties de descentes d'eaux pluviales et ajout des noues supplémentaires</p>				

	ARD BRIGN ON	1 810 0 00	<p>tous les 20 m, non signalé en phase conception. Relevés béton de 25 à 40 cm, suite à son refus des costières métalliques en traitement des relevés sur maçonnerie.</p> <p>La mise en cohérence du projet de voirie nécessite une modification du bas talus au niveau du parvis d'entrée et des gradins.</p> <p>Suite à la demande de la SERM pour le raccordement au réseau de chaleur réalisé en cours de chantier, il est nécessaire de prévoir deux carottages dans la sous-station A la demande des usagers suppression bancs pierre de vers dans la cour élémentaire.</p> <p>Suite à la visite de la commission de sécurité, une protection des angles est imposées dans le rapport. Cette protection nécessite de chanfreiner l'ensemble des angles en pierre.</p> <p>Suite aux nombreux problèmes de vandalisme ayant entaché l'avancement du chantier, il est demandé à l'entreprise de prévoir une protection anti-graffiti sur les façades en pierre de vers de la rue Poutingon.</p>	5 595.62	28 785.78	1 833 19 0.16	1.28
3	CELES TIN	358 28 0,47	Bardage bois façade Poutingon : Adaptation en cours de chantier afin d'améliorer la performance énergétique du bâtiment conformément à l'objectif BEPOS.		1 511	359 791, 47	0,42
5	GARGI NI	739 57 0	<p>Changement de prestation des châssis oscillo-battant grand format par poignée béquilles condamnable par clefs en position ouvrant à la française.</p> <p>Mise en place d'un film occultant sur les châssis hauts de l'un des dortoirs.</p>		2 112	741 682	0.28
6	CUAR	240	Afin d'améliorer le confort		5 489,8	246 307,	2,28

	TERO	818	acoustique des classes maternelles, il est demandé un encoffrement des descentes d'eaux pluviales.		8	88	
7	ALVA REZ	258 618	Suite à la demande du Bureau de Contrôle : modification porte coulissante et plan de travail pour être conforme à la réglementation PMR. Rajout lisses PVC.		1 640	260 258	0,63
8	SOME REV	199 10 1,77	Suite à la demande des Services Vétérinaires : suppression du sol carrelage dans les offices.	5 480,95		193 620, 82	-2,75
9	PAPER ON	118 77 5,20	Suite à la demande des services vétérinaires en charge des questions d'hygiène sur la restauration collective, le carrelage en sol est proscrit dans les offices des restaurants scolaires au profit de sols souples.		8 748	127 523, 20	7,37
12	AXIM A	327 50 0	Ajout et modification des descentes d'eaux pluviales suite à la demande du Bureau de Contrôle d'ajout des noues en toiture. Dépose du calorifuge apparent sur les réseaux de chauffage.		13 940, 20	341 440 , 20	4,26

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 17 septembre 2013, a émis un avis favorable à la passation des avenants N° 1 en ce qui concerne le Lot n° 9, qui fait l'objet d'une augmentation du montant initial du marché supérieur à 5 %.

De plus, compte tenu du montant initial des marchés de travaux de 6 125 885,78 H.T, du montant total des plus-values et moins-value de 58 943.54 € H.T., le nouveau montant des marchés de travaux s'élève à 6 184 829.32 € H.T. soit une augmentation de 0,96 %.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'adopter les avenants N° 1 au marché 1H478191 relatif à l'Ecole Elémentaire Ludwig Van Beethoven ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, Direction de la Réussite Educative – Service Education, Section Investissement, Nature 2313, fonction 90211, prog 2013P01
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint Délégué à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Dumont (avec la procuration de Mme Canaud) rentre en séance.

M. Saurel sort définitivement de séance et donne procuration à Mme Miraoui.

76. Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires

Autorisation de signer les marchés

Jean-Louis GELY :

Dans le cadre de sa politique sociale, la ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits aux restaurants scolaires des écoles montpelliéraines.

Pour la partie des marchés de denrées alimentaires arrivant à terme fin 2013, afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés auront une durée de un an (2014) et pourront éventuellement être renouvelés une fois (2015).

Les critères de choix pondérés sont :

- 80 % pour la qualité des produits au regard des échantillons et/ou examen des fiches techniques dont la fourniture est obligatoire.
- 20 % pour le prix.

Après ouverture des enveloppes le 11 septembre 2013 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 5 novembre 2013 a attribué les marchés de la façon suivante :

Lot	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
1	Viandes de porc sous vide	12 000	48 000	BERNARD JEAN-FLOC'H
2	Découpes de volaille surgelées	60 000	240 000	DAVIGEL (Base)
3	Lait	5 000	20 000	DISTRISUD
4	Beurre	9 000	36 000	POMONA PASSIONFROID
5	Fromages à la coupe	38 000	152 000	DISTRISUD
6	Fromages frais	38 000	152 000	DISTRISUD (Base)
7	Fromages en portions	35 000	140 000	DISTRISUD (Base)
8	Ovoproduits	15 000	60 000	DISTRISUD
9	Fruits frais, agriculture traditionnelle, raisonnée et biologique	40 000	280 000	BARRAL PRIMEUR
10	Boîtages et épicerie	112 000	448 000	PRO A PRO
11	Légumes secs et céréales	12 000	48 000	POMONA EPISAVEURS
12	Produits déshydratés	10 000	40 000	MADA NEFF (Base)
Lot	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
13	Pains cuits	62 000	248 000	PAINDOR
Total Estimation (<u>année 1</u>) HT €		448 000	1 912 000	
Total Estimation (sur la durée du marché) HT €		896 000	3 824 000	

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la décision de la Commission d'appel d'offres du 05/11/13 d'attribuer les marchés aux prestataires sus visés,

- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville du service Restaurants Scolaires (nature 60623-fonction 922511 – LC 1501),
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

Marie MASSART : Encore une fois, nous constatons qu'il existe des producteurs locaux qui peuvent répondre et fournir la cuisine centrale. Je constate que les marchés sont attribués à des grands groupes industriels : Bernard Jean Floch, une industrie porcine en Bretagne dans le Morbihan, DAVIGEL filiale du groupe Nestlé, Distrisud qui appartient au groupe financier Finapart, Pro à pro qui est une filiale d'un grand groupe Luxembourgeois, une entreprise de négoce, Pain d'or un groupe de boulangeries industrielles et BARRAL un négociant du marché des gares. Vous avez cité en début de Conseil municipal une priorité qui était la restauration scolaire. Vous avez raison car c'est vraiment un enjeu important pour la santé, l'emploi local, la pédagogie, le rééquilibrage des inégalités sociales. Les choix faits ne le sont pas en faveur de l'agriculture biologique, des produits locaux contrairement aux grandes campagnes de communication que nous pouvons voir sur Montpellier. Nous pouvons intégrer dans les marchés publics le choix d'une agriculture biologique. C'est une question de choix politique.

Jean-Louis GELY : C'est un vrai choix. Contestez-vous la qualité des produits servis dans la cuisine centrale, la compétence des diététiciennes et qualitiennes et des responsables du service de la cuisine centrale sur la traçabilité, la qualité organoleptique des produits, sur le fait qu'il n'y a pas d'OGM, sur la présence nulle d'allergènes et ainsi de suite. Contester la qualité des repas servis, voici la vraie question. Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a un effort à faire en matière de sollicitation des producteurs locaux. Encore nous faut-il la réponse par rapport aux quantités commandées et aux catégories de produits, objets de ces marchés. Je pense qu'aujourd'hui, la qualité des produits alimentaires qui servent à la confection des repas de la cuisine centrale, est irréprochable. Je vous le concède, il y a une proportion faible de produits d'origine de l'agriculture biologique. Il y a des améliorations à faire, notamment, et il faut voir si cela est possible juridiquement, sur la décomposition des marchés, des offres, qui permettent, en recourant à des quantités plus réduites, d'avoir un accès plus simple et plus facile à la production locale et aux produits d'origine biologiques. Il y a en quand même. Madame MASSART a choisi parmi les diffuseurs ceux qui correspondent à sa grille de lecture. Il y a quand même et quelques producteurs d'origine biologique, beaucoup d'agriculture raisonnée et 65% de produits frais. 80% des critères sont fléchés sur la qualité, 20% sur le prix donc c'est bien la caractéristique de mieux-disance qui est prise en compte pour l'attribution de ces marchés. Mais je suis d'accord pour dire qu'il y a des progrès à faire.

Max LEVITA : Juste un mot à destination de Madame MASSART, les groupements existent. Les producteurs pourraient se réunir et nous faire une proposition. La proposition de Jean-Louis me paraît difficile. Nous n'allons pas diviser 1 000 repas par 1 000 repas. Il y a 10 000 repas à faire par jour. Il appartient aux producteurs de se grouper et de nous faire des propositions. J'ai la liste, en tant que participant à la commission d'appel d'offre avec mes collègues Monsieur PASSET et Monsieur FLEUREUNCE qui préside. Nous avons déploré comme vous l'absence de producteurs locaux. Nous ne pouvons pas les inventer. Ils doivent présenter leur candidature.

Pour : 47

Contre :

Abstentions : 5

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

77. Renouvellement de la convention de partenariat relative au développement d'actions en faveur du logement des jeunes et de promotion de l'aide MOBILI-JEUNE ®

Hélène QVISTGAARD :

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins, dont la « Clé Montpellier Logement Jeunes », l'appui au développement de structures collectives pour les Jeunes Actifs et les étudiants ou le soutien au logement intergénérationnel.

Le réseau Action Logement (anciennement 1% logement) par l'intermédiaire notamment des comités interprofessionnels du logement - dont le CIL-MEDITERRANEE et le CIL-GROUPE CILEO et ASTRIA intervenant sur le territoire de Montpellier – développe des actions en faveur du logement des jeunes avec des aides telles que l'avance LOCA-PASS® ou l'aide MOBILI-JEUNES®, le soutien à la production de logements spécifiques à destination des jeunes ou la participation au dispositif de Garantie des Risques Locatifs – GRL®.

Afin de renforcer sa politique d'aide au logement des jeunes, et faisant suite à une délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2012, une convention de partenariat a été signée le 21 septembre 2012 entre la Ville de Montpellier, le CIL MEDITERRANEE et le GROUPE CILEO, pour une durée d'un an.

Ce partenariat a été élargi au CIL ASTRIA, par la signature d'un avenant à la convention ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal en date du 1er Octobre 2012.

Cette convention visait à développer des actions partagées et de promotion des dispositifs en faveur du logement des jeunes, en particulier l'aide Mobili-Jeunes ® mise en place par Action Logement.

A ce jour, le bilan des différentes actions engagées par la Ville en lien avec cette convention est le suivant :

- L'attribution de 51 aides Clé Montpellier Logement Jeunes : des aides à l'installation dans le logement pour les jeunes actifs de moins de 30 ans sous forme d'avance remboursable permettant de financer le premier mois de loyer ou l'achat des premiers équipements.
- L'octroi de 4 aides « Clé Montpellier Logement Jeunes GRL » : cette nouvelle aide directe de la Ville permet la prise en charge, pendant la première année, des frais d'assurance Garantie de Risques Locatifs (GRL) pour tout propriétaire privé qui s'engage à louer son bien à un jeune actif sur le territoire montpellierain.
- Des conférences et rencontres permettant d'informer les jeunes, les propriétaires et les entreprises des différentes aides au logement des jeunes :
 - Une conférence organisée avec le Groupe Ciléo le 18 avril 2012 à l'Hôtel de Ville. Près de 120 personnes ont assisté à la présentation des dispositifs conjoints à destination des jeunes actifs.
 - Des interventions à l'Espace Logement Etudiant au Corum en lien avec la Boutique Logement Jeunes (Habitat Jeunes) et le service Jeunesse de la Ville.
 - La 6ème Rencontre Clé Montpellier logement organisée par la Ville le 28 juin 2013. Les propriétaires privés ont pu s'informer sur la défiscalisation et la sécurisation des rapports locatifs, mais aussi sur la location solidaire, la rénovation de leur logement ainsi que les dispositifs relatifs au logement des jeunes.
- La mise en œuvre d'un plan de communication spécifique (Journaux municipaux, site Internet et création de supports d'information) par la Ville visant à informer sur les aides au logement des Jeunes, dont les aides développées par Action Logement.

Par ailleurs, les trois Comités Interprofessionnels du Logement (CIL) ont également déployé leur communication autour de l'ensemble des dispositifs à destination des jeunes actifs dont les aides Clé Montpellier Logement de la Ville de Montpellier.

Les trois CIL ont aussi attribué 102 aides Mobili-jeune® qui permettent à des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle (dans une entreprise du secteur privé non agricole) de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement.

A ce titre, le Groupe CILEO a octroyé 52 aides Mobili-jeune®, le Cil Méditerranée en a attribué 6 et Astria 44 sur le territoire montpelliérain.

Considérant ce premier bilan positif des actions menées au titre de cette convention et en accord avec les trois comités interprofessionnels du logement pré-cités, il est proposé au conseil municipal de renouveler cette convention de partenariat et d'actions partagées en faveur du logement des jeunes pour une durée d'un an.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement de la convention de partenariat entre les comités interprofessionnels du logement et la Ville de Montpellier, annexée à la présente délibération.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer cette convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Hélène QVISTGAARD : Madame le Maire, j'en profite pour rappeler au Conseil municipal que la ville de Montpellier a attribué 51 aides aux jeunes de moins de trente ans pour s'installer, 4 aides « Clé Montpellier Logement Jeunes GRL » pour s'installer, et suite à notre convention avec les trois CIL, elles ont aussi attribué 102 aides Mobili-jeune® qui permettent à des jeunes de moins de 30 ans en formation professionnelle de bénéficier d'une subvention sous la forme d'une prise en charge partielle des échéances ou des quittances de leur logement. Je pense que c'est une action à reconduire. Nous arrivons à travailler ensemble avec tous les acteurs du logement de manière très pragmatique et très utile en faveur des jeunes.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

78. Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013

Audrey DE LA GRANGE :

La Ville de Montpellier poursuit en 2013 sa politique visant à favoriser la mise en place d'actions œuvrant à la cohésion sociale sur les quartiers de la commune. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs, autour de la population. L'ensemble de ces actions et animations vise à renforcer le lien social dans les quartiers.

Les associations ci-dessous interviennent auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales. La présence continue sur le terrain de ces structures permet de mobiliser fortement la population et de renforcer la cohésion sociale dans les quartiers.

Afin de permettre à ces structures de mener à bien l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Type	Quartier d'intervention	Montant Proposé
64	ADAGES	F	Quartier Croix d'Argent	1 500 €
1281	KAINA	P	Quartier Mosson	10 000 €
1420	STADE LUNARET NORD	P	Quartier Centre	3 000 €

	MONTPELLIER			
1853	FEMMES ACTIVES LANGUEDOC ROUSSILLON	F	Tous quartiers	1 000 €
4908	FACE HERAULT	P	Quartier Cévennes	3 000 €
TOTAL				18 500 €

Il est par ailleurs proposé d'attribuer une subvention complémentaire à l'association suivante dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale :

N° asso	Association	Type	Quartier d'intervention	Montant de la subvention
296	JASMIN D'ORIENT	P	Quartier Prés d'Arènes et Mosson	1 000 €
TOTAL				1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925-LC 21498, pour un montant de 19 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Qvistgaard sort de séance.

79. Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire

Convention de partenariat

Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Patrick VIGNAL :

La Ville de Montpellier dans le cadre de la réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisation et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 15 éducateurs et opérateurs territoriaux, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont ainsi fixées.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 68 800 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaires pour l'année 2013-2014 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 68 800 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial Municipal à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

80. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2013-2014

Patrick VIGNAL :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 220 associations, plus de 75 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 3 997 748.15 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 17 Décembre 2012 fixant les tarifs pour 2013 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 3 997 748.15 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial Municipal à signer les conventions afférentes.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

81. Pérennisation du GR 653 : « Le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle »

dans le cadre du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée de l'Hérault

Conseil Général R Ville de Montpellier

Patrick VIGNAL :

La Ville de Montpellier souhaite intégrer le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), présenté par le Département et le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre (CDRP), dans le cadre d'itinéraires de randonnée traversant le territoire de la commune et empruntant une partie de la voirie.

Le passage de ces itinéraires, comme la pérennisation du GR 653 « Le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle », permettra la mise en valeur et la découverte de la Ville selon un mode de déplacement doux. La sécurité des usagers sur ces parcours appartiendra à la Ville qui devra prendre, à cet effet, toutes les mesures qu'elle jugera nécessaire.

Ainsi, les chemins ruraux inscrits au Plan ne pourront être aliénés voire supprimés que dans la mesure où la continuité des itinéraires est préservée, soit par le maintien du passage, soit par la mise en place d'un itinéraire de substitution adapté à la promenade et à la randonnée, et ce, en accord avec le Département.

Enfin, la Ville s'engage à informer le C.D.R.P. sur les itinéraires adoptés, de l'existence ou de la mise en œuvre de balisage d'autres circuits, afin d'éviter toutes confusions pour les usagers.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- d'adopter l'itinéraire GR 653 « Le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle » sur le territoire de la Ville de Montpellier destinés à la promenade et à la randonnée pédestre, et accessoirement aux vélos tel que défini au plan ci-annexé ;
- d'approuver l'inscription au PDIPR des voies communales de la Commune compris dans ces itinéraires ;
- d'autoriser le Comité Départemental de la randonnée pédestre (CDRP), ses représentants ou prestataires à installer sur les tronçons de ces itinéraires appartenant à la commune, le balisage nécessaire à la signalisation, l'information et la réglementation (balises, panneaux) ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial Municipal à signer tout document relatif à cette affaire.

Patrick VIGNAL : Madame le Maire, effectivement les délibérations de tout à l'heure concernaient 75 000 heures et 220 clubs au niveau de l'éducation. La précédente affaire concernait la relation avec l'académie sur le sport scolaire, avec vingt-six éducateurs qui font un travail formidable en relation avec les écoles. Là il s'agit du Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle dans le cadre du plan départemental de promenades, d'itinéraires de randonnées. Nous venons en appui sur ce magnifique Chemin qui permet aux Montpelliérains et aux promeneurs de pouvoir accéder et de faire le tour de notre magnifique ville. Nous vous demandons, Madame le Maire, d'approuver ce plan départemental, d'adopter l'itinéraire de ce GR, d'approuver cette inscription au niveau des voies communales. Je voudrais remercier Monsieur Philippe THINES qui a beaucoup œuvré sur ce dossier, et qui, prendra son bâton de pèlerin et fera le tour avec moi.

Philippe THINES : Au-delà du fait de faire le chemin qui est un parcours agréable, il vient en complément de tous les autres cheminements verts que nous mettons en place, notamment la Marathonienne et le chemin de l'Aqueduc car tout va s'entrecroiser. En décembre, nous allons donner des noms à des parcelles du Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, car il est important de pouvoir l'identifier, au-delà de dire, c'est le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, il faut pouvoir lui donner un nom qui existait à l'époque romaine.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

82. Activités de Gymnastique

Convention de service

Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Patrick VIGNAL :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munies de la carte Age d'Or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 47 220 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2013-2014;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 47 220 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme Couvert (avec la procuration de Mme Blanpied), Mme Labrousse entrent en séance.

83. Adhésion du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE) de la Ville de Montpellier au Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (Cofracir)

Cédric SUDRES :

Le Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (Cofracir) est né d'une démarche initiée en 2010 par le Conseil des résidents étrangers de Strasbourg, dans le but de rassembler les Conseils des résidents étrangers des grandes villes françaises.

Le 16 avril 2011, réunis en congrès à Toulouse, les Conseils des résidents étrangers de France ont officiellement lancé leur réseau national dénommé Conseil Français de la Citoyenneté de Résidence (réseau-Cofracir).

Le réseau s'inscrit dans la démarche du Congrès des pouvoirs publics locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et a pour but de développer au niveau national l'esprit des objectifs figurant dans la Charte européenne de l'autonomie locale.

En 2012, le réseau-Cofracir fédère les Conseils des résidents étrangers des villes d'Aubervilliers, Creil, Grenoble, Les Ulis, Lille, Roubaix, Saint-Denis, Strasbourg et Toulouse.

Lors de son assemblée plénière du 21 mai 2013, le Conseil consultatif des résidents étrangers de la Ville de Montpellier a voté l'adhésion au Conseil français de la citoyenneté de résidence, faisant ainsi de Montpellier la 10^{ème} ville du réseau-Cofracir.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter l'adhésion du Conseil consultatif des résidents étrangers de la Ville de Montpellier au Réseau-Cofracir qui désignera ultérieurement 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants au Comité directeur du réseau-Cofracir ;

- De prélever le montant de la dépense de 2600 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction des Relations Internationales (nature 6281, chapitre 920) ;
- De désigner le représentant de la Ville et son suppléant au Comité directeur du réseau-Cofracir ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Ont été élus :

- Titulaire :
- Suppléant :

Cédric SUDRES : Tout simplement merci Madame le Maire, c'est une délibération proposée dans le cadre de notre Conseil consultatif des résidents étrangers de Montpellier qui regroupe soixante-dix résidents étrangers, communautaires et non communautaires de la ville, de rejoindre le Conseil français de la citoyenneté de résidence, réseau regroupant neuf villes en France qui ont déjà des Conseils consultatifs des résidents étrangers, pour participer au niveau national à ces questions du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales, et plus largement, et vous en avez parlé en début de séance, aux questions de lutte contre les discriminations, de vivre ensemble, d'égalité. Il s'agit d'une adhésion pour rejoindre ce groupe de travail au niveau national.

Hélène MANDROUX : Je propose comme représentants : Monsieur SUDRES comme titulaire et Madame COUVERT comme suppléant. Je mets au vote ces deux candidatures.

Ont été élus :

- *Titulaire : Cédric SUDRES*
- *Suppléante : Magalie COUVERT*

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Majdoul (avec la procuration de M. Roumégas) sort définitivement de séance.

84. Modifications du tableau des effectifs

Max LEVITA :

I RCréations de postes :

Filière Médico-sociale :

Educateur de jeunes enfants : Création d'un poste

Filière Technique :

Ingénieur : Création d'un poste

Technicien principal 2^{ème} classe : Création d'un poste

Adjoint technique 2^{ème} classe : Création de huit postes

II - Suppressions de postes (suite au CTP du 11 octobre 2013) :

Filière Administrative :

Adjoint administratif 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

Filière Animation :

Adjoint d'animation 2^{ème} classe : Suppression de onze postes

Filière Médico-sociale :

Educateur chef de jeunes enfants : Suppressions de dix-sept postes

Educateur principal de jeunes enfants : Suppressions de trois postes

Auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe : Suppression de trois postes

Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles 1^{ère} classe : Suppression d'un poste

Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles principal 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique 2^{ème} classe : Suppression d'un poste

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

85. Attribution de l'astreinte d'exploitation aux ingénieurs d'astreinte

Max LEVITA :

La délibération du 25 juin 2007 attribue aux ingénieurs d'astreinte, une astreinte dite de décision. En effet, l'ingénieur d'astreinte est la porte d'entrée, en dehors des heures d'ouverture des services, pour la réception d'une alerte en mairie. Il est ainsi susceptible d'être saisi à tout moment afin de mettre en place les actions de sauvegarde appropriées. Il a pour mission d'assurer la sécurité sur le domaine public, la protection du patrimoine communal, la continuité du service public indispensable et le cas échéant l'aide aux personnes sinistrées. En cas d'événement significatif majeur, il alerte l' élu d'astreinte et/ou la direction générale des services qui peuvent prendre la décision de renforcer le dispositif communal et déclencher le plan communal de sauvegarde (PCS).

Afin de remplir ses missions, il a le pouvoir de mobiliser du personnel et des entreprises adjudicataires d'astreinte prévues à cet effet, ainsi que de réaliser le lien entre les différents services de secours, de l'ordre et les principaux partenaires d'urgence.

Depuis la délibération du 25 juin 2007, les missions dévolues à l'ingénieur d'astreinte ont donc évolué puisqu'il est en mesure non seulement de décider mais également d'intervenir sur le terrain pour constater les enjeux, mesurer les conséquences de l'événement et prendre les décisions adéquates

Au regard de cette évolution, et suite à l'avis du Comité technique Paritaire du 11 octobre 2013, il est proposé d'attribuer, en lieu et place de l'astreinte de décision, une astreinte d'exploitation aux ingénieurs d'astreinte, conformément aux taux en vigueur dans l'arrêté du 24 août 2006 fixant les taux de l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions d'actualisation ci-dessus présentées,
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

86. Nouveau dispositif d'attribution des remisages à domicile des véhicules municipaux

Max LEVITA :

La Ville de Montpellier souhaite moderniser sa gestion des autorisations de remisages à domicile, assurer l'équité des agents vis-à-vis des moyens mis à disposition par la collectivité pour l'exercice de leurs fonctions et le cas échéant optimiser l'usage de sa flotte de véhicules.

Aujourd'hui la possibilité pour un agent de remiser à domicile un véhicule appartenant à la Ville se fait en fonction du poste occupé. Afin d'être à la fois plus précis dans les critères d'attribution et plus équitable, cette autorisation se fera sur la base de critères objectifs définis plus bas et validés par la hiérarchie.

A ces critères d'attribution de remisage à domicile s'ajouteront des règles concernant les remisages exceptionnels, des critères définissant sur quel type de véhicule (véhicule du pool ou véhicule de service) est attribué le remisage et un système de contrôle permettant de vérifier la bonne utilisation des moyens mis à disposition.

1- Critères permettant de définir si l'agent peut bénéficier d'un remisage à domicile

l'agent doit pouvoir être mobilisé fréquemment en urgence, hors temps de travail normal pour des : - interventions - supervisions - accompagnements ou représentation de l'autorité municipale		
OU		
supervision sur le territoire montpelliérain - d'équipes - d'équipements - de projets	ET	l'agent occupe un poste qui l'amène à prendre ou quitter ses fonctions fréquemment sur un lieu autre que celui de son lieu de travail de rattachement

2- Une procédure d'attribution de remisage à domicile exceptionnel

Des agents municipaux n'occupant pas des postes remplissant les critères mentionnés ci-dessus peuvent, du fait de leurs fonctions, être soumis à des astreintes en raison d'événements particuliers ou avoir besoin exceptionnellement d'un remisage à domicile. Dans ces cas, pour faciliter leur disponibilité, ils seront autorisés (par validation hiérarchique) à remiser un véhicule à titre exceptionnel pendant une durée définie et courte.

3- Des critères permettant de définir sur quel type de véhicule est attribué un remisage à domicile

Il est possible d'attribuer un remisage sur un véhicule de service ou un véhicule de pool.

1. Si les interventions nécessitent l'utilisation d'un véhicule de police municipale, d'un véhicule avec marquage spécial (rétro-réfléchissant, ...) ou d'un véhicule atelier alors le remisage sera effectué sur un véhicule de service.
2. S'il existe un pool sur le lieu de travail de rattachement du poste le remisage se fera sur les véhicules du pool. Si le lieu de travail ne bénéficie pas d'un pool, le remisage sera effectué sur un véhicule de service.

4- Un système de contrôle

Afin de contrôler la bonne utilisation des véhicules municipaux mis à disposition tant pour les remisages à domiciles que pour l'utilisation en journée un contrôle sera mis en œuvre par les gestionnaires de flottes.

Le présent dispositif sera applicable à partir du premier janvier 2014

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le nouveau dispositif d'attribution des remisages à domiciles des véhicules municipaux ;
- D'abroger les anciens dispositifs concernant les remisages à domicile ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. Vignal (avec la procuration de M. Bouillé) sort définitivement de séance (donne procuration à M. Gély).

87. Salles municipales mises à disposition à titre gratuit aux partis politiques et/ou aux candidats des élections municipales et européennes 2014

Max LEVITA :

Pour les campagnes électorales, des salles sont généralement mises gratuitement à disposition des candidats et/ou partis politiques présentant des candidats.

En conséquence, dans le cadre des élections municipales les 23 et 30 mars 2014 et européennes le 25 mai 2014, il est proposé d'adopter le principe suivant : une salle gratuite sera accordée, à chaque candidat et/ou parti politique représentant un candidat et à chaque tour.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la mise à disposition de salles municipales dans les conditions définies ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toute proposition relative à cette affaire.

Francis VIGUIE : Il y a donc une salle gratuite par tour. Ce qui pose problème et n'est pas dit, c'est que les salles payantes sont à 300 euros. Cela veut dire, pour les différentes listes, que cela gonfle les chiffres des comptes de campagne. A 300 euros, cela nous semble une tarification qui n'est pas exactement en relation avec un moment, en particulier pour les élections municipales, où nous souhaitons multiplier les réunions et avoir une relation précise avec l'ensemble de la population.

Jacques DOMERGUE: Je voulais savoir de combien de salles nous pouvions disposer. Comment cela se passe. Pouvons-nous retenir des salles ? Est-ce une salle à la fois ? Il y en a une gratuite et les autres sont à louer. Faut-il les réserver ? Le point n'est pas de payer mais de trouver des salles disponibles. Pendant la période des élections, les salles sont-elles dévolues prioritairement aux élections ?

Hélène MANDROUX : (intervention ajoutée 4.34.30) Non, car il y a certainement des salles déjà louées. Vous avez intérêt à voir avec le Protocole dès maintenant les salles libres dans cette période-là.

Pour : 49

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

88. Exercice 2013 - Décision Modificative n°3 du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Max LEVITA :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2013, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 1 715 189.00 euros. Ils permettent notamment de dégager un autofinancement supplémentaire de 1 505 087 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	64	REMBT DE CHARGES DE PERSONNEL	271 000.00
920	020	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	8 000.00
920	020	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	108 600.00
920	020	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	794 430.00
920	021	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 200.00
920	022	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	9 500.00
920	023	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 400.00
920	023	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	401.00
920	024	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	1 615.00
920	024	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	26 200.00
920	026	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	905.00
920	048	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 200.00
920	048	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	900.00
921	112	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	1 403.00
921	112	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 045.00
921	12	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 300.00
922	211	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	-32 180.00
922	251	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	14 042.00
922	251	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	400.00

923	30	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	21 350.00
923	312	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 300.00
923	313	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	79 048.00
923	313	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 600.00
923	314	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	680.00
923	323	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	2 370.00
923	323	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 100.00
924	40	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	2 110.00
924	411	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 600.00
924	412	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 300.00
924	421	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	600.00
924	422	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	10 036.00
924	422	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 700.00
926	64	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	12 700.00
926	64	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	9 058.00
928	810	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	800.00
928	814	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 900.00
928	816	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 600.00
928	820	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 000.00
928	821	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	74 975.00
928	821	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 700.00
928	822	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	9 238.00
928	822	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	125 463.00
928	823	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	2 050.00
928	823	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	8 200.00
928	823	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 392.00
928	824	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 264.00
929	90	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 286.00
929	91	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	13 399.00
929	91	75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 800.00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	67 014.00
936		75	PRODUITS DE GESTION COURANTE	195.00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				1 715 189.00

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	60	ACHATS	-20 000.00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	46 150.00
920	020	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-29 300.00
920	020	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	16 000.00
920	020	64	CHARGES DE PERSONNEL	188 500.00
920	020	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	71 000.00
920	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	-95 100.00
920	021	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	10 000.00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	592 000.00
920	021	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-398 500.00
920	022	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	-1 500.00

920	022	64	CHARGES DE PERSONNEL	-66 500.00
920	023	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-65 000.00
920	023	64	CHARGES DE PERSONNEL	7 000.00
920	024	64	CHARGES DE PERSONNEL	-9 000.00
920	025	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	-70 850.00
920	048	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 500.00
920	048	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	50 000.00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	-54 000.00
921	12	64	CHARGES DE PERSONNEL	3 500.00
922	211	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 000.00
922	211	64	CHARGES DE PERSONNEL	174 000.00
922	212	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 000.00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	66 000.00
922	251	64	CHARGES DE PERSONNEL	-55 000.00
923	30	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 500.00
923	30	64	CHARGES DE PERSONNEL	-12 500.00
923	30	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	72 100.00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	17 500.00
923	313	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-34 500.00
923	313	64	CHARGES DE PERSONNEL	3 000.00
923	313	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	54 000.00
923	323	60	ACHATS	-4 000.00
923	323	61	SERVICES EXTERIEURS	-7 300.00
923	323	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-20 925.00
923	323	64	CHARGES DE PERSONNEL	-5 500.00
924	40	64	CHARGES DE PERSONNEL	-1 000.00
924	40	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	63 000.00
924	411	64	CHARGES DE PERSONNEL	-31 500.00
924	412	64	CHARGES DE PERSONNEL	-54 000.00
924	421	64	CHARGES DE PERSONNEL	-3 500.00
924	422	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 500.00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	41 000.00
925	520	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	9 500.00
925	520	65733	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	60 396.00
925	520	657362	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	7 906.00
926	64	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 000.00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	24 000.00
928	810	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	500.00
928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	13 000.00
928	814	64	CHARGES DE PERSONNEL	24 000.00
928	816	64	CHARGES DE PERSONNEL	2 000.00
928	816	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	-380 000.00
928	820	64	CHARGES DE PERSONNEL	12 500.00
928	821	64	CHARGES DE PERSONNEL	18 500.00
928	822	61	SERVICES EXTERIEURS	-193 975.00
928	822	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	-1 000.00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	-127 000.00

928	822	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	98 000.00
928	823	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	5 000.00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	230 500.00
928	824	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-20 000.00
928	824	64	CHARGES DE PERSONNEL	-28 500.00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	9 000.00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 505 087.00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				1 715 189.00

2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à 232 120 euros.

Ils permettent notamment d'ajuster le Crédit de Paiement de l'opération votée en AP Gare Saint Roch pour un montant de 167 000 euros.

Ils permettent également de diminuer le recours à l'emprunt pour un montant de 2 735 836 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
902	213	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-23 387.00
903	324	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-27 445.00
905	520	27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-29 000.00
906	64	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-11 013.00
908	816	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-12 480.00
908	816	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	30 440.00
908	820	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	21 780.00
908	822	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	449 209.00
908	822	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 574.00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	228 422.00
909	91	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-140 000.00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	28 000.00
912		10	DOTATIONS	658 762.00
913		10	DOTATIONS	267 007.00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 505 087.00
911		16	RECOURS A L'EMPRUNT	-2 735 836.00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT				232 120.00

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	80 700.00
900	025	20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	150 000.00
901	112	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-89 760.00

903	323	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14 300.00
903	323	23	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 925.00
904	411	20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	50 000.00
906	64	23	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-150 000.00
908	822	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-71 760.00
908	822	23	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	55 000.00
908	824	20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	-785.00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	9 500.00
908	824	23	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	167 000.00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				232 120.00

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 48

Contre : 2

Abstentions : 1

Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

89. Admission en non-valeur Exercice 2013

Max LEVITA :

Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville après analyse donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 283 999.99 € acceptés en non valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération)

Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2005 à 2009.

- 217 665.68 € acceptés en créances éteintes (la liste des titre est annexée à la présente délibération)

Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2002 à 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

De donner suite à la proposition du Trésorier Principal municipal pour un montant de :

- 283 999.99 € pour les admissions en non valeur
- 217 665.68 € pour les créances éteintes

Dont les listes sont jointes à la présente délibération, montant prévu au budget 2013 au chapitre 931.

Pour : 51

Contre :

*Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

90. Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2013

Max LEVITA :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique dont la procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération N°4693 en date du 24 juin 2002 la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

Le projet de rapport 2013, a été soumis à la commission lors de la séance du 24 septembre 2013 qui en a débattu et l'a approuvé à l'unanimité.

Le rapport 2013 établit, commune par commune, le montant définitif de l'attribution de compensation 2013 ainsi que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2014.

Le Président de la Commission a remis au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé par la Commission le 24 septembre 2013.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi les Conseils Municipaux des communes membres, afin que ceux-ci se prononcent sur le rapport 2013 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50% de la population ou 50% des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du C.G.C.T.

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est fixé définitivement pour 2013 et provisoirement pour 2014 au regard des transferts de charges réalisés.

Pour la Ville de Montpellier, l'attribution de compensation définitive pour 2013 est de 6 141 159,56 euros.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport 2013 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération, qui détermine le montant définitif de l'attribution de compensation 2013 et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2014.

- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

91. Attributions de subventions Exercice 2013

Max LEVITA :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous:

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	Projet	1 500 €
1223	EURASIA	Projet	550 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Projet	2 800 €
5880	FEMINATELIERS ROSE ET MIEL DE FLEURS	Projet	600 €
		Total	5 450 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Projet	1 000 €
1780	COMITE DE QUARTIER LES AIGUERELLES LA RAUZE	Projet	500 €
2785	ZEPETRA	Projet	1 000 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	Projet	1 000 €
4798	COMPAGNIE ET ECOLE DE CIRQUE KEROZEN ET GAZOLINE	Projet	1 000 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMS	Projet	600 €
5746	VOIX DE GARAGE	Projet	700 €
5883	COLLECTIF DES QUARTIERS SOLIDAIRES CQS	Fonctionnement	6 000 €
		Total	11 800 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la santé:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5405	ASSOCIATION CONGRES EPSYLON	Projet	1 200 €
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Projet	6 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	Fonctionnement	5 000 €

5884	MONTPELLIER INSTITUT DU SEIN LE MIS	Projet	3 500 €
		Total	15 700 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 17563, nature 6574, chapitre 925.

Attribution de subvention dans le cadre de la petite enfance:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	Investissement	150 000 €
		Total	150 000 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 21433, nature 20422, chapitre 900.

Attribution de subvention dans le cadre du droit des femmes:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement	2 900 €
		Total	2 900 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1963, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de l'exclusion:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement	350 €
4326	SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement	7 000 €
		Total	7 350 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1966, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5442	EURSL MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	Fonctionnement	50 000 €
5890	CLUB DES INTERNATIONAUX DE FOOTBALL CIF	Projet	10 000 €
		Total	60 000 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subvention dans le cadre de la réussite éducative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Projet	27 172 €

5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	Projet	20 000 €
		Total	47 172 €

Le montant sera prélevé sur la ligne de crédits 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attributions de subventions dans le cadre de la culture:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
58	ATELIER THEATRE'ELLES	Fonctionnement	1 600 €
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	8 000 €
		Total	9 600 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1596, nature 6574, chapitre 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types, ainsi que les conventions avec l'Office Central de Coopération à l'Ecole de l'Hérault et l'EURSL Montpellier Agglomération Handball, annexées à la présente délibération.
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations citées ci-dessus, avec la nature 6574 pour le fonctionnement et 21433 pour l'investissement, pour un montant total de 309 972 €.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

92. Solidarité

Cotisation au CLIC Maill'âge

Année 2013

Max LEVITA :

Le Centre Local d'Information et de Coordination pour les personnes âgées (CLIC MAILL'AGE) depuis sa création en 2005, est l'interlocuteur privilégié pour coordonner, animer et soutenir les actions en faveur des plus âgées.

Le CLIC MAILL'AGE regroupe une équipe médico-sociale à l'écoute des personnes âgées de plus de 60 ans, de leur entourage et des professionnels. Le CLIC Maill'âge poursuit son investissement associatif ainsi que le développement d'actions d'information sur le territoire communal.

Il développe durant toute l'année des actions orientées vers trois axes :

- l'information médico-sociale de proximité,
- la création de passerelles entre les professionnels, les services pour une meilleure coordination,
- des actions de prévention créatrices de lien social.

Dans le cadre de sa politique de solidarité envers les personnes âgées, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son engagement et reconduire sa cotisation auprès du Centre Local d'Information et de Coordination pour les personnes âgées.

Le montant annuel de la cotisation s'élève à 59 870 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la reconduction de l'adhésion au CLIC Maill'âge,
- de dire que cette dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (6574/925/22795),
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

93. Cotisation au Club de la Presse pour l'année 2013

Max LEVITA :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère au Club de la Presse. Il est proposé de confirmer notre adhésion pour l'exercice 2013, Chapitre 920 Nature 6281 pour un montant prévisionnel de 2000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de la cotisation au Club de la Presse ;
- De prélever le montant de la dépense d'un montant total de 2 000 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

94. ENJOY - Rapport des administrateurs - Exercice 2012

Max LEVITA :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Fanny DOMBRE-COSTE,
Michel ASLANIAN,

Sont les administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de ENJOY.

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	13 104 059 €	37.05%	80 393	6
Région Languedoc Roussillon	12 380 176 €	35.00%	75 952	6

Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.68%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.20%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	29 332 013 €	82.93%	179 951	15
Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.15%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.90%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.61%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.14%	4 650	1
Park & Suites	749 963 €	2.12%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.74%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.06%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.71%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.37%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.20%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	35 368 881 €	100.00%	216 987	22

La Délégation de Service Public pour l'exploitation du Corum et du Zénith Sud est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009.

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales
- Les actionnaires privés

Au 31 décembre 2012, le capital social s'élève à 35 368 K€, réparti en 216 987 actions de 163 € chacune. La Ville de Montpellier détient 9.7% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 21 002 actions.

2. ACTIVITES

Les activités réalisées en 2012 se répartissent ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	115	147 669	207 957
Manifestations culturelles	130	222 363	224 383
	245	370 032	432 340
ZENITH			
Manifestations économiques	15	32 150	56 150
Manifestations culturelles	77	181 254	181 254
	92	213 404	237 404
PARC EXPO			
Manifestations économiques	66	381 293	428 025
Manifestations culturelles	3	22 906	23 856
	69	404 199	451 881
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	2	7 062	28 248
Manifestations culturelles/sport	51	215 910	215 910
	53	222 972	244 158
TOTAL	459	1 210 607	1 365 783

MANIFESTATIONS PAR MARCHE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
INDUSTRIE REUNION			
Congrès	60	33 091	104 300
Réunions d'entreprise, divers	84	87 572	121 278
	144	120 663	225 578
SALONS-CONCOURS			
Salons Grand Public	14	312 179	330 477
Salons Professionnels	19	119 055	137 117
Concours	22	16 277	27 208
	55	447 511	494 802
DIVERTISSEMENT			
Spectacles	230	552 624	555 594
Sport	30	89 809	89 809
	260	642 433	645 403
TOTAL	459	1 210 607	1 365 783

Cela représente un total de 459 manifestations (488 en 2011), 1 210 607 participants (1 339 533 en 2011) et 1 365 783 journées participants (1 490 736 en 2011).

3. PERSONNEL

Le nombre de salariés au 31/12/2012 est de 131 salariés dont 3 personnes en CDD, 1 en contrat de professionnalisation, 1 apprenti et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2012 s'élève à 5 258 K€ contre 5 524 K€ en 2011.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2011	2012
Produits d'exploitation	28 294 914 €	26 404 149 €
dont CA	27 555 090 €	25 178 272 €

Charges d'exploitation	29 089 318 €	27 709 879 €
Résultat d'exploitation	-794 404 €	-1 305 730 €
Produits financiers	23 401 €	82 €
Charges financières	1 261 019 €	1 215 952 €
Résultat financier	-1 237 618 €	-1 215 870 €
Produits exceptionnels	216 612 €	290 421 €
Charges exceptionnelles	188 450 €	83 225 €
Résultat exceptionnel	28 162 €	207 196 €
Impôts sur bénéfice	-15 180 €	0 €
Résultat net	-1 988 680 €	-2 314 404 €

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation : Il s'élève à 26 404 K€ sur l'exercice 2012, soit une baisse de 6,7% par rapport à 2011.

Le total des charges d'exploitation baisse de 4,4% entre 2011 et 2012, c'est-à-dire moins fortement que les produits d'exploitation. Il s'élève au 31 décembre 2012 à 27 709 K€ contre 29 089 K€ en 2011.

Le résultat d'exploitation 2012 demeure négatif (comme en 2011) à -1 306 K€ en 2012 (contre - 794 K€ en 2011).

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2012 est négatif de - 1 215 K€ (contre - 1 327 K€ en 2011). Ce résultat financier ajouté au résultat d'exploitation donne un résultat courant 2012 de - 2 521 K€ contre - 2 032 K€ en 2011.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel de 28,1 K€ et l'IS s'élevant à -15 K€, le résultat net s'élève à - 1 988 K€ en 2012 contre - 357 K€ en 2011, soit une baisse de - 456%.

b) Bilan

- A l'actif du bilan

Le total du Bilan connaît une baisse de 4,5%, passant de 84 374 K€ au 31/12/2011 à 80 553 K€ à fin 2012, expliquée par une baisse de la valeur des immobilisations corporelles (constructions, installations techniques, matériels et outillages...), consécutivement à leur amortissement.

- Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres sont passés de 32 953 K€ en 2011 à 31 393 K€ en 2012, soit une baisse 4,7%,

Dettes : les dettes ont baissé (-5%) et s'élèvent à 48 468 K€ en 2012 contre 50 989 K€ en 2011. Ce sont en particulier les dettes d'exploitation qui ont le plus diminué (- 1 614 K€) et les dettes diverses (- 803 K€ sur immobilisations), les dettes financières ne baissant que de 195 K€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil municipal prend acte.

Max LEVITA :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur Serge FLEURENCE

Madame Régine SOUCHE

Monsieur Hervé MARTIN

Sont les administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de TAM.

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000€ et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Communauté d'Agglomération et Ville de Montpellier)
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

La Ville de Montpellier détient 27.33% du capital social. Sa participation s'élève donc à 1 171 250€.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nbre admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 191 250 €	27.79%	9 530	4
Ville de Montpellier	1 171 250 €	27.33%	9 370	3
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.00%	1	1
Total	4 286 000 €	100.00%	34 288	13

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2012

1) Transport

a. Contrats en vigueur

2012 est le troisième exercice régi par le nouveau contrat de DSP Transport 2010-2017 géré en Groupement Momentané d'Entreprises (GME) sous le pilotage de TAM.

Maintien de la politique de lutte contre la fraude, ce qui, associé à la paix sociale succédant à 30 journées de perturbations en 2010, a été à l'origine d'une remontée significative du chiffre d'affaires.

Succès immédiat de la mise en service des lignes 3 et 4 du tramway qui a généré une nouvelle progression de 10% des recettes entre 2011 et 2012.

La part tramway est ainsi passée de 38% à 54%, devenant majoritaire et portant à près de 80% de la fréquentation du réseau. Cette proportion explique aussi l'évolution des charges 2012/2011.

Afin d'engager une politique de tarification de solidarité sociale et de fidélisation de la clientèle il a été décidé de supprimer la hausse tarifaire contractuelle de mi-2012. Cette décision a fait l'objet d'une indemnisation versée à la TaM et assujettie à la TVA. Cette dernière étant passé de 5,5% à 7% au 01/01/2012, les tarifs ont toutefois dû évoluer début février, le décalage d'un mois a lui aussi fait l'objet d'une indemnisation pour TaM.

b. Activité du Tramway

L'exercice 2012 a été marqué par :

Mandat d'extension Est de la ligne 1 et compléments d'aménagements et équipements : ce mandat, attribué en avril 2001, s'est achevé avec l'inauguration de la station Mondial le 17/12/2012 et le quitus a été prononcé par l'agglomération en janvier 2013.

Mandat d'étude et réalisation de la ligne 2 : les opérations de complément ferroviaire réalisés concomitamment à la réalisation des travaux de la ligne 3 ont été achevées en 2012 (évitement supplémentaire des Grisettes, réalisation d'un service partiel à Sablassou et dans la galerie Mistral)

Ligne 3 et première phase de la ligne 4 : mise en service commerciale des 2 lignes le 07/04/2012

Ligne 5 Lavérune / Clapiers / Prades le Lez et bouclage de la ligne 4 : la concertation préalable sur ce nouveau projet s'est déroulée pendant toute l'année 2012 et a permis à l'agglomération d'adopter le tracé définitif lors du conseil d'agglomération d'octobre 2012. Le dossier d'enquête préalable à la DUP a été préparé et transmis aux services compétents en novembre 2012.

2) Stationnement dans les parkings de centre-ville

La procédure de consultation lancée par la ville concernant le parking Laissac a conduit à une prolongation par avenant pour 1 an sans conditions renégociées, l'exercice 2012 n'a donc pas connu le déficit des années antérieures. Un nouveau marché voirie est en vigueur depuis juin 2012 par période d'1 an renouvelable.

Les conditions de circulation améliorées ont permis une remontée du CA de Gambetta fin 2012.

3. PERSONNEL

L'effectif moyen de salariés est de 1 113, en augmentation de 8,3% (1 028 en 2011). Le montant de la masse salariale pour 2012 s'élève à 37 010 K€ (contre 32 526 K€ en 2011), soit une augmentation de 13,8% par rapport à 2011.

4. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2011	2012
Produits d'exploitation	90 082 318 €	93 854 357 €
<i>dont CA</i>	54 841 421 €	59 379 783 €
Charges d'exploitation	89 626 902 €	96 469 862 €
Résultat d'exploitation	455 416 €	-2 615 505 €
Produits financiers	305 830 €	295 804 €
Charges financières	498 890 €	463 572 €
Résultat financier	-193 060 €	-167 768 €
Produits exceptionnels	1 634 899 €	3 446 888 €
Charges exceptionnelles	1 719 946 €	630 361 €
Résultat exceptionnel	-85 047 €	2 816 527 €
Impôts sur bénéfice / intéressement	167 500 €	0 €
Résultat net	9 809 €	33 254 €

a) Compte de résultat

Le total des produits d'exploitation augmente de 6,1%, passant de 92,02 M€ en 2011 à 97,60 M€ en 2012. En détail, on observe :

- Le chiffre d'affaires augmente de 8,3 %, passant de 54,84 M€ en 2011 à 59,38 M€ en 2012
- Les quotes-parts des subventions d'exploitations (contributions forfaitaires de l'Agglomération) progressent de 5,8% à 29,11 M€, contre 27,53 M€ en 2011

Ce chiffre d'affaires provient notamment de :

- l'activité de transport qui connaît une progression de 4.36 M€, dont 3.2 M€ de recettes directes de trafic (mise en service des 2 nouvelles lignes 3 & 4 de tramway)
- un niveau relativement constant des rémunérations des activités en mandats, incluant le marché d'étude et réalisation de la ligne 5 du tramway, remporté en 2011
- une diminution de 0.13M€ des activités stationnement : -0.17 M€ sur les parkings centre-ville
- le chiffre d'affaires des 4 activités privées qui progresse de 0.27 M€ (clinique Millénaire, st jean, contrats Mer & Glace & Pénélope)

Les charges d'exploitation augmentent de 7,6% par rapport à 2011, passant de 89,63 M€ en 2011 à 96,47 M€ en 2011.

b) Résultat

Le résultat 2012 avant impôt ressort à 33 K€ (0,06% du chiffre d'affaires de la société), soit -144 K€ par rapport à 2011 où il s'élevait à 177 K€ (0,3% du CA).

c) Bilan

A 29M€ (contre 28,50 M€ en 2011), l'actif net immobilisé de TaM au 31 décembre 2012 est couvert par 24,26 M€ de capitaux permanents.

Les fonds propres représentent 35,3% du total du bilan, soit 68,71 M€ en 2012 contre 77,45M€ en 2011.

Le fonds de roulement net global (FRNG) ressort à -0,08 M€ contre 1,38 M€ en 2011.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) s'améliore, passant de -12,71 M€ en 2011 à -16,80 M€ en 2012 (variation de -4,9 M€).

5. PERSPECTIVES

a. Activité Transport

Un certain nombre de décalages entre le contrat de DSP et le contexte externe à la TaM ont été pris en compte dans le projet d'avenant n°5 qui, complété par les efforts internes à la TaM, a permis de présenter un budget 2013 à l'équilibre.

b. Activité Stationnement

TaM a remporté, sur 2012, à nouveau pour la période 2013-2015, la DSP en affermage du parking Laissac ainsi qu'un nouveau marché voirie d'un an pour la période du 01/06/2012 au 31/05/2013, tacitement reconductible par année jusqu'au 31/05/2016.

Les contrats d'amodiation concernant un certain nombre de places d'abonnés au parking Préfecture/Marché aux fleurs ont pris fin mi-février 2013. La stratégie de diversification auprès de partenaires privés est positive.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport..

Le Conseil municipal prend acte.

Max LEVITA :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur Michel ASLANIAN est l'administrateur représentant la Ville au Conseil d'Administration de la SOMIMON.

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Communauté d'Agglomération de Montpellier	100 800 €	42.0%	6 300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	3 600	1
Ville de Montpellier	19 200 €	8.0%	1 200	1
Conseil Général de l'Hérault	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-
Total	240 000 €	100%	15 000	10

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2012

La SOMIMON poursuit sa politique de services aux professionnels.

Pour la distribution de proximité : la SOMIMON enregistre pour 2012 les mouvements suivants :

- 20 nouveaux acteurs en 2012 : 5 dans la filière fruits & légumes, 2 dans la filière viticole, 3 dans la filière carnée, 4 distributeurs alimentaires, 2 pépiniéristes, 1 dans la filière logistique urbaine et 3 dans d'autres activités et services
- 6 départs : 2 dans la filière fruits & légumes, 3 dans la filière horticole, 1 distributeur alimentaire
- 2 réaménagements : 2 grossistes dans la filière carnée

Plan qualité de MERCADIS : Le taux de tri sélectif (76%) reste très positif, confortant la SOMIMON comme ayant le plus fort taux de recyclage parmi les marchés de gros de France.

- o 13 producteurs du carreau s'inscrivent dans une démarche qualité
- o L'agrément européen de la plate-forme frigorifique est maintenu par les services administratifs
- o 3 contrats de maintenance des installations frigorifiques ont été signés
- o 10 entrepôts ont été remis aux normes au gré des arrivés / départs d'opérateurs

PERSONNEL

L'effectif de la société au 31 décembre 2012 s'élève à 16 salariés permanents (comme en 2011).

3. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2011	2012
Produits d'exploitation	2 866 317 €	2 864 678 €
<i>dont CA</i>	2 525 227 €	2 584 221 €
Charges d'exploitation	2 920 135 €	2 929 776 €
Résultat d'exploitation	-53 818 €	-65 098 €

Produits financiers	89 873 €	69 883 €
Charges financières	5 933 €	12 090 €
Résultat financier	83 940 €	57 793 €
Produits exceptionnels	7 262 €	29 123 €
Charges exceptionnelles	24 €	2 540 €
Résultat exceptionnel	7 238 €	26 583 €
Impôts sur bénéfice / intéressement	31 720 €	18 702 €
Résultat net	5 640 €	576 €

4. SITUATION FINANCIERE

La SOMIMON dégage un résultat après impôt de 0.6 K€.

Ce résultat à l'équilibre s'inscrit dans une politique d'accompagnement ambitieuse :

- Poursuite de la participation aux investissements aux cotés des concessionnaires. 2012 étant après 2011 l'année la plus importante en termes d'investissements depuis 10 ans. 3 aménagements d'entrepôts sont passés en immobilisations définitives
- Poursuite des études dans le cadre du schéma directeur (financement 100% SOMIMON)
- Lancement de l'étude sur la transition énergétique (non récurrent - financement 50% SOMIMON-25% Région-25% ADEME)
- Organisation du 50^{ème} anniversaire de MERCADIS (non récurrent - financement 100% SOMIMON)

5. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

Le total des produits est en léger recul de 0,06% par rapport à 2011 pour atteindre 2 864,7 K€ en 2012.

Les recettes frigorifiques augmentent de 32 K€ en 2012 en raison d'une demande accrue de stockage en congélation.

Les recettes de locations sont en progression globale de 29 K€ par rapport à 2011. La diminution due au départ d'un opérateur en fleurs coupées (-42 K€) ayant été compensée par une progression de la location des entrepôts divers (+28 K€) et des entrepôts agroalimentaires (+39 K€).

Les produits divers restent stables par rapport à 2011. On note une diminution des droits de première accession en 2012 (- 36 K€) qui sont des recettes non récurrentes ainsi qu'une augmentation des remboursements d'assurance (+21 K€).

Les produits financiers diminuent de 20 K€ (fin d'un placement à un taux très élevé).

Les reprises sur amortissements et provisions : le suivi du plan de gros entretien ainsi que le volume des travaux réalisés en 2012 ont généré une reprise de 229 K€ de provisions (-17 K€). Le transfert de charges correspond à un changement d'imputation comptable.

Le total des charges d'exploitation progresse de 0,33% par rapport à 2011, s'élevant à 2 929,7 K€ :

Les achats enregistrent une hausse de 14 K€ par rapport à 2011. Ceci est dû à l'augmentation du poste électricité de 16 K€ qui s'explique à la fois par la hausse du prix de l'énergie mais également par l'augmentation de la consommation (refacturée ou utilisée par l'entrepôt frigorifique pour des opérations de congélation).

Les services extérieurs : ce poste est en baisse de 34 K€ avec des variations croisées significatives. Le poste « entretien des biens immobiliers » diminue de 87 K€ tandis que celui de la location immobilière augmente de 8 K€ et celui des assurances et des études augmente respectivement de 26 K€ et 13 K€.

Les autres services extérieurs : ce poste progresse de 95 K€. Organisation du 50^{ème} anniversaire du MIN (+45 K€) pris en charge à 100% par la SOMIMON. Recours au personnel intérimaire (+ 25 K€) pour compenser des arrêts de travail. Augmentation des horaires (+12 K€) liée à l'externalisation de la paye et des études portant sur la consommation énergétique des bâtiments.

Le résultat d'exploitation 2012 s'élève à - 65.1 K€ contre - 53,8 K€ en 2011.

RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de l'exercice 2012 est positif de 57,7 K€ contre 83,8 K€ en 2011.

RESULTAT NET

Après le résultat exceptionnel de 26,5 K€, la participation et l'IS de 18,6 K€, le résultat net s'élève à 0,5 K€ en 2012 contre 5,6 K€ en 2011.

6. BILAN

A l'actif du bilan

Le total du Bilan progresse de 1%, passant de 8 625 K€ à fin 2011 à 8 708 K€ à la clôture de l'exercice en 2012.

Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres restent stables à 1 064 K€ en 2012 comme en 2011.

Dettes : Les dettes de toutes natures ont diminué de 2,8%. Elles s'élèvent à 1 385 K€ en 2012 contre 1 424 K€ en 2011.

7. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

Projet de programme de « modernisation et d'insertion urbaine » : Plusieurs études et programmes sont en cours permettant de construire ce projet de Mercadis.

- Logistique urbaine et plate-forme multimodale (SOMIMON/TRANSLOG + Ville + Agglomération)
- Etude thermique (SOMIMON / Programme METEOR)
- Renouvellement urbain du quartier de la Restanque (France Agrimer)
- Plan stratégique d'évolution moyen terme (SOMIMON)

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil municipal prend acte.

97. SERM

Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Serge FLEURENCE
- Max LEVITA
- Michel PASSET

- Marc DUFOUR
- Perla DANAN

Sont les administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM).

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2012, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59%	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
TOTAL PRIVES	1 733 440 €	29.41%	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00%	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe CDC
- Les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41.38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152.439 actions.

2. PERSONNEL

Le nombre moyen de salariés a été de 114 en 2012 (contre 113 en 2011, soit une augmentation de 0,9%) tandis que le nombre à fin 2012 était de 120 personnes plus 2 personnes mises à disposition par la société spécialisée en RH SCET (le Directeur Général et le Directeur Général Délégué). Le montant des frais de personnel pour 2012 s'élève à 5 580 K€ (5 568 K€ en 2011), soit + 0,2 %.

3. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2011	2012
Produits d'exploitation	161 768 313 €	177 918 805 €
<i>dont CA</i>	<i>102 906 488 €</i>	<i>103 733 834 €</i>
Charges d'exploitation	160 029 235 €	177 544 043 €
Résultat d'exploitation	1 739 078 €	374 762 €
Produits financiers	1 114 160 €	688 216 €
Charges financières	1 420 590 €	1 021 981 €
Résultat financier	-306 430 €	-333 765 €

Produits exceptionnels	2 019 250 €	4 032 585 €
Charges exceptionnelles	6 336 €	1 908 601 €
Résultat exceptionnel	2 012 914 €	2 123 984 €
Impôts sur bénéfice / intéressement	1 743 491 €	1 250 829 €
Résultat net	1 702 071 €	914 150 €

a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2012 termine à 103 733 834 € contre 102 906 488 € à fin 2011, soit une augmentation de +0.8%.

Les produits de fonctionnement sont en augmentation et totalisent 17 489 K€ contre 13 412 K€ en 2011, notamment en raison des refacturations au GIE SERM/SAAM pour un montant de 4 770K€.

Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) sont en progression de +6,30 % à 14 534 K€ contre 13 672 K€ à fin 2011.

b) Compte de résultat

Le résultat avant intéressement, participation et IS s'élève à : 2 165 K€ contre 3 446 K€ en 2011.

Toutes les activités de la SERM contribuent à l'atteinte de ce résultat :

- Le fonctionnement/aménagement à hauteur de 433 K€ contre 1 265 K€ en 2011,
- Le département Energie à hauteur de 1 704 K€ contre 2 188 K€ en 2011, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 434 K€ contre 1 187 K€ en 2011,
- L'opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues à hauteur de 28 K€ contre -8 K€ en 2011.

Après imputation de l'intéressement des salariés (984 K€, contre 1024 K€ en 2011) et l'impôt sur les sociétés (266 K€, contre 720 K€ en 2011), l'exercice 2012 présente **un résultat bénéficiaire de 914 150 € contre 1 702 071 € en 2011.**

Le résultat net au titre de l'exercice 2012 s'élevant à 914 150,36 €, il a été décidé :

- de procéder à une distribution de dividendes à raison de 0,50 € par action, soit la somme de 184 187,50 € pour les 368 375 actions de 16 € chacune.

- d'affecter le solde du résultat en réserve facultative à hauteur de 792 962,86€.

Les capitaux propres, après affectation, s'établissent ainsi à 29 973 K€, contre 27 759 K€ fin 2011.

c) Bilan

Le total du Bilan connaît une augmentation de 8.0%, passant de 326 411 K€ à fin 2011 à 339 252 K€ au 31/12/2012, constituée principalement par une augmentation de l'actif circulant de près de 12 M€ - compte en cours de production de biens liées aux chantiers en cours non livrés.

d) Capitaux propres

Les capitaux propres eux-mêmes atteignent 26 157 K€, incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 2 491 K€ (en diminution en raison de la sortie des anciens éléments de la trigénération du polygone) et une provision réglementée de 151 K€ (affectée à l'opération de l'ensemble immobilier ARES à Vendargues) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 8 445 K€.

4. ACTIVITES OPERATIONNELLES D'AMENAGEMENT

a) Les dépenses d'investissement de l'exercice

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 108.6 M€ TTC contre 156.3 M€ TTC en 2011.

L'année 2012 se caractérise notamment par :

- La baisse d'activité sur les mandats (- 21 M€ enregistrés suite à la livraison du Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier en novembre 2011 qui constituait une part significative du chiffre d'affaires sur les mandats),
- Une activité toujours soutenue en acquisitions (près de 25 M€ dont plus de 10 M€ en Renouvellement Urbain),
- L'achèvement de travaux importants (notamment sur l'avenue Raymond Dugrand et sur la ZAC Consuls de Mer),
- L'achèvement puis la mise en exploitation du MIBI dont l'acte de cession à la Communauté d'Agglomération a été signé en décembre 2012.

b) Les recettes de cessions

Les cessions privées sont en retrait de 17% par rapport à une année 2011 importante, marquée notamment en matière de logements par la fin du dispositif Scellier. Concernant les activités de gestion locative, la baisse d'activité s'explique principalement par l'arrêt du bail SANOFI qui honorait ses engagements mais n'occupait pas les lieux sur Cap Delta (Euromédecine).

Les cessions de charges foncières de logements sont dans la moyenne des années précédentes tant en nombre total qu'en proportion de logements sociaux. Les cessions d'activité tertiaires (bureaux et services) se sont maintenues à un niveau élevé.

5. ACTIVITES DE GESTION

• *DEPARTEMENT ENERGIES*

Malgré des températures 2012 plutôt clémentes, les ventes réalisées en chaud sont à 97% des ventes budgétées et en froid à 99%. Le raccordement du CHU a en effet permis de tenir les prévisions budgétaires sur les ventes de chaud.

Les ventes de froid terminent légèrement au-dessus : 1 778 K€ au réel pour 1 663 K€ budgétés.

Le changement des moteurs de cogénération du Polygone a eu deux impacts majeurs sur les comptes :

- Le redémarrage avec un mois d'avance par rapport aux prévisions a permis de conforter les ventes d'électricité pour près de 600 K€,
- En revanche, la sortie non prévue d'immobilisations à cette occasion a un impact négatif sur le résultat d'environ 300 K€ (cf. poste amortissements dérogatoires : 123 K€ au réel contre 427 K€ au budget).

Enfin, les Droits de Raccordements terminent l'année au-dessus du budget grâce notamment au raccordement du site 2 du CHU (Gui de Chauliac- Saint Eloi), qui n'était pas prévu au budget 2012.

De ce fait, le résultat net 2012 (avant intéressement, participation et abondement) du Département Energie s'élève à 1 704 k€, contre 1 122 K€ au budget et 2 188 K€ l'année précédente.

• *GESTION IMMOBILIERE*

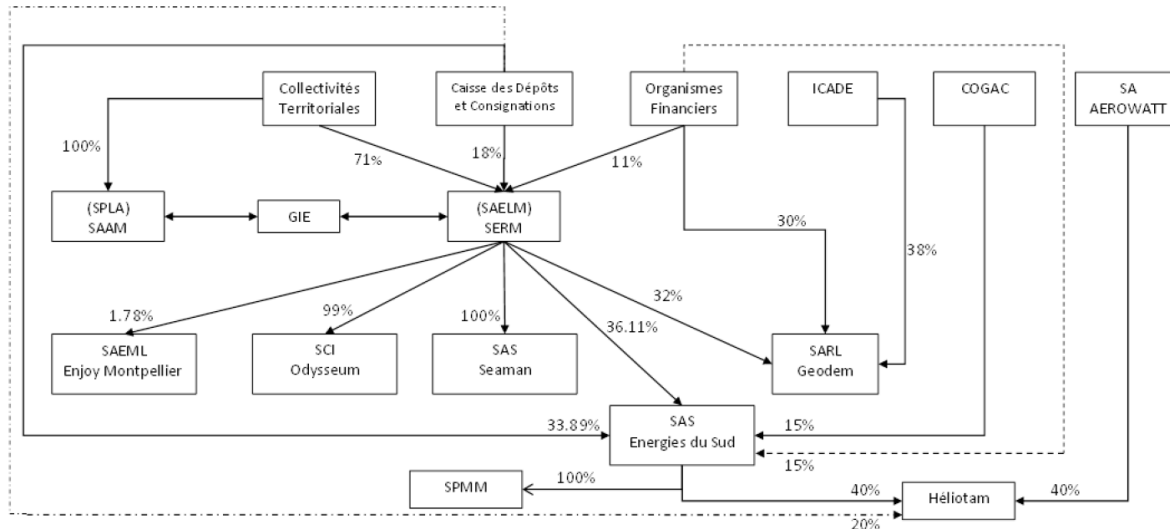
La SERM a géré en 2012, 15 bâtiments d'immobilier d'entreprise sous différentes formes juridiques :

- Gérances pour le compte de Collectivités (2)
- Ateliers relais et bureaux locatifs en concession publiques d'aménagement (6)

- Mandats de syndic de copropriété ou d'ASL (5)
- Opération propre de la Société concernant l'ensemble immobilier ARES à Vendargues.

6. RESULTAT DES FILIALES

2011 a vu la création, à côté de la SERM et de la SAAM, du GIE SERM-SAAM groupant toutes les fonctions support. A fin 2012, la SERM était présente dans 6 sociétés :



- *SARL GEODEM*

Depuis la conclusion définitive des accords sur l'ensemble du projet Odysseum et la cession des études réalisées aux maîtres d'ouvrage des constructions, la SARL GEODEM est en sommeil dans l'attente de l'engagement éventuel de nouvelles études de projets immobiliers. Le résultat de l'exercice est en léger déficit de 5 218 € contre 4 017 € de perte en 2011.

- *SCI ODYSSEUM 1*

La cession aux investisseurs ICADE et KLEPIERRE est intervenue en 2010 avec transfert de la jouissance au 1er janvier 2011. La cession ODYSSEUM 1 est encore propriétaire du bail de Mc DONALD dont la cession est envisagée en 2013.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires, composé des loyers du bail à construction Mc Donald, s'élève en 2012 à 93 002 €. L'encaissement de la caution bancaire sur Cuba Café a permis la reprise de 34 699 € de provisions pour clients douteux

Résultat : Le résultat net comptable s'élève à 104 530 € contre 62 027 € en 2011.

Capitaux propres : Compte tenu du report antérieur et de l'exercice 2012, les capitaux propres s'élèvent à 205 540 € contre 101 010 € à fin 2011.

Bilan : Le total bilan évolue légèrement à 1 087 715 € à fin 2012 contre 1 061 949 € à fin 2011.

- *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net de la société est relativement stable à 4 236 905€ à fin 2012 contre 4 314 001 € à fin 2011.

Résultat : Le résultat net après IS termine en positif à 234 877 € à fin 2012 contre 131 232 € à fin 2011 réparti comme suit :

- 327 594 € de résultat d'exploitation,
- 5 212 € de résultat financier,
- 97 929 € de résultat exceptionnel.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : La progression du chiffre d'affaires de la filiale Energie du Sud se poursuit en 2012 avec 2 032 362€ réalisés en 2012 contre 1 486 256 € en 2011.

Résultat : Compte tenu de la prise en compte d'une dotation aux amortissements dérogatoires de 28 071 € pour la centrale biogaz du Thôt, le résultat net après IS de l'exercice 2012 ressort à un bénéfice net de 42 504€ contre 119 092 € en 2011.

Participation dans Héliotam

Depuis 2011, Energie du Sud détient 40% (soit 40 000 €) de la SAS HELIOTAM créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le Lez et Saint Jean de Vedas. Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création de deux ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé en 2011 une avance d'associé. A ce titre, Energie du Sud a versé 460 000€.

Participation dans SPM

Le 3 février 2012 a été créée une filiale à 100 % d'Energie du Sud, la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée pour répondre à un appel d'offre pour des ombrières sur les parkings de l'Aéroport. Energie du Sud a versé 1000 €.

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011. L'année 2012 est donc la première année pleine d'exploitation.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la première année d'exploitation s'élève à 800 554 € (contre 27 982 € en 2011).

Résultat : Le résultat courant avant impôts de 2012 s'élève à 47 482 € contre une perte de 41 703 € en 2011. Déduction faite des amortissements dérogatoires, le résultat net 2012 termine en perte de 349 458 € en 2012 contre une perte de 75 434 € en 2011.

- *GIE SERM/SAAM*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM-SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Sur l'année 2012, les personnels des fonctions de support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont restés salariés SERM mais mis à disposition à 100% au GIE.

Le transfert de ces fonctions de support au GIE est effectif depuis le 1^{er} janvier 2013.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- La saisie du temps passé pour les charges de personnel,
- Les équivalents temps pleins pour les autres charges.

Ainsi, le résultat du GIE est toujours équilibré.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil municipal prend acte.

98. SAAM

Rapport des administrateurs 2012

Max LEVITA :

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

-Hélène MANDROUX
-Serge FLEURENCE
-Michael DELAFOSSE
-Frédéric TSITSONIS

Sont les administrateurs représentant la Ville au Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM).

I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2012, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Communauté d'Agglomération de Montpellier	899 000 €	50.79%	8 990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	4 000	4
Région Languedoc Roussillon	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1

Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
Total	1 770 000 €	100.00%	17 700	34

Suite à l'augmentation de capital réalisée l'an passé, la Ville de Montpellier détient maintenant 22,60% du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100€, soit 400 000€.

II. SITUATION DES ACTIVITES 2011-2012

L'année 2012 a été marquée par d'importants investissements. Ces investissements se répartissent comme suit : 16,5 M€ sur les concessions, contre 3,5 M€ en 2011 dont 14,8 M€ d'acquisitions (1er acompte de l'acquisition à la Ville de Montpellier de l'emprise de l'EAI, acquisition à la concession Aéroport SERM par la concession Route de la Mer de la parcelle dite La Pailletrice), et 1.3 M€ en mandats contre 2.2M€.

III. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2012 a été de 3.3 personnes en direct et 8.7 équivalents temps plein avec les mises à dispositions de la SERM. Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont mis à disposition à temps partiel sur la SAAM par la société spécialisée en RH SCET.

IV. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2011	2012
Produits d'exploitation	3 862 785 €	20 224 048 €
<i>dont CA</i>	<i>251 044 €</i>	<i>4 611 705 €</i>
Charges d'exploitation	4 141 044 €	20 180 863 €
Résultat d'exploitation	-278 259 €	43 185 €
Produits financiers	4 162 €	9 708 €
Charges financières	2 879 €	7 923 €
Résultat financier	1 283 €	1 785 €
Produits exceptionnels	0 €	0 €
Charges exceptionnelles	0 €	0 €
Résultat exceptionnel	0 €	0 €
Impôts sur bénéfice / intéressement	8 476 €	115 996 €
Résultat net	-285 452 €	-71 026 €

CHIFFRE D'AFFAIRES / PRODUCTION NETTE

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2012 atteint 4 611 705 € contre 251 044 € à fin 2011.

Les produits d'exploitation s'élèvent ainsi en 2012 à 20 224 048 € (dont 14 M€ de production stockée destinée à être vendue) contre 3 862 785 € à fin 2011.

EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 35 662 280 € dont un capital social de 1 770 000 € (dont versé : 1 290 500 €) pour l'exercice 2012 contre 6 075 264 € en 2011. Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions ont été financés par un recours à l'emprunt de 18 000 000 € sur l'exercice 2012.

RESULTAT

Le résultat courant avant impôt sur les sociétés (IS) s'élève à fin 2012 à 44 970 € contre -276 976 € à fin 2011. Le résultat net à fin 2012 termine à -71 025 € (- 285 452 € à fin 2011).

CAPITAUX PROPRES

Grâce à l'augmentation de capital réalisée le 19 décembre 2011 et du fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 1 285 230 € à fin 2012 contre 1 366 255 € à fin 2011.

V. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

Depuis sa création en février 2010, la SAAM s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle des politiques structurantes de la Ville de Montpellier et de son Agglomération. L'année 2012 vient concrétiser ce positionnement avec une augmentation significative du chiffre d'affaires sur opérations sur d'importants projets tels que ODE à la Mer ou encore l'EAI (Ecole d'Application d'Infanterie).

Pour l'année 2013, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 11 février 2013 prévoient un chiffre d'affaires sur opérations de 36,2 M€ (quasiment le double du réalisé 2012) dont 68% sur les concessions d'aménagement. De nouvelles opérations sont en cours d'études, comme la concession Clapiers, présentée en comité d'engagement, non prévue au budget et qui doit en 2013 compléter le portefeuille de la SAAM.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil municipal prend acte.

99. Convention de remboursement d'emprunt du 4 décembre 1985 Avenant N° 1

Max LEVITA :

Par Délibération en date du 4 décembre 1985, la Ville de Montpellier a adopté la convention prévoyant les conditions du remboursement à la SHEMC des annuités d'un emprunt contracté par elle auprès de la Caisse de Prêts aux organismes d'HLM pour la construction de logements sur la ZAC Antigone-Nombre d'Or (DCM et Convention en annexe).

La SHEMC (Société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction) et ACM (Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) ont fusionné pour optimiser leurs moyens et mieux répondre aux exigences du logement social, et l'intégralité du patrimoine de la SHEMC dissoute a été transféré à ACM à compter du 1^{er} janvier 2009.

L'emprunt contracté par la SHEMC pour cette opération, assorti des conditions de remboursement par la Ville prévues par la convention du 4 décembre 1985, a donc été transféré à ACM à laquelle la Ville rembourse chaque année les échéances prévues au tableau d'amortissement initial.

Compte tenu du fait que cette convention repose aujourd'hui sur des termes caducs, le contrat de prêt ayant été réaménagé par ACM, il est proposé :

- de procéder au remboursement anticipé en décembre 2013 du capital restant dû au 31/12/2012 suivant le tableau d'amortissement du prêt réaménagé produit par ACM, soit 259 986,66 euros
- de demander à ACM de régulariser les échéances réglées par la Ville en 2011 et 2012, soit 128 846, 30 euros représentant les écarts consécutifs au réaménagement du prêt,
- de mettre fin à cette convention en soldant ainsi l'opération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le montage financier proposé ci-dessus qui permettra de solder l'opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant N° 1 à la Convention relative au remboursement de cet emprunt,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

100. Avenant n°1 au marché de "Location de tentes, de matériels de réception, de cabines WC autonomes et de bungalows". Marché n° 0G6070100 lot 2

Max LEVITA :

Dans sa séance publique du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal avait autorisé Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer un marché en vue de la location de tentes, de matériels de réception, de cabines WC autonomes et de bungalows. La société Mobilux Serinfor Sebach France avait été retenue par la commission d'appel d'offres du 29 octobre 2010 pour le lot n° 2 (Cabines WC autonomes et bungalows).

Ce marché à bons de commande d'une durée d'un an (2011) renouvelable 2 fois, d'un maximum de 50.000 € HT par an, a été reconduit pour l'année 2013.

Depuis le lancement de la procédure en 2010, de nouvelles manifestations ont été mises en œuvre principalement dans le domaine de l'animation économique, du développement sportif et culturel de la Ville de Montpellier. Cela a conduit à l'augmentation des besoins sur ce marché. En Conséquence, un avenant en augmentation de 7.500 € HT est nécessaire pour satisfaire l'ensemble des besoins de la Ville jusqu'à la fin de l'année 2013. Le principe de cet avenant a été validé par la commission d'appel d'offres du 5 novembre 2013.

Le montant annuel maximum du marché est porté à 57.500 € HT soit une augmentation de 15 % par rapport au montant initial du marché.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 0G6070100, lot 2, à conclure avec la société Mobilux Serinfor Sebach France, pour un montant de 7.500 € HT ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

101. Cessions des matériels et des véhicules

Max LEVITA :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour arrêter les modalités de cession.

Cession de véhicules : DEMA

- Service Parc Auto

Suite à l'état de vétusté des véhicules et au renouvellement 2013 de la flotte, il convient de céder les véhicules dont la liste est jointe en annexe (soit 5 deux roues, 3 vélos à assistance électrique, 16 véhicules particuliers et 12 véhicules utilitaires légers).

Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113 route départementale 613 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs de vente.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser leurs ventes aux enchères.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) Délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

102. Commissions municipales

Election d'un nouveau membre de la Commission n°2 "Politiques publiques municipales"

Hélène MANDROUX:

Suite à la modification du règlement intérieur, la Ville de Montpellier compte depuis le Conseil municipal du 3 octobre 2011 deux commissions municipales, destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la Ville, conformément aux dispositions de l'article L 2121 – 22 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *Le Conseil municipal peut former au cours de chaque séance des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres* ».

La composition de ces commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste au sein de l'assemblée communale. Elles comprennent, en plus de Mme le Maire qui en est présidente de droit, 10 membres élus à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges au plus fort reste.

M. Jean-Louis ROUMEGAS, Conseiller municipal, membre de la Commission municipale n°2 « Politiques Publiques municipales », ne souhaite plus siéger dans cette instance, et a remis à ce titre sa démission.

La composition actuelle des commissions municipales est la suivante :

Commission n°1 « Administration de la collectivité » :

- **Mme le Maire présidente**
- Audrey De La Grange
- Nicole Bigas
- Hélène Qvistgaard
- Laure Fargier
- Tatiana Capuozzi-Boualam
- Cédric Sudres
- Stéphane Mella
- Sarah El Atmani
- Jacques Domergues
- Francis Viguié

Commission n° 2 « Politiques publiques municipales »

- **Mme le Maire présidente**
- Magalie Couvert
- Annie Benezech
- Brahim Abbou
- Marlène Castre
- Nadia Miraoui
- Hervé Martin
- Michel Aslanian
- Agnès Boyer
- Gérard Lannelongue
- *(Poste à pourvoir)*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'élire un nouveau membre de la Commission municipale n°2 « Politiques Publiques municipales ».

A été élue : Marie MASSART

Pour : 48

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mmes Qvistgaard, Beccaria rentrent en séance.

Mme Bénézech, M. Moralès (avec la procuration de Mme Claverie) sortent définitivement de séance.

103. Rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes sur le contrôle des comptes et l'examen de gestion de la Ville de Montpellier pour les exercices 2006 et suivants

Hélène MANDROUX:

Par un courrier en date du 14 février 2012, la Chambre régionale des comptes du Languedoc-Roussillon a informé la Ville de Montpellier de l'ouverture d'un contrôle des comptes et de l'examen de la gestion de la Ville pour les exercices 2006 et suivants.

Cet examen de gestion comporte un volet « petite enfance » qui entre dans le cadre plus global d'une enquête nationale de la Cour des Comptes, dont l'objectif est la réalisation d'un rapport public annuel. Ce volet fait ainsi l'objet d'un 1^{er} cahier délibéré par la Chambre régionale des comptes le 7 octobre 2013.

Les autres thématiques (fiabilité des comptes, situation financière, gestion des ressources humaines, opération hôtel de ville et commande publique) font l'objet d'un second cahier délibéré également par la Chambre régionale des comptes le 7 octobre 2013.

La procédure étant désormais close, la Chambre régionale des comptes a notifié à la Ville son rapport d'observations définitives, composé des deux cahiers précités et des réponses annexées de l'ordonnateur.

Conformément à l'article L 243-5 du code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives, composé des deux cahiers annexés à la présente délibération, est présenté à l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes sur le contrôle des comptes et l'examen de gestion de la Ville de Montpellier portant sur les exercices 2006 et suivants (cahiers 1 et 2).

Hélène MANDROUX : Après le DOB en début de conseil, nous allons, en fin de conseil, parler de ce contrôle de la ville par la Chambre Régionale des Comptes. Je vous l'ai dit en début de mes propos, nous souhaitons fortement que ce rapport puisse être débattu en conseil municipal avant la fin du mandat. Je remercie Monsieur LEVITA et les services car il faut savoir que le contrôle avait débuté en février 2012, et le rapport provisoire est arrivé en juillet 2013. Vous voyez le temps pour élaborer un rapport provisoire. Après, nous avons attendu que ce rapport provisoire se transforme en rapport définitif, lequel rapport définitif a été établi le 7 octobre et n'est arrivé en mairie que le 8 novembre. Selon la loi électorale, nous ne pouvions pas parler de ce rapport après le 1^{er} décembre, c'est-à-dire le mois qui précède les trois mois des élections. La ville aurait pu, compte tenu de la lenteur pour arriver à avoir ce rapport définitif, répondre dans le temps auquel elle avait droit, mais vous n'auriez pas aujourd'hui ce rapport définitif qui aurait été reporté après les municipales. Nous n'aurions pas pu en débattre. Je remercie les services car c'est un sacré travail de recevoir un rapport provisoire et d'avoir un rapport définitif dans des délais aussi brefs. Je pense que vous avez tous, les uns et les autres, été très étonnés de voir dans la presse qu'il était fait mention d'un rapport soi-disant définitif concernant la ville de Montpellier. Ce qui était extraordinaire, c'est que le rapport était daté du 7 octobre, c'est-à-dire considéré comme un rapport définitif, alors que nous ne l'avons pas, puisque nous l'avons eu le 8 novembre, donc un mois plus tard. Ce rapport est de 59 pages, alors que le provisoire était de l'ordre de 166 pages et le définitif est de 133 pages. Ces 59 pages qui ont circulé ont été datées (7 octobre), paginées de 1 à 59, et ce faux rapport contenait des parties que l'on pouvait considérer comme provisoires, mais aussi des passages, des chapitres, totalement imaginés, qui ne s'avéraient n'avoir été ni dans le rapport provisoire, ni dans le rapport définitif. Ils mettaient en question des hommes, des femmes, ce qui est totalement inadmissible. Cela l'est d'autant plus qu'entre le rapport provisoire et le définitif, nous sommes dans une période de confidentialité. C'est la période où effectivement la Cour des Comptes dit ce qu'elle a à dire, et où la collectivité répond. Cette période d'échanges est une période de confidentialité et du contradictoire où nous n'avons absolument le droit de dire quoi que ce soit par rapport à cette confidentialité. Il est d'autant plus incroyable que, dans cette période de confidentialité, un faux rapport de 59 pages soit sorti. Il parlait de choses complètement aberrantes, un stylo, un cigare (je dois fumer le cigare tous les jours). Il est incroyable de faire du *people* avec un rapport de 59 pages qui est un faux. J'ai fait une conférence de presse et je remercie le premier adjoint, les présidents de groupes qui étaient à mes côtés avec le Directeur Général des services et les directeurs de cabinet. Nous avons ensemble dénoncé ce qui s'est passé. Le rapport définitif est le seul sur lequel nous avons le droit de débattre. C'est le seul qui exprime la vérité du travail fait par la Cour des Comptes, qui a commencé son travail 2012 et nous a

donné le rapport définitif en novembre 2013. Il fallait donc dénoncer cette situation car c'est la première fois qu'un faux rapport est publié alors que nous sommes dans une période de confidentialité et du contradictoire. Le directeur de la Cour des Comptes et Monsieur le Directeur Général des services se sont rencontrés et ont constaté tous les deux que ce document était un faux. Nous avons porté plainte contre X pour faux et usage de faux.

Nous sommes dans une démarche de transparence, alors que nous pouvions, vu les délais qui nous étaient impartis, reporter ce rapport. Et si les hauts fonctionnaires qui sont ici n'avaient pas travaillé de façon ferme, vous ne pourriez pas aujourd'hui avoir connaissance de ce rapport qui aurait été reporté en avril 2014. C'est parce que nous avons ce souci que nous avons travaillé avec célérité. Lorsque je vois que ces 59 pages ont circulé, que certains en ont ri, et que Monsieur le Directeur Général des services a pu être mis en cause, c'est un scandale. Je ne sais pas qui est X. Quand je faisais des mathématiques, que je passais mon bac, je savais résoudre les équations. Là, je ne sais pas et ce n'est pas mon travail. Mais je dénonce ce qui s'est passé. C'est une intention de nuire, à partir du moment où sont mentionnées de fausses informations dans la presse alors que nous étions dans la période de confidentialité et du contradictoire. Je le dénonce haut et fort, c'est un scandale. Je voulais que vous tous, les élus, soyez au courant de tout cela. La partie la plus importante qui est la santé financière de la ville, curieusement dans les 59 pages, il n'en était pas question. Curieusement aussi, un service a été plus étudié que les autres, le service de l'enfance, dont le rapport félicite les efforts. Ce qui est le plus important n'était pas dans le rapport mais les « petites conneries » y étaient. Monsieur LEVITA va vous parler précisément du rapport financier de cette Cour des Comptes. Sur la mairie, la Cour des Comptes reconnaît que nous avons mis en programme 135 millions, et que la mairie va terminer à 132 millions ; nous étions à 132,5 nous sommes à 132. La Cour des Comptes parle de la périphérie mais nous ne construisons pas une mairie seule au milieu des bois. Il y a une place. C'est comme si nous comptions le coût du Pont de la République pour passer depuis ce côté du côté de la ZAC rive gauche. La Cour des Comptes reconnaît que le prix du bâtiment n'est pas dépassé. Nous terminerons à 132 millions. Je ne sais pas qui se cache derrière tout ce que vous avez pu lire, mais ce sont de petits personnages pour avoir osé manipuler l'information de cette façon-là. Il paraît qu'en politique nous n'avons pas d'amis et que tout est permis. Je considère qu'en politique, nous pouvons avoir des amis. Je considère qu'en politique tout n'est pas permis. Ne soyez pas étonnés de l'augmentation des abstentions. Nous nous sommes battus en début de séance pour le vœu de soutien à Madame TAUBIRA, et certains sont capables de faire cela !

Max LEVITA : Merci Madame le Maire. Je crois, mes chers collègues, que ce rapport de la Chambre Régionale des Comptes est pour moi, adjoint aux finances, pour la majorité qui a conduit la politique évaluée, et pour vous Madame le Maire particulièrement satisfaisant. La Chambre le souligne dès les premières pages, le fort essor démographique que Montpellier connaît depuis deux décennies (c'est plus que deux décennies) n'est pas sans conséquences sur les moyens et services à mobiliser pour répondre aux attentes de la population. La Chambre semble donc consciente des efforts qu'il a fallu faire. Elle souligne les points favorables : un suivi rigoureux de l'endettement bancaire, une volonté de transparence des gestionnaires. La Chambre Régionale observe que, d'une part, la collectivité a une excellente connaissance de son endettement et en assure un suivi attentif et que, d'autre part, l'information délivrée à l'assemblée est complète en la matière. J'espère, Mesdames et Messieurs les représentants de l'opposition, que vous prenez acte de cette déclaration. La juridiction souligne les efforts de la ville pour mettre à disposition du public des informations financières et budgétaires sur son site internet. Vous voyez notre volonté de clarté, de transparence. Quelques points à mentionner.

Concernant les charges de personnel : la Chambre note, c'est assez amusant, que notre total de personnel par rapport à l'ensemble des charges de fonctionnement, est plus élevé que les autres villes. Mais par contre, la dépense par habitant est inférieure. Cela ne pose pas de problème particulier à la Chambre ce qui est un peu curieux. Deuxième annotation, je vous en ai parlé tout à l'heure, concernant les dotations. En 2005, nous étions à 213 à Montpellier en dotation, contre 262 pour la moyenne des villes de la strate. La différence, mes chers collègues, est de douze millions. Monsieur DOMERGUE qui est maintenant parti, a raison de souligner que je le disais sous l'époque de Monsieur SARKOZY, l'écart a diminué mais il est toujours de 5 millions. La Chambre n'essaie pas d'expliquer cet écart qui a pourtant des conséquences auxquelles la chambre pourrait s'intéresser. Sur l'épargne nette, la chambre note bien que nous sommes en charge nette à 119 euros contre 69 pour les villes de la strate. Cela montre une volonté

de gestion au plus près. Nous sommes à peu près au double de nos collègues. Je ne fais pas de comparaison avec les autres villes car nous n'avons pas tous la même histoire mais par rapport à une moyenne nous pouvons faire une comparaison.

Sur l'emploi des investissements, nous sommes sur un total de 435 euros en moyenne par habitant contre 304, c'est à peu près 50% de plus. La Chambre note une annuité de la dette relativement modérée (je regrette que mon ami MAJDOUL qui a fait des déclarations dans *Midi Libre* dimanche ne soit pas là car ce qu'il a dit est complètement faux par rapport à ce qui figure dans le rapport, que je n'ai pas écrit !) La capacité de désendettement augmente. Oui, ce n'est pas un très bon signe, c'est vrai ! Mais nous sommes partis de 1,1 en 2005, Georges FRECHE avait décidé de faire zéro emprunt en 2004. Nous sommes aujourd'hui à 4,78. Je vous demande, mes chers collègues, de lire les rapports de toutes les autres villes de France (moi je le fais, c'est ma fonction). Certains seraient prêts à aller à Lourdes à genoux pour avoir ce chiffre de 4,78.

Sur la fiscalité, la remarque de la Chambre est particulièrement curieuse : elle refuse de tenir compte de notre abattement. Cet abattement nous coûte à peu près 10 millions. Sur quelque chose qui coûte 10 millions, je ne vois pas comment la Chambre peut indiquer qu'elle ne peut accueillir ses indicateurs : le premier car il n'est pas disponible pour le grand public, et le second car il ne fait pas partie des références couramment admises. Cela est assez amusant. Sur la conclusion de l'analyse financière, nos collègues de l'opposition et cela me paraît juste, ont souligné que la Chambre écrit : « Si la ville souhaite maintenir son effort d'équipement au niveau intérieur, elle n'aura d'autre solution que d'augmenter le taux des contributions locales sauf à trouver des gisements d'économies dans son fonctionnement courant ». Je voudrais vous faire remarquer, mes chers collègues, que c'est ce que je vous ai proposé dans le débat d'orientation budgétaire. Il y a des économies de fonctionnement, il y a un ralentissement d'équipement. Pour le moment, il n'y a aucune augmentation. Nous ne maîtrisons pas totalement ce qui va se passer au plan national.

Je n'ai pas de remarques particulières sur la gestion du personnel sauf les notations concernant l'absentéisme. La Chambre a refusé de prendre acte de nos déclarations : nous avons titularisé du personnel qui était absent mais cela n'apparaît pas dans les statistiques de la ville. La Chambre n'a pas voulu intégrer cette remarque. D'autre part, la ville a répondu dans sa lettre aux observations de la Chambre : nous ferons les efforts nécessaires pour lutter contre l'absentéisme. Des études sont en cours sur ce point. Je vous prie de noter, mes chers collègues, qu'aucune référence n'est faite dans le rapport à la qualité du service rendu par les employés municipaux. Or, cette qualité est attestée par notre adhésion à QUALIVILLE, qui permet de la mesurer et de vérifier que nous ne sortons pas des clous.

Enfin, sur l'opération du nouvel hôtel de ville, la ville a répondu à l'observation concernant le coût total, Madame le Maire vient d'en parler. La ville distingue mandat et concession. Je ne vais pas entrer dans la subtilité juridique du débat, je voudrais noter avec vous que la Chambre calcule et arrive à un total de 180 millions, mais dans son texte elle fait état de 135 millions à plusieurs reprises. Mes chers collègues, le *Figaro* (je suis obligé d'avoir des lectures dont je me repends), a fait une enquête récemment sur un certain nombre de dérapages assez formidables :

- la philharmonie de Paris : coût estimé de 118 millions. Nous en sommes à 386 millions et trois ans de retard ;
- le MUCEM de notre ami Rudy RICCIOTTI est parti de 100 millions et en est à 160 ;
- le siège de Rhône-Alpes est parti à 60 millions et est à 175 millions ;
- le musée Confluences, à Lyon est parti de 60 millions et est à 313 millions ;
- le bâtiment des archives à Pierrefitte-sur-Seine était à 195 millions et est à 244 millions.

Il n'y a pas eu de dérapage à Montpellier. Je voudrais mes chers collègues, que nous rendions hommage :

- premièrement, à nos adjoints, Monsieur DELAFOSSE et Monsieur SAUREL qui ont suivi cette opération jour à jour, pour que nous restions en permanence dans les clous ;
- à Madame le Maire qui a suivi cette opération en permanence ;

- au Directeur Général des services, Monsieur NYSSSEN qui avec Monsieur DESTISON ont suivi au jour le jour les travaux ;
- à la SERM, Monsieur LAGET et Monsieur DOSTE qui ont suivi cette opération d'une manière permanente.

Nous ne sommes pas « sortis des clous ». Nous devons les remercier, et je le fais si vous le permettez.

Au total, ce rapport dresse un bilan flatteur du travail réalisé par Madame le Maire et son équipe au cours de ce mandat. Un équipement extraordinaire : douze écoles, sept crèches, six équipements structurants : la serre amazonienne, la Maison de la prévention santé, la Maison pour tous, le nouvel hôtel de ville, la Panacée, l'achat de l'EAI. Et c'est sans compter les travaux de maintenance des équipements, les opérations de rénovation urbaine, les créations de ZAC, donc près d'un milliard d'euros d'investissements réalisé pendant ce mandat. La Cour souligne également un fonctionnement satisfaisant des services même si une attention particulière doit être portée au problème de l'absentéisme. C'est une situation financière saine, qui permettra comme je l'ai indiqué dans le DOB, à la prochaine équipe, de décider du contenu de son action dans un cadre fixé et contraint, bien sûr, par la situation économique du pays et par les décisions du gouvernement. Je vous l'ai dit, je déteste faire des comparaisons. Cependant, je lis tous les rapports et peux vous assurer que nombreuses sont les villes qui aimeraient avoir nos résultats. L'équipe municipale que vous avez conduite mm le M peut Madame le Maire peut être fière du résultat obtenu. Je souhaite que nos successeurs fassent aussi bien que nous. Je vous remercie.

Christian DUMONT : Madame le Maire, d'abord je voudrais, avant d'analyser le rapport qui est soumis à notre examen aujourd'hui, vous dire, et vous vous en doutez, que nous n'avons pas la même lecture que vous. Dans le liminaire que vous avez fait, et vous avez montré votre indignation, vous avez parlé de scandale à propos de ce qui s'était passé, de la diffusion d'un faux rapport. Nous ne nous sentons pas concernés par le X. Derrière le X, il n'y a pas une manœuvre de l'UMP. A l'UMP, et en ce qui me concerne, nous avons l'habitude d'avancer à visage découvert. Nous n'apprécions pas les plaintes anonymes et plutôt que l'anonymat, nous préférons signer nos actes. Ce n'est pas nous qui sommes à l'origine. Vous avez parlé de vos amis politiques, nous n'en faisons pas partie, nous sommes à l'UMP, vous êtes au parti socialiste. Il faut peut-être chercher ailleurs des personnes qui, pour changer de siège, ont critiqué votre gestion et n'ont pas eu le courage de leurs agissements en dénonçant le rapport de la Chambre Régionale de la Cour des Comptes. Nous tenions à indiquer cela. Lorsque vous avez eu ce rapport provisoire, vous avez presque été mis devant le fait accompli en faisant en sorte que vos services répondent dans un délai très court à un travail qui avait été fait par des magistrats professionnels sur plus de deux années. En quinze jours, vous avez répondu pour nous permettre ce débat. Ce souci de transparence est tout à fait louable et nous vous en sommes reconnaissants. Mais il faudra que vous reconnaissiez, avec nous-mêmes, que vous avez des services à votre disposition. Vos services et vous-mêmes agissez de la même façon lorsque vous nous donnez des documents techniques quatre ou cinq jours avant un Conseil municipal, nous mettant ainsi dans l'impossibilité de répondre à des arguments techniques (nous n'avons pas de services à notre disposition). Cela permet à Monsieur LEVITA de briller puisqu'il a la documentation et les gens à disposition. Et d'ailleurs, il les remercie. Ce n'est pas facile de répondre. Nous les professionnels de la justice sommes très attachés au respect du contradictoire, et cela participe à la sincérité du débat démocratique qu'il faut respecter.

Nous avons trouvé ce rapport très instructif de notre côté et nous tenons à remercier les magistrats qui ont effectué ce travail, nécessaire à la vie démocratique. Sur la situation financière de la ville de Montpellier, ce qui résume l'esprit de ce rapport est à lire dans la synthèse : « Si la ville souhaite maintenir son effort d'équipement sans s'endetter davantage, elle n'aura d'autre solution que d'augmenter les taux déjà élevés des contributions locales sauf à trouver des gisements d'économies dans son fonctionnement courant ». Il ne s'agit pas d'une étude partisane, comme nous avons pu le lire. Ce n'est pas un comparatif dont vous dénoncez toujours le mode de calcul. Je vais parler de différents points.

Sur la fiscalité, du fait de la progression des bases et de la hausse des taux de 9% votée par votre majorité, la fiscalité a explosé à Montpellier. Sur la période 2005-2012, les impôts payés par les Montpelliérains ont augmenté de 20% pour la taxe foncière et 27% pour la taxe d'habitation. Vous annonciez en

préambule que les Montpelliérains devaient connaître la vérité, ils la connaissent aujourd'hui. Je note, à travers la réponse faite, que vous ne contestez pas ce point car les chiffres parlent.

Sur les charges, sur la même période, les charges courantes de la ville sont passées de 55 millions d'euros en 2005 à 77 millions d'euros en 2012. Les magistrats disent : « Cela fait 40,5% d'augmentation en 8 ans à peine. » Comme le détaille la Chambre, cette hausse est très au-delà de la hausse de la population. Votre justification qui consiste à dire qu'il y a une hausse de population parce qu'il y a une démographie galopante sur Montpellier et que cela engendre l'augmentation des charges, est un point contredit par les magistrats de la Cour. La hausse de vos dépenses n'est pas proportionnelle à la hausse de la population. Elle est supérieure et elle est le résultat de votre gestion. Je prendrais pour exemple la hausse des dépenses de communication. Ce poste a été examiné, passé au crible : il est passé de 2 millions 48 euros en 2005 à 8,14 millions en 2012. Il a quadruplé. La population de Montpellier a-t-elle quadruplé en huit ans ? La réponse bien entendu est non.

Vous nous avez parlé tout à l'heure, en présentant le débat d'orientation budgétaire, de cette fameuse dette, jeune, sécurisée comme si c'était une dette dynamique, comme si nous avions besoin de cette dette à Montpellier. C'est quand même extraordinaire de prétendre que d'avoir une dette à zéro, ce serait presque un signe de mauvaise gestion. C'est quand même inquiétant dans la mesure où les magistrats notent que si, notre ville est moyennement endettée, c'est la progression rapide de la dette qui les inquiète. En 2004, Montpellier était la seule grande ville de France avec Toulouse qui avait une dette quasiment nulle. Aujourd'hui, notre dette, année après année, rattrape le retard et explose. Sur les années avant votre accession aux responsabilités, la progression de la population était aussi importante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle n'a pas explosé subitement en 2004. Ce n'est pas la progression de la population qui justifie l'explosion de la dette. C'est un mode de gestion que vous assumez et qu'il faudra assumer devant les Montpelliérains. En 2011, la dette qui pèse sur chaque Montpelliérain est de 887 euros, et si nous y ajoutons la très forte dette de l'agglomération de plus de 2200 euros, nous arrivons à des montants qui sont très importants, inquiétants, et qui sont des indicateurs très négatifs contrairement à ce que vous pouvez prétendre.

En ce qui concerne l'augmentation des agents municipaux et les ressources humaines : les charges de personnel sont passées de 100 à 150 millions d'euros sur la période de l'étude. Tout à l'heure Monsieur DOMERGUE a indiqué que la déprécarisation d'agents non titulaires a impacté ce poste de dépenses, c'est vrai. Mais la Chambre Régionale des Comptes note cependant que le nombre d'agents précaires est aujourd'hui supérieur à ce qu'il était avant la déprécarisation annoncée. La situation des agents municipaux est inquiétante. C'est un paradoxe dans cette ville. Les magistrats nous disent que les horaires de travail sont inférieurs à ce qui se fait dans la moyenne, qu'il y a des avantages apparemment considérables (une sixième semaine de congés a été accordée). Le paradoxe est que pour des gens qui travailleraient moins, qui prendraient plus de vacances que dans la moyenne des autres villes, nous avons un taux d'absentéisme qui est un taux record. La Chambre note que le nombre de jours d'absence a doublé. Il passe de 24 journées d'absence au début de l'étude, à 40 jours d'absence par agent, par an. Cette situation inquiète les magistrats de la Cour, et apparemment, ce sont les seuls inquiets par cette situation, qui vous indique très clairement que nous ne pouvons pas continuer sur ce rythme et sur cette base. Madame le Maire, vous et votre exécutif avez l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels municipaux et vous êtes donc bien responsable de leur bien-être, de la qualité de leurs conditions de travail. Cette hausse doit vous amener à prendre des mesures immédiates afin d'entendre les 4000 agents et de vous posez la question de savoir pourquoi il y a un aussi fort taux d'absentéisme au sein des agents municipaux de Montpellier. Il y a de toute évidence un mal-être que nous ne comprenons pas tellement à l'examen du rapport.

Enfin, les magistrats laissent entendre, parfois entre les lignes, que certains dossiers ne sont pas toujours traités avec professionnalisme et qu'il y a un certain laisser-aller dans la gestion. Un exemple topique est celui concernant le patrimoine de la ville. Les magistrats sont un peu courroucés parce qu'ils se disent qu'ils sont déjà intervenus sur cette question avec un rapport d'observation définitive le 30 juin 2007. La Chambre relevait que l'état de l'actif n'avait pas pu être produit par le comptable à l'appui du compte de gestion pour l'exercice 2004. Vous vous êtes engagés à la suite de ce premier rapport et de ces observations à faire un audit et apparemment cet audit n'a pas été efficient. Toujours est-il que la

situation, lorsque les magistrats interviennent, est quasiment identique. C'est un problème important, parce que cet appel d'offre lancé début janvier 2007 pour la production de l'état de l'actif et de l'inventaire comptable, nous ne l'avons toujours pas et cela a des conséquences. A savoir qu'il n'y a aucun état de l'actif ou état des flux produit à l'appui des différents comptes de gestion des exercices examinés. Le dernier inventaire de l'ordonnateur ne concorde toujours pas avec les écritures du comptable public. Cela a des conséquences sur la sincérité et c'est un point important qu'il fallait relever. Concernant le laisser-aller sur la gestion des marchés publics : les magistrats visent deux secteurs que l'opposition a déjà dénoncés à plusieurs reprises. Le secteur juridique, où tout le contentieux est confié à un seul cabinet d'avocats : avec les difficultés à la ville et à l'agglomération, qui a également le même cabinet, cela pose le problème de la divergence d'intérêts. Tout cela n'est pas très sain et génère du contentieux, contentieux sur le marché public des agences de voyage et également sur les problèmes de communication. Ce manque de rigueur entraîne un nombre de contentieux et des surcoûts liés à d'innombrables avenants à des marchés mal estimés, ce qui vient augmenter les coûts pour un grand nombre de projets.

Sur le train de vie, la CRC a noté quelques dérives. Tout à l'heure Madame le Maire a parlé de « connerie », je ne sais pas c'était ce qu'elle visait sous ce vocable. Les magistrats en parlent. C'était dans le rapport diffusé la presse et cela se retrouve dans le rapport définitif. Il est certain cela peut paraître anecdotique, mais souvent à ce conseil des questions sont votées où les symboles sont mis en valeur. Ce sont des symboles. Concernant les frais de restauration, en 2010 la cour note qu'il y a eu, dans un restaurant, 189 couverts à 41 euros de moyenne. Elle note qu'un agent et des élus sont allés dans un restaurant gastronomique avec une facture de 2422 euros en 2010 pour l'un d'entre eux. Alors que les frais sont réglementés à 15,25 euros le repas, la Chambre parle « d'opacité des procédures internes qui empêchent tout contrôle ». C'est la Chambre qui le dit. C'est étonnant. Et la chambre de pointer des manifestations, comme la Clapassade, avec un coût de 94 000 euros, sans délibération autorisant l'opération, et sans aucune retombée. 94 000 euros ont été jetés par la fenêtre, c'est écrit entre les lignes. Au niveau du symbole, Madame le Maire, citons les vœux de 2010. Madame MANDROUX avait annoncé en 2008 que, face à la crise, elle allait instituer des vœux « jus d'orange et chocolat chaud ». C'était son expression et c'était louable. L'opposition se félicitait de cette prise de position. Le jus d'orange et le chocolat chaud ont coûté cher aux Montpelliérains : ces vœux ont coûté 132 000 euros dont plus de 100 000 euros en communication. Peut-être que la note a baissé au niveau des petits fours mais pas au niveau de la communication ! Etait-ce si important, alors que nous étions en crise, de verser 100 000 euros pour des vœux ? C'est un point important et les Montpelliérains doivent le savoir. De même pour les cartes bancaires, quand la chambre parle de dépenses floues, peu détaillées, dans des restaurants gastronomiques pratiquant des tarifs élevés. Un contrôle est effectué quand le remboursement des frais dans un bar de nuit parisien a été rejeté. Enfin, pour les voyages, nous sommes dans une croissance exponentielle. Ils ont augmenté de 2007 à 2011 de 632 000 euros sur des déplacements à l'étranger. Nous pouvons parler d'anecdote, mais je note cette fameuse réunion de travail en Chine où en mai 2010, ont été invités des élus et des agents mais aussi des invités tiers à l'institution et ceci pris en charge par la ville, par les Montpelliérains dans leur ensemble ce qui a porté le coût de la petite expédition à Chengdu et à Shanghai à 128 298 euros. Les magistrats ont dit qu'il y avait une différence de 50 260 euros et le paiement de cette facture a été curieusement réalisé sur le compte « fêtes et cérémonies ». Ce n'est pas tout à fait clair, cela ne correspond pas à la réalité. C'est dans le rapport page 44. Enfin, la facture émise pour « Journalistes Chine groupes » ne fait référence à aucun nom et est établie au forfait. Là encore, la Cour note une certaine légèreté dans la gestion des voyages.

Dernier point si vous me le permettez, concernant l'hôtel de ville : c'est un peu de la sémantique en réalité. C'est vrai que nous croyons Madame le Maire qui dit que la mairie de Montpellier a coûté 132 millions d'euros. Oui, si nous considérons la mairie comme le cube dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, *ex abrupto*. Les magistrats de la Cour des Comptes ne font pas de politique eux. Nous avons voulu expliquer que les Montpelliérains vont avoir une mairie à 132 millions sans dépassement de budget. Mais la mairie est une opération dans l'opération : il y a le mobilier sur lequel nous travaillons (3 millions d'euros), l'accès à la mairie, la calade, pour 2,2 millions d'euros, le jardin autour de la mairie (5 millions d'euros), un parking à 17 millions d'euros, la sécurité pour 350 000 euros, la sécurité incendie (cela va avec la mairie) pour 250 000 euros et enfin le coût de démolition (il y avait quelque chose avant sur ce terrain), qui entre dans le coût, non pas de la mairie au sens strict, mais dans le coût de l'opération de

l'hôtel de ville. Ces 180 millions d'euros correspondent au montant global du bâtiment dans ce dossier. Madame le Maire, vous distinguez ce qui correspond à la mairie, le bâtiment brut, et la ZAC sur laquelle le bâtiment se trouve. Nous voulons bien vous faire crédit que le cube de béton a bien coûté 132,5 millions, mais il est malhonnête de considérer qu'il pouvait fonctionner sans aménagement, sans parking, sans mobilier. Petite anecdote au niveau du symbole : nous notons que Madame le Maire ou ses services ont exigé l'ouverture d'une terrasse sur son bureau : coût de l'opération hors taxe : 50 000 euros, plus des frais d'éclairage de 10 000 euros. Soit une opération à 60 000 euros hors taxe. Sur 132,5 millions, c'est une goutte d'eau. Mais il faut se placer au niveau du symbole pour les Montpelliérains. Si chez soi nous faisons des travaux d'amélioration, nous regardons attentivement les devis. Un devis pour un volet roulant, pour un petit luxe de 3 000 euros ou 4 000 euros, on y réfléchit. Avec l'argent public c'est facile de dire que 60 000 euros ne sont rien sur 132,5 millions. Non ! Nous voulons dire que dans la prochaine équipe municipale, nous aurons le respect de l'argent public. L'argent public ne doit pas être jeté par les fenêtres. Dans des temps de crise, il faut faire des économies partout. Nous les élus, nous devons être vertueux et donner l'exemple. Lorsque nous lisons le rapport, il ne donne pas un satisfecit pour votre gestion. Après le rapport accablant de la CRC sur l'agglomération, aujourd'hui, les Montpelliérains connaissent la façon dont est géré Montpellier et ce rapport n'est pas aussi élogieux que vous avez voulu le dire. Nous avons mangé toutes les marges, nous sommes au bout, et les magistrats comme nous, comme les Montpelliérains, peuvent être inquiets de l'avenir. Il faut revoir les choses, et les refaire de façon tout à fait différente. Un maître mot : l'argent public qui ne nous appartient pas ne doit pas être jeté par les fenêtres.

Francis VIGUIE : Comme il est quasiment minuit, je vais faire plus court puisque ce rapport a déjà été largement commenté. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Je comprends votre colère sur le fait qu'il y ait eu un rapport caviardé, truqué. Je lis beaucoup de romans policiers et je ne sais pas à qui, à quoi il faut l'attribuer. Je suppose que vous devez avoir des idées car il faut les moyens, les éléments et les documents pour le faire. C'est une première base matérielle, même si on traficote des pages, il faut des éléments pour les traficoter.

Il faut du temps pour digérer ces 50 pages depuis mardi. Monsieur LEVITA, vous ne pouvez pas présenter cela ! Vous le présentez d'une manière dithyrambique. Il n'y a pas une note problématique dans ce que vous avez dit alors que l'on trouve des choses problématiques qui sont posées. Vous pouvez reconnaître que dans la vie, il n'y a pas que le noir et le blanc. Vous ne pouvez pas faire ce que vous avez fait et dire « C'est génial, on est fier ». Non, même s'il est tard ! Je ne vais pas lister à nouveau des choses dites et qui sont dans le rapport. Mais il y a quand même certaines choses.

Sur la nouvelle mairie, j'entends ce que vous dites mais prenons un exemple : je me souviens très bien que, par rapport aux revendications des commerçants qui habitent autour, sur les modifications de l'esplanade, la place George FRECHE, vous indiquiez qu'elle n'est pas modifiable car elle fait partie de l'ensemble Jean Nouvel. Il y a bien un cadre global nouvelle mairie, un ensemble architectural qui n'est pas seulement le bâtiment, mais les bâtiments à côté, la place et ainsi de suite. Si nous discutons, le bâtiment seul, c'est tant et nous sommes totalement à l'aise car nous l'avons voté par tranche (ainsi nous avons voté contre les plafonds ou les différentes choses évoquées). Nous avons voté contre la somme de principe et les choix de ce bâtiment ambitieux, prestigieux et si cher. Il est évident que, quand la CRC indique que le bâtiment à lui seul ne peut être pris en compte mais qu'il faut considérer un certain nombre d'opérations, ce n'est pas absurde. C'est ce que vous connaissez architecturalement comme un ensemble que vous ne pouvez pas modifier.

Je pense que des choses sont dites sur le caractère confus de l'organisation de la commande publique dans le rapport. Sur le sport de haut niveau, des financements servent à autre chose. Je pense qu'il y a des questions sur la communication, sur le marché de la propreté : les mystères de la vie vous allez me dire mais il n'y a pas de concurrence, un seul qui dépose les dossiers sur un marché qui n'est pas secondaire ! Moi je n'invente pas c'est dit dans le rapport. Il y a quand même des problèmes. Il est indiqué que dans votre cabinet, certains postes bénéficient de processus de carrière assez particuliers et rapides.

Pour terminer, je ne serai pas trop long, sur la question de la petite enfance, des choses pour nous sont des logiques qui supposent des désaccords politiques : quand il est dit qu'il n'y a pas de schéma local

pluriannuel qui s'adresse aux moins de 6 ans. Quand sur la question des crèches et ainsi de suite, il est noté qu'il y a une très forte progression du secteur privé, du secteur associatif (30%) avec augmentation de l'aide municipale en directions des associations (1 euro en 2004 et 1,70 euro en 2010). C'est une logique (plutôt qu'un grand service public de la petite enfance) d'ouvrir sur le privé avec des délégations de service public. Ces points sont importants à noter.

Je termine sur une précision car cela fait polémique : le nombre de jours de congés maladie. Il y a deux choses différentes : 20 jours de congés de maladie ordinaire, les autres jours de congés maladie sont soit des longues maladies, soit des maternités. Je n'ai pas les éléments globaux d'appréciation, je ne siège pas. Nous sommes obligés de différencier des congés longues maladies (un cancer, des dépressions profondes) où l'absence dure deux ou trois ans, ou les congés maternité, qui sont positifs. Il faut prendre ces aspects en compte même s'il y a des organisations syndicales ou autres qui discuteront pour savoir la racine réelle du calcul.

Max LEVITA : Monsieur VIGUIE, comme vous êtes le seul à citer le rapport sur la petite enfance, vous me rendez acte que quand nous avons fait la délégation de service public, nous avons des difficultés de recrutement. Je reconnais que dans un rapport de ce genre, les choses négatives je ne les regarde pas, c'est une décision de principe. Vous avez observé au niveau des carrières, que 5 cas sont cités sur 4000 agents. Si dans votre vie, dans votre propre fonctionnement, vous ne faites que 5 erreurs sur 4000, je trouve que ce n'est pas mal. Pour la commande publique, il y a 21 000 lignes. Si nous trouvons quelque cas, car nous avons eu tort ou que nous sommes pressés, nous l'avons amélioré et lancé une enquête donc nous améliorerons au niveau de la commande publique. Maître DUMONT a raison, nous devons dire ce qui se passe sur chaque centime. Je ne reviens pas sur l'hôtel de ville, la Cour y revient longuement. Vous vous faites votre idée, ce n'est pas important. Il est réalisé dans le cadre fixé. Les cartes de crédits, Maître DUMONT, vous êtes un très bon avocat car vous prenez un élément et vous cherchez dans les détails. A partir des détails, nous refaisons le diaporama en totalité. Il n'y a que quatre ou cinq cartes de crédit et je vous signale que les sommes sont débitées sur le compte de la personne en question qui donne des explications aux finances de la ville. La somme n'est pas remboursée si quelque chose n'est pas clair. La Cour nous rend hommage : un agent, qui n'est plus à la mairie, a fait une chose qu'il ne devait pas, et n'a pas été remboursé. C'est un exemple de ce qui fonctionne très bien. Qu'on puisse améliorer la commande publique, nous l'admettons. Quand même sur le patrimoine la Cour a le droit de faire des analyses et je ne les conteste pas. Mais concernant l'inventaire, je vous indique que jusqu'à une certaine époque nous n'avions pas de relevé de l'ensemble des opérations qui étaient faites. L'informatique n'existe pas depuis toujours. Nous l'avons maintenant mais pour les opérations qui ont été lancées en 2006, il faut aller les chercher une par une et les intégrer, à l'heure actuelle, une par une dans l'inventaire : il y a 60 000 lignes à intégrer, Maître DUMONT. Cette opération se fait entre le service finances de la mairie et le trésorier municipal. Ce dernier, devant 60 000 lignes, est un peu dépassé par les événements et nous aussi d'ailleurs. Il faut le faire une par une, il n'y a pas de logiciel pour le faire. En ce moment, nous sommes d'accord, cela va être réalisé. Un montant du patrimoine de la ville est connu au 31 décembre 2006. C'est à peu près 1,5 milliard. Toutes les explications ont été données à la Chambre, elle ne les a pas toutes admises. Le problème reste entier, je vous l'accorde.

Sur l'absentéisme, nous n'avons pas besoin de la Chambre, cher Maître, car le temps de travail de la ville de Montpellier n'est pas inférieur à ce qui se passe ailleurs. La remarque est la même dans les rapports sur toutes les villes de France et Navarre, les collectivités, les départements, les régions. La Chambre a décidé que partout, nous allions travailler 1 607 heures. Moi je veux bien, mais je demande à des institutions de l'Etat d'aller vérifier si elles travaillent 1607 heures. C'est partout en France que l'on travaille moins de 1 607 heures. Notre personnel est à 80% de catégorie C, qui ne sont pas particulièrement bien payée. Toutes les responsables, tous les maires, tous les présidents font un petit geste envers ce personnel. Ceci étant, l'absentéisme pose un problème et nous en sommes conscients. Une politique est en train d'être menée et sera précisée au fur et à mesure pour aller vers des temps meilleurs.

Au total, je persiste et je signe. Franchement Monsieur VIGUIE, avez-vous lu beaucoup de rapports sur les autres villes ? Maître DUMONT, avez-vous lu beaucoup de rapports sur les autres villes ? Merci beaucoup je vous demande de temps en temps de faire des comparaisons. Vous verrez à Montpellier, nous sommes

les meilleurs et j'en remercie mes collègues car ce résultat je ne l'ai pas obtenu tout seul, et Madame le Maire qui a conduit cette équipe pour un résultat exceptionnel. Merci

Hélène MANDROUX : Mes chers collègues j'avais dit que je m'arrêtais à minuit, il est très exactement minuit une. Je vous invite à partager le repas et le prochain Conseil est le 16 décembre à 16h00.

Le Conseil municipal prend acte.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

2013/0189	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Namer-Tomas (SELARL)
2013/0221	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Véronique BAUMANN
2013/0222	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ STE BOUYGUES TELECOM
2013/0224	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOLER
2013/0225	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ REICHERT
2013/0227	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Nathalie LEVY
2013/0271	Attribution de la maintenance du logiciel FME à la société Veremes pour un montant de 600 € HT
2013/0288	De conclure un avenant de transfert de marchés suite à la cession des activités de la société Océ-France à la société Canon France SAS
2013/0293	Décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de water-polo, sport de haut niveau à Montpellier saison 2013-2014, au seul prestataire habilité, le Montpellier water-polo, pour un montant H.T. de 30 000 €
2013/0295	De conclure un avenant n°1 au marché 1M15 avec l'entreprise SEDOA pour un montant de 1822.40 € HT
2013/0296	La Ville de Montpellier décide de mettre à disposition de l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires une salle du Centre de Ressources Darwin pour l'organisation d'une formation du 7 au 11 octobre 2013.
2013/0297	La propriété mise en vente à un promoteur par Mme RICARD et M. TEYSSIER se situe dans la ZAC Consuls de Mer. La Ville poursuit sa politique de réserves foncières dans la ZAC dont l'état d'avancement ne permet pas la délivrance de permis pour des projets isolés. Le prix étant

	excessif, il est proposé de préempter au prix des Domaines, 600 000 €.
2013/0298	De conclure un contrat de production et de cession de droits de diffusion d'une performance artistique, pour un montant de 40 400.00 € HT avec l'entreprise 1024 Architecture
2013/0299	De conclure une convention de mise à disposition de locaux à la Ville par le Centre Chorégraphique National de Montpellier Languedoc-Roussillon à l'occasion de la manifestation ZAT! 7, novembre 2013
2013/0300	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la Société FONCIERE DE RENOVATION, située 450 le Grand Mail, cadastrée section LR 296, Copropriété Font del Rey lots 1124-1146-1151-1177, pour un montant de 66.355 €.
2013/0301	De signer un avenant pour le marché à procédure adaptée attribué à la Société Qualiconsulting, pour la mission d'élaboration, de mise en place et d'évaluation du Plan d'Orientation Interne, Plan de gestion de l'assainissement, Plan de gestion des fumiers du Parc Darwin, Bois de Montmaur et Réserve naturelle, en raison de l'augmentation des prestations pour un montant supplémentaire de 4 500 € HT.
2013/0302	L'opération Relocalisation et Extension de la Crèche Sophie Lagrèze, portée par la Direction de la Réussite Educative, peut faire l'objet d'une subvention FEDER de 558 630.60 euros et prévoit un financement dédié de 1.980.000 euros par emprunt. Un appel d'offres a donc été lancé et La Banque Postale a présenté l'offre la plus avantageuse au regard des critères requis.
2013/0303	De passer une convention de cession à titre gracieux d'animaux de laboratoire avec l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale de Montpellier.
2013/0304	D'attribuer le marché référencé 3C03458191, relatif à la mission de base de maîtrise d'oeuvre pour la restructuration des vestiaires, réfectoire, laverie, sanitaires, atelier de la zone technique du Parc Darwin à la Société ACTUA pour un montant de 144 000 € HT.
2013/0305	D'exercer le droit de préemption, pour le Compte de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, sur la propriété NHIM située 72 avenue de Toulouse, cadastrée section HZ 27, pour un montant de 180.000 € plus 15.000 € de commission.
2013/0306	De conclure des conventions d'amodiation du parking Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs pour la location, à compter du 1 ^{er} novembre 2013, de 64 emplacements pour un montant de 7470 € et pour une durée de 10 ans.
2013/0307	De conclure une convention d'occupation d'un logement à titre onéreux avec Madame Lemonnier-Jessueld Catherine à l'école Jean Mermoz pour un montant de 221.40 € par mois.
2013/0308	De conclure une convention d'occupation d'un logement à titre onéreux avec Monsieur François Des Rieux à l'école Garibaldi pour un montant de 430.13 € par mois.
2013/0309	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LEVY Nathalie
2013/0310	De conclure une convention d'occupation d'un logement à titre onéreux avec Madame Maurand Françoise à l'école Desbordes Valmore pour un montant de 221.40 € par mois.
2013/0311	D'attribuer le marché à bons de commande d'une année renouvelable deux fois, à l'association PACT HABITAT 34 pour une action d'intermédiation locative pour l'hébergement temporaire de ménages dans le cadre de procédures de Péril et d'insalubrité avec propriétaires défaillants.
2013/0312	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans la Procédure d'expulsion de terrains communaux entre la rue du Mas Rouge et l'avenue Raymond

	Dugrand
2013/0313	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL UNIPERSONNELLE DELZENE
2013/0314	De conclure une convention d'occupation d'un logement de fonction à titre gracieux de l'école élémentaire Winston Churchill avec Mme Bonnal Anne, institutrice.
2013/0315	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHAIX Thierry
2013/0316	D'autoriser la signature de la convention d'occupation d'un logement à titre onéreux à l'école maternelle Simone Signoret pour Madame Ruiz Laura.
2013/0317	D'autoriser la signature d'une convention d'occupation d'un logement à titre gracieux à l'école élémentaire Charles Baudelaire pour Monsieur Thierry Soonckindt, instituteur.
2013/0318	De confier le marché «maintenance et réparation de matériel horticole » à l'entreprise LMS pour un montant annuel maxi de de 50 000€ HT
2013/0319	D'attribuer le marché "Achat de matériel de nettoyage" à la société B.C.P.E LA NORME pour un montant maximum de commande de 89 000.00 € HT. C'est un marché unique à bon de commande dont l'exécution est prévu de la date de sa notification au 31 décembre 2014.
2013/0320	Attribution du marché à procédure adaptée pour le développement d'un logiciel SIG pour la gestion du patrimoine voirie, à la société BUSINESS GÉOGRAPHIC, pour un montant de 21645€ HT
2013/0321	D'attribuer le marché "Achat de détecteurs pour les bornes automatiques disposées sur la voirie de Montpellier" à la société RS COMPONENTS SAS, pour un montant maximum de commandes de 35 000 € HT. C'est un marché unique à bons de commande passé pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.
2013/0323	D'attribuer un marché pour la réalisation d'une mission d'accompagnement à la formalisation du plan stratégique local sur le quartier de la Mosson à la société EGIS CONSEIL pour un montant de 41450 € HT
2013/0325	De conclure un contrat de cession du spectacle Braseros pour un montant de 18 022.40 € HT avec la compagnie La Machine dans le cadre de la ZAT!7 Boutonnet Beaux Arts les 10 et 11 novembre 2013.
2013/0326	D'exercer le droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de Me BERNARD, situé 44 rue du Fbg du Courreau, cadastré section BX 115, pour un montant de 5 000 € plus 2 000 € de commission.
2013/0328	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Guy RODIER.
2013/0329	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Monsieur KOCIAK.
2013/0330	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ M. Pierre-Henri COMBET.
2013/0331	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: aide au montage d'expositions et interventions d'entretien en lien avec des lieux et projets culturels, pour un montant maximum de 86 000 € pour deux ans à compter de la notification, à l'entreprise PAVIE.

2013/0332	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de restauration (catering) pour le personnel artistique et technique dans le cadre de la manifestation ZAT! de novembre 2013, pour un montant maximum de 20 000 € HT, à l'entreprise Sauces Cévennes.
2013/0333	La Panacée Centre de Culture Contemporaine De conclure un contrat de production du projet Art by Telephone... recalled, pour un montant de 33 200.00€ HT avec la SARL Solang Production.
2013/0334	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Moulin des 7 Cans / rue Albert Dubout.
2013/0340	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville de MONTPELLIER c/ Monsieur MARCAL.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 00 h 10.
